

**PROJET DE CONVENTION FINANCIERE / FONDS DE CONCOURS
ENTRE LA CA TARBES-LOURDES-PYRENEES ET
LE POLE METROPOLITAIN DU PAYS DE BEARN
ETUDE HYDROGENE**

ENTRE LES SOUSSIGNEES

Le Pôle métropolitain du Pays de Béarn, représentée par Monsieur François BAYROU, Président, autorisé par délibération n° ... en date du,

dénommé ci-après «Pôle Métropolitain»,

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par Monsieur Gérard TREMEGE, Président (ou par son représentant dûment habilité), autorisé par délibération n°1 en date du 23 janvier 2020,

dénommée ci-après «CATLP »,

D'AUTRE PART,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - OBJET :

Dans le cadre du Contrat d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes, signé le 15 juillet 2019, il a été décidé d'engager une étude technico-économique pour le déploiement d'une filière hydrogène renouvelable et intégrée à l'échelle du périmètre de Territoire d'Industrie.

La maîtrise d'ouvrage de cette étude, confiée à un prestataire, sera assurée par le pôle métropolitain du Pays de Béarn.

A ce titre, il est aujourd'hui proposé d'établir une convention financière entre la CATLP et le pôle métropolitain du Pays de Béarn.

Le coût de l'étude est estimé à 69 800€ HT.

La présente convention a pour objet de régler les conditions et les modalités de la participation financière d'un montant estimé à 5 000 € de la CATLP et de son versement au pôle métropolitain pour la réalisation de cette étude.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Objet	Montant estimé HT en €	Pourcentage
Participation la Banque des territoires	25 400	36.5%
Participation Nouvelle-Aquitaine	25 400	36.5%
Participation de la CA TLP	5 000	7%
Pôle métropolitain du Pays de Béarn	14 000	20%
TOTAL	69 800	100%

Article 2 – DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE :

Il est rappelé que la participation de la CATLP financière ne pourra pas excéder le plafond fixé à 5 000 €

Article 3 – MODALITES DE VERSEMENT :

La participation financière de la CATLP sera mandatée selon les modalités suivantes :

- un versement intégral à la fin de l'étude sur présentation d'un titre de recette.

L'engagement de la CATLP ne pourra jamais dépasser le plafond prévisionnel de 5 000 euros précisé à l'article 2.

Dans le cas où le coût total et final de l'opération serait inférieur au montant prévu, la participation financière sera calculée au prorata du coût de l'étude.

Article 4 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION :

La durée de validité de la convention sera de deux ans à compter de la date de réunion du conseil communautaire qui a procédé à son attribution.

Article 5 - RESILIATION ET/OU LITIGE

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Les sommes éventuellement versées feront l'objet d'un remboursement.

En cas de différend, les parties s'obligent à épuiser les voies permettant un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Pau est seul compétent.

Fait à JUILLAN, le

**Le Président du Pôle métropolitain
du Pays de Béarn,**

Le Président de la CATLP,

François BAYROU

Gérard TRÉMÈGE

**CONVENTION FINANCIERE / FONDS DE CONCOURS
ENTRE LA CA TARBES-LOURDES-PYRENEES ET LE POLE METROPOLITAIN DU PAYS DE
BEARN**

INGENIERIE TERRITOIRE D'INDUSTRIE LACQ-PAU-TARBES

ENTRE LES SOUSSIGNEES

Le Pôle métropolitain du Pays de Béarn, représentée par Monsieur François BAYROU, Président, autorisé par délibération n°XXX en date du XXXXXXXX,

dénommée ci-après «Pôle Métropolitain»,

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par Monsieur Gérard TREMEGE, Président (ou par son représentant dûment habilité), autorisé par délibération n°2 en date du 23 janvier 2020,

dénommée ci-après «CA TLP »,

D'AUTRE PART,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - OBJET :

Dans le cadre du Contrat d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes, signé le 15 juillet 2019, il a été décidé de constituer une équipe Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes (fiche n°29).

Le contrat d'industrie est considéré par les partenaires du Territoire comme une chance unique de répondre aux enjeux de demain. Néanmoins, cette mobilisation engage fortement les intercommunalités dans un rôle d'animation, d'ingénierie et de suivi du contrat.

A l'instar du dispositif Cœur de ville, il s'agit de constituer des moyens humains pour répondre aux engagements inscrits au sein du contrat d'industrie. Il s'agit de :

- permettre le recrutement d'un chef de projet à l'échelle de Territoire d'industrie visant à promouvoir, développer et suivre les actions du territoire d'industrie,
- mobiliser le réseau d'animateurs économiques local : réseaux consulaires, UIMM, etc.
- financer des actions d'audit flash pour permettre l'accompagnement des maîtres d'ouvrage des opérations complexes.

L'Etat a validé le co-financement du poste de Chef de projet Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes en octroyant une subvention de 87 717.60€ forfaitaire sur deux ans.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le pôle métropolitain du Pays de Béarn.

A ce titre, il est aujourd'hui proposé d'établir une convention financière (cf. annexe) entre la CA TLP et le pôle métropolitain du Pays de Béarn.

Le coût est estimé à 150 000€ pour deux ans.

La présente convention a pour objet de régler les conditions et les modalités de la participation financière d'un montant estimé à 10 000€ par an pendant deux ans de la CATLP et de son versement au pôle métropolitain pour la réalisation de cette étude.

Le plan de financement prévisionnel sur deux ans est le suivant :

Objet	Montant estimé HT en €	Pourcentage
Participation de l'Etat (FNADT)	87 717.60	58.48%
Participation de la CA TLP	20 000.00	13.30%
Participation du Pôle métropolitain du Pays de Béarn	42 282.40	38.22%
TOTAL	150 000	100%

La présente convention a pour objet de régler les conditions et les modalités de la participation financière d'un montant de 10 000€/ an pendant deux ans (2020 et 2021) de la CATLP et de son versement au Pôle métropolitain pour la réalisation de cette étude.

Article 2 – DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE :

Il est rappelé que la participation de la CATLP financière ne pourra pas :

- excéder le taux maximum de 12.5 % de la somme globale HT du coût de l'ingénierie plafonnée à 150 000€,
- excéder le plafond fixé à 20 000€,

Article 3 – MODALITES DE VERSEMENT :

La participation financière de la CATLP au Pôle métropolitain sera mandatée selon les modalités suivantes :

- un versement de 10 000€ à la fin de l'année 2020 sur présentation d'un titre de recette,
- un versement de 10 000€ à la fin de l'année 2021 sur présentation d'un titre de recette,

L'engagement de la CATLP ne pourra jamais dépasser le plafond prévisionnel de 20 000 euros précisé à l'article 2.

Dans le cas où le coût total et final de l'opération serait inférieur au montant prévu, la participation financière sera calculée au prorata du coût de l'ingénierie.

Article 4 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION :

La durée de validité de la convention sera de deux ans à compter de la date de réunion du bureau communautaire qui a procédé à son attribution.

Article 5 - RESILIATION ET/OU LITIGE

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Les sommes éventuellement versées feront l'objet d'un remboursement.

En cas de différent, les parties s'obligent à épuiser les voies permettant un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Pau est seul compétent.

Fait à JUILLAN, le

**Le Président du Pôle métropolitain
du Pays de Béarn,**

Le Président de la CATLP,

François BAYROU

Gérard TRÉMÈGE

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 3

Subvention pour l'organisation de la Biennale des Patrimoines 2020 organisée par le Dialogue Métropolitain de Toulouse

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Subvention pour l'organisation de la Biennale des Patrimoines 2020 organisée par le Dialogue Métropolitain de Toulouse

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour attribuer les subventions et signer les conventions afférentes.

EXPOSE DES MOTIFS :

Lors de l'année 2020 se déroulera la Biennale des Patrimoines organisée par l'association du Dialogue Métropolitain de Toulouse dans laquelle nous sommes membres avec 10 autres communautés d'agglomération de l'ex Midi Pyrénées.

L'édition 2018 de la Biennale européenne des patrimoines a eu lieu du 5 au 29 septembre sur le thème « patrimoine 3.0-Reconquête des centres anciens et filière d'avenir ».

Elle a été accueillie par 7 territoires : Albi, Cœurs et Coteaux du Comminges, Grand Cahors, Grand Montauban, Pays de Foix Varilhes, Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Toulouse Métropole et s'intégrait dans la suite de celle engagée en 2016.

Lors de son Assemblée Générale et de son Bureau le 24 juin 2019, il a été décidé afin de préparer la manifestation 2020 de solliciter les membres afin qu'ils versent une subvention représentant une somme de 0,04 euros / habitant, contre 0,072 euros / habitant la fois précédente, soit pour la CATLP un montant de 4 894,60 euros.

Le coût total de la manifestation est estimé à 100 000 euros, les 40 % restants seront sollicités auprès de l'Etat, la Région et la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

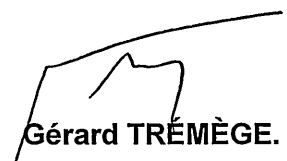
DECIDE

Article 1 : d'attribuer à l'Association Dialogue Métropolitain de Toulouse une subvention de 4 894,60 euros.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES



PLAN LOCAL D'URBANISME COMMUNE DE HORGUES

B - INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

REVISION ALLEGEE N° 1				
Arrêtée	examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020				



Bureau Communautaire du jeudi 16 mai 2019

Délibération n° 5

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Horgues

Date de la convocation : 09/04/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Michèle PHAM-BARANNE, M. François RODRIGUEZ, M. Jean-Michel SEGNERE, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Marc GARROCQ, M. David LARRAZABAL, Mme Valérie LANNE donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Evelyne RICART donne pouvoir à M. François RODRIGUEZ

Absents :

M. Michel DUBARRY, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Horgues

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n°8 du Conseil Communautaire du 27 mars 2019 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification

simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux actuellement en cours d'élaboration,
Vu la délibération du Conseil Municipal de Horgues en date du 15 juin 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune.

EXPOSE DES MOTIFS :

Par courrier en date du 27 février 2019, le maire de Horgues demande à la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées d'engager une procédure de révision allégée du P.L.U. de sa commune.

Cette révision est demandée afin de réduire de 200 mètres à 100 mètres la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU.

Cette prescription de distance de 200 mètres, qui est bien plus restrictive que celles qui s'appliquent aux installations classées, interdit aujourd'hui au seul élevage concerné de pouvoir s'agrandir et même de pouvoir disposer d'une surface de bâtiment vitale pour ses animaux.

Conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. fait l'objet d'une révision allégée lorsque celle-ci a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Dans ce cas, le projet arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et des personnes publiques associées, mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que l'objet unique de la révision consiste à réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance sans remise en cause du PADD, il est proposé au Bureau Communautaire:

- de prescrire la révision allégée n°1 du P.L.U. de la commune de Horgues, avec pour objectif de réduire de 200 mètres à 100 mètres la distance à respecter pour les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU.
- d'approuver les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs et le contenu détaillé ci-dessus.
- de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'Urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :
 -
 - Affichages obligatoires de la délibération en Mairie de Horgues et au Siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois et publication dans un journal local diffusé dans le département
 - Publication dans le bulletin municipal de la commune de Horgues;
 - Information sur le site internet de la commune de Horgues et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées;
 - Registre mis à disposition du public en mairie de Horgues et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, service Aménagement Urbanisme, zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle, Téléport 1 à Juillan, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées, ...;
 - Organisation de deux réunions publiques à la mairie de Horgues, 49, route du Pic du Midi. Le public sera informé du lieu et de la date, ainsi que des horaires, par une

annonce de presse publiée dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours au moins avant la date de chaque réunion;

- Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra adresser par écrit ses propositions et ses remarques, à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Trarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention "révision allégée du PLU de la commune de Horgues". Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.
- d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'Urbanisme;
- de consulter en cours de procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 du code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de prescrire la révision allégée du PLU de la commune de Horgues et d'approuver les objectifs ci-dessus exposés.

Article 2 : de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'Urbanisme, les modalités de concertation telles qu'exposées ci-dessus qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Article 3 : d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'Urbanisme et de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 du même code.

Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 4

Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Horgues

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Horgues

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5111-4 et L.5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L101-1 et L101-2, L153-1 et suivants, R153-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire: schéma de

cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres,

Vu la délibération du Bureau Communautaire en date du 16 mai 2019 prescrivant la révision allégée du PLU de la commune de Horgues avec pour objectifs la réduction de 200 mètres à 100 mètres de la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU,

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

Vu le projet de la révision allégée du PLU de la commune de Horgues annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant que, par délibération en date du 16 mai 2019, le Bureau Communautaire a prescrit la révision "allégée" du PLU de la commune de Horgues, défini les objectifs poursuivis et fixé les modalités de concertation.

Considérant que les objectifs étaient les suivants:

La réduction de 200 mètres à 100 mètres de la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU.; cette prescription de distance de 200 mètres, qui est bien plus restrictive que celles qui s'appliquent aux installations classées, interdisant aujourd'hui au seul élevage concerné de pouvoir s'agrandir et même de pouvoir disposer d'une surface de bâtiment vitale pour ses animaux.

Considérant que conformément aux dispositions des articles L.103-3 à L.103-6 du Code de L'Urbanisme, le Bureau Communautaire a défini les modalités de la concertation publique, à savoir:

- Affichages obligatoires en Mairie de Horgues et au siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois et publication dans un journal local,
- Publication dans le bulletin municipal de la commune de Horgues;
- Information sur le site internet de la commune de Horgues et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées;
- Registre mis à disposition du public en mairie de Horgues et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, à Juillan, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,...;
- Organisation de deux réunions publiques: à la mairie de Horgues – 49, rue du Pic du Midi. Le public sera informé du lieu et de la date, ainsi que des horaires, par une annonce de presse publiée dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion;
- Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra adresser par écrit ses propositions et ses remarques, à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention "révision allégée du PLU de la commune de Horgues. Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public;

Considérant que, durant l'élaboration du projet de révision "allégée" du PLU de la commune de Horgues, ces modalités ont permis d'associer les habitants à la définition du projet;

Qu'ainsi la concertation a été concrètement mise en œuvre à travers:

- L'affichage de la délibération en Mairie de Horgues et au siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois.
- La publication de la prescription de la révision allégée du PLU de la commune de Horgues dans un journal local : la Dépêche du Midi du mercredi 29 mai 2019.
- Une lettre d'information communale uniquement dédiée à ce projet de révision allégée du PLU

- L'information sur le site internet de la commune de Horgues, rubrique Urbanisme – Révision du PLU. et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat – PLU/PLUi
- La mise à disposition du public de registres de concertation en mairie de Horgues, et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, à Juillan.
- L'organisation de deux réunions publiques: à la mairie de Horgues, le lundi 14 octobre 2019 à 18h00 et le lundi 18 novembre 2019 à 18h00.
- La mise en place d'une adresse e-mail dédiée: revisionplu.horgues@agglo-tlp.fr, pour recueillir les propositions et les remarques du public;

Considérant que le projet de révision allégée du PLU de Horgues a été présenté en commission Aménagement de l'Espace et Urbanisme le 16 décembre 2019 et que l'ensemble du dossier a été transmis aux membres du bureau communautaire et laissé à leur disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la communauté d'agglomération, au siège à Juillan.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Bureau Communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est appelé à approuver le bilan de la concertation et à arrêter le projet de révision allégée du PLU de Horgues, conformément aux articles L.153-14 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le bilan de la concertation afférente au projet de révision allégée du PLU de Horgues ci-annexé.

Article 2 : d'arrêter le projet de révision allégée du PLU de Horgues ci-annexé.

Article 3 : de soumettre, pour avis, le projet arrêté aux personnes publiques associées et aux différents organismes, puis à l'enquête publique, conformément aux dispositions des articles L.153-16 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Article 4 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes:

- affichage réglementaire au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et en mairie de Horgues.
- Transmission au représentant de l'Etat dans le département,
- Publication au registre des délibérations
- Insertion au recueil des actes administratifs.

Article 5 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES- LOURDES-PYRENEES



PLAN LOCAL D'URBANISME COMMUNE DE HORGUES

REGLEMENT

PIECE N °3.0 DU PLU

REVISION ALLEGEE N° 1				
Arrêtée	examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020				

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GENERALES

1- CHAMP D'APPLICATION.....	3
2- PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS.....	3
3- DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES.....	3
4- ORGANISATION DU REGLEMENT.....	4
5- ADAPTATIONS MINEURES.....	4
6- EQUIPEMENTS PUBLICS ET D'INTERET COLLECTIF.....	4
7- RECONSTRUCTION DES BATIMENTS APRES UN SINISTRE.....	5
LEXIQUE	6

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UA.....	9
CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UB	16
CHAPITRE III- DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UC.....	23
CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UE.....	30
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AU.....	34
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A.....	42
CHAPITRE VII - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N.....	47

DISPOSITIONS GENERALES

1- CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la commune de HORGUES.

2- PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

Les dispositions du PLU se substituent aux règles générales d'urbanisme des articles R 111.1 à R 111.27 du Code de l'Urbanisme, à l'exception des articles d'ordre public ci-après :

- R.111.2 : salubrité et sécurité publique,
- R. 111.3.2 : conservation et mise en valeur d'un site ou d'un vestige archéologique,
- R.111.4 : desserte, accès et stationnement,
- R.111.14.2 : respect des préoccupations d'environnement,
- R.111.15 : respect de l'action d'aménagement du territoire,
- R.111.21 : respect du patrimoine urbain, naturel et historique.

S'appliquent sans préjudice :

. des prescriptions prises au titre des législations spécifiques aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, visées aux articles L 126.1 du Code de l'Urbanisme,

. des prescriptions liées aux autres législations.

Demeurent applicables toutes les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental en vigueur, les divers règlements de sécurité, la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement....

Les règles spécifiques des lotissements approuvées depuis plus de 10 ans sont caduques sauf en ce qui concerne les lotissements dont les co-lotis ont demandé le maintien des règles. Lorsque les dispositions du PLU sont différentes de celles d'un lotissement, dont les règles demeurent en vigueur, les règles les plus contraignantes s'appliquent.

3- DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme comporte des zones et des secteurs de zones :

ZONES URBAINES :

- la zone UA,
- la zone UB,
- la zone UC,
- la zone UE,

ZONES D'URBANISATION FUTURE :

la zone AU,

ZONE AGRICOLE :

la zone A,

ZONE NATURELLE :

la zone N et le secteur Nb.

Le territoire comporte également :

- des **ESPACES BOISES CLASSES**, à conserver, à protéger ou à créer;
 - des **EMPLACEMENTS RESERVES** aux voies et ouvrages publics ;
- repérés sur les documents graphiques

4- ORGANISATION DU REGLEMENT

Conformément aux dispositions de l'article R 123-9 du Code de l'Urbanisme, le règlement de chacune des zones comprend :

Article 1 : les occupations et utilisations du sol interdites

Article 2 : les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Article 3 : les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Article 4 : les conditions de desserte par les réseaux

Article 5 : la superficie minimale des terrains

Article 6 : l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Article 7 : l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Article 8 : l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Article 9 : l'emprise au sol des constructions

Article 10 : la hauteur des constructions

Article 11 : l'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Article 12 : le stationnement

Article 13 : les espaces libres et les plantations

Article 14 : le coefficient d'occupation des sols.

5- ADAPTATIONS MINEURES

5.1 : Les dispositions du règlement de chaque zone ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes (article L 123-1 du Code de l'Urbanisme).

5.2 : Lorsqu'une construction existante ou une occupation du sol n'est pas conforme aux règles applicables à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui n'ont pas pour effet d'aggraver la non-conformité de ces constructions à l'égard de ces dites règles.

6- EQUIPEMENTS PUBLICS ET D'INTERET COLLECTIF

Dans toutes les zones, l'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement :

- Des réseaux divers (eau potable, assainissement, gaz, électricité, télécommunications, ouvrages pour la sécurité publique, etc...),
- Des voies de circulation terrestres, ferroviaires, aériennes ou aquatiques, peut-être autorisée même si les installations ne respectent pas le corps de règle de la zone concernée.

Toutes justifications techniques doivent être produites pour démontrer les motifs du choix du lieu d'implantation.

7- RECONSTRUCTION DES BATIMENTS APRES UN SINISTRE

La reconstruction des bâtiments à l'identique est autorisée après un sinistre à l'exception des sinistres liés aux risques naturels majeurs, dans le respect des lois d'aménagement et d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique existantes.

LEXIQUE

Alignement : l'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier aux droits des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel. (art. L. 112-1 du Code de la voirie routière)
La procédure d'alignement ne peut être appliquée pour définir les limites d'une voie privée, et ne peut s'appliquer aux chemins ruraux qui font partie du domaine privé de la commune.

Coefficient d'Occupation des Sols (COS) : le rapport entre la surface hors-œuvre nette des constructions et la surface du terrain supportant ces constructions. Il existe plusieurs catégories de COS. Ils peuvent être soit uniques, soit alternatifs, soit différenciés.
(art. R 123-10 du Code de l'Urbanisme)

Construction annexe : construction qui par sa destination, ses caractéristiques et ses dimensions, peut être regardée comme des accessoires du bâtiment d'habitation.

Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) : Déclaration formulée préalablement à la vente d'un bien immobilier compris dans un périmètre de préemption.

Droit de Préemption Urbain (DPU) : droit dont disposent les communes pour acquérir en priorité des biens dès lors qu'ils font l'objet d'une mutation. Ce droit est institué par le Conseil Municipal dans les communes disposant d'un POS ou d'un PLU. Il s'applique tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future.

Emprise au sol : l'emprise au sol se définit par la projection au sol et sur le plan horizontal, de toutes parties de construction situées au-dessus du sol excepté les éléments tels que balcons, loggias, oriels, bardeaux, débords de toiture, piscines, terrasses à moins de 0,60 m du terrain naturel.

Habitation Légère de Loisirs (HLL) : constructions à usage non professionnel, démontables ou transportables. Elles sont donc constitutives de logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière. Elles ne peuvent être implantées que dans les conditions visées à l'article R. 444-1 du Code de l'Urbanisme.

Mitoyenneté : la clôture séparant deux fonds contigus est, soit privative, soit mitoyenne. Elle est privative lorsqu'elle est la propriété exclusive du propriétaire de l'un des fonds. Elle est mitoyenne lorsqu'elle appartient aux propriétaires des fonds contigus en copropriété indivise. Toute clôture séparative peut être mitoyenne, quelle que soit sa nature : murs, haies, fossés...

La preuve de la mitoyenneté se fait par la production d'un titre, par la prescription ou par les présomptions légales.

Le montant de l'obligation aux charges de la mitoyenneté (entretien, réparation, reconstruction) est proportionnel au droit de chacun.

Parc Résidentiel de Loisirs (PRL) : un terrain spécialement aménagé pour l'accueil des HLL et qui fait l'objet d'une procédure d'autorisation alignée sur celle des campings caravanings.

Surface hors-œuvre brute (SHOB) : elle est calculée à partir du nu extérieur des murs de façade : elle englobe tous les murs (y compris les gros murs). (art. R 112-2 du Code de l'Urbanisme et circulaire du 12 novembre 1990)

En font partie :

- Les combles et sous-sols aménageables ou non pour l'habitation.
- Les balcons.
- Les loggias, coursives.
- Les toitures terrasses accessibles ou non.

Ne comprend pas :

- Les surfaces non couvertes des terrasses de plain-pied avec le rez-de-chaussée.
 - Les diverses saillies architecturales à caractère décoratif (auvent, marquise, bandeau, corniche, etc).
 - Le vide des trémies d'escaliers, d'ascenseur ou de monte-charge, les cabines d'ascenseur, les rampes d'accès.
- La SHOB sert à calculer la surface hors-œuvre nette.

Surface hors-œuvre nette (SHON) : on déduit de la surface hors-œuvre brute :

- Celle des combles et des sous-sols non aménageables.
 - Celle des toitures, terrasses, balcons, loggias et surfaces non closes au rez-de-chaussée.
 - Celle des parties de bâtiment aménagées en vue du stationnement des véhicules.
- La SHON comprend notamment buanderies, ateliers, celliers, salle de jeux, séchoirs, vestiaires ; etc.

La SHON ne comprend pas :

- Les caves
 - Les locaux situés dans les combles ou en sous-sol dans la mesure où la toiture est < 1,80m, leur accessibilité est difficile, leur utilisation correspond à des installations techniques (chaufferies, machinerie d'ascenseur, installation téléphonique, stockage des ordures ménagères).
- Une surface égale, de façon forfaitaire à 5% des surfaces hors-œuvre affectées à l'habitation. Cela pour tenir compte de la fraction de l'épaisseur des murs rendue nécessaire pour une meilleure isolation.
- La SHON est retenue pour le calcul de la densité d'une construction, notamment au regard du coefficient d'occupation des sols et du plafond légal de densité.
- C'est l'élément qui servira de base pour diverses impositions fiscales. (art. R 112-2 du Code de l'Urbanisme et circulaire du 12 novembre 1990.)

Terrain à bâtir : un terrain dont les capacités juridiques et physiques lui permettent de recevoir immédiatement une construction. Cette qualification est notamment utile pour l'évaluation du terrain.

Le terrain peut bénéficier de cette qualification dès lors qu'il comporte des équipements indispensables comme une voie d'accès, une alimentation en eau potable et en électricité. Il est également tenu compte des règles d'occupation des sols qui s'appliquent au terrain.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE

UA

Caractère de la zone

Zone centrale du village de forte densité composée du bâti ancien, affectée principalement à l'habitat, aux services et aux commerces, comprenant aussi des exploitations agricoles.

L'implantation des constructions est généralement en ordre continu ou semi-continu le long des rues.

Les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

ARTICLE UA 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions à usage industriel,
- les installations classées et artisanales sauf celles visées à l'article 2,
- les commerces et les entrepôts sauf ceux visés à l'article 2,
- les constructions à usage agricole ou assimilé sauf celles admises par l'article 2,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières et gravières,
- Les installations et travaux divers sous réserve des conditions visées à l'article 2,
- les habitations légères de loisirs,
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes permanents ou saisonniers
(R 443-7 et R 443-8),
- le stationnement isolé des caravanes,
- les dépôts de toutes natures.

ARTICLE UA 2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 – RAPPELS :

- les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le champ d'application territorial prévu à l'article L.430.1 c du code de l'urbanisme (monuments historiques, monuments naturels, sites).
- l'édification de clôture est soumise au dépôt d'une déclaration de travaux exemptés de permis de construire dans les conditions prévues à l'article L.422.2 du code de l'urbanisme,
- les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R.442.1 et suivants du code de l'urbanisme.

2.2 – SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

- l'aménagement et l'extension des constructions agricoles existantes à condition de ne pas provoquer de troubles ou de nuisances pour le voisinage et ne pas porter atteinte à l'environnement, à l'exception de toute extension de bâtiment d'élevage ;

- les constructions artisanales ou comprenant des activités figurant à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont l'usage ou l'activité exercée est nécessaire à la vie collective ou complémentaire aux autres occupations admises sous réserve :
- qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux aucune insalubrité ni sinistre susceptible de provoquer des dommages graves,
- que le fonctionnement des installations soit compatible avec la capacité des équipements publics et infrastructures existantes et qu'elles disposent de leurs équipements propres ;
- les commerces et entrepôts à condition que la surface de plancher hors œuvre nette soit de moins de 300 m² ;
- Les installations et travaux divers à condition que ce soient des terrains de jeux, de sports ou des aires de stationnement ouvertes au public.
- dans les bandes de bruit repérées au zonage, les bâtiments compatibles avec la vocation de la zone à la condition de respecter les valeurs d'isolation acoustique fixées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1999 établi conformément aux dispositions du décret 95-21 du 9 janvier 1995, pris en application de la loi 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

ARTICLE UA 3 – ACCES ET VOIRIE

3.1 - ACCES

Les accès sont soumis à permis de voirie.

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire de l'article 682 du Code Civil.

Les caractéristiques des accès doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent ou aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre de satisfaire aux règles minima de desserte, de sécurité, de défense incendie, de la protection civile et de ramassage des ordures ménagères.

Le nombre des accès et leur position pourront être imposés.

La délivrance d'une autorisation peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers nécessaires à la sécurité routière pour l'accès sur les voies suivantes : RD 935, RD 15 et RD215.

3.2 - VOIRIE

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées communes ouvertes à la circulation automobile sont soumises aux deux conditions suivantes (remplies simultanément) :

- avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie,
- être adaptées (par leurs dimensions, formes et caractéristiques techniques) aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

L'ouverture des voies nouvelles publiques ou privées desservant plus de deux terrains ou deux logements est soumise aux conditions minimales suivantes :

1. Voies en impasse :

Les voiries en impasse ne seront autorisées que si aucune autre solution n'est possible.

Elles devront avoir au minimum :

- 5 mètres de plate-forme pour les voies en impasse desservant au plus 6 logements,
- 6,5 mètres de plate-forme lorsque le nombre de logements est supérieur à 6.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon que les véhicules lourds, notamment ceux assurant la lutte contre l'incendie, la collecte des ordures ménagères, puissent tourner.

2. Autres voies :

Elles devront avoir au minimum :

- 6 mètres de plate-forme dont 3,5 mètres de chaussée pour les voies à un seul sens de circulation,
- 8 mètres de plate-forme dont 5 mètres de chaussée pour les voies à double sens de circulation.

Dans tous les cas, les voies nouvelles devront se mailler avec les voiries existantes.

D'autres caractéristiques de voies peuvent être acceptées si elles répondent au vu d'un plan de masse à une meilleure conception de l'espace urbain.

3.3 - PISTES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONNIERS

La réalisation de pistes cyclables et de cheminements piétonniers pourra être exigée pour permettre soit la création de liaisons nouvelles ou le prolongement de liaisons existantes, soit la desserte d'équipements collectifs.

ARTICLE UA 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation doit obligatoirement être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

4.2 - EAUX USEES

Le raccordement au réseau public est obligatoire.

L'évacuation des eaux usées non domestiques est interdite dans le réseau public.

Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales ou dans les fossés.

4.3 - EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux des canaux d'irrigation ou de drainage lorsqu'ils existent.

En l'absence de réseau, ou si ce réseau est insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits à évacuer de la propriété, sont à la charge exclusive du bénéficiaire de l'autorisation. Les dispositifs à réaliser doivent être adaptés à l'opération et au terrain.

Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans le réseau des eaux usées.

4.4 - AUTRES RESEAUX PUBLICS

Tout autre réseau sera réalisé en souterrain sur les parcelles ou encastré sur les façades.

ARTICLE UA 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE UA 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

6.1 - REGLE GENERALE

Les constructions et installations doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies existantes ou à créer ou en limite des emprises publiques.

6.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles prévues au paragraphe 6-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- pour les constructions édifiées à l'angle de deux voies, la réalisation d'un pan coupé à compter de l'intersection des deux alignements peut être exigée pour des raisons de sécurité,
- lorsque l'alignement est déjà occupé par une construction,
- lorsque la construction est sur une parcelle en façade sur deux voies,
- lorsque la topographie de l'unité foncière ne le permet pas.

Toutefois, les clôtures doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques.

ARTICLE UA 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1 - REGLE GENERALE

Les constructions ou installations peuvent être édifiées sur les limites séparatives arrières et sur les latérales aboutissant aux voies ouvertes à la circulation publique sur une profondeur maximale de 30 m mesurée à partir de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue repérable aux documents graphiques (marge de recul, plan d'alignement, emplacement réservé).

Dans cette bande, si la construction ne jouxte pas la limite séparative, la distance par rapport à ces limites ne pourra être inférieure à 3 m.

Au-delà de cette profondeur de 30 m, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 m ($D=1/2 H$).

7.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles définies au § 7-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- dans les lotissements et ensembles d'habitations à l'exception des bâtiments jouxtant les limites de l'unité foncière de l'opération constituant les limites séparatives des parcelles riveraines,
- s'il existe déjà un bâtiment en limite séparative de volumétrie correspondante (gabarit ou héberge),
- pour les modifications et reconstructions des bâtiments existants, dans leur volume d'origine,
- pour les constructions dont la hauteur maximale est de 3 m en limite séparative ou une hauteur totale de 4 m au faîtage,
- s'il existe une servitude de cour commune (article L 451-1 du Code de l'Urbanisme),
- pour des raisons techniques ou de sécurité directement liées à la nature ou la destination de la construction ou résultant de la topographie des lieux (murs de soutènement, ouvrages maçonnés...).

ARTICLE UA 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Non réglementé.

ARTICLE UA 9 – EMPRISE AU SOL

Non réglementé

ARTICLE UA 10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions mesurée par rapport au niveau des voies et emprises publiques ne peut excéder 7 m de façade à l'égout du toit ou à la panne sablière.

Les ouvrages de faible emprise (souches de cheminées, garde-corps à claire voie, acrotère...) ne sont pas pris en compte pour le calcul de la limite de hauteur sur une hauteur maximale de 1 m

ARTICLE UA 11 – ASPECT EXTERIEUR

11.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les constructions et installations ainsi que les clôtures seront conçues (dimensions, architecture, aspect extérieur, finitions...) en fonction du caractère du site, de façon à s'insérer dans la structure existante et à pouvoir s'harmoniser avec leur environnement architectural et paysager.

Il convient également de préserver l'unité architecturale de la zone en référence au bâti ancien en maintenant et en mettant en valeur les éléments d'architecture existants caractéristiques.

Notamment le respect des formes et volumes d'architecture traditionnelle est recommandé.

Des adaptations sont possibles notamment pour les constructions présentant une recherche architecturale contemporaine significative et pour les projets d'ensemble à condition de s'intégrer dans le paysage urbain environnant.

Dans les zones faisant l'objet d'une protection particulière (Monument historique inscrit) une justification des dispositions prévues pour assurer l'insertion du projet dans la perspective ou le paysage afin d'en limiter son impact, doit être fournie (documents photographiques, notice sur l'impact visuel, document graphique d'insertion).

11.2 - FORME ET GABARIT DES TOITURES

Les constructions auront au minimum deux pentes de toiture. Les toitures à une pente ne seront autorisées qu'en appentis et pour les annexes à l'habitat en limites séparatives.

La pente des versants de toiture des constructions à usage d'habitation ou assimilé doit être comprise entre 80 % et 120 %. Une pente plus faible, au moins égale à 45 %, est tolérée pour les annexes de moins de 20 m² de SHON, pour les constructions à usage artisanal et au moins égale à 20% pour les constructions à usage agricole.

Les ouvertures dans un versant de toiture sont autorisées si elles s'intègrent harmonieusement au volume de la toiture (châssis de petites dimensions - lucarnes à 2 ou 3 versants). Il est interdit de relier les lucarnes entre elles et de pratiquer des défoncés de toiture en façade principale.

11.3 - MATERIAUX DE COUVERTURE

Le matériau de couverture sera constitué d'ardoises naturelles :

- sauf pour les serres, vérandas, et parties vitrées en toitures qui sont autorisées à condition qu'elles s'insèrent dans l'aspect global du toit ;
- pour les constructions à usage d'activité artisanale un matériau de type bac-acier pré-laqué ou matériau équivalent de teinte noire ou gris-anthracite, en harmonie avec les bâtiments voisins pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques.
- pour les constructions à usage agricole un matériau de teinte noire ou gris-anthracite, en harmonie avec les bâtiments voisins pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques.

Les structures pour le captage de l'énergie solaire disposées en toiture seront admises sous réserve d'un impact visuel acceptable.

11.4 – ADAPTATION AU SOL

Les buttes artificielles sont interdites, une seule rehausse du terrain est autorisée dans la mesure où elle n'excède pas 20 cm de la hauteur de la voirie qui dessert la parcelle.

Les travaux de terrassement seront strictement limités aux aménagements nécessaires à l'implantation des bâtiments ; le niveau du terrain naturel sera restitué après travaux sauf adaptations mineures pour raisons techniques résultant notamment des réseaux ou de risques naturels

11.5 - CLOTURES SUR RUE

Les clôtures en limite des voies publiques ou à usage public peuvent comporter :

- soit un mur plein en galet ou enduit,
- soit une grille de modèle simple surmontant un mur-bahut pouvant être doublé d'une haie de végétation,

Le tout n'excédant pas 1,8 m.

Aux embranchements routiers les haies et clôtures devront préserver un cône de vision suffisant pour assurer la sécurité du carrefour.

L'aspect et les matériaux de clôture seront en harmonie avec le bâti environnant. Selon le caractère des lieux l'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales (nature, hauteur, aspect extérieur) pour des motifs d'urbanisme ou d'environnement ou de sécurité.

Dans les lotissements et groupes d'habitation, les clôtures et portails doivent présenter une harmonie et une unité d'aspect.

11.6 - FAÇADES

Les matériaux fabriqués en vue d'être recouverts ne seront pas laissés bruts.

Les proportions des ouvertures seront à dominante verticale.

Les encadrements des ouvertures présenteront une différence de traitement : couleur ou/et épaisseur ou/et matériau sur au moins 20cm de largeur.

ARTICLE UA 12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.1 - LOCALISATION DU STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques.

Les aires de stationnement doivent comprendre les aires d'évolution et les espaces nécessaires aux manœuvres et opérations de transbordement.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT

Il est exigé :

- constructions à usage d'habitation : deux places de stationnement par logement,
- constructions à usage de bureaux : deux places par tranche entière de 50 m² de surface de plancher hors œuvre nette,
- établissements à usage commercial, artisanal ou de service : deux places par tranche entière de 40 m² de surface de plancher hors œuvre nette auquel doit s'ajouter le stationnement des véhicules utilitaires et des salariés,
- hôtels et hébergements : une place pour une chambre (norme comprenant le stationnement du personnel),
- restauration : deux places pour 15m² de surface de salle de restaurant. Cette norme est réduite de moitié pour les hôtels-restaurants disposant déjà de la capacité prévue pour l'hôtellerie,
- constructions et installations collectives :
 - établissements de soins, socio-éducatifs ou maison de retraite : une place pour 2 lits,
 - établissements d'enseignement ou éducatif : 1 place pour 5 élèves ou 10 places par classe,
 - salles de spectacle ou de réunion : 1 place pour cinq sièges ou 1 place par tranche entière de 20 m² de surface de plancher hors œuvre nette.
- Les opérations sous forme de lotissement à usage d'habitation ou mixte et les ensembles d'habitations doivent prévoir des places banalisées avec au minimum 1 place pour 5 habitations.

Stationnement des deux roues :

Pour les constructions à usage d'habitat collectif de plus de 200m² de surface de plancher hors œuvre nette, un emplacement nécessaire au stationnement des deux roues doit être prévu à raison de 1% de la SHON projetée, avec un minimum de 5m².

La norme applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ils sont le plus directement assimilables.

12.3 - EXCEPTIONS

L'obligation de ces normes n'est pas applicable aux aménagements et aux extensions mesurées de la surface hors œuvre nette des constructions existantes si leur affectation reste inchangée.

ARTICLE UA 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces libres collectifs aux abords des constructions et installations doivent être traités et aménagés (plantations d'arbres, engazonnement,...) afin d'intégrer la construction dans le paysage urbain.

Les plantations existantes doivent être si possibles maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes d'essences locales.

Les aires de stationnement en surface doivent être aménagées avec un traitement paysager comprenant au minimum un arbre de haute tige pour trois emplacements.

13.2 - ESPACES COLLECTIFS A CREER DANS LES OPERATIONS D'ENSEMBLE

Dans les lotissements et ensembles d'habitation de plus de 5 unités, il sera créé un espace collectif qui sera planté et aménagé en espace public ou aire de jeux.

La superficie totale d'espace collectif (place, voie, etc...) sera de 40 m² par lot ou logement, et jamais inférieure à 500 m². L'espace collectif principal sera situé de préférence au carrefour des axes principaux de desserte, afin de créer une centralité.

ARTICLE UA 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

**CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE
UB****Caractère de la zone**

Nouveaux quartiers d'extension de l'urbanisation sous forme de lotissement à caractère urbain aéré, éloigné du village, destinés à l'habitat essentiellement de type individuel, aux services, aux commerces et activités peu nuisantes.

Les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

ARTICLE UB 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions à usage industriel,
- les installations classées et artisanales sauf celles visées à l'article 2,
- les commerces et les entrepôts sauf ceux visés à l'article 2,
- les constructions à usage agricole ou assimilé,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières et gravières,
- Les installations et travaux divers sous réserve des conditions visées à l'article 2,
- les habitations légères de loisirs,
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes permanent ou saisonniers
(R 443-7 et R 443-8),
- le stationnement isolé des caravanes,
- les dépôts de toutes natures.

ARTICLE UB 2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES**2.1 – RAPPEL :**

- l'édification de clôture est soumise au dépôt d'une déclaration de travaux exemptés de permis de construire dans les conditions prévues à l'article L.422.2 du code de l'urbanisme.
- les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R.442.1 et suivants du code de l'urbanisme.

2.2 – SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions artisanales ou comprenant des activités figurant à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont l'usage ou l'activité exercée est nécessaire à la vie collective ou complémentaire aux autres occupations admises sous réserve :

- qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux aucune insalubrité ni sinistre susceptible de provoquer des dommages graves,

- que le fonctionnement des installations soit compatible avec la capacité des équipements, publics et infrastructures existantes et qu'elles disposent de leurs équipements propres ;
- les commerces et entrepôts à condition que la surface de plancher hors œuvre nette soit de moins de 150 m²;
- Les installations et travaux divers à condition que ce soient des terrains de jeux, de sports ou des aires de stationnement ouvertes au public.

ARTICLE UB 3 – ACCES ET VOIRIE

3.1 - ACCES

Les accès sont soumis à permis de voirie.

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire de l'article 682 du Code Civil.

Les caractéristiques des accès doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent ou aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre de satisfaire aux règles minima de desserte, de sécurité, de défense incendie, de la protection civile et de ramassage des ordures ménagères.

Le nombre des accès et leur position pourront être imposés.

3.2 - VOIRIE

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées communes ouvertes à la circulation automobile sont soumises aux deux conditions suivantes (remplies simultanément) :

- avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie,
- être adaptées (par leurs dimensions, formes et caractéristiques techniques) aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

L'ouverture des voies nouvelles publiques ou privées desservant plus de deux terrains ou deux logements est soumise aux conditions minimales suivantes :

1. Voies en impasse :

Les voiries en impasse ne seront autorisées que si aucune autre solution n'est possible.

Elles devront avoir au minimum :

- * 5 mètres de plate-forme pour les voies en impasse desservant au plus 6 logements,
- * 6,5 mètres de plate-forme lorsque le nombre de logements est supérieur à 6.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon que les véhicules lourds, notamment ceux assurant la lutte contre l'incendie, la collecte des ordures ménagères, puissent tourner.

2. Autres voies :

Elles devront avoir au minimum :

- * 6 mètres de plate-forme dont 3,5 mètres de chaussée pour les voies à un seul sens de circulation,
- * 8 mètres de plate-forme dont 5 mètres de chaussée pour les voies à double sens de circulation.

Dans tous les cas, les voies nouvelles devront se mailler avec les voiries existantes.

D'autres caractéristiques de voies peuvent être acceptées si elles répondent au vu d'un plan de masse à une meilleure conception de l'espace urbain.

3.3 - PISTES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONNIERS

La réalisation de pistes cyclables et de cheminements piétonniers pourra être exigée pour permettre soit la création de liaisons nouvelles ou le prolongement de liaisons existantes, soit la desserte d'équipements collectifs.

ARTICLE UB 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation doit obligatoirement être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

4.2 - EAUX USEES

Le raccordement au réseau public est obligatoire.

L'évacuation des eaux usées non domestiques sera interdite dans le réseau public selon leur qualité.

Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales ou dans les fossés.

4.3 - EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux des canaux d'irrigation ou de drainage lorsqu'ils existent.

En l'absence de réseau, ou si ce réseau est insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits à évacuer de la propriété, sont à la charge exclusive du bénéficiaire de l'autorisation. Les dispositifs à réaliser doivent être adaptés à l'opération et au terrain.

Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans le réseau des eaux usées.

4.4 - AUTRES RESEAUX PUBLICS

Tout autre réseau sera réalisé en souterrain.

ARTICLE UB 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE UB 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

6.1 - REGLE GENERALE

Les constructions et installations doivent être implantées soit à l'alignement actuel ou futur des voies existantes, ou à créer, ou en limite des emprises publiques, soit avec un recul minimum de 5 m par rapport à cet alignement.

6.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles prévues au paragraphe 6-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- pour les constructions édifiées à l'angle de deux voies, la réalisation d'un pan coupé à compter de l'intersection des deux alignements peut être exigée pour des raisons de sécurité,
- lorsque l'alignement est déjà occupé par une construction,
- lorsque la construction est sur une parcelle en façade sur deux voies,
- lorsque la topographie de l'unité foncière ne le permet pas.

Toutefois, les clôtures doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques.

ARTICLE UB 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1 - REGLE GENERALE

La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 m ($D=1/2 H$)

7.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles définies au § 7-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- dans les lotissements et ensembles d'habitations à l'exception des bâtiments jouxtant les limites de l'unité foncière de l'opération constituant les limites séparatives des parcelles riveraines,
- s'il existe déjà un bâtiment en limite séparative de volumétrie correspondante (gabarit ou héberge),
- pour les modifications et reconstructions des bâtiments existants, dans leur volume d'origine,
- pour les constructions dont la hauteur maximale est de 3 m en limite séparative ou une hauteur totale de 4 m au faîtage,
- s'il existe une servitude de cour commune (article L 451-1 du Code de l'Urbanisme),
- pour des raisons techniques ou de sécurité directement liées à la nature ou la destination de la construction ou résultant de la topographie des lieux (murs de soutènement, ouvrages maçonnés...).

ARTICLE UB 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Non réglementé.

ARTICLE UB 9 – EMPRISE AU SOL

Non réglementé

ARTICLE UB 10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions mesurée par rapport au niveau des voies et emprises publiques ne peut excéder 7 m de façade à l'égout du toit ou à la panne sablière.

Les ouvrages de faible emprise (souches de cheminées, garde-corps à claire voie, acrotère...) ne sont pas pris en compte pour le calcul de la limite de hauteur sur une hauteur maximale de 1 m.

ARTICLE UB 11 – ASPECT EXTERIEUR

11.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les constructions et installations ainsi que les clôtures seront conçues (dimensions, architecture, aspect extérieur, finitions...) en fonction du caractère du site, de façon à s'insérer dans la structure existante et à pouvoir s'harmoniser avec leur environnement architectural et paysager.

Il convient également de préserver l'unité architecturale de la zone en référence au bâti ancien en maintenant et en mettant en valeur les éléments d'architecture existants caractéristiques.

Notamment le respect des formes et volumes d'architecture traditionnelle est recommandé.

Des adaptations sont possibles notamment pour les constructions présentant une recherche architecturale contemporaine significative et pour les projets d'ensemble à condition de s'intégrer dans le paysage urbain environnant.

11.2 - FORME ET GABARIT DES TOITURES

Les constructions auront au minimum deux pentes de toiture. Les toitures à une pente ne seront autorisées qu'en appentis et pour les annexes à l'habitat en limites séparatives.

La pente des versants de toiture des constructions à usage d'habitation ou assimilé doit être comprise entre 80 % et 120 %. Une pente plus faible, au moins égale à 45 %, est tolérée pour les annexes de moins de 20 m² de SHON, pour les reconstructions ou réhabilitations à l'identique et pour les constructions à usage artisanal.

Les ouvertures dans un versant de toiture sont autorisées si elles s'intègrent harmonieusement au volume de la toiture (châssis de petites dimensions - lucarnes à 2 ou 3 versants). Il est interdit de relier les lucarnes entre elles et de pratiquer des défoncés de toiture en façade principale.

11.3 - MATERIAUX DE COUVERTURE

Le matériau de couverture sera constitué d'ardoises naturelles :

- sauf pour les serres, vérandas, et parties vitrées en toitures qui sont autorisées à condition qu'elles s'insèrent dans l'aspect global du toit ;
- pour les constructions à usage artisanal un matériau de type bac-acier pré-laqué ou matériau équivalent de teinte noire ou gris-anthrax, en harmonie avec les bâtiments voisins pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques.

Les structures pour le captage de l'énergie solaire disposées en toiture seront admises sous réserve d'un impact visuel acceptable.

11.4 – ADAPTATION AU SOL

Les buttes artificielles sont interdites.

Les travaux de terrassement seront strictement limités aux aménagements nécessaires à l'implantation des bâtiments ; le niveau du terrain naturel sera restitué après travaux sauf adaptations mineures pour raisons techniques résultant notamment des réseaux ou de risques naturels.

11.5 - CLOTURES SUR RUE

Les clôtures en limite des voies publiques ou à usage public peuvent comporter :

- soit un mur plein en galet ou enduit,
- soit une grille de modèle simple surmontant un mur-bahut pouvant être doublé d'une haie de végétation,

Le tout n'excédant pas 1,60 m.

Aux embranchements routiers les haies et clôtures devront préserver un cône de vision suffisant pour assurer la sécurité du carrefour.

L'aspect et les matériaux de clôture seront en harmonie avec le bâti environnant. Selon le caractère des lieux l'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales (nature, hauteur, aspect extérieur) pour des motifs d'urbanisme ou d'environnement ou de sécurité.

Dans les lotissements et groupes d'habitation, les clôtures et portails doivent présenter une harmonie et une unité d'aspect.

Les portails seront en retrait de 5 m par rapport à la clôture.

11.6 - FAÇADES

Les matériaux fabriqués en vue d'être recouverts ne seront pas laissés bruts.

Les proportions des ouvertures seront à dominante verticale.

Les encadrements des ouvertures présenteront une différence de traitement : couleur ou/et épaisseur ou/et matériau sur au moins 20cm de largeur.

ARTICLE UB 12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.1 - LOCALISATION DU STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques.

Les aires de stationnement doivent comprendre les aires d'évolution et les espaces nécessaires aux manœuvres et opérations de transbordement.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT

Il est exigé :

- constructions à usage d'habitation : deux places de stationnement par logement,
- constructions à usage de bureaux : deux places par tranche entière de 50 m² de surface de plancher hors œuvre nette,
- établissements à usage commercial, artisanal ou de service : deux places par tranche entière de 40 m² de surface de plancher hors œuvre nette auquel doit s'ajouter le stationnement des véhicules utilitaires,
- hôtels et hébergements : une place pour une chambre (norme comprenant le stationnement du personnel),
- restauration : deux places pour 15m² de surface de salle de restaurant. Cette norme est réduite de moitié pour les hôtels-restaurants disposant déjà de la capacité prévue pour l'hôtellerie,
- constructions et installations collectives :
 - établissements de soins, socio-éducatifs ou maison de retraite : une place pour 2 lits,
 - établissements d'enseignement ou éducatif : 1 place pour 5 élèves ou 10 places par classe,
 - salles de spectacle ou de réunion : 1 place pour cinq sièges ou 1 place par tranche entière de 20 m² de surface de plancher hors œuvre nette.
- Les opérations sous forme de lotissement à usage d'habitation ou mixte et les ensembles d'habitations doivent prévoir des places banalisées avec au minimum 1 place pour 5 habitations.

Stationnement des deux roues :

Pour les constructions à usage d'habitat collectif de plus de 200 m² de surface de plancher hors œuvre nette, un emplacement nécessaire au stationnement des deux roues doit être prévu à raison de 1% de la SHON projetée, avec un minimum de 5 m².

La norme applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ils sont le plus directement assimilables.

12.3 - EXCEPTIONS

L'obligation de ces normes n'est pas applicable aux aménagements et aux extensions mesurées de la surface hors œuvre nette des constructions existantes si leur affectation reste inchangée.

ARTICLE UB 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces libres collectifs aux abords des constructions et installations doivent être traités et aménagés (plantations d'arbres, engazonnement,...) afin d'intégrer la construction dans le paysage urbain.

Les plantations existantes doivent être si possibles maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes d'essences locales.

Les aires de stationnement en surface doivent être aménagées avec un traitement paysager comprenant au minimum un arbre de haute tige pour trois emplacements

13.2 - ESPACES COLLECTIFS A CREER DANS LES OPERATIONS D'ENSEMBLE

Dans les lotissements et ensembles d'habitation de plus de 5 unités, il sera créé un espace collectif qui sera planté et aménagé en espace public ou aire de jeux.

La superficie totale d'espace collectif (place, voie, etc...) sera de 40 m² par lot ou logement, et jamais inférieure à 500 m². L'espace collectif principal sera situé de préférence au carrefour des axes principaux de desserte, afin de créer une centralité.

ARTICLE UB 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le coefficient d'occupation du sol est fixé à 0,35.

Un contrôle du respect du COS en cas de division d'un terrain partiellement bâti sera effectué

(article L123-1-1 du code de l'urbanisme).

CHAPITRE III- DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UC

Caractère de la zone

Zone d'extension du bourg à caractère urbain au tissu lâche destinée à l'habitat de type individuel.

L'implantation des constructions est généralement en retrait de l'alignement et en ordre discontinu.

ARTICLE UC 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions à usage industriel,
- les installations classées et artisanales sauf celles visées à l'article 2,
- les commerces et les entrepôts sauf ceux visés à l'article 2,
- les constructions à usage agricole ou assimilé,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières et gravières,
- Les installations et travaux divers sous réserve des conditions visées à l'article 2,
- les habitations légères de loisirs,
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes permanent ou saisonniers
(R 443-7 et R 443-8),
- le stationnement isolé des caravanes,
- les dépôts de toutes natures.

ARTICLE UC 2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

2.1 – RAPPEL

- les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le champ d'application territorial prévu à l'article L.430.1 c du code de l'urbanisme (monuments historiques, monuments naturels, sites),
- l'édification de clôture est soumise au dépôt d'une déclaration de travaux exemptés de permis de construire dans les conditions prévues à l'article L.422.2 du code de l'urbanisme,
- les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R.442.1 et suivants du code de l'urbanisme.

2.2 – SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions artisanales ou comprenant des activités figurant à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont l'usage ou l'activité exercée est nécessaire à la vie collective ou complémentaire aux autres occupations admises sous réserve :
 - qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux aucune insalubrité ni sinistre susceptible de provoquer des dommages graves,

- que le fonctionnement des installations soit compatible avec la capacité des équipements publics et infrastructures existantes et qu'elles disposent de leurs équipements propres ;
- les commerces et entrepôts à condition que la surface de plancher hors œuvre nette soit de moins de 150 m² ;
- Les installations et travaux divers à condition que ce soient des terrains de jeux, de sports ou des aires de stationnement ouvertes au public.
- dans les bandes de bruit repérées au zonage, les bâtiments compatibles avec la vocation de la zone à la condition de respecter les valeurs d'isolation acoustique fixées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1999 établi conformément aux dispositions du décret 95-21 du 9 janvier 1995, pris en application de la loi 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

ARTICLE UC 3 – ACCES ET VOIRIE

3.1 - ACCES

Les accès sont soumis à permis de voirie.

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire de l'article 682 du Code Civil.

Les caractéristiques des accès doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent ou aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre de satisfaire aux règles minima de desserte, de sécurité, de défense incendie, de la protection civile et de ramassage des ordures ménagères.

Le nombre des accès et leur position pourront être imposés.

La délivrance d'une autorisation peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers nécessaires à la sécurité routière pour l'accès sur les voies suivantes : RD 935, RD 15 et RD 215.

3.2 - VOIRIE

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées communes ouvertes à la circulation automobile sont soumises aux deux conditions suivantes (remplies simultanément) :

- avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie,
- être adaptées (par leurs dimensions, formes et caractéristiques techniques) aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

L'ouverture des voies nouvelles publiques ou privées desservant plus de deux terrains ou deux logements est soumise aux conditions minimales suivantes :

1. Voies en impasse :

Les voiries en impasse ne seront autorisées que si aucune autre solution n'est possible. Elles devront avoir au minimum :

- * 5 mètres de plate-forme pour les voies en impasse desservant au plus 6 logements,
- * 6,5 mètres de plate-forme lorsque le nombre de logements est supérieur à 6.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon que les véhicules lourds, notamment ceux assurant la lutte contre l'incendie, la collecte des ordures ménagères, puissent tourner.

2. Autres voies :

Elles devront avoir au minimum :

- * 6 mètres de plate-forme dont 3,5 mètres de chaussée pour les voies à un seul sens de circulation,
- * 8 mètres de plate-forme dont 5 mètres de chaussée pour les voies à double sens de circulation.

Dans tous les cas, les voies nouvelles devront se mailler avec les voiries existantes. D'autres caractéristiques de voies peuvent être acceptées si elles répondent au vu d'un plan de masse à une meilleure conception de l'espace urbain.

3.3 - PISTES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONNIERS

La réalisation de pistes cyclables et de cheminements piétonniers pourra être exigée pour permettre soit la création de liaisons nouvelles ou le prolongement de liaisons existantes, soit la desserte d'équipements collectifs.

ARTICLE UC 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation doit obligatoirement être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

4.2 - EAUX USEES

Le raccordement au réseau public est obligatoire lorsqu'il existe. À défaut de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols et à la réglementation est admis.

Ces dispositifs doivent être conçus en prévision d'un raccordement ultérieur au réseau public de collecte dès sa réalisation.

L'évacuation des eaux usées non domestiques est interdite dans le réseau public.

Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales ou dans les fossés.

4.3 - EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux des canaux d'irrigation ou de drainage lorsqu'ils existent.

En l'absence de réseau, ou si ce réseau est insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits à évacuer de la propriété, sont à la charge exclusive du bénéficiaire de l'autorisation. Les dispositifs à réaliser doivent être adaptés à l'opération et au terrain.

Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans le réseau des eaux usées.

4.4 - AUTRES RESEAUX PUBLICS

Tout autre réseau sera réalisé en souterrain.

ARTICLE UC 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

En l'absence de réseau public d'assainissement les constructions et installations ne seront admises que sur des terrains d'une superficie suffisante à l'installation d'un dispositif d'assainissement autonome conforme à la carte d'aptitude des sols et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE UC 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

6.1 - REGLE GENERALE

Les constructions et installations doivent être implantées soit à l'alignement actuel ou futur des voies existantes, ou à créer, ou en limite des emprises publiques, soit avec un recul minimum de 5 m par rapport à cet alignement sauf dispositions différentes portées aux documents graphiques (marge de recul, plans d'alignements, emplacements réservés).

Aux abords des D 15, D215 et D935 les constructions doivent obligatoirement être implantées en retrait avec un recul de 5 m minimum à partir de l'alignement.

Un arrêté d'alignement sera exigé avant dépôt du permis de construire de manière à définir l'implantation de la construction dans le cadre définitif.

6.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles prévues au paragraphe 6-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- pour les constructions édifiées à l'angle de deux voies, la réalisation d'un pan coupé à compter de l'intersection des deux alignements peut être exigée pour des raisons de sécurité,
- lorsque l'alignement est déjà occupé par une construction,
- lorsque la construction est sur une parcelle en façade sur deux voies,
- lorsque la topographie de l'unité foncière ne le permet pas.

Toutefois, les clôtures doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques.

ARTICLE UC 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1 – REGLE GENERALE

La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 m ($D=1/2 H$).

7.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles définies au § 7-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- pour les bâtiments et installations des services publics,
- dans les lotissements et ensembles d'habitations à l'exception des bâtiments jouxtant les limites de l'unité foncière de l'opération constituant les limites séparatives des parcelles riveraines,
- s'il existe déjà un bâtiment en limite séparative de volumétrie correspondante (gabarit ou héberge),
- pour les modifications et reconstructions des bâtiments existants, dans leur volume d'origine,
- pour les constructions dont la hauteur maximale est de 3 m en limite séparative ou une hauteur totale de 4 m au faîtage,

- s'il existe une servitude de cour commune (article L 451-1 du Code de l'Urbanisme),
- pour des raisons techniques ou de sécurité directement liées à la nature ou la destination de la construction ou résultant de la topographie des lieux (murs de soutènement, ouvrages maçonnés...).

ARTICLE UC 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Non réglementé.

ARTICLE UC 9 – EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UC 10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions mesurée par rapport au niveau des voies et emprises publiques ne peut excéder 7 m de façade à l'égout du toit ou à la panne sablière.

Les ouvrages de faible emprise (souches de cheminées, garde-corps à claire voie, acrotère...) ne sont pas pris en compte pour le calcul de la limite de hauteur sur une hauteur maximale de 1 m.

ARTICLE UC 11 – ASPECT EXTERIEUR

11.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les constructions et installations ainsi que les clôtures seront conçues (dimensions, architecture, aspect extérieur, finitions...) en fonction du caractère du site, de façon à s'insérer dans la structure existante et à pouvoir s'harmoniser avec leur environnement architectural et paysager.

Il convient également de préserver l'unité architecturale de la zone en référence au bâti ancien en maintenant et en mettant en valeur les éléments d'architecture existants caractéristiques.

Notamment le respect des formes et volumes d'architecture traditionnelle est recommandé.

Des adaptations sont possibles notamment pour les constructions présentant une recherche architecturale contemporaine significative et pour les projets d'ensemble à condition de s'intégrer dans le paysage urbain environnant.

Dans les zones faisant l'objet d'une protection particulière (Monument historique inscrit) une justification des dispositions prévues pour assurer l'insertion du projet dans la perspective ou le paysage afin d'en limiter son impact, doit être fournie (documents photographiques, notice sur l'impact visuel, document graphique d'insertion).

11.2 - FORME ET GABARIT DES TOITURES

Les constructions auront au minimum deux pentes de toiture. Les toitures à une pente ne seront autorisées qu'en appentis et pour les annexes à l'habitat en limites séparatives.

La pente des versants de toiture des constructions à usage d'habitation ou assimilé doit être comprise entre 80 % et 120 %. Une pente plus faible, au moins égale à 45 %, est tolérée

pour les annexes de moins de 20 m² de SHON, pour les reconstructions ou réhabilitations à l'identique et pour les constructions à usage artisanal.

Les ouvertures dans un versant de toiture sont autorisées si elles s'intègrent harmonieusement au volume de la toiture (châssis de petites dimensions - lucarnes à 2 ou 3 versants). Il est interdit de relier les lucarnes entre elles et de pratiquer des défoncés de toiture en façade principale.

11.3 - MATERIAUX DE COUVERTURE

Le matériau de couverture sera constitué d'ardoises naturelles :

- sauf pour les serres, vérandas, et parties vitrées en toitures qui sont autorisées à condition qu'elles s'insèrent dans l'aspect global du toit ;
- pour les constructions à usage d'activité artisanale un matériau de type bac-acier pré-laqué ou matériau équivalent de teinte noire ou gris-anthracite, en harmonie avec les bâtiments voisins pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques.

Les structures pour le captage de l'énergie solaire disposées en toiture seront admises sous réserve d'un impact visuel acceptable.

11.4 – ADAPTATION AU SOL

Les buttes artificielles sont interdites, une seule rehausse du terrain est autorisée dans la mesure où elle n'excède pas 20 cm de la hauteur de la voirie qui dessert la parcelle.

Les travaux de terrassement seront strictement limités aux aménagements nécessaires à l'implantation des bâtiments ; le niveau du terrain naturel sera restitué après travaux sauf adaptations mineures pour raisons techniques résultant notamment des réseaux ou de risques naturels.

11.5 - CLOTURES SUR RUE

Les clôtures en limite des voies publiques ou à usage public peuvent comporter :

- soit un mur plein en galet ou enduit,
- soit une grille de modèle simple surmontant un mur-bahut pouvant être doublé d'une haie de végétation,

Le tout n'excédant pas 1,60 m.

Aux embranchements routiers les haies et clôtures devront préserver un cône de vision suffisant pour assurer la sécurité du carrefour.

L'aspect et les matériaux de clôture seront en harmonie avec le bâti environnant. Selon le caractère des lieux l'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales (nature, hauteur, aspect extérieur) pour des motifs d'urbanisme ou d'environnement ou de sécurité.

Dans les lotissements et groupes d'habitation, les clôtures et portails doivent présenter une harmonie et une unité d'aspect.

Les portails seront en retrait de 5 m par rapport à la clôture.

11.6 - FAÇADES

Les matériaux fabriqués en vue d'être recouverts ne seront pas laissés bruts.

Les proportions des ouvertures seront à dominante verticale.

Les encadrements des ouvertures présenteront une différence de traitement : couleur ou/et épaisseur ou/et matériau sur au moins 20cm de largeur.

ARTICLE UC 12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.1 - LOCALISATION DU STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques.

Les aires de stationnement doivent comprendre les aires d'évolution et les espaces nécessaires aux manœuvres et opérations de transbordement.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT

Il est exigé :

- constructions à usage d'habitation : deux places de stationnement par logement,
- constructions à usage de bureaux : deux places par tranche entière de 50 m² de surface de plancher hors œuvre nette,
- établissements à usage commercial, artisanal ou de service : deux places par tranche entière de 40 m² de surface de plancher hors œuvre nette auquel doit s'ajouter le stationnement des véhicules utilitaires,
- hôtels et hébergements : une place pour une chambre (norme comprenant le stationnement du personnel),
- restauration : deux places pour 15 m² de surface de salle de restaurant. Cette norme est réduite de moitié pour les hôtels-restaurants disposant déjà de la capacité prévue pour l'hôtellerie,
- constructions et installations collectives :
 - établissements de soins, socio-éducatifs ou maison de retraite : une place pour 2 lits,
 - établissements d'enseignement ou éducatif : 1 place pour 5 élèves ou 10 places par classe,
 - salles de spectacle ou de réunion : 1 place pour cinq sièges ou 1 place par tranche entière de 20 m² de surface de plancher hors œuvre nette.
- Les opérations sous forme de lotissement à usage d'habitation ou mixte et les ensembles d'habitations doivent prévoir des places banalisées avec au minimum 1 place pour 5 habitations.

Stationnement des deux roues :

Pour les constructions à usage d'habitat collectif de plus de 200 m² de surface de plancher hors œuvre nette, un emplacement nécessaire au stationnement des deux roues doit être prévu à raison de 1% de la SHON projetée, avec un minimum de 5m².

La norme applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ils sont le plus directement assimilables.

12.3 - EXCEPTIONS

L'obligation de ces normes n'est pas applicable aux aménagements et aux extensions mesurées de la surface hors œuvre nette des constructions existantes si leur affectation reste inchangée

ARTICLE UC 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces libres collectifs aux abords des constructions et installations doivent être traités et aménagés (plantations d'arbres, engazonnement,...) afin d'intégrer la construction dans le paysage urbain.

Les plantations existantes doivent être si possibles maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes d'essences locales.

Les aires de stationnement en surface doivent être aménagées avec un traitement paysager comprenant au minimum un arbre de haute tige pour trois emplacements.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE

UE

Caractère de la zone

Zone urbaine dédiée aux activités sportives et de loisirs et autres équipements publics.

ARTICLE UE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes les constructions et installations sauf celles visées à l'article 2.

ARTICLE UE 2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

- Les extensions des bâtiments actuels,
- Les constructions et équipements nécessaires aux activités sportives, récréatives, scolaires et péri-scolaires, aux services publics, et d'une manière générale aux équipements publics,
- Les habitations destinées au logement des personnes dont la présence permanente est indispensable au bon fonctionnement des équipements autorisés dans ces secteurs,
- les installations et travaux divers à condition que ce soient des aires de stationnement et terrains de jeux et de sports liés aux équipements publics, ou ouverts au public visées à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme,
- Les installations classées, à condition qu'elles soient nécessaires à la vie du quartier et n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, et en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux aucune insalubrité ni sinistre, susceptibles de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens,
- Les constructions et occupations du sol admises doivent présenter une composition d'ensemble dont le tracé des voies, l'implantation des équipements propres, les modalités de divisions projetées et les aménagements paysagers concourent à un aménagement cohérent de la zone, ou partie de zone, permettant notamment une desserte interne de l'ensemble de la zone d'activités, à réaliser ou ultérieure, et une intégration paysagère satisfaisantes ; elles ne doivent pas compromettre la bonne utilisation des parcelles voisines.

ARTICLE UE 3 – ACCES ET VOIRIE

3.1 - ACCES

Les accès sont soumis à permis de voirie.

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire de l'article 682 du Code Civil.

Les caractéristiques des accès doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent ou aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre de satisfaire aux règles minima de desserte, de sécurité, de défense incendie, de la protection civile et de ramassage des ordures ménagères.

Le nombre des accès et leur position pourront être imposés.

3.2 - VOIRIE

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées communes ouvertes à la circulation automobile sont soumises aux deux conditions suivantes (remplies simultanément) :

- avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie,
- être adaptées (par leurs dimensions, formes et caractéristiques techniques) aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

3.3 - PISTES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONNIERS

La réalisation de pistes cyclables et de cheminements piétonniers pourra être exigée pour permettre soit la création de liaisons nouvelles ou le prolongement de liaisons existantes, soit la desserte d'équipements collectifs.

ARTICLE UE 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation doit obligatoirement être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

4.2 - EAUX USEES

Le raccordement au réseau public est obligatoire.

L'évacuation des eaux usées non domestiques est interdite dans le réseau public.

Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales ou dans les fossés.

4.3 - EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux des canaux d'irrigation ou de drainage lorsqu'ils existent.

En l'absence de réseau, ou si ce réseau est insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits à évacuer de la propriété, sont à la charge exclusive du bénéficiaire de l'autorisation. Les dispositifs à réaliser doivent être adaptés à l'opération et au terrain.

Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans le réseau des eaux usées.

4.4 - AUTRES RESEAUX PUBLICS

Tout autre réseau sera réalisé en souterrain.

ARTICLE UE 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE UE 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

Sur la voie principale d'accès à chaque équipement, une partie de la façade sera implantée soit à l'alignement, soit dans une bande de recul de 10 m par rapport à la limite de l'unité foncière.

Pour les équipements scolaires, la largeur de la bande de recul pourra être portée à 25 m dans la mesure où sur la bande concernée, serait aménagé un parvis ou une cour.

ARTICLE UE 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les bâtiments doivent être implantés soit en limite séparative soit à une distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

ARTICLE UE 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Non réglementé.

ARTICLE UE 9 – EMPRISE AU SOL

Non réglementé

ARTICLE UE 10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions mesurée par rapport au niveau du terrain naturel ou des voies et emprises publiques ne peut excéder 12 m.

Une hauteur supérieure pourra être admise si elle répond à une nécessité technique et sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain.

ARTICLE UE 11 – ASPEC EXTERIEUR

11.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les bâtiments publics doivent avoir une architecture représentative qui les identifie en tant que lieux publics. Ils doivent participer à l'animation et à la structuration des espaces publics qui les servent.

Les constructions de style particulier, par leur architecture, par les techniques de constructions employées, par la nature des matériaux utilisés, doivent être en harmonie avec leur environnement, afin d'éviter qu'elles n'apparaissent comme un point singulier dans le quartier, dans le paysage.

11.2 - CLOTURES SUR RUE

Les éléments composant les clôtures devront être de la plus grande simplicité en harmonie avec l'aspect des façades.

Il sera recherché une transparence dans les différents types de clôture employés, pour que les équipements participent à l'urbain

*** En limite des espaces publics centraux :**

Elles seront constituées d'un muret de 0,80 m de hauteur avec un couronnement, surmonté d'une grille métallique (couleurs vives proscrites), doublée éventuellement d'une plantation grimpante. La hauteur maximale totale ne devra pas dépasser 1,80 m. On évitera les haies

denses et continues qui « coupent » la cohérence d'ensemble entre l'équipement et l'espace urbain.

*** Au niveau des équipements de sports et de loisirs :**

Les clôtures seront impérativement transparentes, en grilles métalliques, sans muret de soubassement, et d'une hauteur maximale de 1,80 m, de préférence de couleur verte, (couleurs vives proscrites).

ARTICLE UE 12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.1 - LOCALISATION DU STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Les aires de stationnement doivent comprendre les aires d'évolution et les espaces nécessaires aux manœuvres et opérations de transbordement.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT

Il est exigé :

- constructions à usage d'habitation : deux places de stationnement par logement,
- constructions à usage de bureaux : deux places par tranche entière de 50 m² de surface de plancher hors œuvre nette,
- constructions et installations collectives :
 - établissements de soins, socio-éducatifs ou maison de retraite : une place pour 2 lits,
 - établissements d'enseignement ou éducatif : 1 place pour 5 élèves ou 10 places par classe,
 - salles de spectacle ou de réunion : 1 place pour cinq sièges ou 1 place par tranche entière de 20 m² de surface de plancher hors œuvre nette,
- terrain de sports : au minimum 25 places.

La norme applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ils sont le plus directement assimilables.

Stationnement des deux roues :

Par tranche de 10 places de stationnement exigées, 9 places seront réalisées à cet usage et l'équivalent de la 10^{ième} place sera affecté au stationnement des deux roues.

ARTICLE UE 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les plantations existantes doivent être si possibles maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes d'essences locales.

Les espaces non minéralisés seront engazonnés et plantés afin d'intégrer les équipements dans le paysage rural environnant ; à cette fin, les espèces locales d'arbres et d'arbustes seront privilégiées par rapport aux essences horticoles.

Les aires de stationnement en surface doivent être aménagées avec un traitement paysager comprenant au minimum un arbre de haute tige pour trois emplacements.

ARTICLE UE 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AU

Caractère de la zone

Zone naturelle non équipée ou peu équipée en réseaux publics, destinée à être ouverte à l'urbanisation au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone. Elle comporte un seul secteur.

ARTICLE AU 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions à usage industriel,
- les constructions à usage agricole ou assimilé,
- les installations classées et artisanales sauf celles visées à l'article 2,
- les commerces et les entrepôts sauf ceux visés à l'article 2,
- les installations et travaux divers sous réserve des conditions visées à l'article 2,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières et de gravières,
- les habitations légères de loisirs,
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes (R 443-7 et R 443-8),
- le stationnement isolé des caravanes,
- les dépôts de toutes natures.

ARTICLE AU 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 – RAPPEL :

- l'édification de clôture est soumise au dépôt d'une déclaration de travaux exemptés de permis de construire dans les conditions prévues à l'article L.422.2 du code de l'urbanisme,
- les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R.442.1 et suivants du code de l'urbanisme.

2.2 – SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions artisanales ou comprenant des activités figurant à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont l'usage ou l'activité exercée est nécessaire à la vie collective ou complémentaire aux autres occupations sont admises sous réserve:
 - qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux aucune insalubrité ni sinistre susceptible de provoquer des dommages graves,
 - que le fonctionnement des installations soit compatible avec la capacité des équipements publics et infrastructures existantes et qu'elles disposent de leurs équipements propres ;
- les commerces et entrepôts à condition que la surface de plancher hors œuvre nette soit de moins de 150 m² ;
- Les installations et travaux divers à condition que ce soient des terrains de jeux, de sports ou des aires de stationnement ouvertes au public ;
- les constructions et occupations du sol admises doivent respecter les orientations d'aménagement jointes au PLU et, pour les quartiers qui n'en disposent pas, elles doivent

s'intégrer dans un schéma d'ensemble afin de ne pas compromettre la bonne utilisation des parcelles voisines et la réalisation de liaisons inter-quartier.

- dans les bandes de bruit repérées au zonage, les bâtiments compatibles avec la vocation de la zone à la condition de respecter les valeurs d'isolation acoustique fixées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1999 établi conformément aux dispositions du décret 95-21 du 9 janvier 1995, pris en application de la loi 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

ARTICLE AU 3 – ACCES ET VOIRIE

3.1 - ACCES

Les accès sont soumis à permis de voirie.

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire de l'article 682 du Code Civil.

Les caractéristiques des accès doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent ou aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre de satisfaire aux règles minima de desserte, de sécurité, de défense incendie, de la protection civile et de ramassage des ordures ménagères.

Le nombre des accès et leur position pourront être imposés.

La délivrance d'une autorisation peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers nécessaires à la sécurité routière pour l'accès sur la RD 935.

3.2 - VOIRIE

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées communes ouvertes à la circulation automobile sont soumises aux deux conditions suivantes (remplies simultanément) :

- avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie,
- être adaptées (par leurs dimensions, formes et caractéristiques techniques) aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

L'ouverture des voies nouvelles publiques ou privées desservant plus de deux terrains ou deux logements est soumise aux conditions minimales suivantes

1. Voies en impasse :

Les voiries en impasse ne seront autorisées que si aucune autre solution n'est possible.

Elles devront avoir au minimum :

- * 5 mètres de plate-forme pour les voies en impasse desservant au plus 6 logements,
- * 6,5 mètres de plate-forme lorsque le nombre de logements est supérieur à 6.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon que les véhicules lourds, notamment ceux assurant la lutte contre l'incendie, la collecte des ordures ménagères, puissent tourner.

2. Autres voies :

Elles devront avoir au minimum :

- * 6 mètres de plate-forme dont 3,5 mètres de chaussée pour les voies à un seul sens de circulation,
- * 8 mètres de plate-forme dont 5 mètres de chaussée pour les voies à double sens de circulation.

Dans tous les cas, les voies nouvelles devront se mailler avec les voiries existantes. D'autres caractéristiques de voies peuvent être acceptées si elles répondent au vu d'un plan de masse à une meilleure conception de l'espace urbain.

3.3 - PISTES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONNIERS

La réalisation de pistes cyclables et de cheminements piétonniers pourra être exigée pour permettre soit la création de liaisons nouvelles ou le prolongement de liaisons existantes, soit la desserte d'équipements collectifs.

ARTICLE AU 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Toute construction ou installation doit obligatoirement être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

4.2 - EAUX USEES

Le raccordement au réseau public est obligatoire lorsqu'il existe. À défaut de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols et à la réglementation est admis.

Ces dispositifs doivent être conçus en prévision d'un raccordement ultérieur au réseau public de collecte dès sa réalisation.

L'évacuation des eaux usées non domestiques est interdite dans le réseau public.

Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales ou dans les fossés.

4.3 - EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux des canaux d'irrigation ou de drainage lorsqu'ils existent.

En l'absence de réseau, ou si ce réseau est insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits à évacuer de la propriété, sont à la charge exclusive du bénéficiaire de l'autorisation. Les dispositifs à réaliser doivent être adaptés à l'opération et au terrain.

Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans le réseau des eaux usées.

4.4 - AUTRES RESEAUX PUBLICS

Tout autre réseau sera réalisé en souterrain.

ARTICLE AU 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

En l'absence de réseau public d'assainissement, les constructions et installations ne seront admises que sur des terrains d'une superficie suffisante à l'installation d'un dispositif d'assainissement autonome conforme à la carte d'aptitude des sols et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE AU 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

6.1 - REGLE GENERALE

Les constructions et installations doivent être implantées soit à l'alignement actuel ou futur des voies existantes, ou à créer, ou en limite des emprises publiques, soit avec un recul minimum de 5 m par rapport à cet alignement sauf dispositions différentes portées aux documents graphiques (marge de recul, plans d'alignements, emplacements réservés).

Cependant aux abords des D 15, D215 et D935 les constructions doivent obligatoirement être implantées en retrait avec un recul de 5 m minimum à partir de l'alignement.

Un arrêté d'alignement sera exigé avant dépôt du permis de construire de manière à définir l'implantation de la construction dans le cadre définitif.

6.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles prévues au paragraphe 6-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- pour les constructions édifiées à l'angle de deux voies, la réalisation d'un pan coupé à compter de l'intersection des deux alignements peut être exigée pour des raisons de sécurité,
- lorsque la construction est sur une parcelle en façade sur deux voies,
- lorsque la topographie de l'unité foncière ne le permet pas.

Toutefois, les clôtures doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques.

ARTICLE AU 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1 – REGLE GENERALE

À moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

7.3 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles définies au § 7-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- dans les lotissements et ensembles d'habitations à l'exception des bâtiments jouxtant les limites de l'unité foncière de l'opération constituant les limites séparatives des parcelles riveraines,
- s'il existe déjà un bâtiment en limite séparative de volumétrie correspondante (gabarit ou héberge),
- pour les constructions dont la hauteur maximale est de 3 m en limite séparative ou une hauteur totale de 4 m au faîtage,
- s'il existe une servitude de cour commune (article L 451-1 du Code de l'Urbanisme),
- pour des raisons techniques ou de sécurité directement liées à la nature ou la destination de la construction ou résultant de la topographie des lieux (murs de soutènement, ouvrages maçonnés...).

ARTICLE AU 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Non réglementé.

ARTICLE AU 9 – EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE AU 10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions mesurée par rapport au niveau du terrain naturel ou des voies et emprises publiques ne peut excéder 7m de façade à l'égout du toit ou à la panne sablière.

Les ouvrages de faible emprise (souches de cheminées, garde-corps à claire voie, acrotère...) ne sont pas pris en compte pour le calcul de la limite de hauteur sur une hauteur maximale de 1 m.

ARTICLE AU 11 – ASPECT EXTERIEUR

11.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les constructions et installations ainsi que les clôtures seront conçues (dimensions, architecture, aspect extérieur, finitions...) en fonction du caractère du site, de façon à s'insérer dans la structure existante et à pouvoir s'harmoniser avec leur environnement architectural et paysager.

Il convient également de préserver l'unité architecturale de la zone en référence au bâti ancien en maintenant et en mettant en valeur les éléments d'architecture existants caractéristiques.

Notamment le respect des formes et volumes d'architecture traditionnelle est recommandé.

Des adaptations sont possibles notamment pour les constructions présentant une recherche architecturale contemporaine significative et pour les projets d'ensemble à condition de s'intégrer dans le paysage urbain environnant.

Dans les zones faisant l'objet d'une protection particulière (Monument historique inscrit) une justification des dispositions prévues pour assurer l'insertion du projet dans la perspective ou le paysage afin d'en limiter son impact, doit être fournie (documents photographiques, notice sur l'impact visuel, document graphique d'insertion).

11.2 - FORME ET GABARIT DES TOITURES

Les constructions auront au minimum deux pentes de toiture. Les toitures à une pente ne seront autorisées qu'en appentis et pour les annexes à l'habitat en limites séparatives.

La pente des versants de toiture des constructions à usage d'habitation ou assimilé doit être comprise entre 80 % et 120 %. Une pente plus faible, au moins égale à 45 %, est tolérée pour les annexes de moins de 20 m² de SHON, pour les constructions à usage artisanal ou industriel.

Pour les constructions publiques, d'autres types de toiture pourront être autorisés

Les ouvertures dans un versant de toiture sont autorisées si elles s'intègrent harmonieusement au volume de la toiture (châssis de petites dimensions - lucarnes à 2 ou 3 versants). Il est interdit de relier les lucarnes entre elles et de pratiquer des défoncés de toiture en façade principale.

11.3 - MATERIAUX DE COUVERTURE

Le matériau de couverture sera constitué d'ardoises naturelles :

- sauf pour les serres, vérandas, et parties vitrées en toitures qui sont autorisées à condition qu'elles s'insèrent dans l'aspect global du toit ;

- pour les constructions à usage d'activité artisanale ou industrielle un matériau de type bac-acier pré-laqué ou matériau équivalent de teinte noire ou gris-anthracite, en harmonie avec les bâtiments voisins pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques.

Les structures pour le captage de l'énergie solaire disposées en toiture seront admises sous réserve d'un impact visuel acceptable.

11.4 – ADAPTATION AU SOL

Les buttes artificielles sont interdites, une seule rehausse du terrain est autorisée dans la mesure où elle n'excède pas 20 cm de la hauteur de la voirie qui dessert la parcelle.

Les travaux de terrassement seront strictement limités aux aménagements nécessaires à l'implantation des bâtiments ; le niveau du terrain naturel sera restitué après travaux sauf adaptations mineures pour raisons techniques résultant notamment des réseaux ou de risques naturels.

11.5 - CLOTURES SUR RUE

Les clôtures en limite des voies publiques ou à usage public peuvent comporter :

- soit un mur plein en galet ou enduit,
- soit une grille de modèle simple surmontant un mur-bahut pouvant être doublé d'une haie de végétation,

Le tout n'excédant pas 1,6 m.

Aux embranchements routiers les haies et clôtures devront préserver un cône de vision suffisant pour assurer la sécurité du carrefour.

L'aspect et les matériaux de clôture seront en harmonie avec le bâti environnant. Selon le caractère des lieux l'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales (nature, hauteur, aspect extérieur) pour des motifs d'urbanisme ou d'environnement ou de sécurité.

Dans les lotissements et groupes d'habitation, les clôtures et portails doivent présenter une harmonie et une unité d'aspect.

Les portails seront en retrait de 5 m par rapport à la clôture.

11.6 - FAÇADES

Les matériaux fabriqués en vue d'être recouverts ne seront pas laissés bruts.

Les proportions des ouvertures seront à dominante verticale.

Les encadrements des ouvertures présenteront une différence de traitement : couleur ou/et épaisseur ou/et matériau sur au moins 20cm de largeur.

ARTICLE AU 12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.1 - LOCALISATION DU STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques.

Les aires de stationnement doivent comprendre les aires d'évolution et les espaces nécessaires aux manœuvres et opérations de transbordement.

12.2 - NORMES DE STATIONNEMENT

Il est exigé :

- constructions à usage d'habitation : deux places de stationnement par logement,
- constructions à usage de bureaux : deux places par tranche entière de 50 m² de surface de plancher hors œuvre nette,

- établissements à usage commercial, artisanal ou de service : deux places par tranche entière de 40 m² de surface de plancher hors œuvre nette auquel doit s'ajouter le stationnement des véhicules utilitaires,
- hôtels et hébergements : une place pour une chambre (norme comprenant le stationnement du personnel),
- restauration : deux places pour 15m² de surface de salle de restaurant. Cette norme est réduite de moitié pour les hôtels-restaurants disposant déjà de la capacité prévue pour l'hôtellerie,
- constructions et installations collectives :
 - établissements de soins, socio-éducatifs ou maison de retraite : une place pour 3 lits,
 - établissements d'enseignement ou éducatif : 1 place pour 5 élèves ou 10 places par classe,
 - salles de spectacle ou de réunion : 1 place pour cinq sièges ou 1 place par tranche entière de 20 m² de surface de plancher hors œuvre nette ;
- Les opérations sous forme de lotissement à usage d'habitation ou mixte et les ensembles d'habitations doivent prévoir des places banalisées avec au minimum 1 place pour 5 habitations.

Stationnement des deux roues :

Pour les constructions à usage d'habitat collectif de plus de 200m² de surface de plancher hors œuvre nette, un emplacement nécessaire au stationnement des deux roues doit être prévu à raison de 1% de la SHON projetée, avec un minimum de 5m².

La norme applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ils sont le plus directement assimilables.

12.3 - EXCEPTIONS

L'obligation de ces normes n'est pas applicable aux aménagements et aux extensions mesurées de la surface hors œuvre nette des constructions existantes si leur affectation reste inchangée.

ARTICLE AU 13 ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces libres collectifs aux abords des constructions et installations doivent être traités et aménagés (plantations d'arbres, engazonnement,...) afin d'intégrer la construction dans le paysage urbain.

Les plantations existantes doivent être si possibles maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes d'essences locales.

Les aires de stationnement en surface doivent être aménagées avec un traitement paysager comprenant au minimum un arbre de haute tige pour trois emplacements.

Des écrans végétaux peuvent être exigés lors de la création ou de l'extension d'un bâtiment à usage artisanal ou industriel.

13.2 - ESPACES COLLECTIFS A CREER DANS LES OPERATIONS D'ENSEMBLE

Dans les lotissements et ensembles d'habitation de plus de 5 unités, il sera créé un espace collectif qui sera planté et aménagé en espace public ou aire de jeux.

La superficie totale d'espace collectif (place, voie, etc...) sera de 40 m² par lot ou logement, et jamais inférieure à 500 m². L'espace collectif principal sera situé au carrefour des axes principaux de desserte, afin de créer une centralité.

ARTICLE AU 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le coefficient d'occupation du sol est fixé à 0,5. Ce COS n'est pas applicable aux équipements publics.

Un contrôle du respect du COS en cas de division d'un terrain partiellement bâti sera effectué (article L123-1-1 du code de l'urbanisme).

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

Caractère de la zone

Zones non équipées, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou **économique des terres agricoles**.

ARTICLE A 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Toutes les constructions et installations sauf celles visées à l'article 2.

ARTICLE A 2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions et installations liées et nécessaires à l'activité agricole ;
- les bâtiments d'élevage devront être distants de plus de 100 m des zones U et AU ;
- les constructions d'habitation et leurs annexes destinées au logement des personnes dont la présence permanente est indispensable à l'activité agricole ; à condition que celles-ci soient édifiées dans un rayon de 50 m autour des bâtiments de l'exploitation agricole ;
- les aires naturelles de camping d'un maximum de 25 emplacements et les gîtes ruraux, sous réserve qu'ils soient réalisés dans un rayon de 50 m autour des bâtiments de l'exploitation agricole et qu'ils soient liés et nécessaires à l'activité agricole ;
- dans les bandes de bruit repérées au zonage, les bâtiments compatibles avec la vocation de la zone à la condition de respecter les valeurs d'isolement acoustique fixées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1999 établi conformément aux dispositions du décret 95-21 du 9 janvier 1995, pris en application de la loi 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

ARTICLE A 3 – ACCES ET VOIRIE

3.1 – ACCES

Les accès sont soumis à permis de voirie.

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire de l'article 682 du Code Civil.

Les caractéristiques des accès doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent ou aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre de satisfaire aux règles minima de desserte, de sécurité, de défense incendie, de la protection civile et de ramassage des ordures ménagères.

Le nombre des accès et leur position pourront être imposés.

La délivrance d'une autorisation peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers nécessaires à la sécurité routière pour l'accès sur les voies suivantes : RD 935, RD15 et RD 215.

3.2 – VOIRIE

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées communes ouvertes à la circulation automobile sont soumises aux deux conditions suivantes (remplies simultanément) :

- avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie,
- être adaptées (par leurs dimensions, formes et caractéristiques techniques) aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

3.3 - PISTES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONNIERS

La réalisation de pistes cyclables et de cheminements piétonniers pourra être exigée pour permettre soit la création de liaisons nouvelles ou le prolongement de liaisons existantes, soit la desserte d'équipements collectifs.

ARTICLE A 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Les constructions à usage d'habitation, d'hébergement ou d'activités nécessitant une desserte en eau potable doivent être raccordées au réseau public de distribution d'eau potable.

Pour les autres constructions, installations et ouvrages la desserte en eau peut être autorisée par des captages, forages ou puits particuliers lorsque la potabilité de l'eau et sa protection contre tout risque de pollution peuvent être assurées.

4.2 - EAUX USEES

Le raccordement au réseau public est obligatoire lorsqu'il existe. À défaut de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols et à la réglementation est admis.

L'évacuation des eaux usées non domestiques est interdite dans le réseau public.

Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales ou dans les fossés.

4.3 - EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux des canaux d'irrigation ou de drainage lorsqu'ils existent.

En l'absence de réseau, ou si ce réseau est insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits à évacuer de la propriété, sont à la charge exclusive du bénéficiaire de l'autorisation. Les dispositifs à réaliser doivent être adaptés à l'opération et au terrain.

Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans le réseau des eaux usées.

4.4 - EXCEPTIONS

Sur les terrains non bâtis, tous travaux de distribution ou de branchement définitif aux divers réseaux des services publics non destinés à desservir des bâtiments, locaux ou installations existants ou dont la construction ou la transformation sont autorisées, sont interdits.

ARTICLE A 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

En l'absence de réseau public d'assainissement les constructions et installations ne seront admises que sur des terrains d'une superficie suffisante à l'installation d'un dispositif

d'assainissement autonome conforme à la carte d'aptitude des sols et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE A 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

6.1 - REGLE GENERALE

Les constructions et installations doivent être implantées avec un recul minimum de 5 m par rapport à l'alignement actuel ou futur des voies existantes ou à créer ou des emprises publiques sauf dispositions différentes portées aux documents graphiques (marge de recul, plans d'alignements, emplacements réservés).

6.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles prévues au paragraphe 6-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- pour les constructions édifiées à l'angle de deux voies, la réalisation d'un pan coupé à compter de l'intersection des deux alignements peut être exigée pour des raisons de sécurité,
- lorsque l'alignement est déjà occupé par une construction,
- lorsque la construction est sur une parcelle en façade sur deux voies,
- lorsque la topographie de l'unité foncière ne le permet pas.

Toutefois, les clôtures doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques.

ARTICLE A 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées :

* soit à une distance des limites séparatives de l'unité foncière au moins égale à la moitié de la hauteur des constructions sans pouvoir être inférieure à :

- 3 mètres pour les constructions à usage d'habitation,
- 5 mètres pour les autres constructions ;

*soit en limite séparative à condition que la hauteur du bâtiment en limite, ne dépasse pas 3,50 mètres maximum à la sablière, ou 4,00 mètres au faîtage.

ARTICLE A 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Non réglementé

ARTICLE A 9 – EMPRISE AU SOL

Non réglementé

ARTICLE A 10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions mesurée par rapport au niveau du terrain naturel ou des voies et emprises publiques ne peut excéder :

- pour les maisons d'habitations ou d'hébergement : 7 m de façade à l'égout du toit ou à la panne sablière ;
- pour les bâtiments techniques ou publics : une hauteur supérieure pourra être admise si elle répond à une nécessité technique démontrée par le pétitionnaire et sous réserve d'un impact visuel acceptable.

ARTICLE A 11 – ASPECT EXTERIEUR

11.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les constructions et installations admises dans la zone seront conçues en fonction du caractère ou de l'intérêt des lieux avoisinants de façon à s'intégrer dans le site et à pouvoir s'harmoniser dans l'environnement paysager (situation, dimensions, formes, architecture, aspect extérieur...).

Des documents justifiant les dispositions prévues pour assurer l'insertion du projet dans le paysage afin d'en limiter son impact, doivent être fournis.

Il convient également de préserver l'unité architecturale de la zone en référence au bâti ancien en maintenant et en mettant en valeur les éléments d'architecture existants caractéristiques.

Notamment le respect des formes et volumes d'architecture traditionnelle est recommandé.

Dans les zones faisant l'objet d'une protection particulière (Monument historique inscrit) une justification des dispositions prévues pour assurer l'insertion du projet dans la perspective ou le paysage afin d'en limiter son impact, doit être fournie (documents photographiques, notice sur l'impact visuel, document graphique d'insertion).

11.2 - FORME ET GABARIT DES TOITURES

Les constructions à usage d'habitation ou assimilé auront au minimum deux pentes de toiture. Les toitures à une pente ne seront autorisées qu'en appentis et pour les annexes à l'habitat en limites séparatives.

La pente des versants de toiture des constructions à usage d'habitation ou assimilé doit être comprise entre 80 % et 120 %. Une pente plus faible, au moins égale à 45 %, est tolérée pour les annexes de moins de 20 m² de SHON et pour les reconstructions ou réhabilitations à l'identique, et au moins égale à 20% pour les constructions à usage agricole.

11.3 - MATERIAUX DE COUVERTURE

Le matériau de couverture sera constitué d'ardoises naturelles :

- sauf pour les serres, vérandas, et parties vitrées en toitures qui sont autorisées à condition qu'elles s'insèrent dans l'aspect global du toit ;
- pour les constructions à usage agricole, un matériau de teinte noire ou gris-anthracite, en harmonie avec les bâtiments voisins pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques.

Les structures pour le captage de l'énergie solaire disposées en toiture seront admises sous réserve d'un impact visuel acceptable.

11.4 – ADAPTATION AU SOL

Les buttes artificielles sont interdites.

Les travaux de terrassement seront strictement limités aux aménagements nécessaires à l'implantation des bâtiments ; le niveau du terrain naturel sera restitué après travaux sauf adaptations mineures pour raisons techniques résultant notamment des réseaux ou de risques naturels.

11.5 - CLOTURES

Les clôtures autour des bâtiments et installations (en dehors des clôtures agricoles) en limite des voies publiques ou à usage public peuvent comporter :

- soit un mur plein en galet ou enduit,
- soit une grille de modèle simple surmontant un mur-bahut,
- soit d'un grillage doublé d'une haie de végétation d'essences locales, le tout n'excédant pas 1,6 m.

Aux embranchements routiers les haies et clôtures devront préserver un cône de vision suffisant pour assurer la sécurité du carrefour.

L'aspect et les matériaux de clôture seront en harmonie avec le bâti environnant. Selon le caractère des lieux l'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales (nature, hauteur, aspect extérieur) pour des motifs d'environnement ou de sécurité.

ARTICLE A 12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques.

ARTICLE A 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces libres aux abords des constructions et installations doivent être traités et aménagés (plantations d'arbres, engazonnement,...) afin d'intégrer la construction dans le paysage naturel.

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations au moins équivalentes et d'essences locales mélangées (chênes, frênes, bouleaux, châtaigniers...).

Des effets de masques autour des constructions et installations techniques seront réalisés soit avec des plantations d'arbres sous forme de bosquet (et non d'alignement), soit avec des haies végétales d'essences locales mélangées.

ARTICLE A 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

Caractère de la zone

Zone forestière et naturelle, équipée ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espace naturel.

Cette zone est constructible de façon très limitée.

Cette zone comprend :

- le secteur N général, centré sur les ruisseau et rivières,
- les secteurs Nb : bâti existant isolé dans la zone agricole.

ARTICLE N 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Rappels :

Les demandes d'autorisation de défrichement sont irrecevables dans les espaces boisés classés figurant au plan.

- Toutes les constructions et installations sauf celles visées à l'article 2.

ARTICLE N 2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

Dans la zone N :

- L'aménagement, la restauration, l'extension des constructions existantes, et leurs annexes, sans changement de destination, à condition qu'elles ne dépassent pas 250 m² de SHON totale,
- Les extensions de bâtiments agricoles existants.

Dans les secteurs Nb :

- L'aménagement, la restauration, l'extension des constructions existantes, et leurs annexes, sans changement de destination, à condition qu'elles ne dépassent pas 250 m² de SHON totale.
- La création d'annexes à l'habitat à condition qu'elles soient sur la même unité foncière que la construction principale et situées à moins de 25 m de l'habitation existante.
- dans les bandes de bruit repérées au zonage, les bâtiments compatibles avec la vocation de la zone à la condition de respecter les valeurs d'isolement acoustique fixées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1999 établi conformément aux dispositions du décret 95-21 du 9 janvier 1995, pris en application de la loi 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

ARTICLE N 3 – ACCES ET VOIRIE

3.1 - ACCES

Les accès sont soumis à permis de voirie.

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire de l'article 682 du Code Civil.

Les caractéristiques des accès doivent être adaptées aux usages qu'ils supportent ou aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre de satisfaire aux règles minima de desserte, de sécurité, de défense incendie, de la protection civile et de ramassage des ordures ménagères.

Le nombre des accès et leur position pourront être imposés.

La délivrance d'une autorisation peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers nécessaires à la sécurité routière pour l'accès sur le RD 15.

3.2 - VOIRIE

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées communes ouvertes à la circulation automobile sont soumises aux deux conditions suivantes (remplies simultanément) :

- avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie,
- être adaptées (par leurs dimensions, formes et caractéristiques techniques) aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

3.3 - PISTES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONNIERS

La réalisation de pistes cyclables et de cheminements piétonniers pourra être exigée pour permettre soit la création de liaisons nouvelles ou le prolongement de liaisons existantes, soit la desserte d'équipements collectifs.

ARTICLE N 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU POTABLE

Les constructions à usage d'habitation, d'hébergement ou d'activités nécessitant une desserte en eau potable doivent être raccordées au réseau public de distribution d'eau potable.

Pour les autres constructions, installations et ouvrages la desserte en eau peut être autorisée par des captages, forages ou puits particuliers lorsque la potabilité de l'eau et sa protection contre tout risque de pollution peuvent être assurées.

4.2 - EAUX USEES

Le raccordement au réseau public est obligatoire lorsqu'il existe. A défaut de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols et à la réglementation est admis.

L'évacuation des eaux usées non domestiques est interdite dans le réseau public.

Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales ou dans les fossés.

4.3 - EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux des canaux d'irrigation ou de drainage lorsqu'ils existent.

En l'absence de réseau, ou si ce réseau est insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits à évacuer de la propriété, sont à la charge exclusive du bénéficiaire de l'autorisation. Les dispositifs à réaliser doivent être adaptés à l'opération et au terrain.

Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans le réseau des eaux usées.

4.4 - EXCEPTIONS

Sur les terrains non bâtis, tous travaux de distribution ou de branchement définitif aux divers réseaux des services publics non destinés à desservir des bâtiments, locaux ou installations existants ou dont la construction ou la transformation sont autorisées, sont interdits.

ARTICLE N 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

En l'absence de réseau public d'assainissement les constructions et installations ne seront admises que sur des terrains d'une superficie suffisante à l'installation d'un dispositif d'assainissement autonome conforme à la carte d'aptitude des sols et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE N 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES**6.1 - REGLE GENERALE**

Les constructions et installations doivent être implantées avec un recul minimum de 5 m par rapport à l'alignement actuel ou futur des voies existantes ou à créer ou des emprises publiques sauf dispositions différentes portées aux documents graphiques (marge de recul, plans d'alignements, emplacements réservés).

6.2 - CAS PARTICULIERS

Des implantations autres que celles prévues au paragraphe 6-1 ci-dessus peuvent être autorisées :

- pour les constructions édifiées à l'angle de deux voies, la réalisation d'un pan coupé à compter de l'intersection des deux alignements peut être exigée pour des raisons de sécurité,
- lorsque l'alignement est déjà occupé par une construction,
- lorsque la construction est sur une parcelle en façade sur deux voies,
- lorsque la topographie de l'unité foncière ne le permet pas.

Toutefois, les clôtures doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques.

ARTICLE N 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées :

* soit à une distance des limites séparatives de l'unité foncière au moins égale à la moitié de la hauteur des constructions sans pouvoir être inférieure à :

- 3 mètres pour les constructions à usage d'habitation,
- 5 mètres pour les autres constructions ;

* soit en limite séparative à condition que la hauteur du bâtiment en limite, ne dépasse pas 3,50 mètres maximum à la sablière, ou 4,00 mètres au faîtage.

ARTICLE N 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE

Non réglementé.

ARTICLE N 9 – EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE N 10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions mesurée par rapport au niveau du terrain naturel ou des voies et emprises publiques ne peut excéder :

- pour les maisons d'habitations ou d'hébergement : 7 m de façade à l'égout du toit ou à la panne sablière;
- pour les bâtiments techniques ou publics : une hauteur supérieure pourra être admise si elle répond à une nécessité technique démontrée par le pétitionnaire et sous réserve d'un impact visuel acceptable.

ARTICLE N 11 – ASPECT EXTERIEUR

11.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les constructions et installations admises dans la zone seront conçues en fonction du caractère ou de l'intérêt des lieux avoisinants de façon à s'intégrer dans le site et à pouvoir s'harmoniser dans l'environnement paysager (situation, dimensions, formes, architecture, aspect extérieur...)

Des documents justifiant les dispositions prévues pour assurer l'insertion du projet dans le paysage afin d'en limiter son impact, doivent être fournis.

Il convient également de préserver l'unité architecturale de la zone en référence au bâti ancien en maintenant et en mettant en valeur les éléments d'architecture existants caractéristiques.

Notamment le respect des formes et volumes d'architecture traditionnelle est recommandé.

Dans les zones faisant l'objet d'une protection particulière (Monument historique inscrit) une justification des dispositions prévues pour assurer l'insertion du projet dans la perspective ou le paysage afin d'en limiter son impact, doit être fournie (documents photographiques, notice sur l'impact visuel, document graphique d'insertion).

11.2 - FORME ET GABARIT DES TOITURES

Les constructions à usage d'habitation ou assimilé auront au minimum deux pentes de toiture. Les toitures à une pente ne seront autorisées qu'en appentis et pour les annexes à l'habitat en limites séparatives.

La pente des versants de toiture des constructions à usage d'habitation ou assimilé doit être comprise entre 80 % et 120 %. Une pente plus faible, d'au moins 45 %, est tolérée pour les annexes de moins de 20 m² de SHON, pour les reconstructions ou réhabilitations à l'identique et pour les constructions à usage technique.

Pour les constructions publiques, d'autres types de toiture pourront être autorisés

11.3 - MATERIAUX DE COUVERTURE

Le matériau de couverture sera constitué d'ardoises naturelles :

- sauf pour les serres, vérandas, et parties vitrées en toitures qui sont autorisées à condition qu'elles s'insèrent dans l'aspect global du toit ;

- pour les constructions à usage technique un matériau de type bac-acier pré-laqué ou matériau équivalent de teinte noire ou gris-anthracite, en harmonie avec les bâtiments voisins pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques.
Les structures pour le captage de l'énergie solaire disposées en toiture seront admises sous réserve d'un impact visuel acceptable.

11.4 – ADAPTATION AU SOL

Les buttes artificielles sont interdites.

Les travaux de terrassement seront strictement limités aux aménagements nécessaires à l'implantation des bâtiments ; le niveau du terrain naturel sera restitué après travaux sauf adaptations mineures pour raisons techniques résultant notamment des réseaux ou de risques naturels.

11.5 - CLOTURES

Les clôtures en limite des voies publiques ou à usage public peuvent comporter :

- soit un mur plein en galet ou enduit,
- soit une grille de modèle simple surmontant un mur-bahut,
- soit d'un grillage doublé d'une haie de végétation d'essences locales, le tout n'excédant pas 1,6 m.

Aux embranchements routiers les haies et clôtures devront préserver un cône de vision suffisant pour assurer la sécurité du carrefour.

L'aspect et les matériaux de clôture seront en harmonie avec le bâti environnant. Selon le caractère des lieux l'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales (nature, hauteur, aspect extérieur) pour des motifs d'environnement ou de sécurité.

ARTICLE N 12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques.

ARTICLE N 13 – ESPACES BOISES CLASSES, ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 - ESPACES BOISES CLASSES :

Les espaces boisés figurant sur les documents graphiques sont classés à conserver et à protéger et soumis aux dispositions de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme.

13.2 - AUTRES PLANTATIONS EXISTANTES :

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations au moins équivalentes et d'essences locales mélangées (chênes, frênes, bouleaux, châtaigniers...).

13.3 - ESPACES LIBRES - PLANTATIONS :

Les espaces libres aux abords des constructions et installations doivent être traités et aménagés (plantations d'arbres, engazonnement,...) afin d'intégrer la construction dans le paysage naturel.

13.4 - ECRIN VEGETAL AUTOUR DES BATIMENTS TECHNIQUES

Des effets de masques autour des constructions et installations techniques seront réalisés soit avec des plantations d'arbres sous forme de bosquet (et non d'alignement), soit avec des haies végétales d'essences locales mélangées.

ARTICLE N 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES



PLAN LOCAL D'URBANISME COMMUNE DE HORGUES

B - RAPPORT DE PRESENTATION COMPLEMENTAIRE PIECE N °1.0 DU PLU

REVISION ALLEGEE N° 1				
Arrêtée	examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020				

Sommaire

1. CADRE LEGAL DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEGEE.....	3
2. PREAMBULE.....	5
3. MOTIVATIONS DE LA REVISION ALLEGEE.....	7
4. MODIFICATIONS APPORTEES AU DOSSIER DE PLU.....	8
4.1 Objet de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme.....	8
4.2 Modifications des pièces écrites du règlement.....	8
5. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME.....	9

I- CADRE LEGAL DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE

La commune de Horgues dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal le 15 juin 2011.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire, de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), de Plan Local d'Urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ont été transférées à la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Par courrier en date du 27 février 2019, le maire de Horgues a demandé à la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées d'engager une procédure de révision allégée du PLU de sa commune.

Cette révision allégée a été demandée afin de réduire de 200 mètres à 100 mètres la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU.

La réduction de cette prescription de distance ne porte pas atteinte aux orientations définies par le projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Ce projet s'inscrit dans le cadre réglementaire de la révision « allégée », défini par l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article L.153-31 du Code de l'Urbanisme :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté. »

Article L.153-34 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

2- PREAMBULE

La commune de Horgues est située au sud de Tarbes, dans la deuxième couronne de la ville préfecture.

Rattachée au canton de Laloubère, elle compte 1 224 habitants (recensement population Insee 2015) et s'étend sur 449 hectares. Elle est limitrophe aux communes de Laloubère, Odos, Momères, Salles-Adour et Soues.

La commune de Horgues est située sur la route départementale n° 935, dite route de Bagnères, reliant Aire-sur-Adour à Campan. Commune au départ essentiellement agricole, elle devient de plus en plus résidentielle.

Son territoire de petite taille est marqué par la présence forte de plusieurs axes, d'orientation globale Nord-Sud :

- Les liaisons routières : 3 en provenance de l'agglomération au Nord et une vers le Sud. Le village ancien s'est développé un peu en étoile à partir du carrefour de ces voies.
- Les cours d'eau : le système Gespe à l'Ouest et le corridor de l'Adour à l'Est, qui marquent le paysage et structurent le territoire

La commune de Horgues fait partie, depuis le 1^{er} janvier 2017 de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.



Le taux annuel moyen de variation de la population de la commune est de +1,8 % dont +0,4% due au solde naturel, de 2011 à 2016 (source INSEE)

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur se déclinent à l'échelle du territoire :

- 1) A l'échelle supra-communale, un territoire partagé entre 2 pôles, la plaine de l'Adour et l'agglomération du Grand Tarbes.
- 2) A l'échelle de la commune : enjeux d'un territoire qui souhaite rester rural, avec notamment l'enjeu de préserver l'économie agricole.
- 3) A l'échelle du village, à l'intérieur de l'enveloppe urbaine.
- 4) Par la mise en adéquation des équipements publics avec le développement envisagé.

3- MOTIVATION DE LA REVISION ALLEGEE

La révision allégée doit permettre de réduire de 200 mètres à 100 mètres la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU.

Cette prescription de distance de 200 mètres, qui est plus restrictive que celles qui s'appliquent aux installations classées, interdit aujourd'hui au seul élevage concerné de pouvoir s'agrandir et même de pouvoir disposer d'une surface de bâtiment vitale pour ses animaux.

Cette réduction d'une protection édictée en raison des risques de nuisances, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, est conforme aux dispositions de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme relatives à la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme.

4- MODIFICATIONS APPORTEES AU DOSSIER DE PLU

4.1- Objet de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme

Afin de permettre l'évolution du seul bâtiment d'élevage concerné par la prescription de distance de 200 mètres par rapport aux zones U et AU, il convient de réduire cette distance à 100 mètres dans le règlement écrit du PLU.

4.2- Modification des pièces écrites du règlement

L'article A2 du règlement écrit avant la révision allégée :

ARTICLE A 2	OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES
--------------------	---

- les constructions et installations liées et nécessaires à l'activité agricole;
- les bâtiments d'élevage devront être distants de plus de **200 m** des zones U et AU;
- les constructions d'habitation et leurs annexes destinées au logement des personnes dont la présence permanente est indispensable à l'activité agricole; à condition que celles-ci soient édifiées dans un rayon de 50 m autour des bâtiments de l'exploitation agricole;
- les aires naturelles de camping d'un maximum de 25 emplacements et les gîtes ruraux, sous réserve qu'ils soient réalisés dans un rayon de 50 m autour des bâtiments de l'exploitation agricole et qu'ils soient liés et nécessaires à l'activité agricole;
- dans les bandes de bruit repérées au zonage, les bâtiments compatibles avec la vocation de la zone à la condition de respecter les valeurs d'isolement acoustique fixées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1999 établi conformément aux dispositions du décret 95-21 du 9 janvier 1995, pris en application de la loi 92-144 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

L'article A2 du règlement écrit après la révision allégée :

ARTICLE A 2	OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES
--------------------	---

- les constructions et installations liées et nécessaires à l'activité agricole;
- les bâtiments d'élevage devront être distants de plus de **100 m** des zones U et AU;
- les constructions d'habitation et leurs annexes destinées au logement des personnes dont la présence permanente est indispensable à l'activité agricole; à condition que celles-ci soient édifiées dans un rayon de 50 m autour des bâtiments de l'exploitation agricole;
- les aires naturelles de camping d'un maximum de 25 emplacements et les gîtes ruraux, sous réserve qu'ils soient réalisés dans un rayon de 50 m autour des bâtiments de l'exploitation agricole et qu'ils soient liés et nécessaires à l'activité agricole;
- dans les bandes de bruit repérées au zonage, les bâtiments compatibles avec la vocation de la zone à la condition de respecter les valeurs d'isolement acoustique fixées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1999 établi conformément aux dispositions du décret 95-21 du 9 janvier 1995, pris en application de la loi 92-144 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

5- INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME

Compatibilité	<ul style="list-style-type: none"> • Compatibilité avec le SCoT <ul style="list-style-type: none"> - Absence de SCoT • Compatibilité avec le SDAGE <ul style="list-style-type: none"> - La réduction de la prescription de distance pour les bâtiments d'élevage est compatible avec les orientations du SDAGE Adour Garonne, elle ne modifie pas l'affectation initiale des parcelles et n'est pas de nature à altérer la qualité des eaux • Compatibilité avec le PADD <ul style="list-style-type: none"> - La réduction de la prescription de distance de 200 à 100 mètres est compatible avec le PADD
Incidences sur les activités agricoles	La réduction de la prescription va favoriser l'extension du bâtiment d'élevage existant et répond bien à l'enjeu de préserver l'économie agricole.
Incidences sur le milieu physique	<ul style="list-style-type: none"> • Effets sur le relief <ul style="list-style-type: none"> • La réduction de la prescription de distance n'a pas d'effet notoire sur la topographie • Effets sur l'hydrologie <ul style="list-style-type: none"> • La réduction de la prescription de distance concernant uniquement la zone A, elle n'est pas de nature à favoriser les débits dus au ruissellement
Incidences sur le milieu naturel	la réduction de la prescription de distance n'induit pas la réduction des espaces boisés classés et n'aura pas d'impact sur les écosystèmes.
Incidences sur le patrimoine architectural, urbain et paysager	la réduction de la prescription de distance n'a pas d'incidence sur le patrimoine architectural, urbain et paysager
Incidences sur les risques sanitaires	la réduction de la prescription de distance permettra l'extension du bâtiment d'élevage existant en zone A sans création de voie structurante imperméabilisée. Il n'aura pas d'effets sur la qualité des eaux, de l'air et sur le bruit.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04c-
AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

BILAN DE LA CONCERTATION

1 Rappels des modalités de concertation prévues par la délibération de prescription du 14/02/2019

- Affichages obligatoires en Mairie de Horgues et au siège de la communauté d'agglomération durant un mois et publication dans un journal local;
- Publication dans le bulletin municipal de la commune de Horgues ;
- Information sur le site internet de la commune de Horgues et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;
- Registre mis à disposition du public en mairie de Horgues et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, à Juillan, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,... ;
- Organisation de deux réunions publiques : à la mairie de Horgues, 49 rue du Pic du Midi. Le public sera informé du lieu et de la date dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion ;
- Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra adresser par écrit ses propositions et ses remarques à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention « révision allégée du PLU de la commune de Horgues ». Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.

2 Eléments de concertation mis en œuvre

- 1 - Affichages obligatoires en Mairie de Horgues et au siège de la communauté d'agglomération durant un mois et publication dans un journal local;**

Annonce légale

AVIS PUBLICS

Avis administratif

AVIS AU PUBLIC

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
TARBES- LOURDES- PYRENEES**

Modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bordères-sur-l'Echez

Le public est informé que par délibération n°3 en date du 16 mai 2019 le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées a prescrit la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bordères-sur- l'Echez. Cette délibération est affichée durant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au bâtiment Téléport 1 au sein de la zone Aéro Pôle à Juillan et à la Mairie de Bordères-sur- l'Echez, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

MARCHÉS PUBLICS

AVIS AU PUBLIC

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
TARBES- LOURDES- PYRENEES**

Prescription de la révision sous forme allégée du plan local d'urbanisme de la commune de HORGUES

Par délibération n°5 du jeudi 16 mai 2019, le bureau communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a décidé de prescrire la révision « allégée » du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Horgues et a fixé les modalités de concertation avec la population prévue aux articles L103-2 à L103-4 du Code de l'Urbanisme. Cette délibération sera affichée en mairie de Horgues et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées pendant un mois. Cette délibération peut être consultée dans ces locaux.

Le Président,
Gérard TREMEGE

Nom et
Corresp
Toy, ch
Téléco
Adress
Adress
Le pou
Objet
Gave d
CPV - C
Lieu d
Code
L'avis

Caract
- Conc
- Exéc
Envek

Quant
TRAN
tation
TRAN
passa
établi
MISS
lors d
Docu
maïti
lier d
Acco
d'une
Refu
La pr
non.

La Dépêche du Midi - Mercredi 29 mai 2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04d-
AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

2- Publication dans le bulletin municipal de la commune de Horgues



Mairie de HORGUES
Département des Hautes-Pyrénées

Révision « allégée » du PLU de Horgues

INFORMATION

Madame, Monsieur,

Par délibération en date du 16 mai 2019, le Bureau Communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a prescrit la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Horgues.

L'objectif de cette révision allégée est la réduction de 200 mètres à 100 mètres de la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU.

Deux réunions publiques ont été organisées à la mairie de Horgues, le 14 octobre 2019 et le 18 novembre 2019.

Des registres de concertation ont été mis à disposition du public, en mairie de Horgues et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, à Juillan, afin de recueillir les observations, avis, idées, ...

Toutes les informations sur cette révision sont consultables sur le site de la communauté d'agglomération « aggro-tlp.fr » rubrique urbanisme ou sur le site de la mairie « mairiedehorgues.fr »

Horgues, le 23 décembre 2019

Le Maire

Jean-Michel SÉGNÉ



19, route du Piz du Mail - 65 500 HORGUES - ☎ 05 62 35 19 26 - Fax 05 62 38 21 39 - Email : commune-de-horgues@wanadoo.fr

Lettre d'information communale

3 - Information sur le site internet de la commune de Horgues et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04d-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

TOUTES LES ACTUALITÉS



Bureau Communautaire du jeudi 16 mai 2019

Délibération n° 5

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Horgues

Date de la convocation : 09/04/2019
 Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :
 M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme

Site internet commune de Horgues

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Horgues

La CATLP, par délibération du bureau communautaire en date du 16 mai 2019, a décidé d'engager la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Horgues.

Cette révision allégée a été demandée afin de réduire de 200 mètres à 100 mètres la prescription de distance à respecter par les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU.

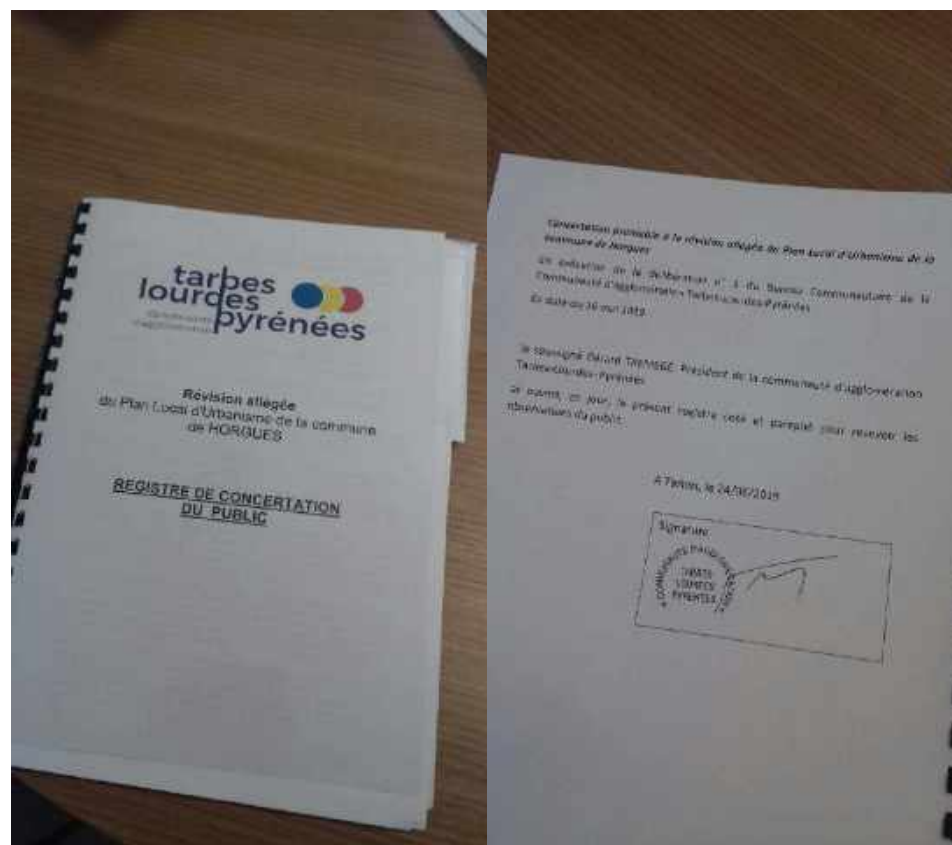
Délibération du Bureau communautaire CATLP :

[Délibération du 16 mai 2019](#)



Site internet CATLP

- 4- Registre mis à disposition du public en mairie de Horgues et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, à Juillan, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,... ;



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04d-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

5 - Organisation de deux réunions publiques : à la mairie de Horgues- 49 rue du Pic du Midi. Information du public du lieu et de la date dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion ;

Site internet commune de Horgues

DERNIÈRES ACTUALITÉS

Retrouvez toute l'actualité de la ville



**RÉUNION
PUBLIQUE**
RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE HORGUES

**LUNDI 14 OCTOBRE 2019 À 18H
MAIRIE DE HORGUES**

L'objectif de cette réunion est de vous informer de la proposition de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Horgues et de vous recueillir vos avis et suggestions.

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune



Festival de danse en ligne – Musette & Variétés



**FÊTE DE LA ST. JEAN –
REPAS DE QUARTIERS**



Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune

TOUTES LES ACTUALITES

Mairie de Horgues
MAIRIE
ASSOCIATIONS

à la une

[voir tout](#)



Des travaux de revêtement sur le CaminAdour

14.10.2019



Parcours musical et chorégraphique...

27.09.2019



**RÉUNION
PUBLIQUE**
RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE HORGUES

**LUNDI 14 OCTOBRE 2019 À 18H
MAIRIE DE HORGUES**

Réunion publique - Projet de PLU d'Horgues

26.09.2019

Site internet CATLP

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04d-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020



le
18
Nov 19

Réunion Publique PLU Horgues



du
21
Nov 19

au
28
Nov 19

Réunions Publiques Canton d'Ossun PLUI

Site internet CATLP

Site internet commune de Horgues

DERNIÈRES ACTUALITÉS

Retrouvez toute l'actualité de la ville



Location Appartement

Loue appartement entièrement rénové. 3 chambres avec placards, salle de bain ...



Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune



Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune



FÊTE DE LA ST. JEAN – REPAS DE QUARTIERS

TOUTES LES ACTUALITES

Mairie de Horgues

49 rue du pic du midi 65310 Horgues
Tél : 05 62 45 19 26
Fax : 08 11 38 21 39



ÉTAT CIVIL

MAIRIE

Horaires & Accès
Conseil Municipal
Les Commissions
Compte Rendu Municipal
Services Municipaux

EDUCATION / JEUNESSE

Ecole Publique

ASSOCIATIONS

Animations
Culture
Tradition
Sports
Parents d'élèves

EVENEMENTS

Toutes les actualités

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04d-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

annonces

J.R. & G. Alard

vooyance

LAURA
 le bureau de dévotion sur RDV
 06 85 34 01 16
 TARBES - 09 72 04 21 71

KARA VOYANCE
 KARA VOYANCE, voyante et médium
 spécialiste des drames familiaux
 06 43 38 07 50
 09 72 04 21 71

JEULIE 70, ex-cuse parolier
 condamnée 13500 euros
 âgée en rapport
 N.R. 05 01 53 54 02

Arlette Kéroux, voyante et médium
 spécialiste des drames familiaux
 06 43 38 07 50
 09 72 04 21 71

YVES, voyant et médium
 spécialiste des drames familiaux
 06 43 38 07 50
 09 72 04 21 71

HOMMES

ENCOUNTERS H/H
 18 95 02 05 50
 06 06 06 06 06

services

JE PROPOSE

Santé et Bien-être

TARDES - Belle France
ASSAGE COMPLET
 06 43 38 07 50
 09 72 04 21 71

AVIS PUBLICS

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
 TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

Adhésion Publique

Adhésion Publique
 Adhésion « allégée » du PCN de montagne
 Dans le cadre de la loi n° 101 du 12 juillet 2001 relative à l'urbanisme (PLU), de la commune de Lourdes et de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, la commune de Lourdes et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ont décidé de procéder à la mise en œuvre de la loi n° 101 du 12 juillet 2001 relative à l'urbanisme (PLU), de la commune de Lourdes et de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

L'objectif de cette révision allégée est de réduire de 200 mètres à 100 mètres de la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'habitat par rapport aux parcs et jardins.

L'information sur cette procédure de révision allégée est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.tlp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme et Habitat, onglet PLU, ainsi que sur le site internet de la commune : www.lourdes.fr, onglet Urbanisme, onglet « voir les allégées ».

La commune de Lourdes et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ont décidé de procéder à la mise en œuvre de la loi n° 101 du 12 juillet 2001 relative à l'urbanisme (PLU), de la commune de Lourdes et de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

légales

En vertu de la loi n° 101 du 12 juillet 2001 relative à l'urbanisme (PLU), de la commune de Lourdes et de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, la commune de Lourdes et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ont décidé de procéder à la mise en œuvre de la loi n° 101 du 12 juillet 2001 relative à l'urbanisme (PLU), de la commune de Lourdes et de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

VIE DES SOCIÉTÉS

Modification

MODIFICATION

BORDERIS HAZO D'OC UNIV
 Société à responsabilité limitée
 au capital de 100 000 €
 Siège social

Revue de Bordeaux Université des Marais
Kipao BORDERS-SUM-PICHÉ
 06 43 38 07 50

Aux termes de décision en date du 24 septembre 2007, l'association a décidé de nommer en qualité de gérant non assisté de la société à compter du 24 septembre 2007 Monsieur Kipao BORDERS-SUM-PICHÉ, en remplacement de Monsieur Jean-François Dubois. Pour plus d'informations.

**Consultez tous les marchés publics sur
 ladepeche-marchespublics.fr**

NONCES

NR dw 30/09/2019

légales

Journal habillé & recevoir les annonces
égales. Tarif et présentation réguliers, on
rue ministériel NOR : NICE1230475A. Prix :
1 826 HT le millimètre par colonne, de fil et
fil. Reproduction certifiée conforme.

AVIS PUBLICS

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

Réunion Publique
Réunion « alléluia » du Bill

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Horgues et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la commune de Horgues invitent les habitants à la première réunion publique qui se tiendra à la Mairie à Horgues, le lundi 14 octobre 2019, à 18h00.

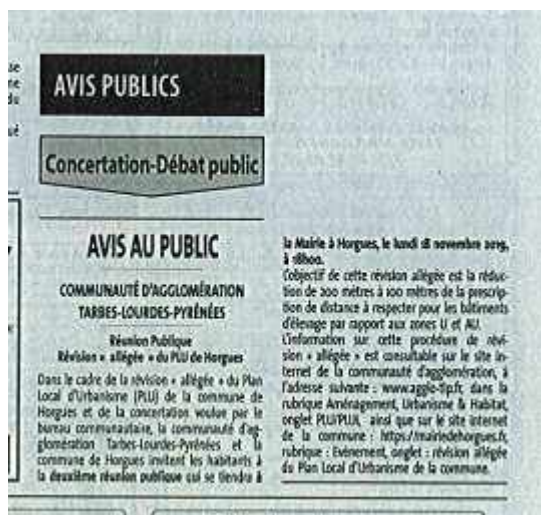
L'objectif de cette révision allégée est la réduction de 200 mètres à 100 mètres de la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU. L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-tpl.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site Internet de la commune : <http://mairiedehorgues.fr>, rubrique : Événement, onglet : révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Résultats du tirage du vendredi 27 septembre 2018

Résultats du tirage du vendredi 27 septembre 2019

Résultats des tirages du samedi 28 septembre 2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04d-
AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020



La Dépêche du Midi – Lundi 4 novembre 2019



La Nouvelle République des Pyrénées – Lundi 4 Novembre 2019

Affiches réunions publiques

RÉUNION PUBLIQUE

RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE HORGUES

**LUNDI 14 OCTOBRE 2019 À 18H
MAIRIE DE HORGUES**

L'objectif de cette révision allégée est la réduction de 200 mètres à 100 mètres de la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élégage par rapport aux zones U et AU.

Tous les habitants sont invités à participer à cette réunion publique.

tarbes lourdes pyrénées

RÉUNION PUBLIQUE

RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE HORGUES

**LUNDI 18 NOVEMBRE 2019 À 18H
MAIRIE DE HORGUES**

L'objectif de cette révision allégée est la réduction de 200 mètres à 100 mètres de la prescription de distance à respecter pour les bâtiments d'élégage par rapport aux zones U et AU.

Tous les habitants sont invités à participer à cette réunion publique.

tarbes lourdes pyrénées

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04d-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

6 - Adresse e-mail dédiée mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Horgues

La CATLP, par délibération du bureau communautaire en date du 16 mai 2019, a décidé d'engager la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Horgues.

Cette révision allégée a été demandée afin de réduire de 200 mètres à 100 mètres la prescription de distance à respecter par les bâtiments d'élevage par rapport aux zones U et AU.

Un registre de concertation est mis à disposition du public en mairie de Horgues, ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, service Aménagement-Urbanisme, zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle, Téléport 1 à Juillan.

Pendant toute la durée de la concertation, le public peut également faire part de ses propositions et de ses remarques à l'adresse e-mail dédiée : revisionplu.horgues@agglo-tlp.fr

Délibération du Bureau communautaire CATLP :

[Délibération du 16 mai 2019](#)

Mise en place d'un cahier de concertation (clôturé le 14/01/2020) et qui a permis de recueillir 3 remarques ; les suites à ces remarques sont données dans le tableau ci-dessous :

Registre Mairie de Horgues :

N°	Date	Nom	Contenu	Suite donnée à la demande par la mairie
1	16/09/2019	CONDOU Thierry	Demande la modification du PLU pour permettre le développement de son activité agricole	C'est l'objet de la demande de révision allégée qui devrait permettre l'extension du bâtiment existant
2	18/10/2019	RANSOU Chantal	Favorable à la réduction de la distance de prescription pour le bâtiment d'élevage existant de M CONDOU, mais s'inquiète de la possibilité donnée pour de nouveaux bâtiments d'élevage. Elle demande : <ul style="list-style-type: none"> - Soit la possibilité de créer une zone spécifique à la parcelle de M CONDOU afin de limiter la modification à sa seule parcelle. - Soit que la réduction de la distance ne soit que 160 mètres pour « coller » au bâtiment existant 	<p>La révision allégée est demandée pour tout le territoire communal et ne peut se réduire à la parcelle de Monsieur CONDOU.</p> <p>La distance de 100 m est celle que doivent respecter les ICPE. Une distance supérieure va à l'encontre du maintien et du développement de l'activité agricole.</p>

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_04d-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

3	12/11/2019	DARRE Michel	Favorable à la modification de 100mètres pour les bâtiments d'élevage	C'est l'objet de la demande de révision allégée du PLU
---	------------	-----------------	---	--

Registre CATLP :

N°	Date	Nom	Contenu	Suite donnée à la demande par la mairie
1	25/10/2019	RANSOU Chantal	Favorable à la réduction de la distance de prescription pour le bâtiment d'élevage existant de M CONDOU, mais s'inquiète de la possibilité donnée pour de nouveaux bâtiments d'élevage. Elle demande/ <ul style="list-style-type: none"> - Soit la possibilité de créer une zone spécifique à la parcelle de M CONDOU afin de limiter la modification à sa seule parcelle. - Soit que la réduction de la distance ne soit que 160 mètres pour « coller » au bâtiment existant 	Idem 2 registre commune
2	18/10/2019	DARRE Michel	Favorable à la modification de 100mètres pour les bâtiments d'élevage	Idem 3 registre commune

4 sous et enveloppe 0,42

Mairie de Tarbes
Date :
N° enrgt :
Original pour réponse : <i>Kobrat</i>
En liaison avec (copie) : <i>D.S.</i> <i>M. Bouvion</i>

Unité départementale des affaires culturelles
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine

Affaire suivie par : Janine Colonel
Téléphone : 05.62.41.59.40
Courriel : udap.hautes-pyrenees@culture.gouv.fr



REÇU LE

10 JAN. 2019

Cabinet du Maire de Tarbes

Tarbes, le 8 janvier 2019

Monsieur le Maire
Mairie de Tarbes
Place Jean Jaurès

65000 TARBES

N/Réf : JGC/SB - n° 8 488

Objet : TARBES – École normale de filles, rue Eugène Ténot - Modification du PLU-EPP n°10.

Monsieur le Maire,

L'École normale de filles a été ouverte le 1^{er} octobre 1883 afin de répondre aux exigences de la loi P. Bert de 1879 qui imposait une école normale par département. Cette école fut réalisée en partenariat avec le département du Gers qui paya sa part de la construction mais aussi de son fonctionnement.

L'architecte Larrieu a réalisé un bâtiment dans un pur style « Beaux-Arts » XIX^{ème}. Le plan se compose d'un corps central flanqué de deux ailes symétriques sur deux étages et de quatre pavillons en rez de chaussée, positionnés sur les quatre angles extérieurs.

Salles de cours sur le corps principal et dortoirs en étages, les pavillons servent de logement pour la directrice, de préaux, de cuisines.

Les façades sont composées avec la même symétrie. Les éléments de décors très sobres se résument aux encadrements des ouvertures par des pierres de Lourdes. Les trois ouvertures du corps central sont cintrées. Le tout est coiffé d'une belle couverture en ardoise qui apporte élégance et sobriété à l'ensemble.

Cet édifice présente une belle qualité architecturale, sans pour autant pouvoir prétendre à un classement au titre des monuments historiques. La commune a cependant souhaité reconnaître la qualité architecturale et historique de ce bien dans son PLU de 2014 en l'inscrivant comme élément de paysage à préserver – réserve 10.

Le projet d'installer les archives départementales dans le bâtiment de l'ancienne École normale présente un certain nombre de points positifs :

- Conserver cet édifice historique comme un lieu de mémoire auquel les Tarbais sont attachés.
- Une nouvelle affectation qui permettra la restauration de ces bâtiments historiques et leur pérennisation comme architecture remarquable.
- La vocation culturelle et pédagogique du bâtiment d'origine est maintenue. Les archives sont en adéquation avec l'esprit du bâtiment.
- L'installation des archives départementales au centre de la ville de Tarbes contribue à redonner une attractivité nouvelle et une vitrine culturelle au cœur de la ville de Tarbes.

Cependant, quelques ajustements vont être nécessaires pour permettre de trouver suffisamment de place pour répondre aux exigences du programme. Plusieurs arguments convergent vers l'inévitable démolition des deux ailes latérales et des pavillons :

- La vétusté des bâtiments aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges.
- La faible hauteur des pavillons R+1, R+2 et le peu de surface exploitable.
- La complexité des volumes fractionnés en deux parties distinctes.

Pour toutes ces raisons, les deux bâtiments latéraux sont difficilement réutilisables car trop coûteux en restauration. Ils présentent des espaces réduits et peu fonctionnels. La démolition - reconstruction des deux bâtiments latéraux est nécessaire pour pouvoir réaliser cette opération.

Le PLU de Tarbes (EPP n°10) nécessite une modification afin de permettre la réalisation du projet d'installation des Archives départementales.

Le projet devra tenir compte de certaines exigences architecturales afin de conserver l'esprit du projet d'origine :

- Je propose de conserver le corps central dans son intégralité, qui est le cœur de la composition et qui sera affecté aux salles d'accueil et de lecture .
- Les deux ailes latérales seront reconstruites pour accueillir l'ensemble du programme de conservation des archives. Le traitement des bâtiments neufs reprendra la continuité de la toiture du corps central avec les mêmes matériaux, la même hauteur de faîtage. Éventuellement une architecture contemporaine peut être envisagée mais dont la hauteur ne dépassera pas la hauteur de la ligne d'égout du bâtiment central.
- Le parvis central servant d'accueil devient une placette urbaine valorisée par la qualité des façades qui l'entourent. Un traitement de cet espace mérite un travail soigné avec des matériaux de qualité en conservant le portail cintré d'origine.
- Les stationnements seront concentrés à l'arrière du bâtiment.

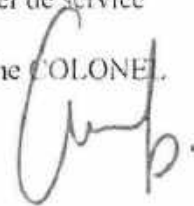
Ainsi, tout en conservant une bonne partie du bâtiment d'origine et en complétant avec une architecture contemporaine en harmonie avec l'existant, et de grande qualité, l'ancienne École normale de filles retrouvera une nouvelle vocation.

C'est en alliant Tradition et Modernité que la ville peut s'enrichir et marquer son empreinte dans l'histoire.

Me tenant à votre disposition, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Maire, l'expression des mes sincères salutations.

L'Architecte des bâtiments de France
Chef de service

Janine COLONEL



Copie :

M. le Président du Conseil départemental

Bureau Communautaire du jeudi 14 février 2019

Délibération n° 9

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Date de la convocation : 07/02/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean BURON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, Mme Myriam MENDES, Mme Michèle PHAM-BARANNE, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Jean-Michel SEGNERE, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Alain TALBOT

M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à Mme Evelyne RICART, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Roger-Vincent CALATAYUD donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M. Alain LUQUET, M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Ange MUR donne pouvoir à Mme Yvette LACAZE

Absents :

M. Michel AUSINA, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 3 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire, schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-11, L.153-34 et L.103-2;

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification

simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux actuellement en cours d'élaboration;
Vu la délibération du Conseil Municipal de Tarbes en date du 17 février 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune;

EXPOSE DES MOTIFS :

Par courrier en date du 19 novembre 2018, le maire de Tarbes demande à la communauté d'agglomération d'engager la révision allégée du P.L.U. de sa commune.

Cette révision allégée est demandée au maire de Tarbes par le Président du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées afin de pouvoir enlever la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du code de l'urbanisme, dans sa version en vigueur lors de l'approbation du PLU et reprise à l'article L.151-19 de la version actuelle du même code, pour le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténot à Tarbes.

Les bâtiments existants sur cette parcelle sont repérés en annexe du PLU comme un Elément du Paysage à Préserver (EPP n°10), avec les indications suivantes:

- *Pas de démolition des bâtiments*
- *Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé*

L'assemblée départementale, lors de sa réunion du 12 octobre 2018, a fait le choix du site de la rue Eugène Ténot pour l'implantation du futur bâtiment des archives départementales.

Or les premières réflexions sur la possibilité d'utilisation de ce site, en lien avec Madame l'Architecte des Bâtiments de France, ont amené les services du département à proposer un projet de construction de cet équipement public nécessitant la démolition partielle de bâti. Le président du conseil départemental a donc demandé que soit étudiée la levée de cette contrainte.

Conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision allégée lorsque celle-ci a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Dans ce cas, le projet arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et des personnes publiques associées, mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'Urbanisme.

Considérant que l'objet unique de la révision consiste à réduire une protection édictée en raison de la qualité des sites sans aucune remise en cause du PADD, il est proposé au Bureau Communautaire:

- de prescrire la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Tarbes avec pour objectifs la suppression de l'EPP n° 10 afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales, tout en tenant compte des certaines exigences architecturales fixées par Madame l'Architecte des Bâtiments de France, ceci afin de conserver l'esprit du bâtiment de l'ancienne école normale suivant la note de présentation annexée à la présente délibération.
- d'approuver les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs et le contenu détaillé ci-dessus.
- de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet:

- outre les affichages obligatoires en Mairie de Tarbes et au Siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois et la publication dans un journal local, affichage de la délibération sur les lieux: 6 rue Eugène TENOT, durant toute la durée de la procédure;
 - Publication dans le bulletin municipal de la Ville de Tarbes;
 - Information sur le site internet de la Ville de Tarbes et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées;
 - Registre mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel 29 bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry, à Tarbes, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,...;
 - Organisation de deux réunions publiques: à la mairie de Tarbes - Hôtel de Ville, place Jean Jaurès. Le public sera informé du lieu et de la date, ainsi que des horaires, par une annonce de presse publiée dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion;
 - Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra dresser par écrit ses propositions et ses remarques, à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention "révision allégée du PLU de la commune de Tarbes". Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.
- d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme;
- de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 du Code de l'Urbanisme

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de prescrire la révision allégée du PLU de la commune de Tarbes et d'approuver les objectifs ci-dessus exposés.

Article 2 : de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertation telles qu'exposées ci-dessus qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Article 3 : d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme et de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 du même code.

Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à la majorité avec 48 voix pour et 1 abstention(s).

Le Président,


Gérard TRÉMÈGE.

EXPOSÉ DES MOTIFS JUSTIFIANT LA PRÉSENTE PROCÉDURE DE RÉVISION ALLÉGÉE

CONTEXTE :

La construction du nouveau bâtiment devant accueillir les Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est envisagée sur les parcelles AW n° 382 et 33, propriétés du Département des Hautes-Pyrénées.



(Extrait Géoportail)

Situé dans le centre-ville historique au 6 rue Eugène TENOT, zone U-A, la parcelle AW 382 est soumise à l'article 9-5 du règlement du PLU qui précise :

« Le P.L.U. identifie et localise des éléments de paysage à protéger ou à mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme.

Tous les travaux non soumis à permis de construire et ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément de paysage identifié par le P.L.U. seront soumis à déclaration préalable ou à permis de démolir.

Ainsi tous travaux de démolition partielle, de ravalement de façade, d'agrandissement, de surélévation ou modification, ainsi que les projets de construction neuve sur les unités foncières supportant un élément de paysage à protéger sont autorisés à condition que ces travaux ne portent pas atteinte à l'intégrité de ce patrimoine et qu'ils constituent à assurer sa protection et sa mise en valeur. »

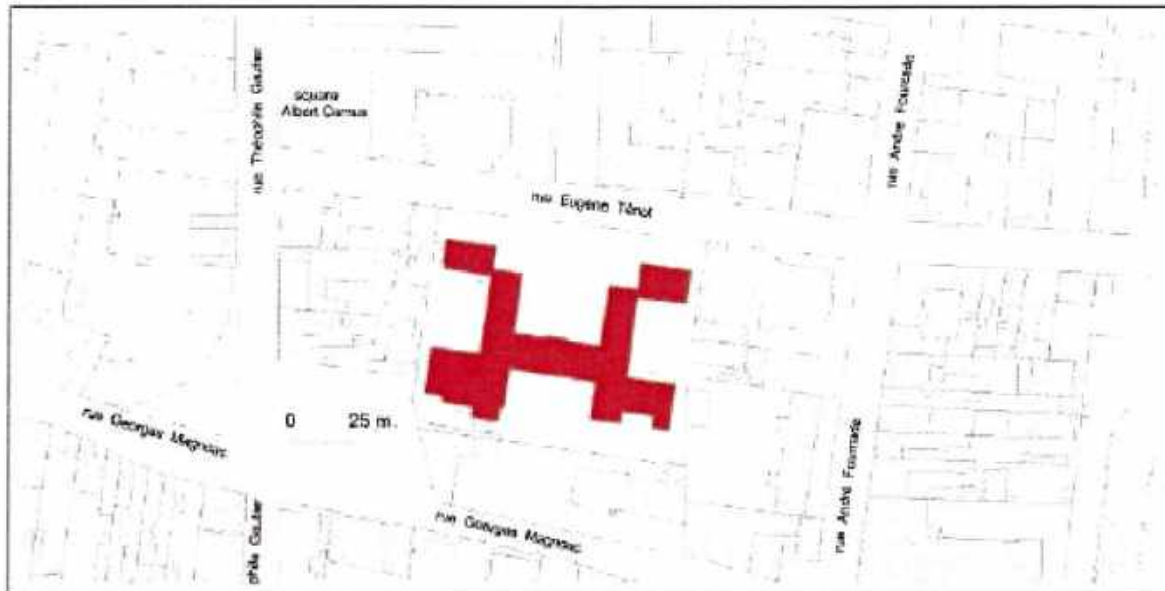
La parcelle AW 382 est identifiée EEP n° 10.



(Extrait PLU ville de TARBES)

Prescriptions concernant l'EPP n° 10 :

EPP10 : 6 Rue Eugène Tenot / AW 382



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions des bâtiments.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

BESOINS DU DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES :

L'historique

Créées sous la Révolution Française, les Archives départementales ont été constituées à l'origine pour conserver les archives des institutions de l'Ancien Régime supprimées et celles séquestrées sur les émigrés et le clergé. Depuis plus de 200 ans, elles s'accroissent par les versements réguliers des administrations publiques établies dans le département et des notaires. Elles contrôlent et conseillent les communes sur la gestion des archives communales et reçoivent pour conservation et communication les archives anciennes des communes de moins de 2 000 habitants en dépôt obligatoire et en dépôt volontaire celles des communes de plus de 2 000 habitants. Elles s'enrichissent par voie d'achat, de don ou de dépôt, des archives d'origine privée (papiers de famille, d'entreprises, d'association).

Les Archives constituent véritablement le lieu privilégié de la mémoire, écrite et orale, du département et de ses habitants, et y avoir recours est indispensable à qui recherche un droit de preuve ou veut faire œuvre d'histoire ou de mémoire.

Les Archives départementales ont ainsi pour mission la collecte, le tri, le classement, la conservation et la communication au public de toutes les archives des administrations publiques du département et de certaines archives privées ayant un intérêt collectif, quelle que soit leur forme (papier, parchemin, photographies, données électroniques,...)

La loi de décentralisation de 1983 a confié aux départements la gestion des Archives départementales.

Le Département des Hautes Pyrénées a la volonté de doter son territoire d'un équipement capable de répondre à ses besoins. A travers la réalisation de cet équipement, il veut démontrer sa volonté de s'engager dans une politique culturelle active, destinée à l'ensemble des publics et des acteurs culturels des Hautes Pyrénées, afin de mettre à leur disposition des outils modernes et ouverts :

- Modernité dans l'organisation fonctionnelle de ce nouvel équipement, dans sa conception architecturale et technique et dans l'adaptation aux objectifs fixés, tels que la conservation des documents pour les années à venir, mais aussi la création d'espaces de travail pour le personnel adaptés aux missions spécifiques du service.
- Développement de missions plus étendues, telles que l'organisation de manifestations culturelles (expositions, conférences, ...), des actions pédagogiques en direction de publics ciblés et de nouvelles pratiques culturelles en général.

Situation actuelle :

Le service des Archives Départementales est actuellement localisé sur 3 sites :

- Le site principal, situé rue des Ursulines à TARBES

Inauguré en 1938, le bâtiment des Ursulines a fait l'objet de réaménagements successifs dans les années 1980 et 2000, permettant d'augmenter – et parfois d'améliorer – les capacités de stockage, d'accueil du personnel et du public.

Initialement conçu pour un effectif de 4 personnes, le service des Archives compte aujourd'hui 24 agents. Les capacités d'accueil et de stockage de ce bâtiment sont depuis longtemps atteintes.

Ce bâtiment abrite les bureaux, la salle de lecture et environ 9 km linéaires d'archives.

Il ne correspond toutefois plus à l'évolution des besoins et est arrivé à saturation depuis déjà plusieurs années. En effet, le bâtiment ne permet plus depuis longtemps ni d'accueillir les documents à archiver, ni aux agents. Des adaptations et transformations ont été apportées à la configuration initiale : modification des accès, création de bureaux supplémentaires par le transfert de documents dans les annexes, libérant ainsi des locaux de type magasins - plafond bas, présence de poteaux de la structure autoporteuse, etc.

Mais ces aménagements ne suffisent pas à rendre les espaces de travail suffisants et fonctionnels pour l'équipe travaillant dans les conditions précaires et inconfortables.

- Le site Eugène Ténor à TARBES

Ce site, qui comporte une annexe des Archives depuis le début des années 2000, a été ré investi après l'échec du 1er projet en 2009, afin d'en faire une annexe de stockage, mais également afin d'y installer un indispensable espace de traitement des documents (salle de tri).

Sur ce site a également été installé un espace dédié à la numérisation des documents, occupé par le prestataire titulaire du marché.

Actuellement, environ 4,5 km linéaires d'archives y sont stockés.

Les locaux ne sont pas du tout adaptés, ni en terme d'espaces (multiplicité de salles), ni en terme de sécurité, ni en terme technique (température, hygrométrie) et le bâtiment, vétuste, connaît des faiblesses structurelles liées à son âge (infiltrations d'eau, humidité du rez-de-chaussée, etc.).

- L'ancienne salle de vente St Jean à BORDERES SUR ECHEZ

Depuis 2015, le Département a loué un des deux bâtiments de l'ancienne Salle des ventes St Jean. Il a fait l'acquisition en 2018 des deux bâtiments afin de pourvoir au manque d'espace de stockage.

Si ce bâtiment est plus sain, les conditions de conservation n'y sont toutefois pas correctes en termes d'installation et de climat.

Actuellement, environ 5,8 km linéaires d'archives y sont stockés.

Il est évident que le fait d'avoir recours à ces trois bâtiments a un impact sur la qualité de conservation de ce patrimoine unique, ainsi que sur le personnel qui est amené à travailler sur plusieurs sites.

Actuellement, ce sont plus de 19 km linéaires d'archives qui sont conservées par les Archives départementales des Hautes Pyrénées dont 9km linéaires aux Ursulines.

Les besoins

Les activités des Archives départementales se concentrent autour de plusieurs missions principales :

Collecter

- Les archives publiques produites par les administrations et les établissements publics qui méritent d'être conservées au regard de l'Histoire.
- Les archives privées provenant des associations, des entreprises et des particuliers

Conserver

- Restauration des documents détériorés et surtout prévention des risques de dégradation qui guide l'action des archivistes et des restaurateurs de documents.
- Conditionnement dans des boîtes et matériaux propres à assurer la pérennité de ce patrimoine
- Campagnes de microfilmage et de numérisation de documents fragilisés par le temps, ou très souvent consultés, garantissent leur transmission aux générations futures.

Classer et inventorier

- Tri et classement pour élaborer des instruments de recherche (inventaires, répertoires, fichiers, bases de données...), outils indispensables pour orienter le lecteur.

Communiquer et mettre en valeur

- Les Archives départementales mettent à disposition du public les archives classées. Le public et les administrations y trouvent des documents nécessaires à l'établissement de leurs droits, leur recherche etc.
- Des expositions, conférences, ateliers pédagogiques et des publications contribuent aussi à la mise en valeur du patrimoine du département.

Une Organisation fonctionnelle autour de 5 zones :

- locaux de conservation et magasins
- locaux de travail non ouverts au public (bureaux, salles de réunion, salles de tri et classement etc...)
- locaux ouverts au public (hall, vestiaires, salle de lecture, salles d'exposition, salle de conférence, etc)
- logement de fonction
- parkings et espaces verts

L'ensemble de ces besoins se répartissent en surface utile selon le tableau :

UNITES FONCTIONNELLES	SURFACE UTILE TOTALE prévisible
PÔLE ACCUEIL DU PUBLIC	645 m ²
PÔLE SEMI-ACCUEIL AU PUBLIC	318 m ²
PÔLE INACCESSIBLE AU PUBLIC	4 525 m ²
LOGEMENT DE FONCTION	112 m ²
SURFACE UTILE TOTALE	5 600 m²
ESPACES EXTERIEURS	3 110 m ²
Stationnements et fonctionnement du site	2 340 m ²
Espaces verts	770 m ²

PROJET D'IMPLANTATION

a. le terrain

Le terrain, d'une superficie de 5418 m² ainsi que la parcelle située rue André Fourcade pour 320 m², sont propriétés du Département.

Ce site est accessible : par la rue Eugène Ténor, par la rue André Fourcade et par la rue Georges Magnoac (par la parcelle AW 382, propriété de l'Inspection d'Académie).

L'environnement urbain immédiat est dense, avec des bâtiments allant de R+1 (pavillons) à R+5 (Inspection d'Académie).

b. Analyse des bâtiments existants

Siège de l'ancienne école normale, les bâtiments existants sur le site datent de la fin du 19^e siècle.

La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1.

Les bâtiments sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-Ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²).

L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert. Des travaux de réfection de toiture, et des travaux électriques sont notamment à prévoir à court terme.

Impossibilité de conservation des pavillons latéraux :

- ✓ vétusté des bâtiments : toiture défectueuse avec de nombreuses fuites : charpente et couverture à refaire, structure à revoir.
- ✓ les planchers bois existants ne peuvent supporter trop de surcharge.
- ✓ faibles hauteurs de pavillons : R+1 ou R+2 peu de surface exploitable.
- ✓ complexité des volumes en 2 parties distinctes difficile en réutilisation.

Pour ses raisons les bâtiments latéraux sont difficilement réutilisables sans engager de gros travaux pour des espaces réduits en surfaces et peu fonctionnels.

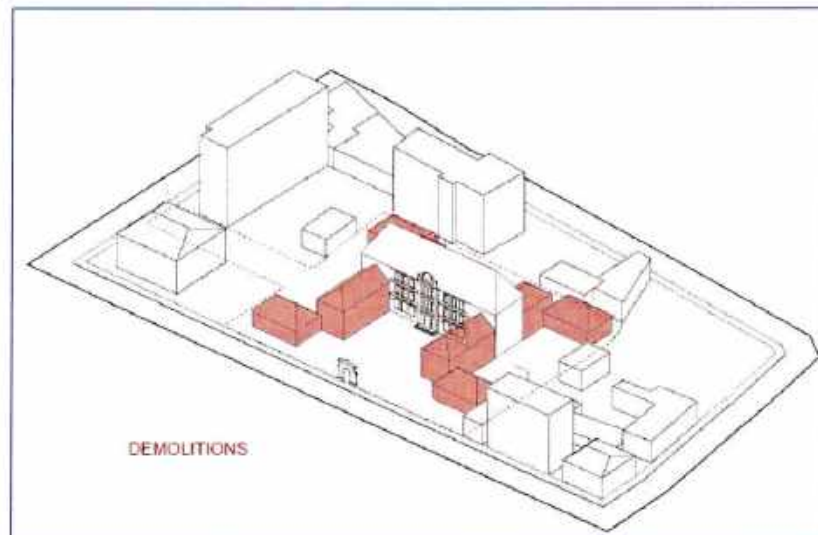
c. les possibilités de démolition

Il s'agit de proposer l'implantation de bâtiments neufs autour du corps existant central conservé du site, permettant de mettre en valeur ce patrimoine conservé et d'en constituer un lieu public.

En effet, il est envisagé de démolir tous les bâtiments latéraux et ne conserver que le corps central.



D = démolition des bâtiments latéraux



Vue axonométrique

d. les possibilités d'aménagement

Des bâtiments neufs pourraient être implantés depuis l'alignement de la rue Ténôt jusqu'en fond de parcelle, respectant le bâtiment existant par une hauteur en-dessous des gabarits autorisés.

On retrouverait ainsi l'implantation en H telle qu'initialement, avec une esplanade ouverte au public sur la rue Ténôt

L'ensemble du programme des Archives se déploierait sur le site avec une occupation en réhabilitation du corps central et en neuf dans des bâtiments latéraux pouvant représenter jusqu'à 2 100 m² de surface au sol (Prévision).

Le corps central pourrait être dédié aux locaux « nobles », notamment salle de lecture, salle d'exposition, permettant également d'avoir un usage pour le public en dehors des heures d'ouverture du service des archives.

Quant aux magasins, ils seraient impérativement situés dans les parties nouvelles car les contraintes de construction de ce type de locaux ne sont pas compatibles avec la réhabilitation de l'existant.

La parcelle peut accueillir à la fois du stationnement dédié au personnel et du stationnement public, ainsi que les accès techniques pour les versements d'archives.
L'actuel parvis devient espace public et permet de conserver le recul vis-à-vis de la rue Eugène TENOT pour la mise en valeur de la façade du bâtiment conservé.

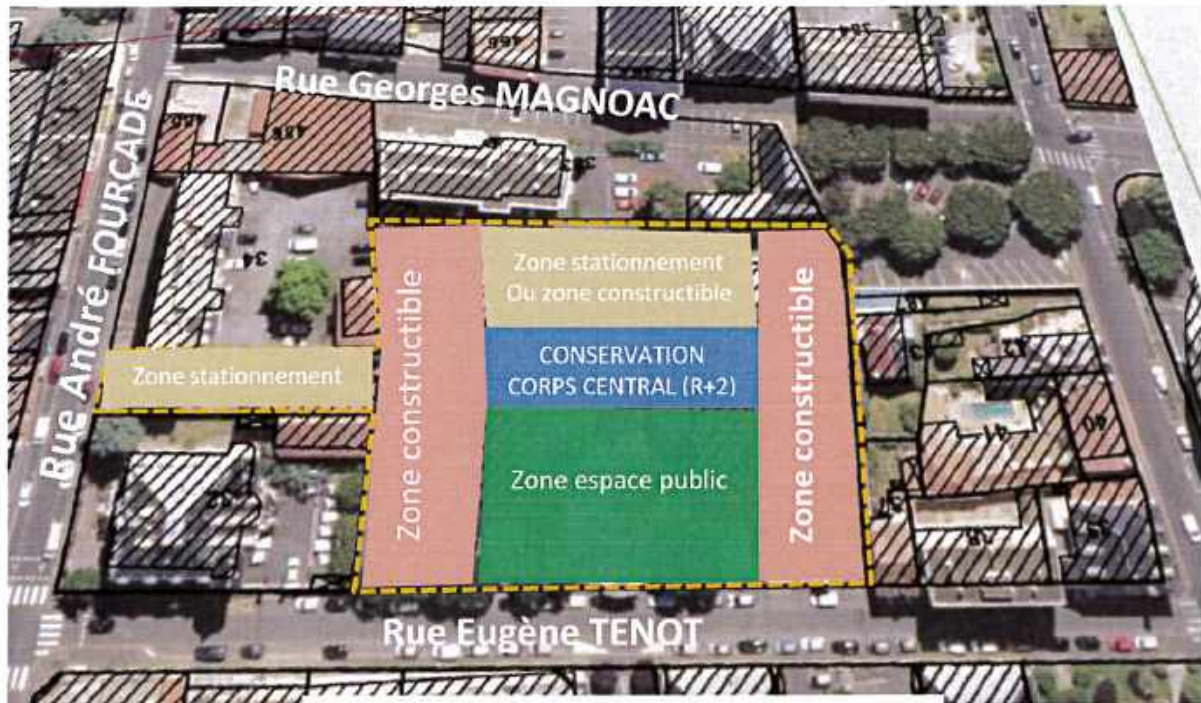


Schéma de principe de réorganisation des parcelles

Reconstruction des deux ailes latérales:

Le corps central, témoin historique de l'ancienne École Normale de Filles, est conservé.

Les deux ailes latérales sont reconstruites pour accueillir l'ensemble du programme de conservation des archives. Un bâtiment neuf est plus à même de répondre à l'exigence du stockage des archives dans des silos pré-dimensionnés.

Le traitement des bâtiments neufs reprendra la continuité de la toiture en ardoise du corps central - même matériaux ardoise - même hauteur de faitage - même hauteur d'égout. Si pour des raisons d'architecture, la toiture en ardoise n'est pas maintenue, la hauteur des bâtiments neufs ne devra pas dépasser la hauteur de la ligne d'égout du bâtiment central.

Une architecture de qualité sera proposée en cohérence avec le bâtiment existant et apte à s'insérer dans le cœur de ville de Tarbes.

Le parti architectural pourra être classique ou contemporain.

Le parvis central servant d'accueil devient une placette urbaine valorisée par la qualité des façades qui l'entourent. Un traitement de cet espace mérite une grande attention et des matériaux de qualité.

Cet espace sera volontairement minéral afin de donner une monumentalité à l'édifice renforcé par le maintien du portail cintré conservé le long de la rue Eugène Ténnot.



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

TARBES

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020				



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

TARBES

**A – INFORMATIONS JURIDIQUES
ET ADMINISTRATIVES**

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020				



DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES
**PLAN LOCAL D'URBANISME
DE TARBES**

BORDEREAU DES PIECES

A. INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

**B. RAPPORT DE PRESENTATION COMPLEMENTAIRE
(PIECE N°2 DU PLU)**

C. REGLEMENT APRES REVISION (PIECE N°5 DU PLU)

- Pièces écrites (pièce n°5.1 du PLU)
- Pièces graphiques (pièce n°5.2 du PLU)



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

TARBES

B – RAPPORT DE PRESENTATION COMPLEMENTAIRE
Pièce n°2 du PLU

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020				

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05f-
AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Sommaire

1. CADRE LEGAL DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE	2
2. PREAMBULE	4
3. MOTIVATIONS ET PRESENTATION DU PROJET DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES	5
3.1. MOTIVATIONS ET CHOIX DU SITE	5
✕ <i>La situation actuelle</i>	5
✕ <i>Les besoins</i>	6
✕ <i>Le choix du site</i>	7
3.2. PRESENTATION DU PROJET	8
✕ <i>La description du site</i>	8
✕ <i>Le projet d'aménagement des Archives Départementales</i>	10
3.3. LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR	12
✕ <i>Les contraintes réglementaires à l'encontre du projet</i>	12
✕ <i>Les contraintes réglementaires qui encadreront le projet</i>	14
4. MODIFICATIONS APORTEES AU DOSSIER DE PLU	17
4.1. OBJET DE LA REVISION ALLEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME	17
4.2. MODIFICATION DES PIECES GRAPHIQUES DU REGLEMENT	17
✕ <i>Les pièces graphiques avant la révision « allégée »</i>	17
✕ <i>Les pièces graphiques après la révision « allégée »</i>	18
4.3. MODIFICATION DES PIECES ECRITES DU REGLEMENT	19
5. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME	20

1. CADRE LEGAL DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE

La commune de Tarbes dispose d'un **Plan Local d'Urbanisme** approuvé par délibération du Conseil Municipal le **17 février 2014**.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les **compétences** en matière d'aménagement de l'espace communautaire, de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), de **Plan Local d'Urbanisme**, de document d'urbanisme en tenant lieu et de Carte Communale ont été transférées à la **Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées**.

Par courrier en date du 19 novembre 2018, le Maire de Tarbes a saisi la Communauté d'Agglomération pour qu'elle engage une **révision allégée** de son **Plan Local d'Urbanisme**. Cette révision allégée a été demandée par le Président du **Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées** afin de pouvoir supprimer la **protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme** pour le bâtiment situé au **6 rue Eugène Ténot à Tarbes**.

En effet, le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées, a fait le choix du site situé au 6 rue Eugène Ténot pour l'implantation du futur bâtiment des **archives départementales**. Or, les premières réflexions sur la possibilité d'utilisation de ce site, en lien avec Madame l'Architecte des Bâtiments de France, ont amené les services du département à proposer un projet de construction de cet équipement public nécessitant la démolition partielle du bâti. Le Président du Conseil Départemental a donc demandé que soit étudiée la levée de cette contrainte.

Le Bureau Communautaire a ainsi prescrit, par délégation, le 14 février 2019, une **révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme de Tarbes**.

La révision « allégée » n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Tarbes a pour but de permettre la suppression de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme au niveau du bâtiment situé au 6 rue Eugène Ténot (**Elément Paysager à Protéger n°10**)

La suppression de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme **ne portera pas atteinte aux orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables**.

Ce projet s'inscrit dans le cadre réglementaire de la révision « allégée », défini par l'**article L.153-34 du Code de l'Urbanisme**.

Article L153-31 du Code de l'Urbanisme :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05f-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ».

Article L153-34 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint ».

2. PREAMBULE

La **commune de Tarbes** est située au Nord-ouest du département des **Hautes-Pyrénées** dont elle est la Préfecture. Tarbes est une ville du piémont pyrénéen située au sein de la riche plaine agricole du fleuve de l'Adour, à 155 km au Sud-ouest de Toulouse, 40 km à l'Est de Pau et 20 km au Nord-est de Lourdes.

Le territoire communal s'étend sur **1 533 ha** et compte, en 2016, **40 318 habitants** (source INSEE).



Localisation de la ville de Tarbes

La commune est sujette à une baisse de population depuis 1968 résultant de mouvements migratoires défavorables. Dans ce contexte, elle doit satisfaire aux nouveaux défis des villes de son importance (développement en matière de formation supérieure, d'emplois, d'activités économiques, d'attractivité commerciale du centre-ville...) tout en conservant la maîtrise de son évolution ainsi que ses qualités environnementales et patrimoniales.

Les orientations générales du **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** du Plan Local d'Urbanisme en vigueur se déclinent selon quatre principes directeurs :

- 👉 **Tarbes, une ville attractive : affirmer la place de la ville dans le développement régional**
- 👉 **Tarbes, une ville proche du citoyen : maintenir la cohésion urbaine**
- 👉 **Tarbes, une ville accueillante : préserver l'environnement et le cadre de vie**
- 👉 **Tarbes, une ville mobile : améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements**

3. MOTIVATIONS ET PRESENTATION DU PROJET DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Source : Note de présentation réalisée par le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées.

3.1. MOTIVATIONS ET CHOIX DU SITE

Créées sous la révolution française, **les Archives Départementales** ont été constituées à l'origine pour conserver les archives des institutions de l'Ancien Régime supprimées et celles séquestrées sur les émigrés et le clergé.

Depuis plus de 200 ans, elles s'accroissent par les versements réguliers des administrations publiques établies dans le département ainsi que des notaires. Elles contrôlent et conseillent les communes sur la gestion des archives communales et reçoivent pour conservation et communication les archives anciennes des communes de moins de 2 000 habitants en dépôt obligatoire et, en dépôt volontaire, celles des communes de plus de 2 000 habitants. Elles s'enrichissent par voie d'achat, de don ou de dépôt, des archives d'origine privée (papiers de famille, d'entreprises, d'association). Les Archives Départementales constituent véritablement le lieu privilégié de la mémoire, écrite et orale, du département et de ses habitants, et y avoir recours est indispensable à qui recherche un droit de preuve ou veut faire œuvre d'histoire ou de mémoire. Les Archives Départementales ont ainsi pour mission la collecte, le tri, le classement, la conservation et la communication au public de toutes les archives des administrations publiques du département et de certaines archives privées ayant un intérêt collectif, quelle que soit leur forme (papier, parchemin, photographies, données électroniques, ...).

La loi de décentralisation de 1983 a confié aux Départements la gestion des Archives Départementales.

Le **Département des Hautes-Pyrénées** a la volonté de doter son territoire d'un équipement capable de répondre à ses besoins. A travers la réalisation de cet équipement, il veut démontrer sa volonté de s'engager dans une politique culturelle active, destinée à l'ensemble des publics et des acteurs culturels des Hautes-Pyrénées, afin de mettre à leur disposition des outils modernes et ouverts :

- ↳ Modernité dans l'organisation fonctionnelle de ce nouvel équipement, dans sa conception architecturale et technique et dans l'adaptation aux objectifs fixés, tels que la conservation des documents pour les années à venir, mais aussi la création d'espaces de travail pour le personnel adaptés aux missions spécifiques du service.
- ↳ Développement de missions plus étendues, telles que l'organisation de manifestations culturelles (expositions, conférences...), des actions pédagogiques en direction de publics ciblés et de nouvelles pratiques culturelles en général.

✱ **LA SITUATION ACTUELLE**

Le service des Archives Départementales est actuellement localisé sur **trois sites**.

Le site principal, situé rue des Ursulines à Tarbes

Inauguré en 1938, le bâtiment des Ursulines a fait l'objet de réaménagements successifs dans les années 1980 et 2000, permettant d'augmenter et parfois d'améliorer les capacités de stockage, d'accueil du personnel et du public. Ce bâtiment abrite les bureaux, la salle de lecture et environ 9 km linéaires d'archives.

Initialement conçu pour un effectif de quatre personnes, le service des Archives compte aujourd'hui 24 agents. Les capacités d'accueil et de stockage de ce bâtiment sont depuis longtemps atteintes.

Il ne correspond plus à l'évolution des besoins et est arrivé à saturation depuis déjà plusieurs années. En effet, le bâtiment ne permet plus d'accueillir ni les documents à archiver, ni les agents. Des adaptations et

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05f-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

transformations ont été apportées à la configuration initiale : modification des accès, création de bureaux supplémentaires par le transfert de documents dans les annexes, libérant ainsi des locaux de type magasins - plafond bas, présence de poteaux de la structure autoporteuse, etc. mais ces aménagements ne suffisent pas à rendre les espaces de travail suffisamment fonctionnels et l'équipe travaille dans des conditions précaires et inconfortables.

Le site Eugène Ténot à Tarbes

Ce site, qui comporte une annexe des Archives depuis le début des années 2000, a été réinvesti après l'échec du premier projet en 2009 afin d'en faire une annexe de stockage mais également afin d'y installer un indispensable espace de traitement des documents (salle de tri).

Sur ce site a également été installé un espace dédié à la numérisation des documents, occupé par le prestataire titulaire du marché. Actuellement, environ 4,5 km linéaires d'archives y sont stockés.

Les locaux ne sont pas du tout adaptés, ni en termes d'espaces (multiplicité de salles), ni en termes de sécurité, ni en terme technique (température, hygrométrie) et le bâtiment, vétuste, connaît des faiblesses structurelles liées à son âge (infiltrations d'eau, humidité du rez-de-chaussée, etc.).

L'ancienne salle de vente Saint-Jean à Bordères-sur-l'Échez

Depuis 2015, le Département a loué un des deux bâtiments de l'ancienne Salle des ventes Saint-Jean. Il a fait l'acquisition en 2018 des deux bâtiments afin de pourvoir au manque d'espace de stockage.

Si ce bâtiment est plus sain, les conditions de conservation n'y sont toutefois pas correctes en termes d'installation et de climat. Actuellement, environ 5,8 km linéaires d'archives y sont stockés.

Il est évident que le fait d'avoir recours à ces trois bâtiments, a un impact sur la qualité de conservation de ce patrimoine unique, ainsi que sur le personnel qui est amené à travailler sur plusieurs sites.

Actuellement ce sont plus de 19 km linéaires d'archives qui sont conservées par les Archives Départementales des Hautes-Pyrénées dont 9 km linéaires aux Ursulines.

✱ LES BESOINS

Les activités des Archives Départementales se concentrent autour de plusieurs missions principales :

↳ Collecter

- Les archives publiques produites par les administrations et les établissements publics qui méritent d'être conservées au regard de l'Histoire
- Les archives privées provenant des associations, des entreprises et des particuliers

↳ Conserver

- Restauration des documents détériorés et surtout prévention des risques de dégradation qui guide l'action des archivistes et des restaurateurs de documents
- Conditionnement dans des boîtes et matériaux propres à assurer la pérennité de ce patrimoine
- Campagnes de microfilmage et de numérisation de documents fragilisés par le temps, ou très souvent consultés, garantissant leur transmission aux générations futures

↳ Classer et inventorier

- Tri et classement pour élaborer des instruments de recherche (inventaires, répertoires, fichiers, bases de données ...), outils indispensables pour orienter le lecteur

✚ Communiquer et mettre en valeur

- Les Archives Départementales mettent à disposition du public les archives classées. Le public et les administrations y trouvent des documents nécessaires à l'établissement de leurs droits, leur recherche, etc.
- Des expositions, conférences, ateliers pédagogiques et des publications contribuent aussi à la mise en valeur du patrimoine du département

Pour être fonctionnelles, les nouvelles Archives Départementales doivent s'organiser autour de **cinq zones** :

- ⇒ Locaux de conservation et magasins
- ⇒ Locaux de travail non ouverts au public (bureaux, salles de réunion, salles de tri et classement etc.)
- ⇒ Locaux ouverts au public (hall, vestiaires, salle de lecture, salles d'exposition, salle de conférence, etc.)
- ⇒ Logements de fonction
- ⇒ Parkings et espaces verts

L'ensemble de ces besoins se répartit en surface utile selon le tableau suivant :

UNITES FONCTIONNELLES	SURFACE UTILE TOTALE prévisible
PÔLE ACCUEIL DU PUBLIC	645 m ²
PÔLE SEMI-ACCUEIL AU PUBLIC	318 m ²
PÔLE INACCESSIBLE AU PUBLIC	4 525 m ²
LOGEMENT DE FONCTION	112 m ²
SURFACE UTILE TOTALE	5 600 m²
ESPACES EXTERIEURS	3 110 m²
dont stationnement et fonctionnement du site	2 340 m ²
dont espaces verts	770 m ²

✖ LE CHOIX DU SITE

Afin d'accueillir les Archives Départementales, quinze sites ont été étudiés sur l'agglomération de Tarbes dont trois à l'Arsenal. Pour des raisons techniques, plusieurs sites n'ont pas été retenus. Deux sites étaient en compétition lorsque la décision a été prise : La Tuilerie Oustau à Aureilhan et le 6 rue Eugène Ténôt à Tarbes.

Le site du 6 rue Eugène Ténôt a été retenu pour plusieurs raisons :

- ✚ Le terrain appartient déjà au Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées.
- ✚ La nouvelle vocation du site permettra de préserver de façon pérenne une partie de cet édifice historique.
- ✚ L'installation des Archives Départementales au centre-ville de Tarbes contribuera à redonner une attractivité et une vitrine culturelle au cœur de la ville de Tarbes.

3.2. PRESENTATION DU PROJET

Le nouveau projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est envisagé sur les parcelles AW n°382 et 33, propriétés du Département des Hautes-Pyrénées.



Extrait cadastral

✕ LA DESCRIPTION DU SITE

Le terrain :

Le terrain, d'une **superficie de 5 418 m²** ainsi que la parcelle située rue André Fourcade pour **320 m²**, sont propriétés du Département des Hautes-Pyrénées.

Ce site est accessible par la rue Eugène Ténor, par la rue André Fourcade et par la rue Georges Magnoac (par la parcelle AW 382, propriété de l'inspection d'Académie).

L'environnement urbain immédiat est dense, avec des bâtiments allant de R+1 (pavillons) à R+5 (Inspection d'Académie).

Les bâtiments existants :

Siège de l'ancienne Ecole Normale, les bâtiments existants sur le site datent de la fin du 19^{ème} siècle. La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1. Les bâtiments sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²).

L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert. Des travaux de réfection de toiture et des travaux électriques sont notamment à prévoir à court terme.

Analyse et diagnostic de l'Architecte des Bâtiments de France (courrier du 8 janvier 2019)

« L'Ecole Normale des filles a été ouverte le 1^{er} octobre 1883 afin de répondre aux exigences de la loi Paul Bert de 1879 qui imposait une Ecole Normale par département. Cette école fut réalisée en partenariat avec le département du Gers qui paya sa part de la construction mais aussi de son fonctionnement.

L'architecte Larrieu a réalisé un bâtiment dans un pur style « Beaux-Arts » XIX^{ème} siècle. Le plan se compose d'un corps central flanqué de deux ailes symétriques sur deux étages et de quatre pavillons en rez-de-chaussée, positionnés sur les quatre angles extérieurs.

Salles de cours sur le corps principal et dortoirs en étages, les pavillons servent de logement pour la directrice, de préaux et de cuisines.

Les façades sont composées avec la même symétrie. Les éléments de décors très sobres se résument aux encadrements des ouvertures par des pierres de Lourdes. Les trois ouvertures du corps central sont cintrées. Le tout est coiffé d'une belle couverture en ardoise qui apporte élégance et sobriété à l'ensemble.

Cet édifice présente une belle qualité architecturale, sans pour autant pouvoir prétendre à un classement au titre des Monuments Historiques. La commune a cependant souhaité reconnaître la qualité architecturale et historique de ce bien dans son Plan Local d'Urbanisme de 2014 en l'inscrivant comme Elément de Paysage à Préserver (réserve 10) ».

L'impossibilité de conserver les pavillons latéraux

Les pavillons latéraux sont difficilement réutilisables sans engager d'énormes dépenses pour des espaces réduits en surface et peu fonctionnels. En effet, ils sont vétustes et en mauvais état : toiture défectueuse avec de nombreuses fuites, charpente et couverture à refaire, structure à revoir...

De plus, les planchers bois existants ne peuvent pas supporter trop de surcharge et la faible hauteur des bâtiments (R+1 / R+2) limite la surface exploitable. La complexité des volumes en deux parties distinctes rend les bâtiments difficiles en réutilisation.

Avis de l'Architecte des Bâtiments de France (courrier du 8 janvier 2019)

« Le projet d'installer les archives départementales dans le bâtiments de l'ancienne Ecole Normale présente un certain nombre de points positifs :

- ✦ Conserver cet édifice historique comme un lieu de mémoire auquel les Tarbais sont attachés.*
- ✦ Une nouvelle affectation qui permettra la restauration de ces bâtiments historiques et leur pérennisation comme architecture remarquable.*
- ✦ La vocation culturelle et pédagogique du bâtiment d'origine est maintenue. Les archives sont en adéquation avec l'esprit du bâtiment.*
- ✦ L'installation des archives départementales au centre de la ville de Tarbes contribue à redonner une attractivité et une vitrine culturelle au cœur de la ville de Tarbes.*

Cependant quelques ajustements vont être nécessaires pour permettre de trouver suffisamment de place pour répondre aux exigences du programme. Plusieurs arguments convergent vers l'inévitable démolition des deux ailes latérales et des pavillons :

- ✦ La vétusté des bâtiments aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges.*

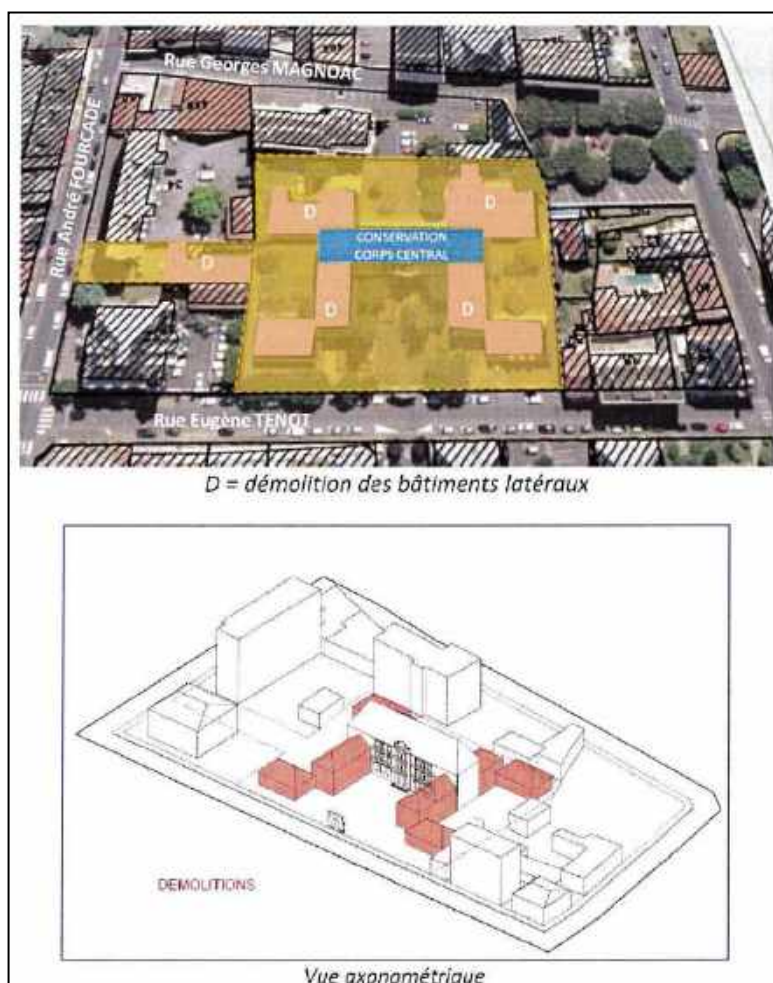
Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05f-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

- ↵ La faible hauteur des pavillons R+1, R+2 et le peu de surface exploitable.
- ↵ La complexité des volumes fractionnés en deux parties distinctes.

Pour toutes ces raisons, les deux bâtiments latéraux sont difficilement réutilisables car trop coûteux en restauration. Ils présentent des espaces réduits et peu fonctionnels. La démolition-reconstruction des deux bâtiments latéraux est nécessaire pour pouvoir réaliser cette opération ».

✕ LE PROJET D'AMENAGEMENT DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Il est envisagé de démolir tous les bâtiments latéraux et de ne conserver que le corps central. L'implantation de bâtiments neufs autour du corps central existant permettra de mettre en valeur ce patrimoine et d'en constituer un lieu public.



Des bâtiments neufs pourraient être implantés depuis l'alignement de la rue Ténôt jusqu'en fond de parcelle, respectant le bâtiment existant par une hauteur en-dessous des gabarits autorisés.

L'implantation en H, d'origine, serait maintenue avec une esplanade ouverte au public sur la rue Eugène Ténôt. L'ensemble du programme des Archives Départementales se déploierait sur le site avec une occupation en réhabilitation du corps central et en neuf dans des bâtiments latéraux pouvant représenter jusqu'à 2 100 m² de surface au sol (prévisions).

Le corps central pourrait être dédié aux locaux «nobles», notamment salle de lecture, salle d'exposition, permettant également d'avoir un usage pour le public en dehors des heures d'ouverture du service des archives.

Quant aux magasins, ils seraient impérativement situés dans les parties neuves car les contraintes de construction de ce type de locaux ne sont pas compatibles avec la réhabilitation de l'existant.

La parcelle pourra accueillir à la fois du stationnement dédié au personnel et du stationnement public, ainsi que les accès techniques pour les versements d'archives.

L'actuel parvis deviendra un espace public et permettra de conserver le recul vis-à-vis de la rue Eugène Ténot pour la mise en valeur de la façade du bâtiment conservé.



Le projet :

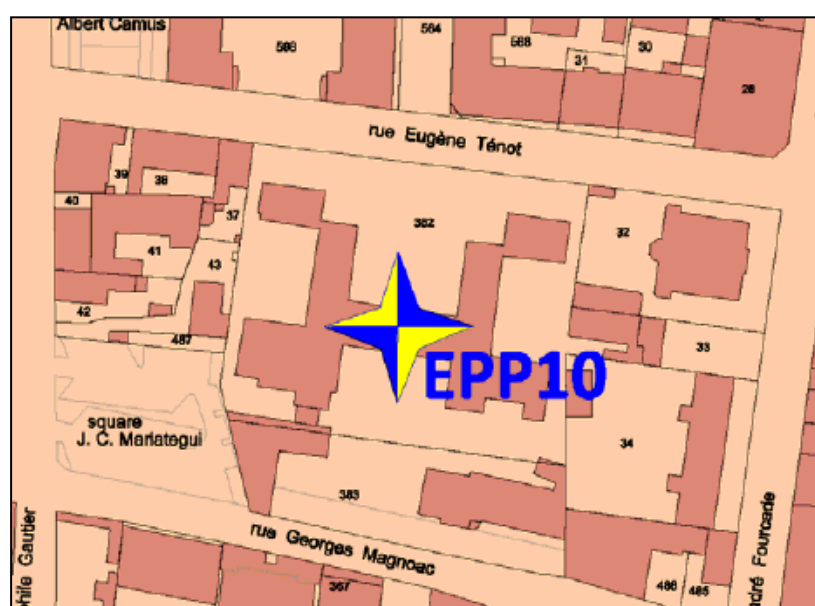
- ✧ Le corps central, témoin historique de l'ancienne École Normale de Filles, sera conservé.
- ✧ Les deux ailes latérales seront reconstruites pour accueillir l'ensemble du programme de conservation des archives. Un bâtiment neuf sera plus à même de répondre à l'exigence du stockage des archives dans des silos pré-dimensionnés.
- ✧ Le traitement des bâtiments neufs reprendra la continuité de la toiture en ardoise du corps central – même matériaux ardoise - même hauteur de faitage - même hauteur d'égout. Si pour des raisons d'architecture, la toiture en ardoise n'est pas maintenue, la hauteur des bâtiments neufs ne devra pas dépasser la hauteur de la ligne d'égout du bâtiment central.
- ✧ Une architecture de qualité sera proposée en cohérence avec le bâtiment existant et apte à s'insérer dans le cœur de ville de Tarbes.
- ✧ Le parti architectural pourra être classique ou contemporain.
- ✧ Le parvis central servant d'accueil deviendra une placette urbaine valorisée par la qualité des façades qui l'entourent. Le traitement de cet espace méritera une grande attention et des matériaux de qualité. Cet espace sera volontairement minéral afin de donner une monumentalité à l'édifice renforcée par le maintien du portail cintré conservé le long de la rue Eugène Ténot.

3.3. LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le projet des archives départementales, situé au 6 rue Eugène Ténor, est classé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 février 2014. La **zone UA** est constituée du centre-ville historique correspondant au bourg ancien et aux extensions qui ont eu lieu au XIX^{ème} siècle. Immédiatement constructible, de forte densité où le bâti ancien est dominant et dans laquelle les constructions sont à édifier dans le respect de l'alignement des voies publiques et en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives de propriété. Cette zone comprend les périmètres de protection des Monuments historiques, portés au plan des Servitudes d'Utilités Publiques. Elle possède un caractère multifonctionnel (habitat, commerce, artisanat, bureaux, services, équipements collectifs...) qu'il y a lieu de préserver.

✕ LES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES A L'ENCONTRE DU PROJET

Les bâtiments existants sur la parcelle AW 382 sont identifiés en annexe du Plan Local d'Urbanisme comme un Elément de Paysage à Protéger (EPP n°10).



L'Elément Paysager à Protéger n°10 identifié dans le Plan Local d'Urbanisme est soumis à l'article 9.5 des dispositions générales des pièces écrites du règlement qui précise :

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES A CERTAINS TERRITOIRES

9.5 – Les éléments de paysage

Le PLU identifie et localise des éléments de paysage à protéger ou à mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme.

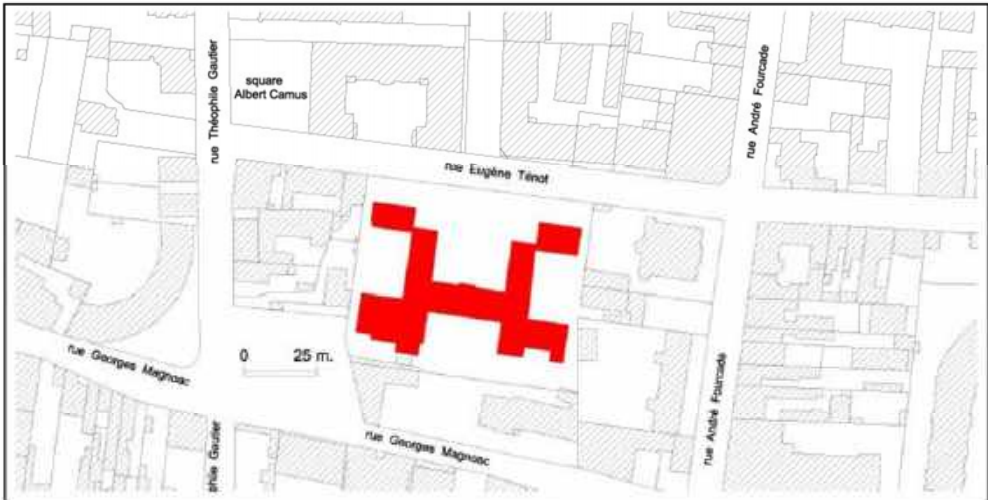
Tous les travaux non soumis à permis de construire et ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément de paysage identifié par le P.L.U. seront soumis à déclaration préalable ou à permis de démolir.


Ainsi tous travaux de démolition partielle, de ravalement de façade, d'agrandissement, de surélévation ou modification, ainsi que les projets de construction neuve sur les unités foncières supportant un élément de paysage à protéger sont autorisés à condition que ces travaux ne portent pas atteinte à l'intégrité de ce patrimoine et qu'ils constituent à assurer sa protection et sa mise en valeur ».

L'Elément Paysager à Protéger n°10 identifié dans le Plan Local d'Urbanisme est également soumis aux **dispositions des annexes des pièces écrites du règlement** qui précisent :

- ↪ Pas de démolition des bâtiments.
- ↪ Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP10 : 6 Rue Eugène Tenot / AW 382





PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions des bâtiments.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

Ces dispositions réglementaires ne permettent pas la réalisation du projet des Archives Départementales tel que présenté ci-avant (démolition des ailes latérales et des pavillons).

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05f-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

* **LES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES QUI ENCADRERONT LE PROJET**

Le projet des Archives Départementales sera encadré par les **dispositions du règlement de la zone UA** qui précisent notamment que :

- ✎ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées à l'alignement ou à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres.
- ✎ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées sur les limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 mètres.
- ✎ Dans la bande d'implantation des 15 mètres, il n'est pas fixé de Coefficient d'Emprise au Sol. Au-delà de la bande des 15 mètres, le Coefficient d'Emprise au Sol est fixé à 0,50 pour l'ensemble des constructions et installations autorisées.
- ✎ La hauteur des constructions et installations doit s'harmoniser avec le cadre dans lequel elles s'intègrent.
- ✎ Les dispositions concernant l'aspect extérieur :

PRINCIPE D'INSERTION AU PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL ENVIRONNANT, EXISTANT OU FUTUR

Tout projet de construction ou d'aménagement dans son ensemble, comme dans chacune de ses composantes (parti architectural, rythme, proportions, matériaux, couleurs...) doit s'inspirer du caractère du site où il doit s'insérer. Le volet paysager du dossier s'attachera à identifier ce caractère et à justifier le parti architectural d'ensemble retenu.

Les propositions architecturales doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des quartiers dans lesquels les projets s'inscrivent. Elles peuvent être justifiées par la prise en compte, d'une part, de références architecturales présentes sur le territoire tarbais, sans verser sur le mimétisme, d'autre part, au terme d'une recherche visant à l'introduction d'une plus grande diversité architecturale en cohérence avec le site où elle s'inscrit. Elles peuvent aussi se composer dans un rapport à des éléments notables du paysage environnant (édifice, aménagement urbain ...).

- a) Si la parcelle est dans un angle d'îlot, notamment si l'angle forme un éperon, l'angle fera l'objet d'un traitement qui le mettra en valeur.
- b) Si un bâtiment présente un linéaire de façade important, la composition verticale de la façade sera hiérarchisée en séquences.
- c) Si des éléments notables du paysage sont présents sur le site (édifices, forme urbaine, aménagement urbain, perspectives, parcs, sites naturels,...), l'organisation fonctionnelle du projet devra les prendre en compte, dans la limite de la compatibilité au programme des travaux.
- d) Dans les secteurs proches ou contigus aux secteurs de chalandise du centre-ville, il peut être exigé que le pied de l'immeuble soit traité d'une manière unitaire sur une hauteur équivalente à deux niveaux courants.
- e) La hiérarchie verticale des façades peut se prolonger en couverture. Il n'est pas fait obstacle à la création d'éléments particuliers de grande dimension s'ils sont justifiés dans la composition ou dans la relation de la composition à son environnement urbain, proche ou lointain.

PRINCIPE DE COMPOSITION ARCHITECTURALE

- a) **Ordonnancement** : Les façades seront ordonnancées horizontalement et verticalement. Les hiérarchies seront rendus lisibles.
- b) **Lignes de forces des constructions contigües** : Le projet s'efforcera d'intégrer dans la composition des façades les lignes de forces horizontales des bâtiments contigus.

- c) **Percements/Ouvertures** : Les percements et ouvertures s'efforceront d'être hiérarchisés dimensionnellement de façon à distinguer les fonctions importantes des secondaires. Les fenêtres devront avoir des proportions verticales affirmées.
- d) **Balcons/Loggias et autres éléments architecturaux** : Les balcons, loggias, bow-windos, terrasses, qu'ils soient en RDC, en entre sol, ou en élévation quand ils sont présents dans les projets, seront intégrés comme éléments importants de la composition des façades.
- e) **Couvertures (formes matériaux)** : L'emploi du type de couverture dominante sur un site doit être privilégié. Toutefois il n'est pas fait obstacle à l'utilisation d'autres formes s'il est justifié par le parti architectural d'insertion.

LES MODIFICATIONS ET EXTENSION, DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Dès lors qu'une construction présente un intérêt architectural, au regard notamment, de son parti urbain, des matériaux, de sa composition, de son ordonnancement, tous les travaux réalisés, y compris les ravalements, doivent mettre en valeur les caractéristiques de ladite construction.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation d'extensions de conception architecturale contemporaine.

FAÇADES ET MURS EXTERIEURS

Toutes les façades, murs extérieurs, y compris les pignons, gaines, conduits exhaustés, équipements divers doivent être traités et composées avec le même soin que les façades sur rue.

LES COULEURS ET LES MATERIAUX

Le projet doit comporter une étude de coloration valorisant la composition architecturale.

Les enduits traditionnels multicouches colorés, soit dans la masse, soit par badigeon ou peinture minérale, doivent être privilégiés.

Les enduits monocouches à parement grattés sont interdits.

LES SAILLIES SUR ALIGNEMENT

Les saillies par rapport à l'alignement sont admises si elles répondent à une intention claire et justifiée d'organisation, de composition architecturale, de compensation d'une inflexion très prononcée de l'alignement du domaine public.

Il n'est pas fait obstacle à des saillies sur l'alignement du domaine public si elles résultent d'une démarche de développement durable, de qualité environnementale concernant l'aspect extérieur des constructions (performance thermique par isolation thermique par l'extérieur, performance énergétique des ouvertures et occultations). Toutefois, la saillie ne doit pas avoir pour effet de réduire la conformité du domaine public, notamment la largeur du trottoir, vis-à-vis des règles d'accessibilités pour les personnes à mobilité réduite.

LES LOCAUX, OUVRAGES OU INSTALLATIONS TECHNIQUE INSTALLES EN COUVERTURE

Les locaux, ouvrages ou installations techniques, doivent être regroupés, habillés et intégrés à la composition architecturale.

Sur les constructions neuves l'implantation des capteurs solaires doivent obligatoirement être intégrés dans la composition de la toiture. Ils s'inséreront dans la couverture de l'égout jusqu'au faîtage, sans présenter de saillie de couverture.

Une implantation différente pourra être admise pour les dispositifs installés sur des constructions existantes dont les toits sont ponctués par des ouvrages (souche de cheminée, lucarnes...)

Les antennes, paraboles, paratonnerres, doivent être regroupés et intégrés à la composition architecturale.

LES CLOTURES

Clôtures sur voies publiques et emprises publiques ainsi que sur voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun :

Les clôtures opaques ne devront pas dépasser 2 mètres. Elles seront constituées par un mur maçonné, surmonté le cas échéant, d'une grille de fer ou d'autres éléments (masque métallique plein ou ajouré, claustras...). Le mur sera enduit sur ces deux faces. Les extrémités au droit des raccordements aux limites séparatives aboutissant à la voie, des accès véhicules, piétons et autres, seront marquées par un décrochement en saillie sur l'alignement.

LOCAUX INSTALLATIONS TECHNIQUES IMPLANTES EN RDC

Les locaux techniques et installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards, aire de conteneurs, local à conteneur...) destinés à recevoir les divers équipements nécessaires à la construction, doivent être intégrés aux constructions.

L'impossibilité technique doit être justifiée. Dans ce cas, leur traitement devra permettre leur bonne insertion dans l'environnement et participer ainsi à sa mise en valeur.

LES ESPACES LIBRES

Les projets de construction, en ordre semi-continu ou lorsque les façades s'implantent en retrait par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées, ou emprises publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique, doivent être aménagés dans une perspective de valorisation paysagère et fonctionnelle.

Les espaces libres en fond de parcelle recevront une fonction spécifique.

Le projet des Archives Départementales, se situant dans le périmètre de protection des Monuments Historiques, il sera également encadré par l'**avis de l'Architecte des Bâtiments de France** qui précise que :

Avis de l'Architecte des Bâtiments de France (courrier du 8 janvier 2019)

« Le projet devra tenir compte de certaines exigences architecturales afin de conserver l'esprit du projet d'origine :

- ✦ Conserver le corps central dans son intégralité, qui est le cœur de la composition et qui sera affecté aux salles d'accueil et de lecture.*
- ✦ Les deux ailes latérales seront reconstruites pour accueillir l'ensemble du programme de conservation des archives. Le traitement des bâtiments neufs reprendra la continuité de la toiture du corps central avec les mêmes matériaux, la même hauteur de faîtage.*
- ✦ Eventuellement une architecture contemporaine peut être envisagée mais dont la hauteur ne dépassera pas la hauteur de la ligne d'égout du bâtiment central.*
- ✦ Le parvis central servant d'accueil devient une placette urbaine valorisée par la qualité des façades qui l'entourent. Un traitement de cet espace mérite un travail soigné avec des matériaux de qualité en conservant le portail cintré d'origine.*
- ✦ Les stationnements seront concentrés à l'arrière du bâtiment.*

Ainsi, tout en conservant une bonne partie du bâtiment d'origine et en complétant avec une architecture contemporaine en harmonie avec l'existant, et de grande qualité, l'ancienne Ecole Normale de filles retrouvera une nouvelle vocation. C'est en alliant tradition et modernité que la ville peut s'enrichir et marquer son empreinte dans l'histoire ».

4. MODIFICATIONS APPORTEES AU DOSSIER DE PLU

4.1. OBJET DE LA REVISION ALLEE DE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

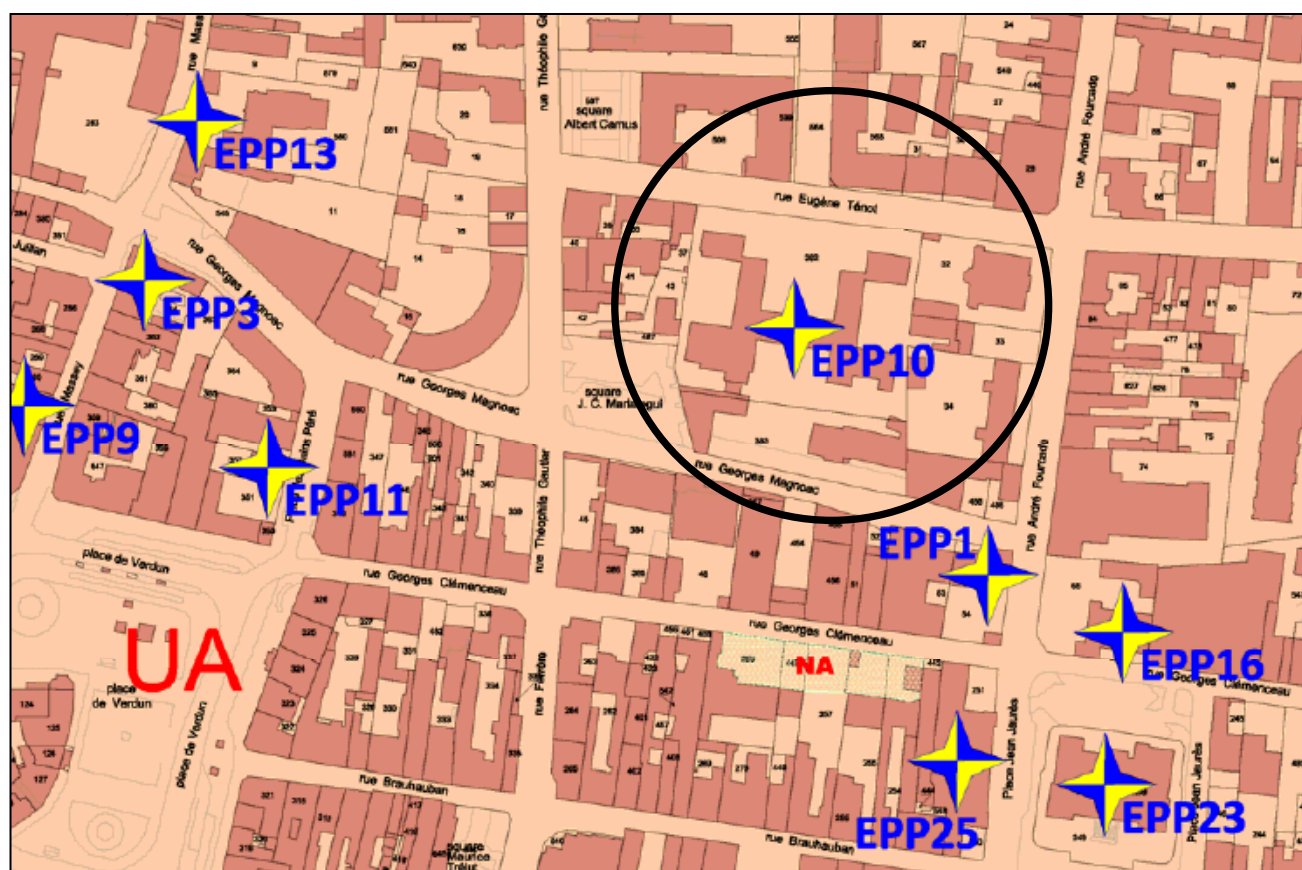
Le bâtiment faisant l'objet du projet des Archives Départementales bénéficie dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur d'une protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme. Celle-ci interdit toute démolition. Comme nous l'avons vu précédemment, et en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France, il n'est pas envisageable de conserver tous les bâtiments en l'état.

Afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales au niveau du 6 rue Eugène Ténot à Tarbes, il convient donc de **supprimer l'Elément Paysager à Protéger n°10** sur les **pièces graphiques du règlement** et dans les **annexes des pièces écrites du règlement**, tout en tenant compte des exigences architecturales fixées par l'Architecte des Bâtiments de France.

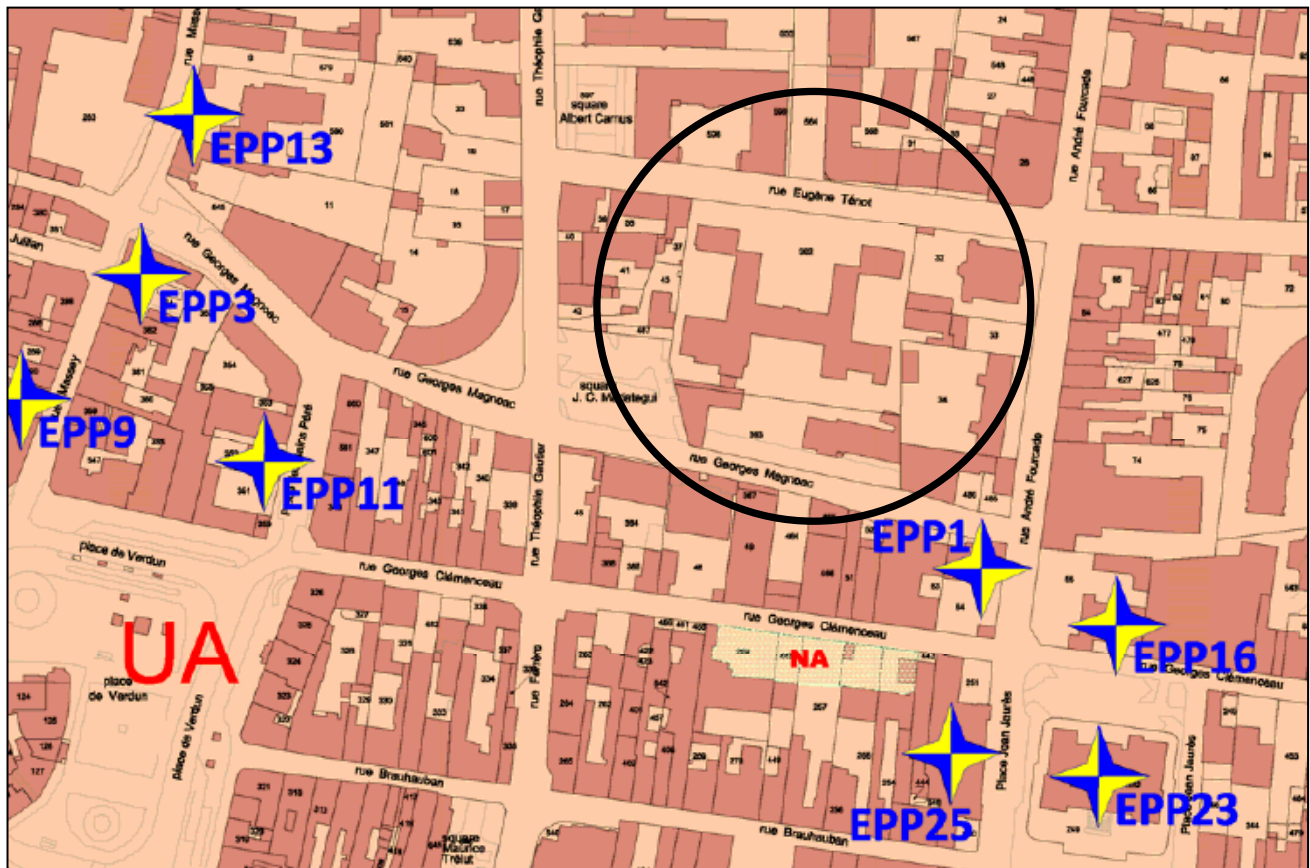
4.2. MODIFICATION DES PIECES GRAPHIQUES DU REGLEMENT

Le symbole repérant l'Elément Paysager à Protéger n°10, situé en zone UA, est supprimé sur les pièces graphiques du règlement.

✕ LES PIECES GRAPHIQUES AVANT LA REVISION « ALLEE »

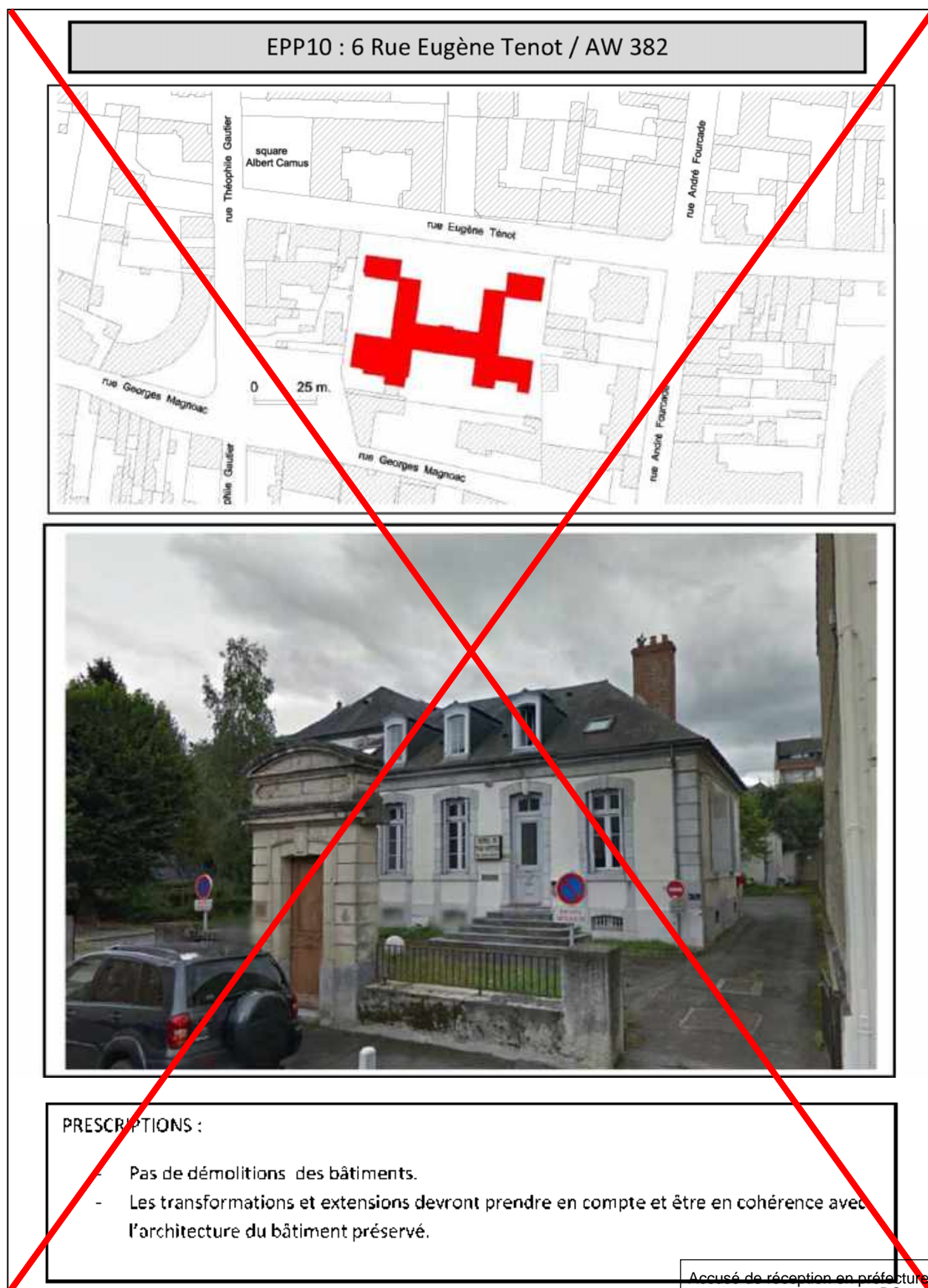


x LES PIÈCES GRAPHIQUES APRES LA REVISION « ALLEGEE »



4.3. MODIFICATION DES PIÈCES ÉCRITES DU RÈGLEMENT

Dans l'annexe des pièces écrites du règlement intitulée « Éléments Paysagers à Protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme », la fiche n°10 concernant le 6 rue Eugène Ténot est supprimée.



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05f-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

5. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME

Compatibilité	<ul style="list-style-type: none"> • Compatibilité avec le SCoT : <ul style="list-style-type: none"> - Absence de SCoT. • Compatibilité avec le SDAGE : <ul style="list-style-type: none"> - La suppression de l'Elément Paysager à Protéger n°10 et le projet des archives départementales sont compatibles avec les orientations du SDAGE Adour Garonne, leur localisation et l'absence de modification de l'affectation initiale du sol de ces parcelles ne provoqueront pas de pollutions de nature à altérer la qualité des eaux. • Compatibilité avec le PADD <ul style="list-style-type: none"> - La suppression de l'Elément Paysager à Protéger n°10 et le projet des archives départementales sont compatibles avec les orientations du PADD.
Incidences sur les activités agricoles	Ce projet est situé en zone UA correspondant au centre-ville de Tarbes. Il ne met pas en péril les structures d'exploitations existantes, ne réduit pas les surfaces d'épandage de lisier et ne compromet pas l'extension ou la création de bâtiments d'élevage. L'impact sur les activités agricoles est nul.
Incidences sur le milieu physique	<ul style="list-style-type: none"> • Effets sur le relief : <ul style="list-style-type: none"> - Le projet des archives départementales ne modifiera pas la topographie de manière significative. • Effets sur l'hydrologie : <ul style="list-style-type: none"> - Le site actuel est déjà entièrement imperméabilisé. Il n'y aura pas d'augmentation des débits ruisselés. Le règlement du Plan Local d'Urbanisme permet de gérer avec efficacité et sûreté les eaux pluviales.
Incidences sur le milieu naturel	Le projet ne réduira pas les espaces boisés et n'aura aucun impact sur les écosystèmes. Ce secteur est raccordé au réseau d'assainissement collectif
Incidences sur le patrimoine architectural, urbain et paysager	La protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme est supprimée mais les dispositions réglementaires définies par le PLU assureront une bonne intégration paysagère.
Incidences sur les risques sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Effets sur la qualité des eaux : Les sources de pollution éventuelle du projet peuvent provenir : <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces imperméabilisées destinées à la circulation et au stationnement de véhicules, généralement sous forme d'hydrocarbure - des rejets des systèmes d'assainissement autonome Aucune nouvelle voie routière structurante n'est prévue et la surface utilisée pour le stationnement n'aura pas une ampleur suffisante pour augmenter de manière significative la charge polluante actuelle. Le projet d'urbanisation prévoit le raccordement au réseau d'assainissement collectif. Les rejets n'auront donc pas d'impact sur la qualité des eaux. • Effets sur l'air : Le site situé en plein centre-ville est desservi par les transports en commun. Il ne devrait pas générer de trafic supplémentaire. • Effets sur le bruit : Le projet s'insère dans un environnement urbain très marqué, exposé aux bruits ambiants. Le bruit généré par ce projet sera similaire à celui de tout quartier d'habitat dense, les nuisances devraient être dans ce cas minimales.



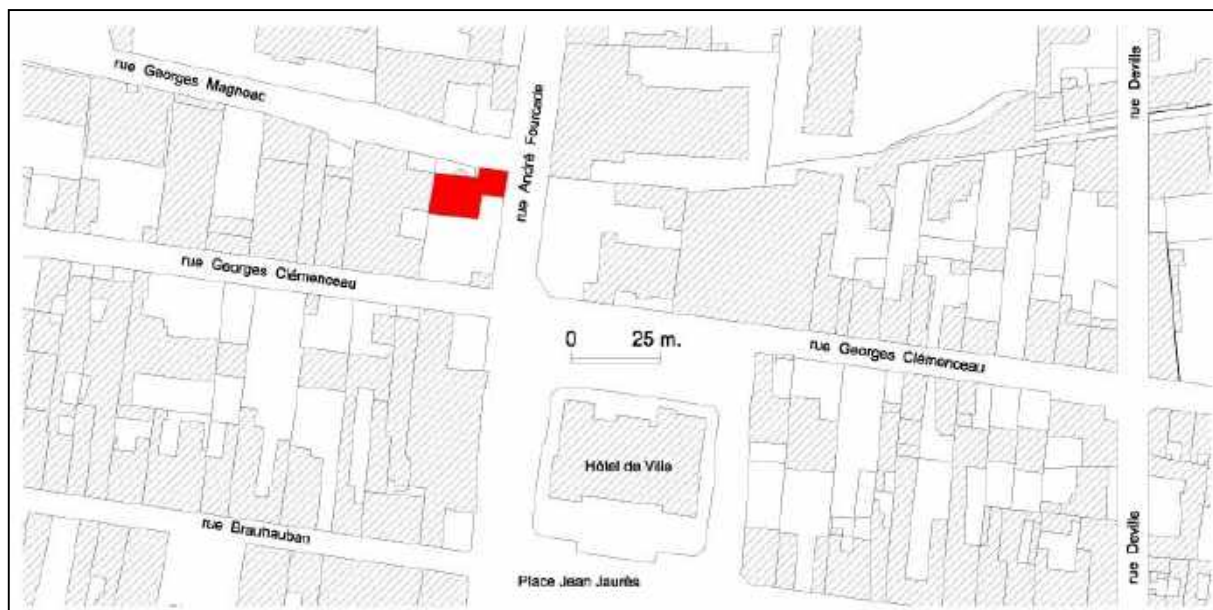
DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

TARBES

C - REGLEMENT APRES REVISION
Pièce n°5 du PLU

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020				



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions : du bâtiment, des piliers du portail, de sa clôture avec grille,
- Préservation du jardin, seule des extensions mesurées seront autorisées rue George Clémenceau.



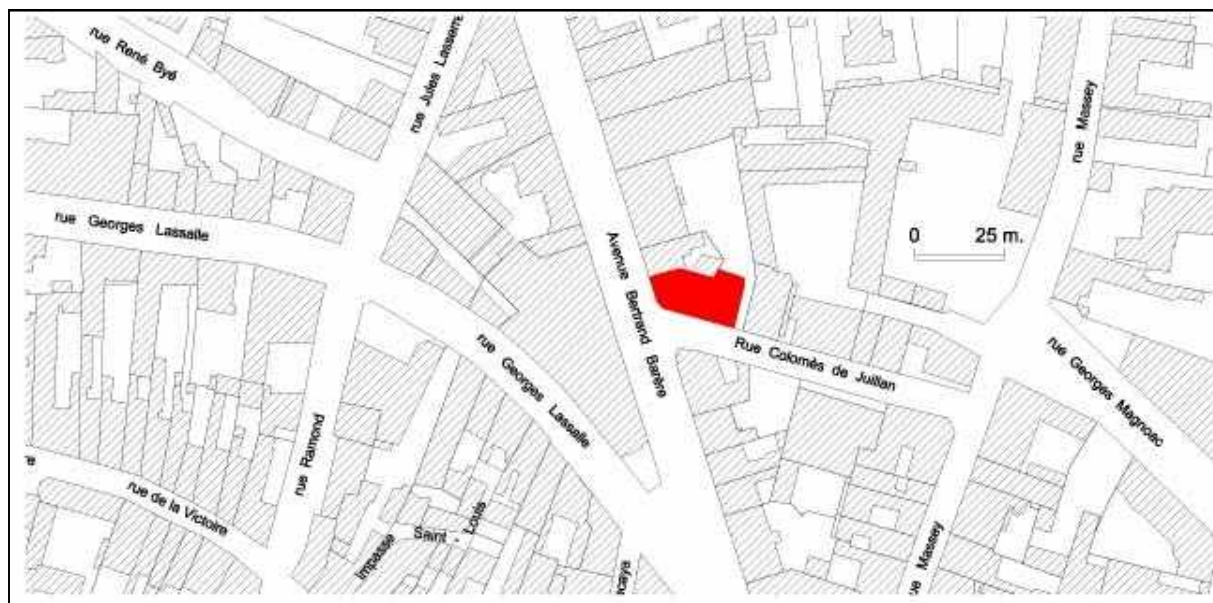
. PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions : du bâtiment, des piliers du portail, de sa clôture avec grille.
- Préservation du jardin.
- L'extension du bâtiment ne sera autorisée qu'en direction de la limite parcellaire Sud et sans saillir de l'alignement formé par la façade.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.



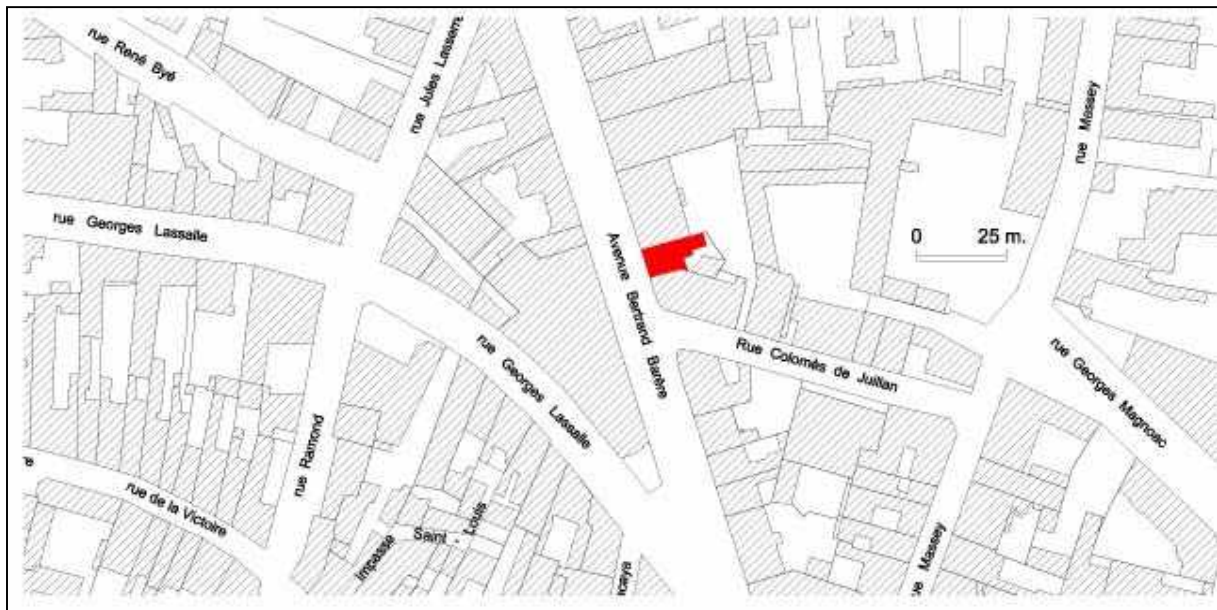
PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions : du bâtiment, des piliers du portail, de sa clôture avec grille.
- Préservation du jardin, à l'angle de rue Marceau et de l'avenue Alsace Lorraine,
- L'architecture des nouvelles constructions devra prendre en compte et être en cohérence avec celle du bâtiment préservé.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05h-
AU

Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

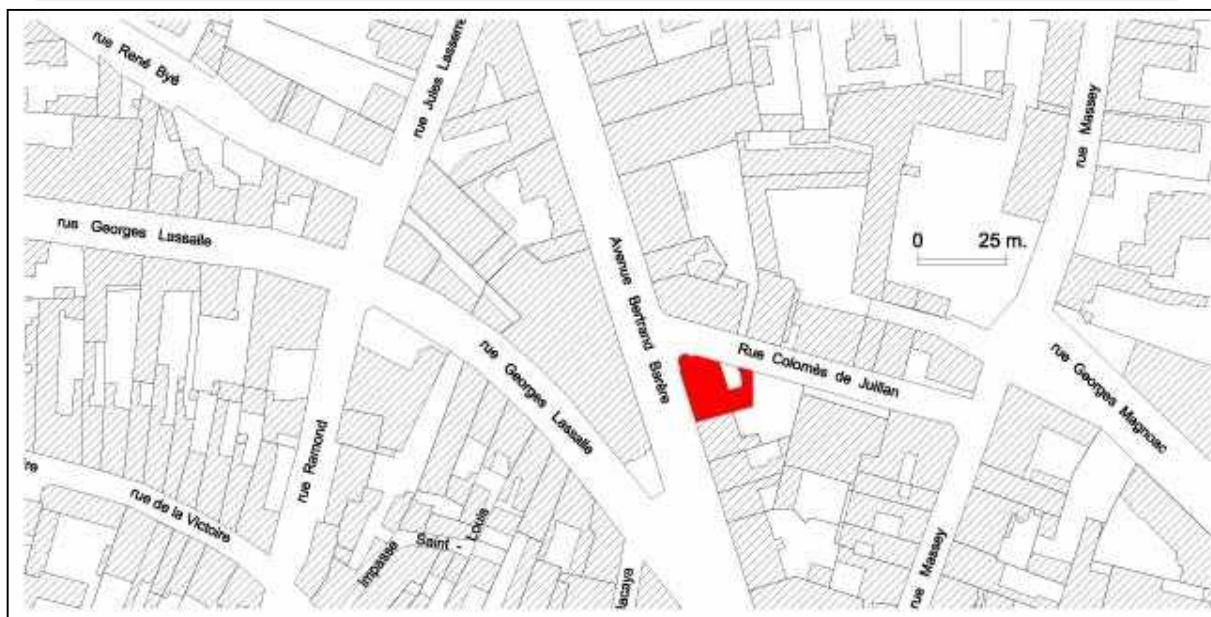
EPP7 : 18 et 22 rue de Cronstadt



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.
- Les extensions ne sailliront pas de l'alignement formé par la façade au droit de la rue de Cronstadt.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05h-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020



PRESCRIPTIONS :

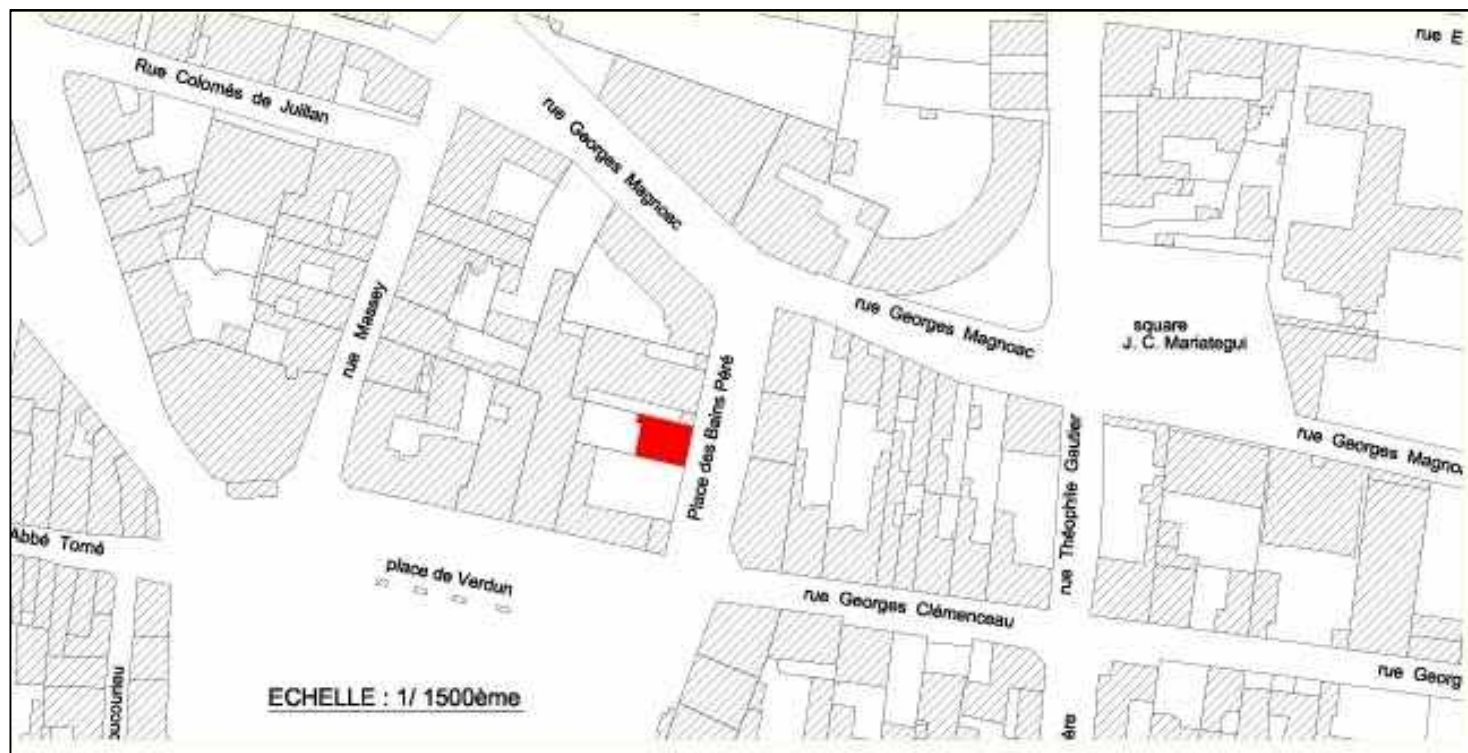
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP9 : 3 Rue Massey / AT 291



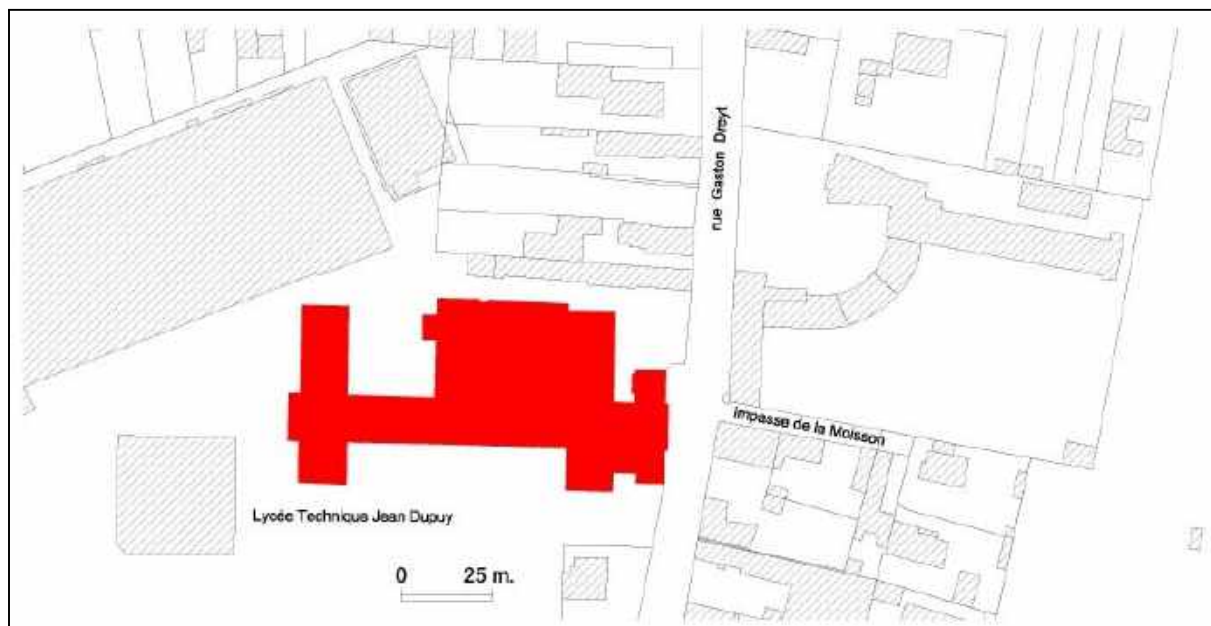
PRESCRIPTIONS :

- Pas de surélévation qui masquerait les restes de l'ancien donjon des escaliers du cloître des cordeliers.



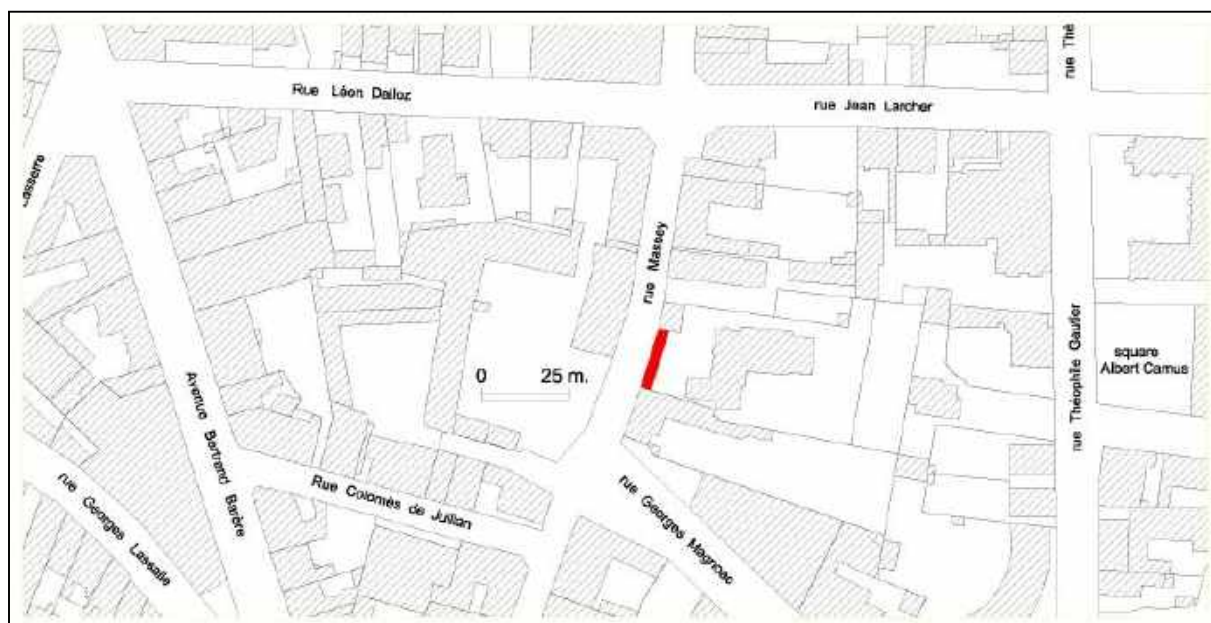
PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions : du bâtiment.
- Les travaux d'entretien devront restaurer et restituer les divers éléments.



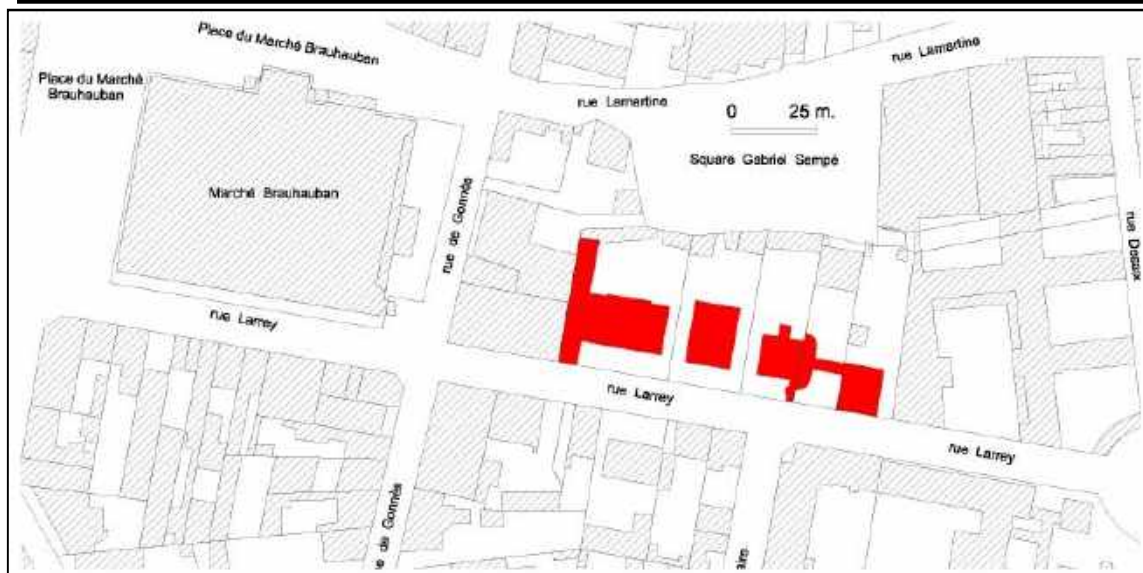
PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.



PRESCRIPTIONS :

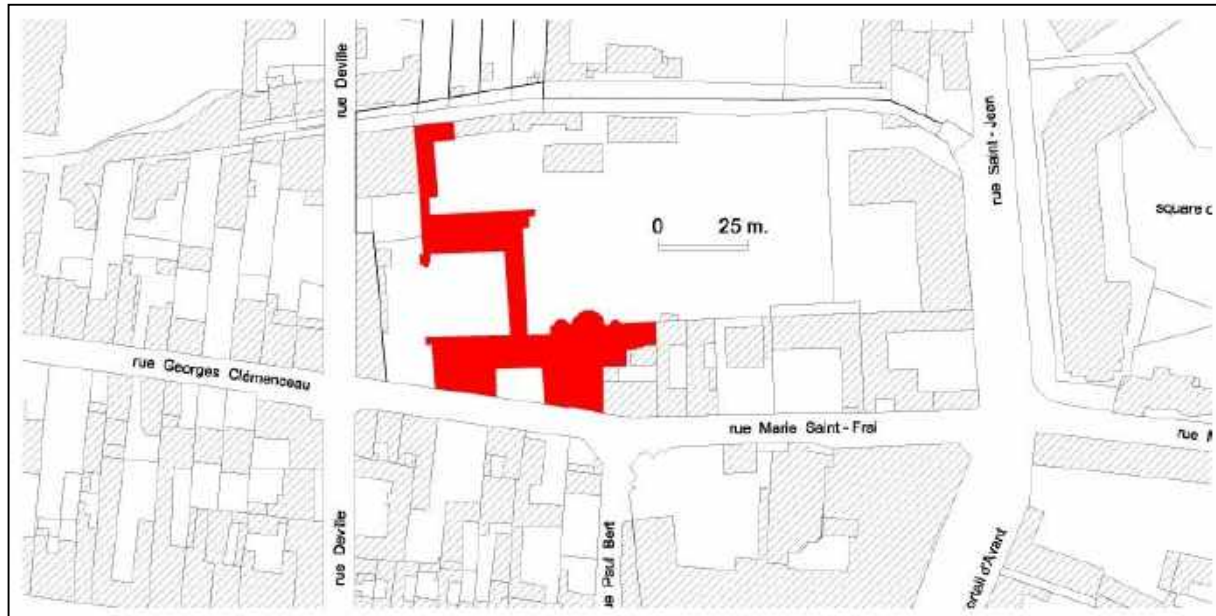
- Pas de démolitions des piliers et du portail.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment, des clôtures.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.
- Les extensions ne sailliront pas de l'alignement formé par la façade au droit de la rue Larrey.

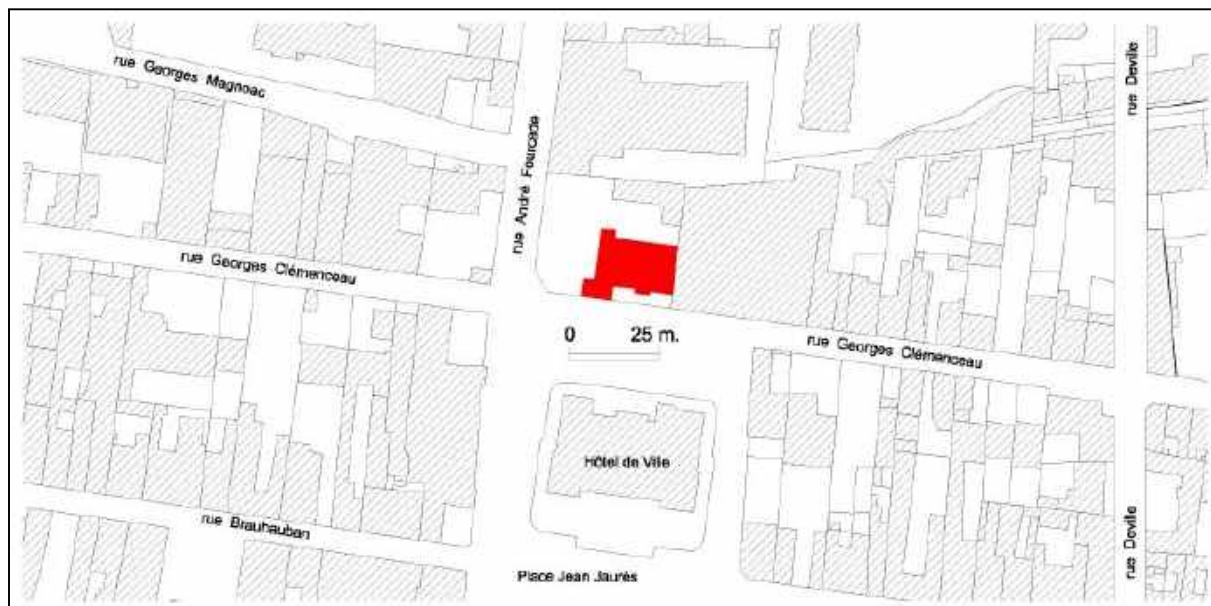
Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05h-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception en préfecture : 29/01/2020



PRESCRIPTIONS :

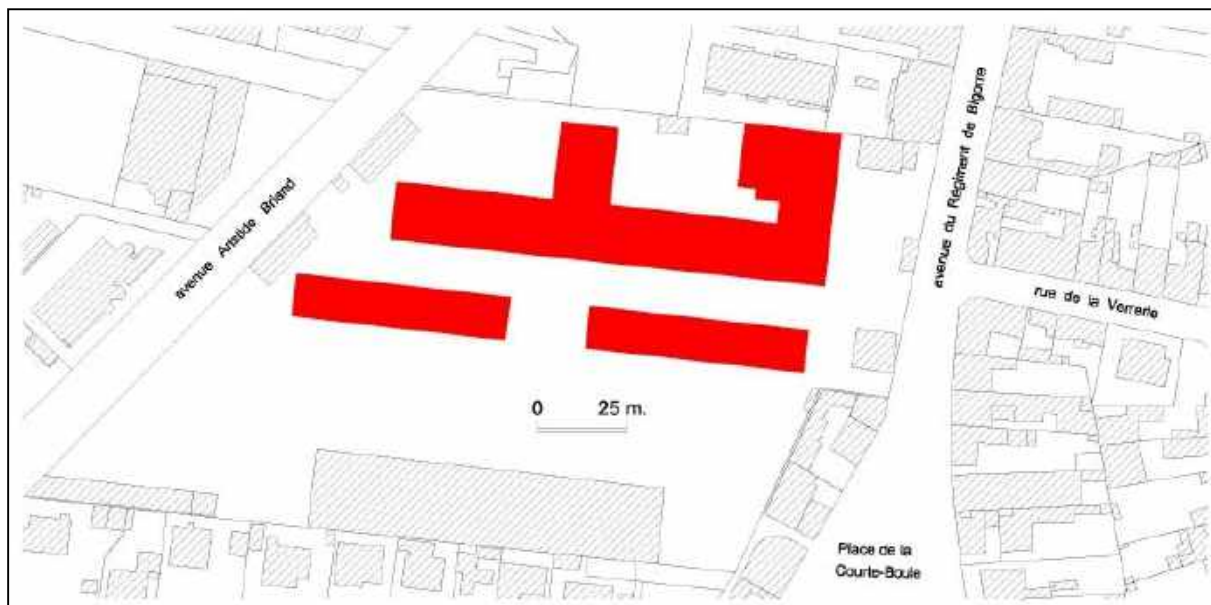
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05h-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020



PRESCRIPTIONS :

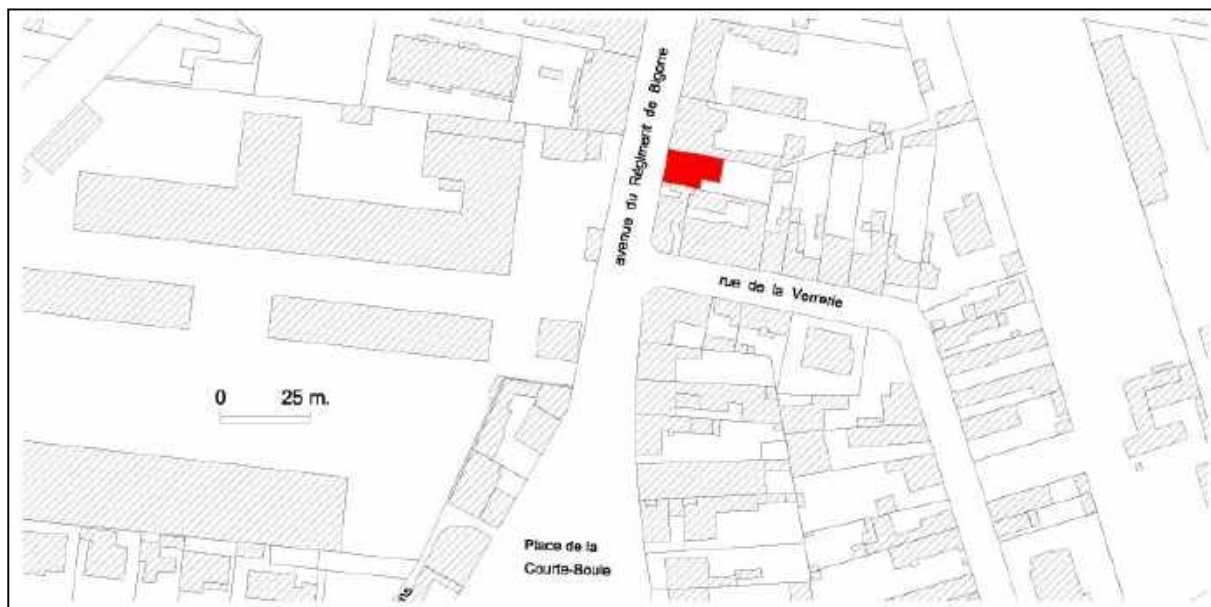
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP18 : 107 Avenue du régiment de Bigorre



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment.

EPP19 : Arsenal Bâtiment 100 MDA



PRESCRIPTIONS :

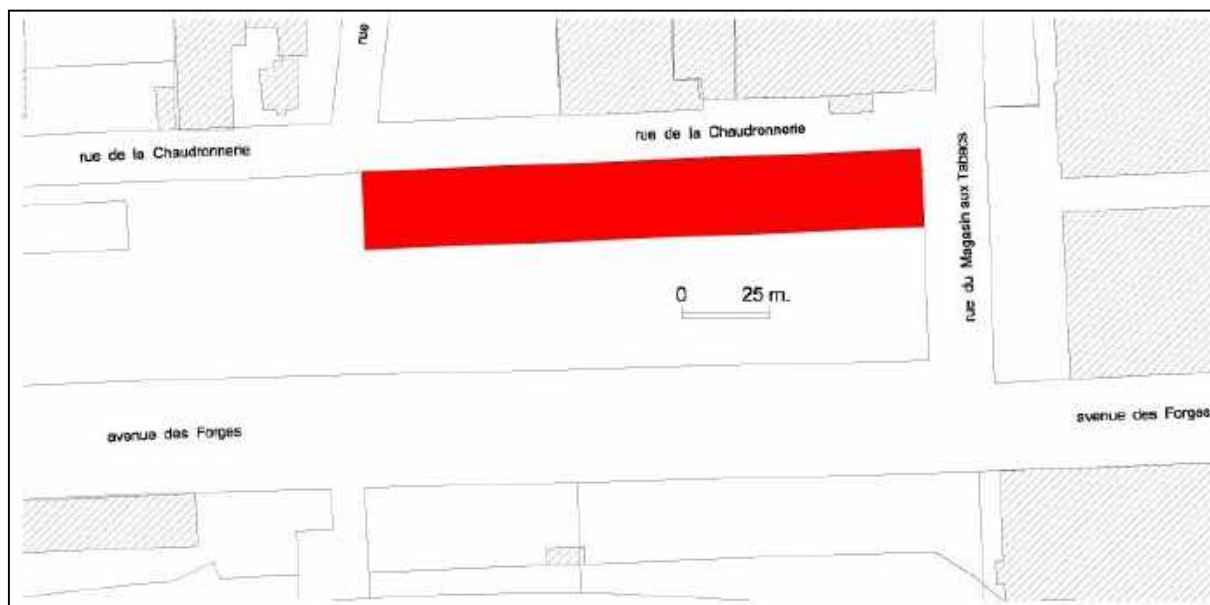
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP20 : Arsenal Bâtiment 103 Archives



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.



PRESCRIPTIONS :

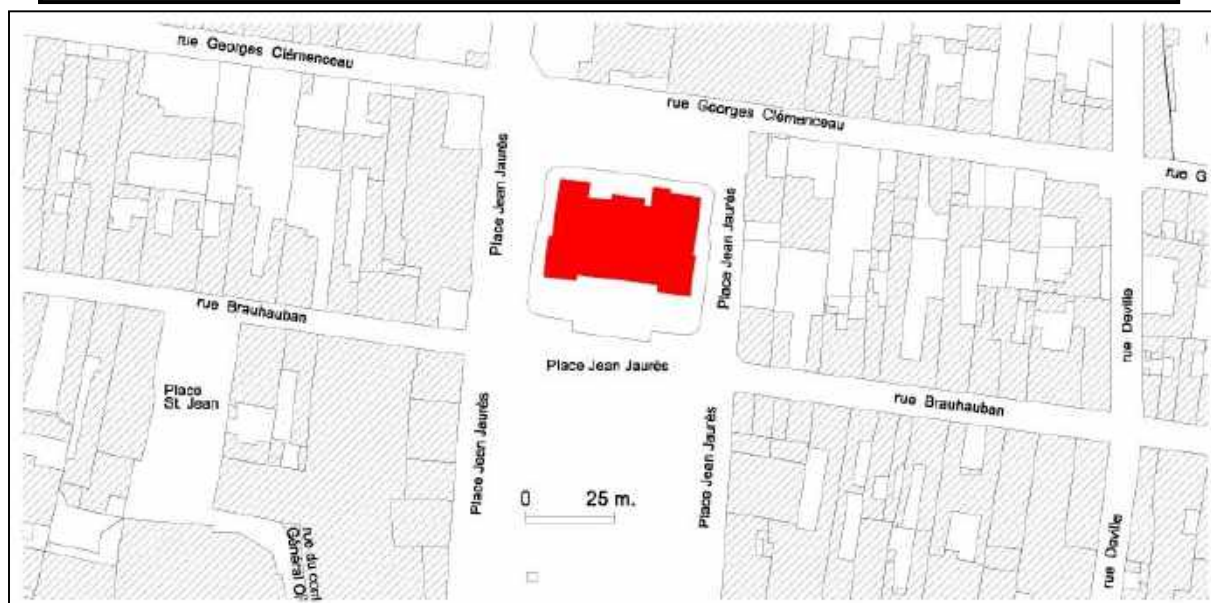
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP22 : 40 Avenue Joffre



PRESCRIPTIONS :

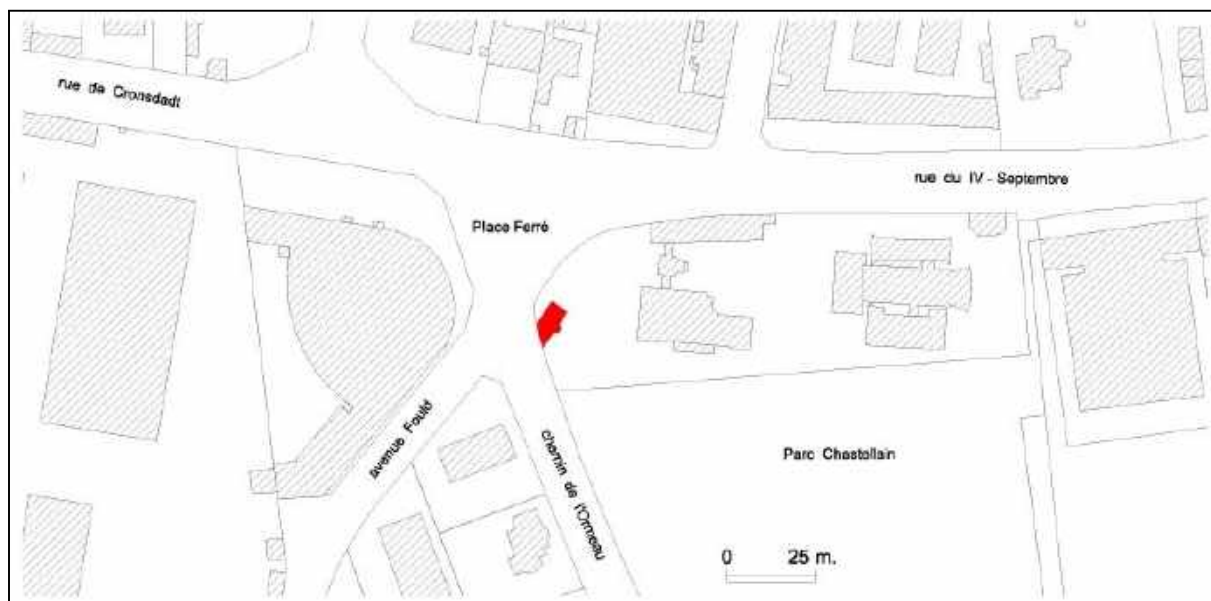
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.
- Les extensions dégageront les frontons et donneront une fonction à la coupole.



PRESCRIPTIONS :

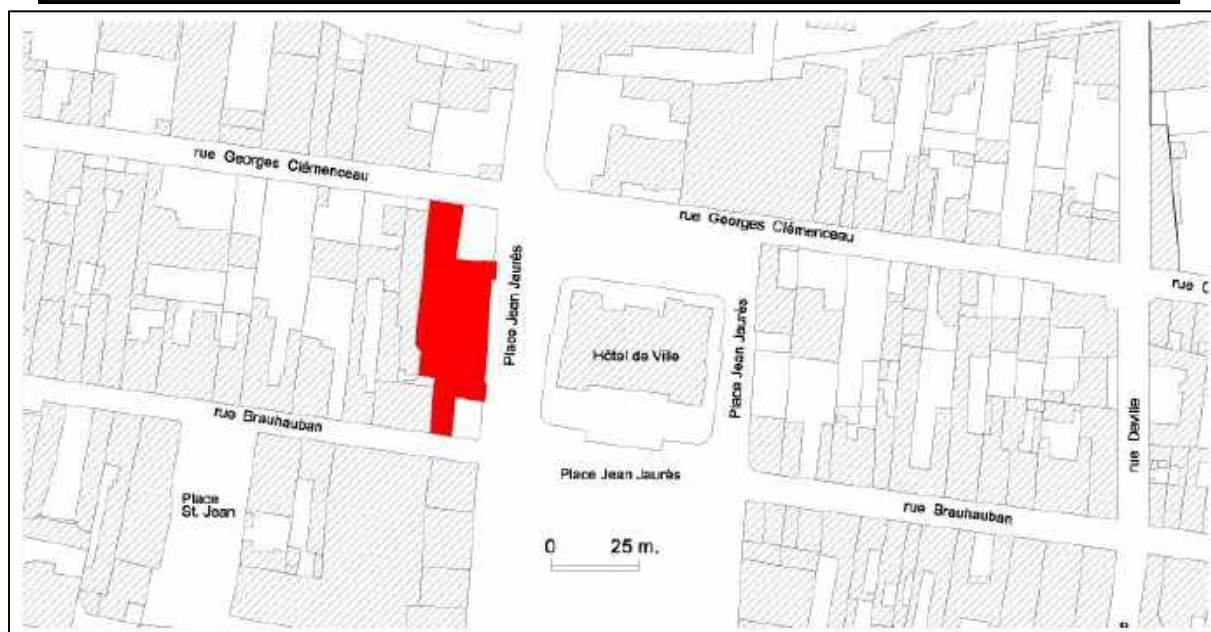
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP24 : Rue du IV Septembre / Parc Chastellain



PRESCRIPTIONS :

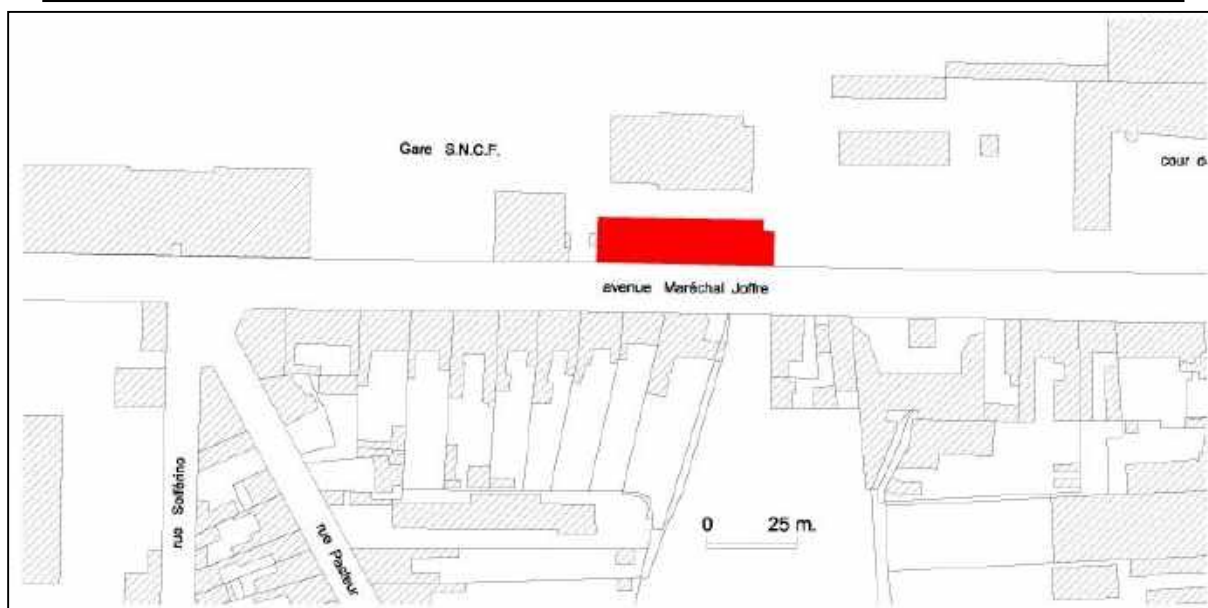
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP26 : Gare Avenue Joffre



PRESCRIPTIONS :

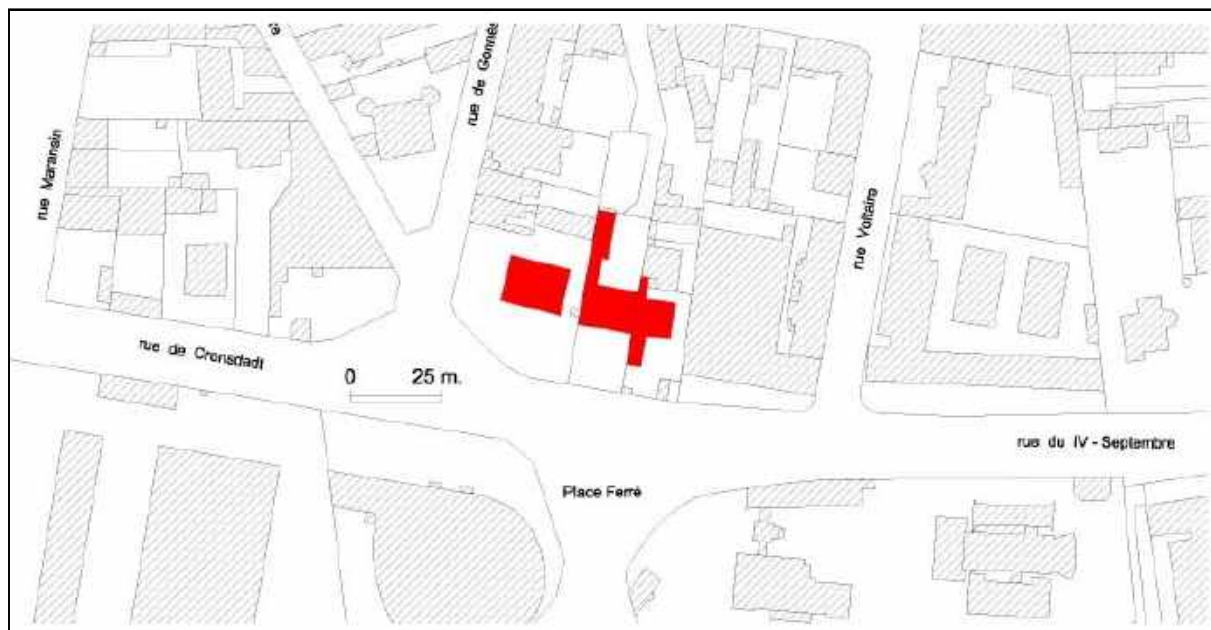
- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP28 : Place Ferré



PRESCRIPTIONS :

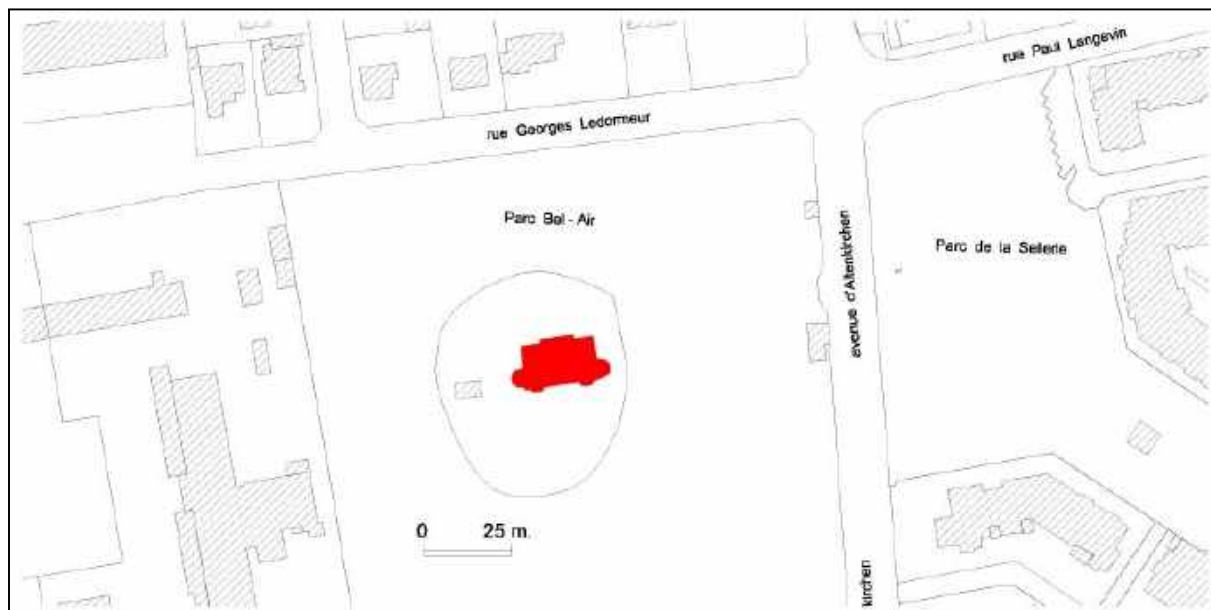
- Pas de démolitions du bâtiment, des clôtures,
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.
- Les extensions ne sailliront pas de l'alignement formé par la façade au droit de la rue de Cronstadt et du IV septembre.

EPP29 : Rue Adolphe d'Eichtal- Rue Emile Péreire



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions des bâtiments.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé. Elles préserveront la typologie de jardins.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions du bâtiment.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

1 – ACCES

L'article R 111-5 du Code de l'Urbanisme précise que « ***le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans les conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie*** ».

Les besoins en desserte sont fonction de la hauteur du plancher bas du dernier niveau, de l'effectif des personnes, ainsi que de la qualité des dispositifs visant à favoriser leur évacuation.

Pour un certain nombre de cas, notamment pour les ERP du 1er groupe, certains ERP de 5^{ème} catégorie, les habitations collectives de la 3^{ème} famille A et certains établissements relevant du Code du Travail, la réglementation prévoit la nécessité de disposer de façades accessibles, d'espaces libres, voire de voies « échelles », desservies par des voies « engins » aux caractéristiques permettant l'acheminement et la mise en station des échelles. Il est à noter enfin que, bien que prenant la même appellation, les voies « engins » n'ont pas les mêmes caractéristiques selon qu'il s'agisse de voies desservant les ERP, un IGH, une habitation, une ICPE, ou un établissement relevant du Code du Travail.

En revanche, elle ne précise pas les caractéristiques des voies desservant notamment les habitations de 1^{ère} et 2^{ème} famille et certains ERP de 5^{ème} catégorie dont le plancher bas du dernier niveau est à moins de 8 mètres du niveau d'accès des secours, bâtiments pour lesquels la conception d'évacuation ne repose pas sur l'acheminement et la mise en station d'une EPS. Les voies d'accès ne nécessitent donc pas les caractéristiques minimales des voies « engins ». Ces voies sont nommées « voies de simple desserte ».

1.1 Caractéristiques des voies de simple desserte

Les voies de simple desserte doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- Largeur de la bande de roulement (stationnement exclu) : 3 mètres.
- Force portante 160 kN (90 kN par essieu, espacement minimal de 3.6 mètres entre essieu).
- Hauteur libre : 3.5 mètres.
- Rayon intérieur : 5 mètres.
- Rayon extérieur : 9 mètres.
- Pente inférieure à 15 %.

1.2 Synthèse des accès

1.2.1 Bâtiments d'habitation

Classement	Voies d'accès	Espace libre maxi
1 ^{ère} et 2 ^{ème} famille	Voie de simple desserte	60 m ⁽¹⁾
3 ^{ème} famille A ou 3 ^{ème} famille B soumise aux prescriptions de la 3 ^{ème} famille A	Voies engins + voies échelles (art 4) ⁽²⁾	Interdit (art3) ⁽²⁾
3 ^{ème} famille B et 4 ^{ème} famille	Voie engins (art 4) ⁽²⁾	50 m ⁽¹⁾ (art 3) ⁽²⁾

⁽¹⁾ Distance mesurée par les chemins stabilisés de 1.80 m de large au moins.

⁽²⁾ Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la sécurité contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation.

1.2.2 ERP

Classement	Voies d'accès	Espace libre maxi
5 ^{ème} catégorie ≤ 8m	Voie de simple desserte	60 m ⁽¹⁾
5 ^{ème} catégorie > 8m	1 façade accessible depuis une voie engins + voie échelles (PE7)	
1 ^{er} groupe	CO1 à CO 5	

⁽¹⁾ Distance mesurée par les chemins stabilisés de 1.80 m de large au moins.

1.2.3 IGH

Les dispositions à respecter sont celles de l'article GH6 :

- Sortie du niveau accessible aux engins : à moins de 30 mètres d'une voie ouverte à la circulation publique.
- Cheminement libre :
 - Hauteur libre sous voûte : 3.50 mètres.
 - Largeur de chaussée : 3.50 mètres.
 - Largeur de plate-forme : 4.50 mètres.
 - Rayon intérieur : 11 mètres.
 - Rayon extérieur : 14 mètres.
 - Pente maxi : 10 %.
 - Résistance : 160 kN (90 kN par essieu, espacement minimal de 3.6 mètres entre essieu).
- Distance maximale d'une voie engins à un ascenseur prioritaire : 50 mètres maximum.

1.2.4 Bâtiments relevant du Code du Travail ou des ICPE

Classement	Voies d'accès	Espace libre maxi
Code du travail \leq 8m	1 façade accessible depuis une voie de simple desserte	non
Code du travail $>$ 8m	1 façade accessible depuis une voie engins + voie échelles	non
ICPE	Selon arrêté type si soumises à déclaration. Au cas par cas si soumises à autorisation.	

1.3 Cas particulier des implantations à une altitude supérieure à 1000 mètres

En raison des difficultés d'accès et de mise en station des EPS, la réalisation de voies échelles ne peut pas être acceptée.

Ceci implique à plus de 1 000 mètres d'altitude :

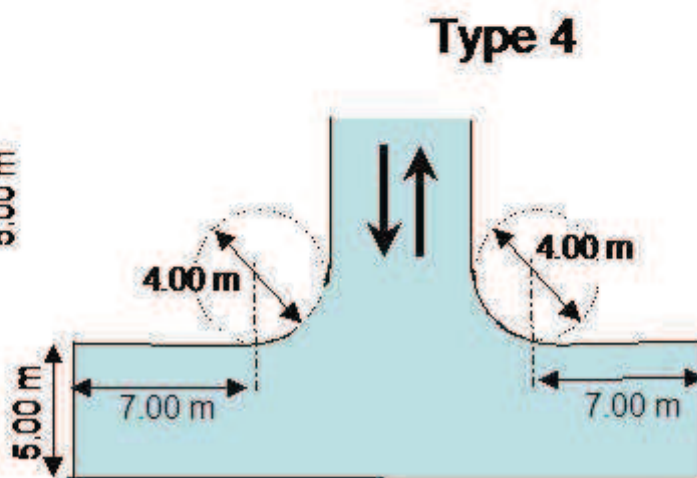
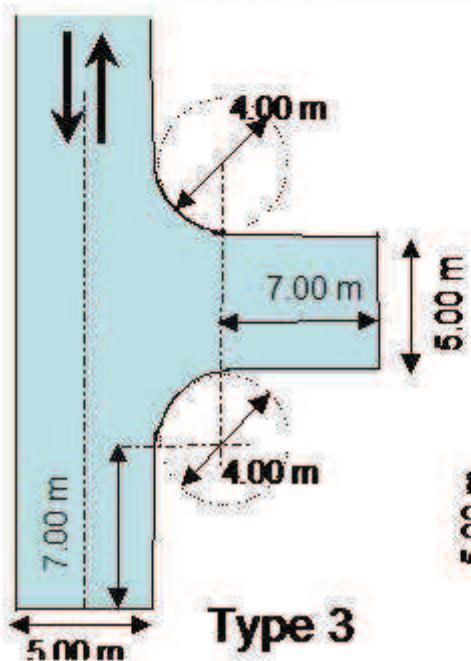
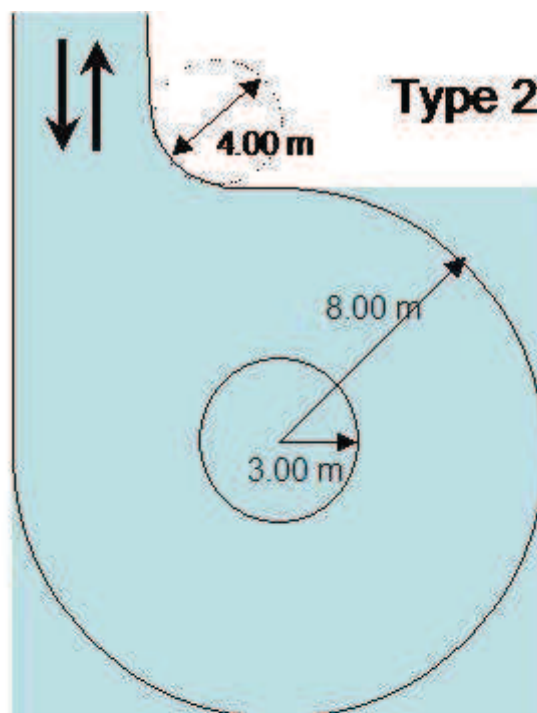
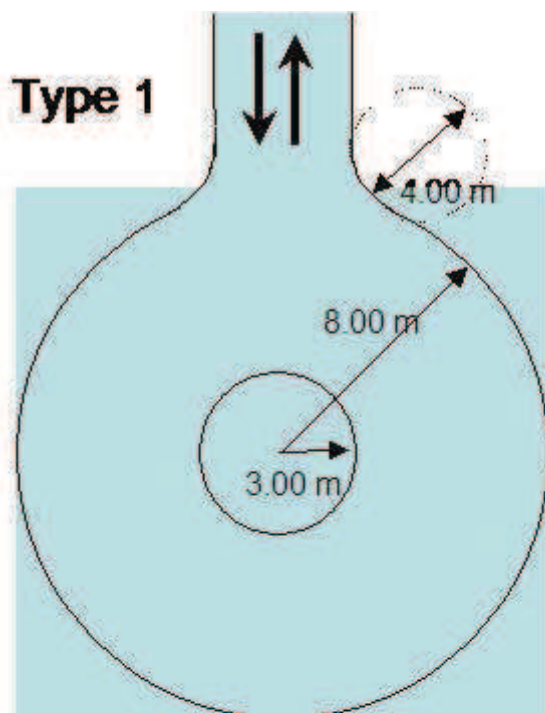
- une aggravation du classement des habitations de 3^{ème} famille A en 3^{ème} famille B.
- une aggravation de prescriptions pour les établissements recevant du public dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres d'un niveau d'accès des secours.
- un avis défavorable du SDIS sera donné pour les locaux soumis au code du travail dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres d'un niveau d'accès des secours.

1.4 Impasses et aires de retournement

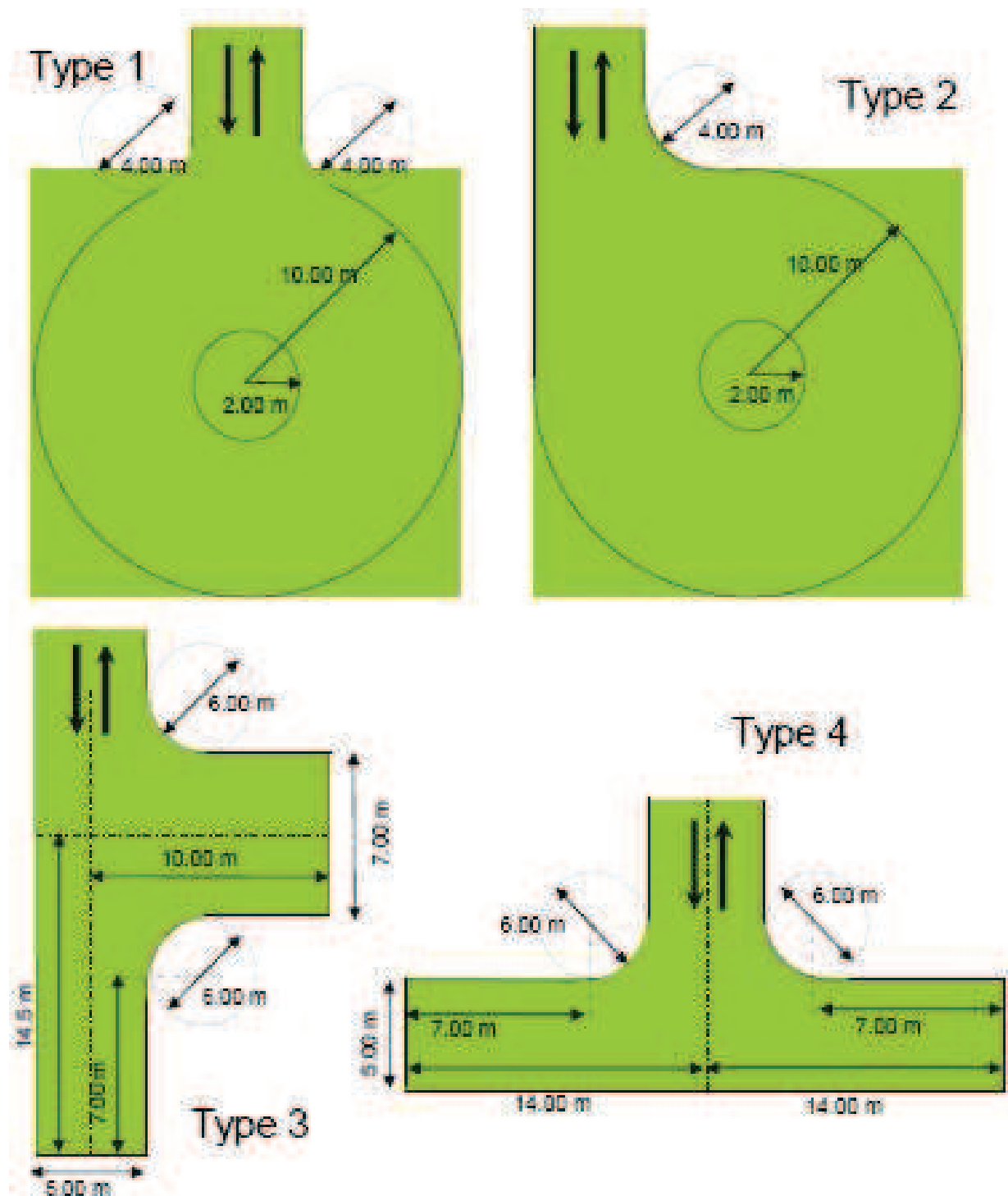
Ces dispositions minimales ne font pas obstacle à l'application, le cas échéant, d'éléments réglementairement opposables tels que notamment le règlement d'urbanisme ou le règlement de collecte des déchets ménagers. **Elles sont formulées sous forme de recommandations.**

Les impasses de plus de 60 mètres doivent être à double sens (5 mètres de large) et dotées d'aires de retournement dimensionnées selon la nature des voies exigées. Si elles ne desservent qu'un seul logement, leur largeur peut être réduite à 3 mètres et le demi-tour peut être aménagé sur la parcelle.

1.4.1 Caractéristiques des aires de retournement pour voies de simple desserte





1.4.2 Caractéristiques des aires de retournement pour voies engins



Remarque : Lorsque les voies échelles des ERP sont en impasse, il convient d'appliquer les dispositions de CO2 (largeur de 10 mètres dont 7 mètres de chaussée libre). Il n'existe pas de disposition semblable pour les habitations et les établissements industriels.

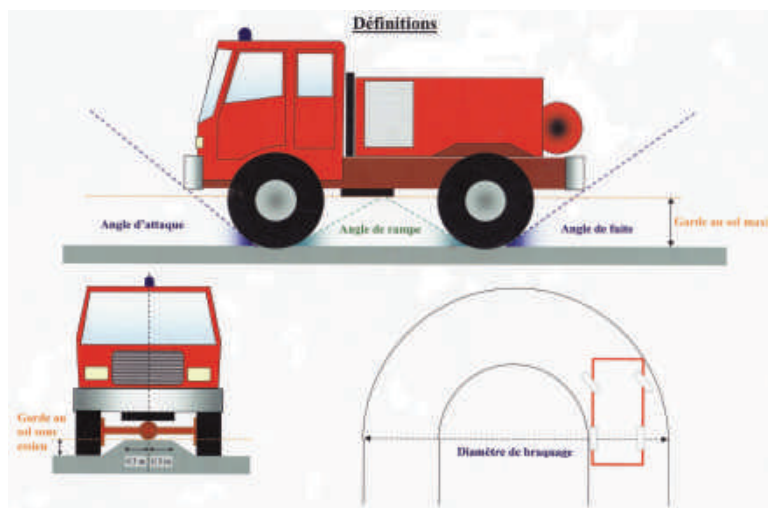
1.5 Cas particulier des accès de Défense des Forêts Contre l'Incendie

Dans le cadre des équipements de DFCI à créer ou à re-profiler, le SDIS est appelé à émettre des avis techniques qui s'inscrivent dans le cadre des actions du Plan de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PPFCI). Ces avis doivent reprendre les caractéristiques minimales suivantes afin d'assurer la sécurité des intervenants :

Type de piste	Accessibilité 4x4 lourds (CCF) 	Accessibilité aux 4x4 légers (VLHR, CCFI) 
Largeur minimale de la bande de roulement	4 mètres <i>Possibilité d'étranglements ponctuels à 3 m si le tronçon est en ligne droite et s'il ne mesure pas plus de 20 m.</i>	3 mètres <i>Possibilité d'étranglements ponctuels à 2.5 m si le tronçon est en ligne droite et s'il ne mesure pas plus de 20 m.</i>
Aires de croisement	- Aires de croisement espacées de 300 mètres maxi ; - Sur-largeur de 2 mètres sur 30 mètres de long.	- Aires de croisement espacées de 300 mètres maxi ; - Sur-largeur de 2 mètres sur 20 mètres de long.
Tonnage maxi	15 t	4 t
Angle d'attaque maxi	25° - (46 %)	20° - (36 %)
Angle de fuite maxi	25° - (46 %)	20° - (36 %)
Angle de rampe maxi	20° - (36 %)	15° - (27 %)
Garde au sol maxi sous essieu	0.2 mètres	0.1 mètres
Garde au sol maxi en m	0.2 mètres	0.1 mètres
Longueur maxi	7.5 mètres	6 mètres
Aires de retournement	1 aire de retournement par kilomètre en moyenne ainsi qu'à l'extrémité.	
Points noirs	Cartographiés	
Pentes en long moyennes maxi	15 %	
Pentes en long instantanées maxi	25 %	
Dévers maxi	5 % (10 % sur 20 mètres stabilisés revêtement non glissant)	
Cylindre de braquage mini	D = 17 mètres	D = 16 mètres
Sur largeurs	Plate-forme 13 mètres de large, 10 mètres de profondeur si R < 17 mètres + aires de croisement amont et aval à moins de 100 mètres	Plate-forme 12 mètres de large, 9 mètres de profondeur si R < 16 mètres + aires de croisement amont et aval à moins de 100 mètres
Hauteur libre sur la bande de roulement	3.50 mètres	3.30 mètres

Le conseil et les avis en matières d'équipements DFCI sont assurés par le service de la DDSIS en charge de la DFCI, dans le cadre des orientations fixées par le PPFCI. Les équipements doivent être adaptés au niveau des enjeux à défendre et s'inscrire dans une idée de manœuvre qui peut faire l'objet d'un plan de site répertorié.

En application du Code Forestier, les accès DFCI ne sont pas ouverts à la circulation publique. Lorsqu'ils sont fermés matériellement, les dispositifs de manoeuvre doivent impérativement être conformes à ceux décrits dans le présent document.





DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

TARBES

5- REGLEMENT

5.1 – PIECES ECRITES

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020				

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05j-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Lexique	2
Dispositions générales.....	6
Article 1 – Champ d’application territorial.....	6
Article 2 – Portée respective du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation des sols	6
Article 3 - Division du territoire en zones.....	6
Article 4 - Adaptations mineures	7
Article 5 - Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif :	8
Article 6 - Stationnement automobile	8
Article 9 - Dispositions spécifiques à certains territoires.....	9
zone UA	11
zone UB.....	20
zone UI	29
zone AU	36
zone 2AU.....	45
zone N.....	47
zone A.....	54
Annexes	58

LEXIQUE

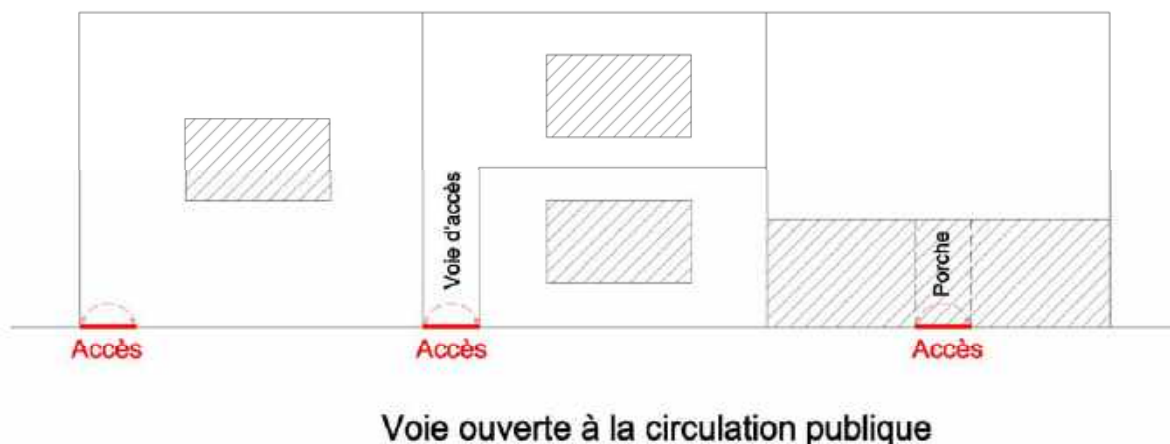
Les définitions doivent être prises en compte pour l'application du règlement écrit et des documents graphiques.

Abri de jardin :

Petite construction destinée à abriter le matériel de jardinage (outils, machines, mobilier de jardin). Un abri de jardin ne doit pas dépasser 2,50 m de hauteur à l'égout du toit et 15 m² d'emprise au sol.

Accès :

L'accès est le passage entre une voie ouverte à la circulation publique et une parcelle. Un accès peut être un porche ou un portail. Au présent règlement, l'accès doit être considéré comme le passage de l'espace public (ou de l'espace de desserte accessible au public) à l'unité foncière.



Affouillement et exhaussement :

Modifications du niveau du sol par déblai ou remblai. Un régime d'autorisation ou de déclaration s'applique suivant les cas.

Alignement :

L'alignement est la délimitation entre la voie ou l'emprise publique et l'espace privé, ou entre la voie ouverte à la circulation publique et l'espace privé.

Sauf cas particuliers définis aux articles 11.6 du présent règlement, les saillies de façades sur l'alignement des voies publiques et emprises publiques ainsi que des voies privées ouvertes à la circulation publique et des emprises privées à caractère d'espace commun, ne peuvent être constituées que des éléments énumérés ci-après et leur épaisseur ne peut dépasser la valeur indiquée :

- 1. Soubassement : 0,05 m.
- 2. Eléments décoratifs, appuis de croisées, barres de supports, pilastres, ferrures, jalousies et contrevents : 0,10 m.
- 3. Tuyaux de descente, corniches, ornements de devanture, grilles de boutiques et fenêtres du rez-de-chaussée : 0,16 m.
- 4. Socles de devantures et boutiques : 0,20 m.
- 5. Petits balcons de croisées au niveau du 1er étage : 0,22 m.
- 6. Auvents, marquises, bannes et lambrequins suivant les dispositions réglementaires en vigueur.

- 7. Les balcons et bow-windows ne sont autorisés qu'en bordure des rues dont la largeur est supérieure à 8 m. Leur saillie ne doit pas dépasser 0,80 m. Leur hauteur doit être supérieure à 4,30 m. Elle peut être réduite à 3,50 m si la largeur du trottoir est supérieure à 1,30 m.
- 8. Les débords de toitures doivent être inférieurs à 0,16 m pour les hauteurs inférieures à 4,30 m.

Annexe :

Ce sont des locaux secondaires, détachés du volume principal, constituant des dépendances. Leur surface est réservée à l'usage exclusif de l'occupant du logement et leur hauteur sous plafond est au moins égale à 1,80 m. Elles comprennent notamment :

- Les remises ;
- Les ateliers ;
- Les séchoirs et celliers extérieurs au logement ;
- Les garages extérieurs au logement ;
- Les locaux techniques.

Les annexes ne font pas corps avec le bâtiment principal, ainsi un garage, un cellier, une chaufferie accolés et ayant un accès direct au bâtiment principal ne sont pas des annexes mais des extensions.

Carrières :

Installations destinées à exploiter les richesses du sol ou du sous-sol (sable, gravier, pierre).

Changement de destination :

L'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme fixe les neuf destinations qui peuvent être retenues pour une construction :

- L'habitation ;
- L'hébergement hôtelier ;
- Les bureaux ;
- Le commerce ;
- L'artisanat ;
- L'industrie ;
- L'exploitation agricole ou forestière ;
- La fonction d'entrepôt ;
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Afin d'apprécier s'il y a ou non un changement de destination, il convient d'abord d'examiner la destination de la construction puis de qualifier la destination du projet. Il y a changement de destination lorsqu'un bâtiment existant passe d'une des neuf catégories définies par l'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme à une autre de ces catégories.

Clôture :

La clôture délimite une parcelle ou un ensemble de parcelles vis-à-vis d'une propriété mitoyenne ou de l'espace public, lorsque leur séparation n'est pas assurée par un bâtiment.

Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif :

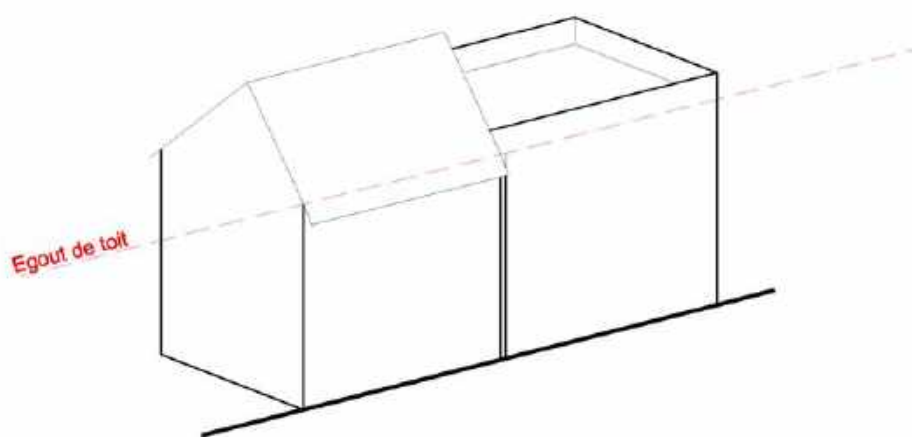
Elles recouvrent les destinations correspondant aux catégories suivantes :

- Les locaux affectés aux services publics ;
- Les crèches et haltes garderies ;
- Les établissements d'enseignement maternel, primaire et secondaire ;
- Les établissements universitaires, y compris les locaux affectés à la recherche, et d'enseignement supérieur ;
- Les établissements pénitentiaires ;
- Les établissements de santé : hôpitaux (y compris les locaux affectés à la recherche), cliniques, dispensaires, centres de court et moyen séjour, résidences médicalisées... ;

- Les établissements d'action sociale ;
- Les résidences sociales ;
- Les établissements culturels et les salles de spectacle spécialement aménagées de façon permanente pour y donner des concerts, des spectacles de variétés ou des représentations d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique ;
- Les établissements sportifs à caractère non commercial ;
- Les lieux de culte ;
- Les parcs d'exposition ;
- Les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des réseaux (transports, postes, fluides, énergie, télécommunications, ...) et aux services urbains (voirie, assainissement, traitement des déchets, centres cuiseurs...) ;
- Les locaux destinés à héberger des entreprises dans le cadre d'une politique de soutien à l'emploi (hôtels d'activité, pépinières, incubateurs) ;
- Les " points-relais " d'intérêt collectif pour la distribution des marchandises ;
- Les ambassades, consulats, légations, organisations internationales publiques et institutions supérieures de l'État.

Egout de toit :

L'égout du toit est mesuré à l'intersection de la ligne verticale de la façade avec la ligne de pente de la surface supérieure de la toiture.



Espaces libres :

La superficie d'une unité foncière supportant une ou plusieurs constructions se décompose en surface bâtie, aires de stationnement et de circulation à l'air libre, aires de dépôt de matériaux à l'air libre (dans le cas d'activités) et espaces libres, ceux-ci pouvant se décomposer eux-mêmes en espaces verts, aires de jeux, cheminements piétons, etc....

Les cheminements piétons, quel que soit leur aménagement, sont considérés comme espaces libres.

Les places de stationnement automobiles non construites sont considérées comme espaces libres. Toutefois, elles ne comptent pas dans les espaces libres de pleine terre si celles-ci sont recouvertes d'un matériau imperméabilisant.

Extension des constructions :

L'extension est l'agrandissement de la surface existante d'une construction. Une extension peut être faite en hauteur ou/et à l'horizontal.

Façade :

Une façade est une paroi verticale d'un bâtiment ou d'une construction, comportant ou non des baies principales ou secondaires (y compris les parements extérieurs et éléments de composition tels saillies, balcons, modénatures, etc.).

Hauteur des constructions :

- Hauteur des constructions dans la bande d'implantation des 15 mètres :
 - La hauteur maximale de construction est déterminée à partir du point haut du trottoir au droit de l'opération, façade sur voie publique et façade à l'intérieur de parcelle.
- Hauteur des constructions au-delà de la bande d'implantation des 15 mètres à l'intérieur de la parcelle :
 - La hauteur maximale des constructions est calculée à partir de tout point du sol naturel avant les travaux de terrassement et d'exhaussement nécessaires à la réalisation du projet.

Toutefois, ne sont pas compris dans le calcul de la hauteur maximale : les antennes de télétransmission, les paratonnerres, les souches de cheminées, les rambardes ou autres éléments sécuritaires et les machineries d'ascenseurs ou de ventilation mécanique.

Limites séparatives :

Limites de l'unité foncière autres que celles contigües au domaine public ou accessible au public. Elles peuvent être latérales ou de fond de parcelle.

Modes d'occupation ou d'utilisation du sol :

Les principaux modes d'occupation ou d'utilisation du sol sont (article R.123-9 du Code de l'Urbanisme) :

- Les constructions destinées à l'habitation ;
- Les constructions destinées à l'hébergement hôtelier ;
- Les constructions destinées aux bureaux ;
- Les constructions destinées au commerce ;
- Les constructions destinées à l'artisanat ;
- Les constructions destinées à l'industrie ;
- Les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestière ;
- Les constructions destinées à la fonction d'entrepôt.
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Terrain enclavé :

Terrain qui ne dispose pas d'issue ou d'une issue suffisante pour accéder à la voie publique. Il est en fait entouré par des fonds appartenant à d'autres propriétaires. Le propriétaire du terrain enclavé est en droit de disposer d'un droit de passage légal sur la propriété voisine pour accéder à la voie publique.

Unité foncière :

Elle est constituée de l'ensemble des parcelles cadastrales contigües qui appartiennent au même propriétaire ou à la même indivision.

Une unité foncière est limitée par des emprises publiques ou des voies privées. Les lignes qui séparent une unité foncière de celles qui appartiennent à un autre propriétaire foncier sont désignées « limites séparatives ».

Voies et emprises publiques ou privées :

Toutes les voies publiques ou privées et toutes les emprises publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique (y compris piétonne). Pour être assimilées aux voies et emprises publiques, les voies et emprises privées doivent présenter les caractéristiques de voies publiques en termes d'accessibilité et de sécurité.

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la commune de Tarbes.

ARTICLE 2 – PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :

① Les servitudes d'utilité publique qui sont mentionnées en annexe du plan. Ce sont des limitations administratives au droit de propriété qui s'imposent directement aux demandes d'occupation et d'utilisation du sol quel que soit le contenu du Plan Local d'Urbanisme. Le P.L.U. doit les prendre en compte lors de son élaboration sous peine d'entacher ses dispositions d'erreur manifeste d'appréciation, notamment lorsqu'elles induisent des effets substantiels sur le droit d'occuper et d'utiliser le sol.

② Les prescriptions au titre de législations et de réglementations spécifiques concernant notamment le **Code Civil**, le **Code Forestier**, le **Code Minier**, le **Code Rural**, le **Code de la Santé Publique**, le **Règlement Sanitaire Départemental** et les **règlements de voirie, d'assainissement, d'eau potable de la commune**.

ARTICLE 3 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en **zones urbaines**, en **zones à urbaniser**, en **zones naturelles** et en **zones agricoles**, éventuellement subdivisées en secteurs.

Chaque zone est dénommée par une ou deux lettres selon la nature de l'occupation des sols qui y est admise :

- La première lettre permet d'identifier la vocation générale de la zone : **U** pour les zones urbaines, **AU** pour les zones à urbaniser, **A** pour les zones agricoles et **N** pour les zones naturelles.
- La seconde lettre majuscule de la zone U permet d'identifier la vocation particulière de la zone en fonction de la nature de l'occupation qui y est autorisée.
- Une lettre minuscule permet de distinguer, au besoin, différents secteurs au sein d'une même zone.

Dans le cas où une construction est implantée à cheval sur deux zones distinctes du Plan Local d'Urbanisme, il y a lieu d'appliquer à chacune des parties de cette construction le règlement de la zone où elle se trouve.

De plus, quatre servitudes d'urbanisme particulières viennent se superposer aux zones du Plan Local d'Urbanisme, il s'agit :

- des **espaces boisés classés** ;
- des **emplacements réservés** aux voies et ouvrages publics et des emplacements réservés ;
- des **éléments de paysage** identifiés à préserver ;

- des **zones non-aedificandi** « na ».

Ces servitudes sont reportées sur les documents graphiques.

3-1 LES ZONES URBAINES :

Elles sont repérées au document graphique par un sigle commençant par la **lettre U**. Elles comprennent :

- **La zone UA**, correspondant au centre-ville historique.
- **La zone UB**, correspondant aux quartiers à vocation principale d'habitat collectif et individuel.
- **La zone UI**, correspondant aux zones d'activités économiques et comprenant le secteur suivant :
 - **Ulzc**, secteur correspondant à la ZAC du Centre de Gros.

3-2 LES ZONES A URBANISER :

Elles sont repérées au document graphique par un sigle commençant par les **lettres AU**. Elles comprennent :

- **La zone AU**, correspondant à une zone d'urbanisation à court terme à vocation d'habitat.
- **La zone 2AU**, correspondant à une zone naturelle non équipée. L'ouverture à l'urbanisation et les conditions d'aménagement de cette zone seront fixées ultérieurement par modification ou révision du P.L.U.

3-3 LES ZONES NATURELLES :

Elles sont repérées au document graphique par un sigle commençant par la **lettre N**. Elles comprennent :

- **La zone N**, correspondant aux secteurs à dominante naturelle de la commune et comprenant le secteur suivant :
 - **Nh**, secteur où l'extension mesurée des constructions existantes et leurs annexes peuvent être autorisées à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.

3-4 LES ZONES AGRICOLES :

Elles sont repérées au document graphique par un sigle commençant par la **lettre A**.

ARTICLE 4 - ADAPTATIONS MINEURES

Le règlement du P.L.U. s'applique à toute personne publique ou privée sans aucune dérogation. Seules les adaptations mineures peuvent être octroyées dans les limites de l'article L.123-1-9 du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions des articles 3 à 15 des règlements de chacune des zones ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures.

Une adaptation est mineure dès lors qu'elle remplit trois conditions :

- elle doit être rendue nécessaire et justifiée par l'un des trois motifs définis à l'article L.123-1-9 (nature du sol, configuration de la parcelle, caractère des constructions avoisinantes) ;
- elle doit rester limitée ;
- elle doit faire l'objet d'une décision expresse et motivée.

Par adaptations mineures, il faut entendre des assouplissements qui peuvent être apportés à certaines règles d'urbanisme, sans aboutir à une modification des dispositions de protection ou à un changement de type d'urbanisation et sans porter atteinte au droit des tiers. Ces adaptations excluent donc tout écart important entre la règle et l'autorisation accordée.

ARTICLE 5 - CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS NECESSAIRES AUX SERVICES PUBLICS OU D'INTERET COLLECTIF :

Dans toutes les zones, l'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement :

- des réseaux divers (eau potable, assainissement, gaz, électricité, télécommunications, radiotéléphonies, ouvrages pour la sécurité publique...) ;
- des voies de circulations terrestres, ferroviaires, aériennes...

peut être autorisé même si les installations ne respectent pas le corps de règle de la zone concernée. Toutes justifications techniques doivent être produites pour démontrer les motifs du choix du lieu d'implantation.

ARTICLE 6 - STATIONNEMENT AUTOMOBILE

Pour l'aménagement des places de stationnement, couvertes ou à l'air libre, sont prescrites les dimensions minimales ci-après :

- Places aménagées perpendiculairement à la voie de desserte :
 - Longueur : 5 mètres ;
 - Largeur : 2,50 mètres et 3,30 mètres (places réservées handicapés) ;
 - Dégagement : 5 mètres.
- Places aménagées en oblique par rapport à la voie de desserte (en épi) :
 - Angle par rapport à la voie : 45° ;
 - Longueur : 5 mètres ;
 - Largeur : 2,50 mètres et 3,30 mètres (places réservées handicapés) ;
 - Dégagement : 4 mètres.
- Places aménagées longitudinalement par rapport à la voie de desserte (en créneau) :
 - Longueur : 5,50 mètres ;
 - Largeur : 2 mètres ;
 - pas de possibilité d'aménager des places réservées handicapés, sauf côté trottoir ou accotement.

ARTICLE 7 – PASSAGE BATEAU

Un seul accès véhicule "passage bateau" (aménagement du trottoir) est autorisé par unité foncière. Toutefois, un accès supplémentaire peut être autorisé lorsque la configuration de l'unité foncière l'impose pour des raisons techniques qui devront être explicitées dans le dossier de la demande.

ARTICLE 8 - INTEGRATION AU SITE DES OUVRAGES TECHNIQUES

Les ouvrages techniques d'utilité publique (châteaux d'eau, pylônes électriques, postes de transformation EDF, relais hertziens, ouvrages hydrauliques agricoles, stations de traitement des eaux, lagunages, postes de refoulement etc.) ainsi que les équipements liés à l'utilisation de l'énergie solaire, géothermique ou éolienne ne peuvent être autorisés que sous réserve de leur bonne intégration au site.

En cas de construction d'ouvrages d'alimentation en énergie électrique, ceux-ci seront conformes aux dispositions d'une part, des règlements d'administration publique, pris en application de l'article 18 de la Loi du 15 juin 1906, d'autre part, des arrêtés interministériels pris en application de l'article 19 de cette même loi, à l'exclusion de toute autre limitation instituée par le document d'urbanisme dans chacune des zones appelées à être traversée.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES A CERTAINS TERRITOIRES

9.1 - LES SECTEURS SOUMIS AU DROIT DE PREEMPTION :

La commune a institué un droit de préemption urbain, conformément aux articles L.211-1 et L.211-4 du Code de l'Urbanisme sur l'ensemble des zones U et AU de la commune.

9.2 -LES SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Définis par arrêté préfectoral du 1^{er} février 2012, ils sont soumis à des prescriptions acoustiques définies en application de la Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et de ses décrets d'application (n°95-20 et n°95-21 du 9 janvier 1995), ainsi que des arrêtés du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements scolaires et 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit. Ces dispositions sont reprises dans les annexes. La zone d'influence de ces axes est reportée sur les documents graphiques.

9.3 - LES SECTEURS SOUMIS AU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

La commune de Tarbes est soumise au Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé le 3 février 2006. Ce PPRN prend en compte les phénomènes naturels suivants :

- Les inondations de l'Adour et l'Echez.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels est établi par l'Etat et a une valeur de servitude d'utilité publique au titre de la Loi du 22 juillet 1987 modifiée. Cette servitude d'utilité publique est annexée au document d'urbanisme (P.L.U.) selon les procédures définies aux articles R.123-22 et L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

Le PPR définit notamment :

- Des règles particulières d'urbanisme (les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols interviennent surtout dans la gestion de ces règles et des autres mesures relevant du Code de l'Urbanisme) ;
- Des règles particulières de construction (les maîtres d'ouvrage ainsi que les professionnels chargés de réaliser les projets, parce qu'ils s'engagent à respecter les règles de construction lors du dépôt d'un permis de construire, sont responsables de la mise en œuvre de ces règles et autres mesures du Code de la Construction.

9.4 - LES SECTEURS SOUMIS AU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La commune de Tarbes est soumise au Plan de Prévention des Risques Technologiques approuvé le 10 juillet 2012. Ce PPRN prend en compte les deux aléas suivants :

- Les effets de surpression ;
- Les effets thermiques.

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir dans ces installations.

9.5 – LES ELEMENTS DE PAYSAGE

Le P.L.U. identifie et localise des éléments de paysage à protéger ou à mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme.

Tous les travaux non soumis à permis de construire et ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément de paysage identifié par le P.L.U. seront soumis à déclaration préalable ou à permis de démolir.

Ainsi tous travaux de démolition partielle, de ravalement de façade, d'agrandissement, de surélévation ou modification, ainsi que les projets de construction neuve sur les unités foncières supportant un élément de paysage à protéger sont autorisés à condition que ces travaux ne portent pas atteinte à l'intégrité de ce patrimoine et qu'ils constituent à assurer sa protection et sa mise en valeur.

9-6 – LES ESPACES BOISES CLASSES

Les dispositions du Code de l'Urbanisme, article L.130-1 et suivants et article R.130-1 et suivants, sont applicables aux espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer, reportés et délimités sur les documents graphiques conformément à la légende.

Ce classement interdit tout changement d'affectation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Les défrichements y sont interdits ainsi que tout autre mode d'occupation du sol. Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable.

9.7 – LES SITES ET VESTIGES ARCHEOLOGIQUES

En application du Code du Patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Midi-Pyrénées.

Les opérations d'aménagement, de constructions d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de la nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments de patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect de mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modifications de la constance des opérations.

La liste des sites et vestiges archéologiques accompagné d'un document graphique, relatifs à l'archéologie préventive, est annexée au Plan Local d'Urbanisme.

9.8 – LES CLOTURES

L'édification de clôtures est soumise à déclaration sur l'ensemble du territoire communal.

ZONE UA

CARACTERE DE LA ZONE

Zone constituée du centre ville historique correspondant au bourg ancien et aux extensions qui ont eut lieu au XIX^{ème} siècle. Immédiatement constructible, de forte densité où le bâti ancien est dominant et dans laquelle les constructions sont à édifier dans le respect de l'alignement des voies publiques et en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives de propriété.

Cette zone comprend les périmètres de protection des Monuments historiques, portés au plan des Servitudes d'Utilités Publiques.

Elle possède un caractère multifonctionnel (habitat, commerce, artisanat, bureaux, services, équipements collectifs...) qu'il y a lieu de préserver.

ARTICLE UA1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions et installations liées aux activités agricoles ou forestières ;
- les constructions et installations à usage d'activités polluantes, nuisibles ou dangereuses pour le voisinage à l'exception des installations mentionnées à l'article UA2 ;
- les terrains de camping et de caravanning et les parcs résidentiels de loisirs ;
- les habitations légères de loisirs (bungalows) ;
- les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes, les parcs d'attractions et les terrains de sports motorisés ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières et les décharges ;
- les affouillements et les exhaussements du sol non liés à une opération autorisée.

ARTICLE UA2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions et les installations à usage artisanal ainsi que les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration et nécessaires à la vie des habitants à condition qu'elles soient compatibles avec le caractère de la zone et des lieux avoisinants et qu'elles ne soient pas source de nuisances pour l'environnement ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent respecter les prescriptions du P.P.R.N. ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et aux fossés mères depuis le haut des berges.

ARTICLE UA3 - ACCES ET VOIRIE

Les règles d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite doivent être respectées.

3.1 - ACCES

Tout terrain qui ne dispose pas d'issue ou d'une issue suffisante pour accéder à la voie publique est inconstructible à moins que son propriétaire ne dispose d'une servitude de passage sur le sol et dans le sous-sol (canalisations) instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil.

L'accès des constructions doit être aménagé de façon à ne pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies et espaces publics ou pour toute celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit s'apprécier, compte tenu notamment de la position des accès de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Dans le cas de l'implantation d'un portail, un retrait de 5 mètres minimum pourra être demandé, au droit de l'accès automobile.

Les caractéristiques des accès doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics.

Le nombre des accès sur la voie publique peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les accès doivent être adaptés à la nature et à l'importance des usages qu'ils supportent et des opérations qu'ils desservent et aménagés de façon à apporter la moindre gêne et le moindre risque pour la circulation publique automobile, cycliste, piétonnière et des personnes à mobilité réduite.

3.2 - VOIRIE

Le présent article s'applique aux voies qui sont destinées à accéder aux constructions et à être incorporées au domaine public routier ou qui resteront privées ouvertes à la circulation publique. Elles doivent avoir des caractéristiques techniques (dimension, équipement et forme) adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et, notamment, répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics. Elles doivent notamment être équipées de trottoirs et de stationnement pour les usagers.

Les voies en impasse doivent comporter un dispositif de retournement permettant aux véhicules lourds de manœuvrer et de faire demi-tour.

L'ouverture de voies nouvelles, destinées à être incorporées à la voirie publique ou à rester dans le domaine privé mais ouvertes à la circulation publique sont soumises aux conditions suivantes:

Largeur de plateforme

- 9 mètres pour les voies à un seul sens de circulation ;
- 12 mètres pour les voies à double sens de circulation.

Largeur de chaussée

- 4 mètres pour les voies à un seul sens de circulation ;
- 5,50 mètres pour les voies à double sens de circulation.



Trottoirs

- Les trottoirs auront une largeur de passage libre de 1,50 m, hors mobilier urbain et plantations d'alignement. S'ils sont équipés de candélabres, la largeur sera portée à 2,00 m.

Les règles précédentes ne s'appliquent pas aux voies desservant moins de 4 lots et en cas d'impossibilité technique avérée liée au tissu urbain existant.

3.3 – PISTE CYCLABLE ET CHEMINS PIETONNIERS

L'ouverture de pistes cyclables et de chemins piétonniers pourra être exigée, notamment pour assurer la desserte du quartier ou celle des équipements publics.

La largeur minimale des pistes cyclables doit être de 1,50 mètre pour les voies cyclables unidirectionnelles et de 3 mètres pour les voies cyclables bidirectionnelles.

La largeur minimale des chemins piétonniers doit être de 1,50 mètre.

ARTICLE UA4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

Dans les opérations d'ensemble, le nombre, la contenance, le débit et l'implantation des points d'eau pour la défense incendie doivent être déterminés en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Hautes-Pyrénées.

4.2 - ASSAINISSEMENT

1 - Eaux usées :

Toute construction ou installation qui requiert une évacuation des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées autres que domestiques dans le réseau, si elle est autorisée, est subordonnée à un pré-traitement approprié.

2 - Eaux pluviales, irrigation et drainage :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) doivent être dimensionnés sur une base de calcul qui ne peut pas être inférieure à 3 litres/seconde/ha. Ils sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

La gestion des eaux pluviales devra se faire à la parcelle afin que les aménagements et les constructions puissent intégrer, dans la mesure du possible, des dispositions techniques alternatives telles que le stockage, la récupération des eaux de toitures (citernes, bacs, ...) pour une utilisation aux fins d'arrosage ou d'usages techniques sans rapport avec l'hygiène et l'alimentation.

Les eaux issues des parkings (de plus de 10 places) subiront un traitement de débouage, déshuilage, avant rejet dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, le rejet doit se faire dans les aménagements autorisés.

4.3 - ELECTRICITE – TELECOMMUNICATION :

Les réseaux électriques de distribution d'énergie et de télécommunication doivent être réalisés en souterrain pour les opérations d'ensemble et, dans la mesure du possible, pour les constructions individuelles.

Les locaux et les installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards...) nécessaires au fonctionnement des réseaux doivent être intégrés aux constructions (bâtiments, murs de clôtures...).

4.4 – ECLAIRAGE PUBLIC :

Dans les opérations d'ensemble, un réseau d'éclairage public des circulations publiques doit être prévu. Le réseau d'alimentation des luminaires doit être souterrain.

4.5 - ORDURES MENAGERES

Dans les opérations d'ensemble de 10 lots et plus, des conteneurs enfouis pour les ordures ménagères et le tri sélectif doivent être installés sur un espace situé à proximité de l'axe de circulation le plus implorant et disposant d'une place de stationnement.

Dans les opérations d'ensemble de moins de 10 lots ou si impossibilité technique, un local réservé au stockage d'une superficie suffisante pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des ordures ménagères doit être prévu. De plus, une aire de présentation différenciée de l'aire de stockage doit être aménagée en limite du domaine public.

ARTICLE UA5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE UA6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Les règles suivantes sont applicables aux voies publiques et emprises publiques ainsi qu'aux voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun.

La façade des constructions et installations doit être implantée :

- à l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer ;
- à la limite arrière des zones non-aedificandi « NA ».

Lorsqu'une construction ou un mur monumental occupe l'alignement, les constructions et installations peuvent être implantées à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres.

Les piscines doivent être implantées à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres. Cette distance est calculée à partir du bassin.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées à l'alignement ou à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres.

ARTICLE UA7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

A l'intérieur d'une bande de 15 mètres mesurés à partir de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer, les constructions et installations doivent être implantées :

- soit d'une limite séparative aboutissant aux voies à l'autre limite séparative aboutissant également à la voie (ordre continu) ;
- soit sur une seule limite séparative aboutissant aux voies (ordre semi continu). Dans ce cas, la distance entre la construction ou l'installation et l'autre limite séparative ne doit pas être inférieure à 3 mètres.

Au-delà de la bande d'implantation de 15 mètres, mesurée à partir de l'alignement, les constructions et installations peuvent s'implanter :

- à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur (prospect), sans toutefois être inférieure à 4 mètres ;

- sur la limite séparative, si la hauteur de la construction au droit de cette limite ne dépasse pas 3,50 mètres à l'égout du toit, mesurée à partir du terrain naturel de la propriété, et si la pente de la couverture, dans une bande de 4 m mesurée à partir de la limite séparative, s'inscrit sous un pan à 45°. Au-delà tout point de la construction devra respecter le prospect (hauteur/2).

Ces dispositions ne sont pas exigées pour l'aménagement et la reconstruction à l'identique de bâtiments ou d'installations existants.

Les piscines doivent être implantées à une distance des limites séparatives au moins égale à 2 mètres. Cette distance est calculée à partir du bassin.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées sur les limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 mètres.

ARTICLE UA8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE UA9 - EMPRISE AU SOL

Dans la bande d'implantation des 15 mètres, il n'est pas fixé de Coefficient d'Emprise au Sol.

Au-delà de la bande des 15 mètres, le Coefficient d'Emprise au Sol est fixé à 0,50 pour l'ensemble des constructions et installations autorisées.

ARTICLE UA10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions et installations doit s'harmoniser avec le cadre dans lequel elles s'intègrent.

Dans la bande d'implantation des 15 mètres, les constructions et installations ne peuvent pas dépasser une hauteur de 13 mètres de façade et de 18 mètres au faîtage. S'il existe une construction contigüe dont les hauteurs de façade et de faîtage dépassent notablement la hauteur générale admise, sous réserve d'une bonne insertion et sans dépasser la hauteur de la construction de référence, la hauteur de façade peut être portée à 15 mètres et la hauteur de faîtage à 20 mètres.

Au-delà de la bande des 15 mètres, la hauteur des constructions et installations autorisées ne doit pas dépasser 9 mètres de façade et 12 mètres au faîtage.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

ARTICLE UA11 - ASPECT EXTERIEUR

11.1 PRINCIPE D'INSERTION AU PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL ENVIRONNANT, EXISTANT OU FUTUR

Tout projet de construction ou d'aménagement dans son ensemble, comme dans chacune de ses composantes (parti architectural, rythme, proportions, matériaux, couleurs...) doit s'inspirer du caractère du site où il doit s'insérer. Le volet paysager du dossier s'attachera à identifier ce caractère et à justifier le parti architectural d'ensemble retenu.

Les propositions architecturales doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des quartiers dans lesquels les projets s'inscrivent. Elles peuvent être justifiées par la prise en compte, d'une part, de références architecturales présentes sur le territoire tarbais, sans verser sur le mimétisme, soit d'autre part, au terme d'une recherche visant à l'introduction d'une plus grande diversité architecturale en cohérence avec le site où elle s'inscrit. Elles peuvent aussi se composer dans un rapport à des éléments notables du paysage environnant (édifice, aménagement urbain ...).

- a) Si la parcelle est dans un angle d'îlot, notamment si l'angle forme un éperon, l'angle fera l'objet d'un traitement qui le mettra en valeur.
- b) Si un bâtiment présente un linéaire de façade important, la composition verticale de la façade sera hiérarchisée en séquences.
- c) Si des éléments notables du paysage sont présents sur le site (édifices, forme urbaine, aménagement urbain, perspectives, parcs, sites naturels,...), l'organisation fonctionnelle du projet devra les prendre en compte, dans la limite de la compatibilité au programme des travaux.
- d) Dans les secteurs proches ou contigus aux secteurs de chalandise du centre ville, il peut être exigé que le pied de l'immeuble soit traité d'une manière unitaire sur une hauteur équivalente à deux niveaux courants.
- e) La hiérarchie verticale des façades peut se prolonger en couverture. Il n'est pas fait obstacle à la création d'éléments particuliers de grande dimension s'ils sont justifiés dans la composition ou dans la relation de la composition à son environnement urbain, proche ou lointain.

11.2 PRINCIPE DE COMPOSITION ARCHITECTURALE

- a) **Ordonnancement** : Les façades seront ordonnancées horizontalement et verticalement. Les hiérarchies seront rendus lisibles.
- b) **Lignes de forces des constructions contigües** : Le projet s'efforcera d'intégrer dans la composition des façades les lignes de forces horizontales des bâtiments contigus.
- c) **Percements/Ouvertures** : Les percements et ouvertures s'efforceront d'être hiérarchisés dimensionnellement de telle sorte de distinguer les fonctions importantes des secondaires. Les fenêtres devront avoir des proportions verticales affirmées.
- d) **Balcons/Loggias et autres éléments architecturaux** : Les balcons, loggias, bow-windos, terrasses, qu'elles soient en RDC, en entre sol, ou en élévation, quand ils sont présents dans les projets seront intégrés comme éléments importants de la composition des façades.
- e) **Couvertures (formes matériaux)** : L'emploi du type de couverture dominante sur un site doit être privilégié. Toutefois il n'est pas fait obstacle à l'utilisation d'autres formes s'il est justifié par le parti architectural d'insertion.

11.3 LES MODIFICATIONS ET EXTENSION, DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Dès lors qu'une construction présente un intérêt architectural, au regard notamment, de son parti urbain, des matériaux, de sa composition, de son ordonnancement, tous les travaux réalisés, y compris les ravalements, doivent mettre en valeur les caractéristiques de ladite construction.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation d'extensions de conception architecturale contemporaine.

11.4 FAÇADES ET MURS EXTERIEURS

Toutes les façades, murs extérieurs, y compris les pignons, gaines, conduits exhausés, équipements divers doivent être traités et composés avec le même soin que les façades sur rue.

11.5 LES COULEURS ET LES MATERIAUX

Le projet doit comporter une étude de coloration valorisant la composition architecturale.

Les enduits traditionnels multicouches colorés, soit dans la masse, soit par badigeon ou peinture minérale, doivent être privilégiés.

Les enduits monocouches à parement grattés sont interdits.

11.6 LES SAILLIES SUR ALIGNEMENT

Les saillies par rapport à l'alignement sont admises si elles répondent à une intention claire et justifiée d'organisation, de composition architecturale, de compensation d'une inflexion très prononcée de l'alignement du domaine public.

Il n'est pas fait obstacle à des saillies sur l'alignement du domaine public si elles résultent d'une démarche de développement durable, de qualité environnementale concernant l'aspect extérieur des constructions (performance thermique par isolation thermique par l'extérieur, performance énergétique des ouvertures et occultations). Toutefois, la saillie ne doit pas avoir pour effet de réduire la conformité du domaine public, notamment la largeur du trottoir, vis-à-vis des règles d'accessibilités pour les personnes à mobilité réduite.

11.7 LES LOCAUX, OUVRAGES OU INSTALLATIONS TECHNIQUE INSTALLES EN COUVERTURE

Les locaux, ouvrages ou installations techniques, doivent être regroupés, habillés et intégrés à la composition architecturale.

Sur les constructions neuves l'implantation des capteurs solaires doivent obligatoirement être intégrés dans la composition de la toiture. Ils s'inséreront dans la couverture de l'égout jusqu'au faîtage, sans présenter de saillie de couverture.

Une implantation différente pourra être admise pour les dispositifs installés sur des constructions existantes dont les toits sont ponctués par des ouvrages (souche de cheminée, lucarnes...)

Les antennes, paraboles, paratonnerres, doivent être regroupés et intégrés à la composition architecturale.

11.8 LES CLOTURES

Clôtures sur voies publiques et emprises publiques ainsi que sur voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun :

- Les clôtures opaques ne devront pas dépasser 2 mètres. Elles seront constituées par un mur maçonné, surmonté le cas échéant, d'une grille de fer ou d'autres éléments (masque métallique plein ou ajouré, claustras,...). Le mur sera enduit sur ces deux faces. Les extrémités au droit des raccordements aux limites séparatives aboutissant à la voie, des accès véhicules, piétons et autres, seront marquées par un décrochement en saillie sur l'alignement.

11.9 LOCAUX INSTALLATIONS TECHNIQUES IMPLANTES EN RDC

Les locaux techniques et installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards, aire de conteneurs, local à conteneur...) destinés à recevoir les divers équipements nécessaires à la construction, doivent être intégrés aux constructions.

L'impossibilité technique doit être justifiée. Dans ce cas, leur traitement devra permettre leur bonne insertion dans l'environnement et participer ainsi à sa mise en valeur.

11.10 LES ESPACES LIBRES.

Les projets de construction, en ordre semi-continu ou lorsque les façades s'implantent en retrait par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées, ou emprises publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique, doivent être aménagés dans une perspective de valorisation paysagère et fonctionnelle.

Les espaces libres en fond de parcelle recevront une fonction spécifique.

ARTICLE UA12 - STATIONNEMENT

Non réglementé.

ARTICLE UA13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

La végétation existante doit être maintenue ou remplacée par des plantations au moins équivalentes.

Dans les opérations d'ensembles de plus de 10 unités foncières :

- 5 % au moins de la superficie de l'opération doivent être aménagés en espace vert commun d'un seul tenant. Cet espace doit être planté d'arbres d'essence locale et ne peut être inférieur à 200 m² ;
- toutes les voies publiques ou privées doivent être plantées d'arbres d'essence locale à raison d'un plant tous les 10 mètres.

Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre d'essence locale au moins pour 4 emplacements.

ARTICLE UA14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UA15 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1 – RECOURS AUX ENERGIES RENOUVELABLES ET AUX ECO-CONSTRUCTIONS

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

15.2 – GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les espaces de rétention à ciel ouvert doivent faire l'objet d'un traitement paysager.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage...).

15.3 – ECLAIRAGE PUBLIC :

L'éclairage public doit être conçu pour offrir la meilleure efficacité énergétique et faire l'objet d'une approche globale et d'un traitement différencié selon son positionnement. Sauf en cas d'impossibilité technique, chaque projet doit comporter un dispositif visant à réguler l'intensité de l'éclairage public.

ARTICLE UA16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Pour les nouvelles constructions, le raccordement aux réseaux de communication électronique haut débit ou très haut débit est obligatoire lorsqu'ils existent.

ZONE UB

CARACTERE DE LA ZONE

Zone urbaine immédiatement constructible de moyenne densité où les constructions sont à édifier à l'alignement des voies et en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives.

ARTICLE UB1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions et installations liées aux activités agricoles ou forestières ;
- les constructions et installations à usage d'activités polluantes, nuisibles ou dangereuses pour le voisinage à l'exception des installations mentionnées à l'article UB2 ;
- les terrains de camping et de caravanning et les parcs résidentiels de loisirs ;
- les habitations légères de loisirs (bungalows) ;
- les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes, les parcs d'attractions et les terrains de sports motorisés ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières et les décharges ;
- les affouillements et les exhaussements du sol non liés à une opération autorisée.

ARTICLE UB2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions et les installations à usage artisanal ainsi que les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration et nécessaires à la vie des habitants à condition qu'elles soient compatibles avec le caractère de la zone et des lieux avoisinants et qu'elles ne soient pas source de nuisances pour l'environnement ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent respecter les prescriptions du P.P.R.N. ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et aux fossés mères depuis le haut des berges.

ARTICLE UB3 - ACCES ET VOIRIE

Les règles d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite doivent être respectées.

3.1 - ACCES

Tout terrain qui ne dispose pas d'issue ou d'une issue suffisante pour accéder à la voie publique est inconstructible à moins que son propriétaire ne dispose d'une servitude de passage sur le sol et dans le sous-sol (canalisations) instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil.

L'accès des constructions doit être aménagé de façon à ne pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies et espaces publics ou pour toute celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit s'apprécier, compte tenu notamment de la position des accès de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Dans le cas de l'implantation d'un portail, un retrait de 5 mètres minimum pourra être demandé, au droit de l'accès automobile.

Les caractéristiques des accès doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics.

Le nombre des accès sur la voie publique peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les accès doivent être adaptés à la nature et à l'importance des usages qu'ils supportent et des opérations qu'ils desservent et aménagés de façon à apporter la moindre gêne et le moindre risque pour la circulation publique automobile, cycliste, piétonnière et des personnes à mobilité réduite.

3.2 - VOIRIE

Le présent article s'applique aux voies qui sont destinées à accéder aux constructions et à être incorporées au domaine public routier ou qui resteront privées ouvertes à la circulation publique. Elles doivent avoir des caractéristiques techniques (dimension, équipement et forme) adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et, notamment, répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics. Elles doivent notamment être équipées de trottoirs et de stationnement pour les usagers.

Les voies en impasse doivent comporter un dispositif de retournement permettant aux véhicules lourds de manœuvrer et de faire demi-tour.

L'ouverture de voies nouvelles, destinées à être incorporées à la voirie publique ou à rester dans le domaine privé mais ouvertes à la circulation publique sont soumises aux conditions suivantes:

Largeur de plateforme

- 9 mètres pour les voies à un seul sens de circulation ;
- 12 mètres pour les voies à double sens de circulation.

Largeur de chaussée

- 4 mètres pour les voies à un seul sens de circulation ;
- 5,50 mètres pour les voies à double sens de circulation.



Trottoirs

Les trottoirs auront une largeur de passage libre de 1,50 m, hors mobilier urbain et plantations d'alignement. S'ils sont équipés de candélabres, la largeur sera portée à 2,00 m

Les règles précédentes ne s'appliquent pas aux voies desservant moins de 4 lots et en cas d'impossibilité technique avérée liée au tissu urbain existant.

3.3 – PISTE CYCLABLE ET CHEMINS PIETONNIERS

L'ouverture de pistes cyclables et de chemins piétonniers pourra être exigée, notamment pour assurer la desserte du quartier ou celle des équipements publics.

La largeur minimale des pistes cyclables doit être de 1,50 mètre pour les voies cyclables unidirectionnelles et de 3 mètres pour les voies cyclables bidirectionnelles.

La largeur minimale des chemins piétonniers doit être de 1,50 mètre.

ARTICLE UB4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

Dans les opérations d'ensemble, le nombre, la contenance, le débit et l'implantation des points d'eau pour la défense incendie doivent être déterminés en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Hautes-Pyrénées.

4.2 - ASSAINISSEMENT

1 - Eaux usées :

Toute construction ou installation qui requiert une évacuation des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées autres que domestiques dans le réseau, si elle est autorisée, est subordonnée à un pré-traitement approprié.

2 - Eaux pluviales, irrigation et drainage :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) doivent être dimensionnés sur une base de calcul qui ne peut pas être inférieure à 3 litres/seconde/ha. Ils sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

La gestion des eaux pluviales devra se faire à la parcelle afin que les aménagements et les constructions puissent intégrer, dans la mesure du possible, des dispositions techniques alternatives telles que le stockage, la récupération des eaux de toitures (citernes, bacs, ...) pour une utilisation aux fins d'arrosage ou d'usages techniques sans rapport avec l'hygiène et l'alimentation.

Les eaux issues des parkings (de plus de 10 places) subiront un traitement de débouillage, déshuilage, avant rejet dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, le rejet doit se faire dans les aménagements autorisés.

4.3 - ELECTRICITE – TELECOMMUNICATION :

Les réseaux électriques de distribution d'énergie et de télécommunication doivent être réalisés en souterrain pour les opérations d'ensemble et, dans la mesure du possible, pour les constructions individuelles.

Les locaux et les installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards...) nécessaires au fonctionnement des réseaux doivent être intégrés aux constructions (bâtiments, murs de clôtures...).

4.4 – ECLAIRAGE PUBLIC :

Dans les opérations d'ensemble, un réseau d'éclairage public des circulations publiques doit être prévu. Le réseau d'alimentation des luminaires doit être souterrain.

4.5 - ORDURES MENAGERES

Dans les opérations d'ensemble de 10 lots et plus, des conteneurs enfouis pour les ordures ménagères et le tri sélectif doivent être installés sur un espace situé à proximité de l'axe de circulation le plus implorant et disposant d'une place de stationnement.

Dans les opérations d'ensemble de moins de 10 lots ou si impossibilité technique, un local réservé au stockage d'une superficie suffisante pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des ordures ménagères doit être prévu. De plus, une aire de présentation différenciée de l'aire de stockage doit être aménagée en limite du domaine public.

ARTICLE UB5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE UB6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Les règles suivantes sont applicables aux voies publiques et emprises publiques ainsi qu'aux voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun.

La façade des constructions et installations doit être implantée :

- soit à l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer ;
- soit à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres, à condition que l'alignement soit matérialisé par une clôture établie sur les caractéristiques définies à l'article 11.8.

Les piscines doivent être implantées à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres. Cette distance est calculée à partir du bassin.

ARTICLE UB7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

A l'intérieur d'une bande de 15 mètres mesurés à partir de l'alignement des voies et emprises publiques existantes ou à créer, les constructions et installations doivent être implantées :

- soit d'une limite séparative aboutissant aux voies à l'autre limite séparative aboutissant également à la voie (ordre continu) ;
- soit sur une seule limite séparative aboutissant aux voies (ordre semi continu). Dans ce cas, la distance entre la construction ou l'installation et l'autre limite séparative ne doit pas être inférieure à 3 mètres.

Au-delà de la bande d'implantation de 15 mètres, mesurée à partir de l'alignement, les constructions et installations peuvent s'implanter :

- à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur (prospect), sans toutefois être inférieure à 4 mètres ;
- sur la limite séparative, si la hauteur de la construction au droit de cette limite ne dépasse pas 3,50 mètres à l'égout du toit, mesurée à partir du terrain naturel de la propriété, et si la pente de la couverture, dans une bande de 4 m mesurée à partir de la limite séparative, s'inscrit sous un pan à 45°. Au-delà tout point de la construction devra respecter le prospect (hauteur/2).

Ces dispositions ne sont pas exigées pour l'aménagement et la reconstruction à l'identique de bâtiments ou d'installations existants.

Les piscines doivent être implantées à une distance des limites séparatives au moins égale à 2 mètres. Cette distance est calculée à partir du bassin.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées sur les limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 mètres.

ARTICLE UB8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE UB9 - EMPRISE AU SOL

Dans la bande d'implantation des 15 mètres, il n'est pas fixé de Coefficient d'Emprise au Sol.

Au-delà de la bande des 15 mètres, le Coefficient d'Emprise au Sol est fixé à 0,50 pour l'ensemble des constructions et installations autorisées.

ARTICLE UB10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions et installations doit s'harmoniser avec le cadre dans lequel elles s'intègrent.

Dans la bande d'implantation des 15 mètres, les constructions et installations ne peuvent pas dépasser une hauteur de 13 mètres de façade et de 18 mètres au faîtage.

Au-delà de la bande des 15 mètres, la hauteur des constructions et installations autorisées ne doit pas dépasser 9 mètres de façade et 12 mètres au faîtage.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

ARTICLE UB11 - ASPECT EXTERIEUR**11.1 PRINCIPE D'INSERTION AU PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL ENVIRONNANT, EXISTANT OU FUTUR**

Tout projet de construction ou d'aménagement dans son ensemble, comme dans chacune de ses composantes (parti architectural, rythme, proportions, matériaux, couleurs...) doit s'inspirer du caractère du site où il doit s'insérer. Le volet paysager du dossier s'attachera à identifier ce caractère et à justifier le parti architectural d'ensemble retenu.

Les propositions architecturales doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des quartiers dans lesquels les projets s'inscrivent. Elles peuvent être justifiées par la prise en compte, d'une part, de références architecturales présentes sur le territoire tarbais, sans verser sur le mimétisme, soit d'autre part, au terme d'une recherche visant à l'introduction d'une plus grande diversité architecturale en cohérence avec le site où elle s'inscrit. Elles peuvent aussi se composer dans un rapport à des éléments notables du paysage environnant (édifice, aménagement urbain ...).

- a) Si la parcelle est dans un angle d'îlot, notamment si l'angle forme un éperon, l'angle fera l'objet d'un traitement qui le mettra en valeur.
- b) Si un bâtiment présente un linéaire de façade important, la composition verticale de la façade sera hiérarchisée en séquences.
- c) Si des éléments notables du paysage sont présents sur le site (édifices, forme urbaine, aménagement urbain, perspectives, parcs, sites naturels,...), l'organisation fonctionnelle du projet devra les prendre en compte, dans la limite de la compatibilité au programme des travaux.
- d) La hiérarchie verticale des façades peut se prolonger en couverture. Il n'est pas fait obstacle à la création d'éléments particuliers de grande dimension s'ils sont justifiés dans la composition ou dans la relation de la composition à son environnement urbain, proche ou lointain.

11.2 PRINCIPE DE COMPOSITION ARCHITECTURALE

- a) **Ordonnancement** : Les façades seront ordonnancées horizontalement et verticalement. Les hiérarchies seront rendus lisibles.

- b) **Lignes de forces des constructions contigües** : Le projet s'efforcera d'intégrer dans la composition des façades les lignes de forces horizontales des bâtiments contigus.
- c) **Percements/Ouvertures** : Les percements et ouvertures s'efforceront d'être hiérarchisés dimensionnellement de telle sorte de distinguer les fonctions importantes des secondaires. Les fenêtres devront avoir des proportions verticales affirmées.
- d) **Balcons/Loggias et autres éléments architecturaux** : Les balcons, loggias, bow-windos, terrasses, qu'elles soient en RDC, en entre sol, ou en élévation, quand ils sont présents dans les projets seront intégrés comme éléments importants de la composition des façades.
- e) **Couvertures (formes matériaux)** : L'emploi du type de couverture dominante sur un site doit être privilégié. Toutefois il n'est pas fait obstacle à l'utilisation d'autres formes s'il est justifié par le parti architectural d'insertion.

11.3 LES MODIFICATIONS ET EXTENSION, DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Dés lors qu'une construction présente un intérêt architectural, au regard notamment, de son parti urbain, des matériaux, de sa composition, de son ordonnancement, tous les travaux réalisés, y compris les ravalements, doivent mettre en valeur les caractéristiques de la dite construction.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation d'extensions de conception architecturale contemporaine.

11.4 FAÇADES ET MURS EXTERIEURS

Toutes les façades, murs extérieurs, y compris les pignons, gaines, conduits exhausés, équipements divers doivent être traités et composés avec le même soin que les façades sur rue.

11.5 LES COULEURS ET LES MATERIAUX

Le projet doit comporter une étude de coloration valorisant la composition architecturale.

Les enduits traditionnels multicouches colorés, soit dans la masse, soit par badigeon ou peinture minérale, doivent être privilégiés.

Les enduits monocouches à parement grattés sont interdits.

11.6 LES SAILLIES SUR ALIGNEMENT

Les saillies par rapport à l'alignement sont admises si elles répondent à une intention claire et justifiée d'organisation, de composition architecturale, de compensation d'une inflexion très prononcée de l'alignement du domaine public.

Il n'est pas fait obstacle à des saillies sur l'alignement du domaine public si elles résultent d'une démarche de développement durable, de qualité environnementale concernant l'aspect extérieur des constructions (performance thermique par isolation thermique par l'extérieur, performance énergétique des ouvertures et occultations). Toutefois, la saillie ne doit pas avoir pour effet de réduire la conformité du domaine public, notamment la largeur du trottoir, vis-à-vis des règles d'accessibilités pour les personnes à mobilité réduite.

11.7 LES LOCAUX, OUVRAGES OU INSTALLATIONS TECHNIQUE INSTALLES EN COUVERTURE

Les locaux, ouvrages ou installations techniques, doivent être regroupés, habillés et intégrés à la composition architecturale.

Sur les constructions neuves l'implantation des capteurs solaires doivent obligatoirement être intégrés dans la composition de la toiture. Ils s'inséreront dans la couverture de l'égout jusqu'au faîtage, sans présenter de saillie de couverture.

Une implantation différente pourra être admise pour les dispositifs installés sur des constructions existantes dont les toits sont ponctués par des ouvrages (souche de cheminée, lucarnes...)

Les antennes, paraboles, paratonnerres, doivent être regroupés et intégrés à la composition architecturale.

11.8 LES CLOTURES

Clôtures sur voies publiques et emprises publiques ainsi que sur voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun :

- Les clôtures opaques ne devront pas dépasser 2 mètres. Elles seront constituées par un mur maçonné, surmonté le cas échéant, d'une grille de fer ou d'autres éléments (masque métallique plein ou ajouré, claustras,...). Le mur sera enduit sur ces deux faces. Les extrémités au droit des raccordements aux limites séparatives aboutissant à la voie, des accès véhicules, piétons et autres, seront marquées par un décrochement en saillie sur l'alignement.

11.9 LOCAUX INSTALLATIONS TECHNIQUES IMPLANTES EN RDC

Les locaux techniques et installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards, aire de conteneurs, local à conteneur...) destinés à recevoir les divers équipements nécessaires à la construction, doivent être intégrés aux constructions.

L'impossibilité technique doit être justifiée. Dans ce cas, leur traitement devra permettre leur bonne insertion dans l'environnement et participer ainsi à sa mise en valeur.

11.10 LES ESPACES LIBRES.

Les projets de construction, en ordre semi-continu ou lorsque les façades s'implantent en retrait par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées, ou emprises publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique, doivent être aménagés dans une perspective de valorisation paysagère et fonctionnelle.

Les espaces libres en fond de parcelle recevront une fonction spécifique.

ARTICLE UB12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. Ces besoins doivent être déterminés en fonction du type de constructions et de leur fréquentation, et notamment, pour les constructions les plus courantes, par référence aux normes habituelles ci-après :

CONSTRUCTIONS A USAGE D'HABITATION :

- il est exigé une place de stationnement pour 60 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par logement.

CONSTRUCTIONS A USAGE DE COMMERCE :

- il est exigé une place de stationnement pour 20 m² de surface de vente, avec un minimum de 1 place par commerce.

CONSTRUCTIONS A USAGE D'ACTIVITES ARTISANALES, INDUSTRIELLES ET DE BUREAUX

- il est exigé une place de stationnement pour 30 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par activité.

CONSTRUCTIONS A USAGE D'HEBERGEMENT HOTELIER :

- il est exigé une place de stationnement par chambre + 1 place pour 50 m² de Surface de Plancher De Construction.

En outre, doivent être aménagés les espaces nécessaires à l'évolution et au stationnement des véhicules de livraison et de service.

Dans les opérations d'ensemble de plus de 10 unités foncières ainsi que les équipements publics ou d'intérêt collectif, la création d'une aire de stationnement pour les deux-roues est obligatoire.

MODALITES DE CALCUL DU NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT

Le nombre de places de stationnement exigé constitue une norme minimale et toute tranche commencée donne lieu à l'application de la norme.

Lorsque le nombre de places obtenu en application des règles précédentes est fractionné, il est arrondi au nombre entier supérieur.

Lorsqu'un projet comporte plusieurs destinations au sens du présent règlement, les places de stationnement se calculent par rapport à la destination principale de la construction.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

ARTICLE UB13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

La végétation existante doit être maintenue ou remplacée par des plantations au moins équivalentes.

Sur chaque unité foncière, 10 % au moins de la surface totale doivent être aménagés en espace vert (jardin planté d'arbres d'essence locale et gazonné).

Dans les opérations d'ensemble de plus de 10 unités foncières :

- 10 % au moins de la superficie de l'opération doivent être aménagés en espace vert commun d'un seul tenant. Cet espace doit être planté d'arbres d'essence locale et ne peut être inférieur à 200 m² ;
- toutes les voies publiques ou privées doivent être plantées d'arbres d'essence locale à raison d'un plant tous les 10 mètres.

Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre d'essence locale au moins pour 4 emplacements.

ARTICLE UB14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Le C.O.S. est fixé à 1.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

ARTICLE UB15 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**15.1 – RECOURS AUX ENERGIES RENOUVELABLES ET AUX ECO-CONSTRUCTIONS**

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

15.2 – GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les espaces de rétention à ciel ouvert doivent faire l'objet d'un traitement paysager.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage...).

15.3 – ECLAIRAGE PUBLIC :

L'éclairage public doit être conçu pour offrir la meilleure efficacité énergétique et faire l'objet d'une approche globale et d'un traitement différencié selon son positionnement. Sauf en cas d'impossibilité technique, chaque projet doit comporter un dispositif visant à réguler l'intensité de l'éclairage public.

ARTICLE UB16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Pour les nouvelles constructions, le raccordement aux réseaux de communication électronique haut débit ou très haut débit est obligatoire lorsqu'ils existent.

ZONE Ui

CARACTERE DE LA ZONE

La zone Ui est constituée des secteurs d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services.

Elle comprend le secteur suivant :

- Ulzc, secteur correspondant à la ZAC du Centre de Gros.

ARTICLE Ui1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions et installations liées aux activités agricoles ou forestières ;
- les constructions à usage d'habitation autres que celles mentionnées à l'article Ui2 ;
- les terrains de camping et de caravaning et les parcs résidentiels de loisirs ;
- les habitations légères de loisirs (bungalows) ;
- les garages collectifs de caravanes, les parcs d'attractions et les terrains de sports motorisés ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières et les décharges ;
- les affouillements et les exhaussements du sol non liés à une opération autorisée.

ARTICLE Ui2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions à usage d'habitation à condition qu'elles soient directement liées à l'activité de la zone, pour la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements, qu'elles soient entièrement comprises et intégrées aux corps des bâtiments à usage d'activité et que la Surface de Plancher De Construction soit inférieure à 90 m² ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent respecter les prescriptions du P.P.R.N. ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et aux fossés mères depuis le haut des berges.

ARTICLE Ui3 - ACCES ET VOIRIE

Les règles d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite doivent être respectées.

3.1 - ACCES

Tout terrain qui ne dispose pas d'issue ou d'une issue suffisante pour accéder à la voie publique est inconstructible à moins que son propriétaire ne dispose d'une servitude de passage sur le sol et dans le sous-sol (canalisations) instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil.

L'accès des constructions doit être aménagé de façon à ne pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies et espaces publics ou pour toute celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit s'apprécier, compte tenu notamment de la position des accès de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Dans le cas de l'implantation d'un portail, un retrait de 5 mètres minimum pourra être demandé, au droit de l'accès automobile.

Les caractéristiques des accès doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics.

Le nombre des accès sur la voie publique peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les accès doivent être adaptés à la nature et à l'importance des usages qu'ils supportent et des opérations qu'ils desservent et aménagés de façon à apporter la moindre gêne et le moindre risque pour la circulation publique automobile, cycliste, piétonnière et des personnes à mobilité réduite.

3.2 - VOIRIE

Le présent article s'applique aux voies qui sont destinées à accéder aux constructions et à être incorporées au domaine public routier ou qui resteront privées ouvertes à la circulation publique. Elles doivent avoir des caractéristiques techniques (dimension, équipement et forme) adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et, notamment, répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics. Elles doivent notamment être équipées de trottoirs et de stationnement pour les usagers.

Les voies en impasse doivent comporter un dispositif de retournement permettant aux véhicules lourds de manœuvrer et de faire demi-tour.

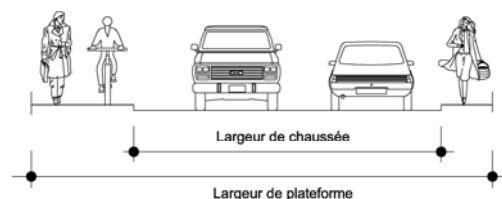
L'ouverture de voies nouvelles, destinées à être incorporées à la voirie publique ou à rester dans le domaine privé mais ouvertes à la circulation publique sont soumises aux conditions suivantes:

Largeur de plateforme

- 9 mètres pour les voies à un seul sens de circulation ;
- 12 mètres pour les voies à double sens de circulation.

Largeur de chaussée

- 4 mètres pour les voies à un seul sens de circulation ;
- 5,50 mètres pour les voies à double sens de circulation.



Trottoirs

Les trottoirs auront une largeur de passage libre de 1,50 m, hors mobilier urbain et plantations d'alignement. S'ils sont équipés de candélabres, la largeur sera portée à 2,00 m

Les règles précédentes ne s'appliquent pas aux voies desservant moins de 4 lots.

3.3 – PISTE CYCLABLE ET CHEMINS PIETONNIERS

L'ouverture de pistes cyclables et de chemins piétonniers pourra être exigée, notamment pour assurer la desserte du quartier ou celle des équipements publics.

La largeur minimale des pistes cyclables doit être de 1,50 mètre pour les voies cyclables unidirectionnelles et de 3 mètres pour les voies cyclables bidirectionnelles.

La largeur minimale des chemins piétonniers doit être de 1,50 mètre.

ARTICLE U14 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

Dans les opérations d'ensemble, le nombre, la contenance, le débit et l'implantation des points d'eau pour la défense incendie doivent être déterminés en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Hautes-Pyrénées.

4.2 - ASSAINISSEMENT

1 - Eaux usées :

Toute construction ou installation qui requiert une évacuation des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées autres que domestiques dans le réseau, si elle est autorisée, est subordonnée à un pré-traitement approprié.

Les eaux de refroidissement ne peuvent être déversées dans le réseau public d'assainissement qu'avec autorisation préalable de la collectivité ou de son délégataire.

En l'absence de réseau collectif le long de l'avenue Alsace-Lorraine, l'assainissement individuel est autorisé à condition que les dispositifs de traitement soient conformes à la législation en vigueur. Une étude géologique pourra être demandée.

Les dispositifs d'assainissement individuel doivent être conçus de façon à pouvoir être mis hors circuit et raccordés au réseau public quand celui-ci sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés (ou égouts d'eaux pluviales) est interdite.

2 - Eaux pluviales, irrigation et drainage :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) doivent être dimensionnés sur une base de calcul qui ne peut pas être inférieure à 3 litres/seconde/ha. Ils sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

La gestion des eaux pluviales devra se faire à la parcelle afin que les aménagements et les constructions puissent intégrer, dans la mesure du possible, des dispositions techniques alternatives telles que le stockage, la récupération des eaux de toitures (citernes, bacs, ...) pour une utilisation aux fins d'arrosage ou d'usages techniques sans rapport avec l'hygiène et l'alimentation.

Les eaux issues des parkings (de plus de 10 places) subiront un traitement de débouage, déshuilage, avant rejet dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, le rejet doit se faire dans les aménagements autorisés.

4.3 - ELECTRICITE – TELECOMMUNICATION :

Les réseaux électriques de distribution d'énergie et de télécommunication doivent être réalisés en souterrain pour les opérations d'ensemble et, dans la mesure du possible, pour les constructions individuelles.

Les locaux et les installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards...) nécessaires au fonctionnement des réseaux doivent être intégrés aux constructions (bâtiments, murs de clôtures...) ou dans un muret technique.

4.4 – ECLAIRAGE PUBLIC :

Dans les opérations d'ensemble, un réseau d'éclairage public des circulations publiques doit être prévu. Le réseau d'alimentation des luminaires doit être souterrain.

4.5 - ORDURES MENAGERES

Dans les opérations d'ensemble, un local réservé au stockage d'une superficie suffisante pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des ordures ménagères doit être prévu.

De plus, une aire de présentation différenciée de l'aire de stockage doit être aménagée en limite du domaine public.

ARTICLE Ui5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE Ui6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Les règles suivantes sont applicables aux voies publiques et emprises publiques ainsi qu'aux voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun.

Les constructions et installations doivent être implantées :

- soit à l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer ;
- soit à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 5 mètres.

ARTICLE Ui7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

7-1 LIMITES SEPARATIVES ABOUTISSANT AUX VOIES :

Les constructions et installations peuvent être implantées sur une ou deux des limites séparatives aboutissant aux voies. En cas d'implantation sur aucune ou une seule des deux limites séparatives aboutissant aux voies, les constructions et installations doivent être implantées à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 5 mètres.

7-2 AUTRES LIMITES SEPARATIVES :

Les constructions et installations doivent être implantées à une distance des autres limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 5 mètres.

ARTICLE Ui8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE Ui9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE Ui10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Définition de la hauteur : la hauteur des constructions est mesurée entre le niveau du sol naturel et l'égout du toit.

- Dans la zone UI :
 - la hauteur d'une construction ne doit pas dépasser 16 mètres.
- Dans le secteur Ulzc :
 - la hauteur d'une construction ne doit pas dépasser 10 mètres y compris les enseignes apposées ;
 - une hauteur supérieure peut être admise si elle répond à une nécessité technique démontrée par le pétitionnaire et sous réserve d'un impact visuel acceptable.

ARTICLE U11 - ASPECT EXTERIEUR

Les constructions et installations doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager.

Pour être autorisé, tout projet de construction nouvelle ou d'aménagement de construction déjà existante, doit garantir :

- le respect des conditions satisfaisantes en matière de salubrité, de commodité, d'ensoleillement et d'aspect général ;
- une bonne adaptation au sol, la préservation de l'environnement, celle du caractère, de l'intérêt et de l'harmonie des lieux ou paysages avoisinants (sites naturels, urbains, perspectives monumentales...), celle de la nature du paysage existant, celle enfin du caractère de la région, sans exclure une architecture contemporaine bien intégrée
- la recherche d'une certaine unité de style, de forme, de volume, de proportions de matériaux, de couleurs...

Les matériaux pour les façades et les toitures sont ceux décrits ci-dessous, toutefois, d'autres matériaux peuvent être autorisés si l'architecture du bâtiment l'exige et s'ils garantissent une parfaite intégration à l'environnement et au site.

11.1 – FAÇADES – COULEURS - MATERIAUX

Toutes les façades doivent présenter un traitement architectural harmonieux.

L'emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un enduit (brique creuse, parpaing...) est interdit.

L'emploi de bardage industriel métallique est autorisé. Il doit être intégré dans l'environnement existant.

11.2 - TOITURES

Les toitures ne doivent pas nuire, ni à l'harmonie, ni à l'unité de la construction ou de l'ensemble des constructions.

11.3 - CLOTURES

- Clôtures sur voies :

Elles ne doivent pas dépasser une hauteur maximale de 1,80 mètre.

Elles doivent être constituées :

- soit d'un mur bahut traité dans les mêmes matériaux que le bâtiment principal et enduit sur les deux faces, surmonté d'un grillage ou d'une grille. La hauteur du mur bahut ne doit pas dépasser 0,20 mètre.
- soit par une haie vive, doublée ou non d'un grillage, avec ou sans soubassement.

- Clôtures sur limites séparatives :

Elles ne doivent pas dépasser une hauteur maximale de 1,80 mètre.

Elles doivent être constituées :

- soit par un mur plein traité dans les mêmes matériaux et enduit sur les deux faces ;
- soit par une haie vive, doublée ou non d'un grillage, avec ou sans soubassement.

ARTICLE U12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. Ces besoins doivent être déterminés en fonction du type et de la destination des constructions et de leur fréquentation, et notamment, pour les constructions les plus courantes, par référence aux normes habituelles ci-après :

CONSTRUCTIONS A USAGE D'HABITATION :

- il est exigé une place de stationnement pour 90 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par logement.

CONSTRUCTIONS A USAGE DE COMMERCE :

- il est exigé une place de stationnement pour 20 m² de surface de vente avec un minimum de 1 place par commerce.

CONSTRUCTIONS A USAGE D'ACTIVITES ARTISANALES, INDUSTRIELLES ET DE BUREAUX

- il est exigé une place de stationnement pour 30 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par activité.

CONSTRUCTIONS A USAGE D'ENTREPOTS

- il est exigé une place de stationnement pour 100 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par entrepôt.

En outre, doivent être aménagés les espaces nécessaires à l'évolution et au stationnement des véhicules de livraison et de service.

La création d'une aire de stationnement pour les deux-roues est obligatoire pour les opérations d'ensemble de plus de 10 unités foncières et les équipements publics ou d'intérêt collectif.

MODALITES DE CALCUL DU NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT

Le nombre de places de stationnement exigé constitue une norme minimale et toute tranche commencée donne lieu à l'application de la norme.

Lorsque le nombre de places obtenu en application des règles précédentes est fractionné, il est arrondi au nombre entier supérieur.

Lorsqu'un projet comporte plusieurs destinations au sens du présent règlement, les places de stationnement se calculent par rapport à la destination principale de la construction.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

ARTICLE U13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

La végétation existante doit être maintenue ou remplacée par des plantations au moins équivalentes.

Sur chaque unité foncière, 10 % au moins de la surface totale doivent être aménagés en espace vert (jardin planté d'arbres d'essence locale et gazonné).

Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre d'essence locale au moins pour 4 emplacements.

ARTICLE U14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

- Dans la zone UI :
 - non réglementé.
- Dans le secteur Ulzc :
 - La Surface de Plancher De Construction autorisée sur l'ensemble du secteur est de 99 600 m².

ARTICLE U15 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**15.1 – RECOURS AUX ENERGIES RENOUVELABLES ET AUX ECO-CONSTRUCTIONS**

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

15.2 – GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les espaces de rétention à ciel ouvert doivent faire l'objet d'un traitement paysager.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage...).

15.3 – ECLAIRAGE PUBLIC :

L'éclairage public doit être conçu pour offrir la meilleure efficacité énergétique et faire l'objet d'une approche globale et d'un traitement différencié selon son positionnement. Sauf en cas d'impossibilité technique, chaque projet doit comporter un dispositif visant à réguler l'intensité de l'éclairage public.

ARTICLE U16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Pour les nouvelles constructions, le raccordement aux réseaux de communication électronique haut débit ou très haut débit est obligatoire lorsqu'ils existent.

ZONE AU

CARACTERE DE LA ZONE

La zone AU est une zone naturelle peu équipée ou non équipée et située en continuité des quartiers urbanisés. Elle est destinée principalement à une urbanisation à vocation d'habitat.

ARTICLE AU1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions et installations liées aux activités agricoles ou forestières ;
- les constructions et installations à usage d'activités polluantes, nuisibles ou dangereuses pour le voisinage à l'exception des installations mentionnées à l'article AU2 ;
- les terrains de camping et de caravanning et les parcs résidentiels de loisirs ;
- les habitations légères de loisirs (bungalows) ;
- les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes, les parcs d'attractions et les terrains de sports motorisés ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières et les décharges ;
- les affouillements et les exhaussements du sol non liés à une opération autorisée.

ARTICLE AU2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions et installations à condition qu'elles soient réalisées dans le cadre d'une opération d'ensemble à dominante d'habitat portant sur la totalité du secteur et s'inscrire dans les orientations d'aménagement définies par le P.L.U. ;
- les constructions et les installations à usage artisanal ainsi que les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration et nécessaires à la vie des habitants à condition qu'elles soient compatibles avec le caractère de la zone et des lieux avoisinants et qu'elles ne soient pas source de nuisances pour l'environnement ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent respecter les prescriptions du P.P.R.N. ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et aux fossés mères depuis le haut des berges.

ARTICLE AU3 - ACCES ET VOIRIE

Les règles d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite doivent être respectées.

Les accès et les voiries doivent respecter les orientations d'aménagement définies par le P.L.U.

3.1 - ACCES

Tout terrain qui ne dispose pas d'issue ou d'une issue suffisante pour accéder à la voie publique est inconstructible à moins que son propriétaire ne dispose d'une servitude de passage sur le sol et dans le sous-sol (canalisations) instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil.

L'accès des constructions doit être aménagé de façon à ne pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies et espaces publics ou pour toute celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit s'apprécier, compte tenu notamment de la position des accès de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Dans le cas de l'implantation d'un portail, un retrait de 5 mètres minimum pourra être demandé, au droit de l'accès automobile.

Les caractéristiques des accès doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics.

Le nombre des accès sur la voie publique peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les accès doivent être adaptés à la nature et à l'importance des usages qu'ils supportent et des opérations qu'ils desservent et aménagés de façon à apporter la moindre gêne et le moindre risque pour la circulation publique automobile, cycliste, piétonnière et des personnes à mobilité réduite.

3.2 - VOIRIE

Le présent article s'applique aux voies qui sont destinées à accéder aux constructions et à être incorporées au domaine public routier ou qui resteront privées ouvertes à la circulation publique. Elles doivent avoir des caractéristiques techniques (dimension, équipement et forme) adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et, notamment, répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics. Elles doivent notamment être équipées de trottoirs et de stationnement pour les usagers.

Les voies en impasse doivent comporter un dispositif de retournement permettant aux véhicules lourds de manœuvrer et de faire demi-tour.

L'ouverture de voies nouvelles publiques ou privées et, le cas échéant, l'aménagement de voies existantes doivent respecter les largeurs et types de profils définis dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). A défaut, l'ouverture de voies nouvelles, destinées à être incorporées à la voirie publique ou à rester dans le domaine privé mais ouvertes à la circulation publique sont soumises aux conditions suivantes :

Largeur de plateforme

- 9 mètres pour les voies à un seul sens de circulation ;
- 12 mètres pour les voies à double sens de circulation.

Largeur de chaussée

- 4 mètres pour les voies à un seul sens de circulation ;
- 5,50 mètres pour les voies à double sens de circulation.



Trottoirs

Les trottoirs auront une largeur de passage libre de 1,50 m, hors mobilier urbain et plantations d'alignement. S'ils sont équipés de candélabres, la largeur sera portée à 2,00 m

3.3 – PISTE CYCLABLE ET CHEMINS PIETONNIERS

L'ouverture de pistes cyclables et de chemins piétonniers pourra être exigée, notamment pour assurer la desserte du quartier ou celle des équipements publics.

La largeur minimale des pistes cyclables doit être de 1,50 mètre pour les voies cyclables unidirectionnelles et de 3 mètres pour les voies cyclables bidirectionnelles.

La largeur minimale des chemins piétonniers doit être de 1,50 mètre.

ARTICLE AU4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

Dans les opérations d'ensemble, le nombre, la contenance, le débit et l'implantation des points d'eau pour la défense incendie doivent être déterminés en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Hautes-Pyrénées.

4.2 - ASSAINISSEMENT

1 - Eaux usées :

Toute construction ou installation qui requiert une évacuation des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées autres que domestiques dans le réseau, si elle est autorisée, est subordonnée à un pré-traitement approprié.

2 - Eaux pluviales, irrigation et drainage :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) doivent être dimensionnés sur une base de calcul qui ne peut pas être inférieure à 3 litres/seconde/ha. Ils sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

La gestion des eaux pluviales devra se faire à la parcelle afin que les aménagements et les constructions puissent intégrer, dans la mesure du possible, des dispositions techniques alternatives telles que le stockage, la récupération des eaux de toitures (citernes, bacs, ...) pour une utilisation aux fins d'arrosage ou d'usages techniques sans rapport avec l'hygiène et l'alimentation.

Les eaux issues des parkings (de plus de 10 places) subiront un traitement de débouage, déshuilage, avant rejet dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, le rejet doit se faire dans les aménagements autorisés.

4.3 - ELECTRICITE – TELECOMMUNICATION :

Les réseaux électriques de distribution d'énergie et de télécommunication doivent être réalisés en souterrain pour les opérations d'ensemble et, dans la mesure du possible, pour les constructions individuelles.

Les locaux et les installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards...) nécessaires au fonctionnement des réseaux doivent être intégrés aux constructions (bâtiments, murs de clôtures...).

4.4 – ECLAIRAGE PUBLIC :

Dans les opérations d'ensemble, un réseau d'éclairage public des circulations publiques doit être prévu. Le réseau d'alimentation des luminaires doit être souterrain.

4.5 - ORDURES MENAGERES

Dans les opérations d'ensemble de 10 lots et plus, des conteneurs enfouis pour les ordures ménagères et le tri sélectif doivent être installés sur un espace situé à proximité de l'axe de circulation le plus implorant et disposant d'une place de stationnement.

Dans les opérations d'ensemble de moins de 10 lots ou si impossibilité technique, un local réservé au stockage d'une superficie suffisante pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des ordures ménagères doit être prévu. De plus, une aire de présentation différenciée de l'aire de stockage doit être aménagée en limite du domaine public.

ARTICLE AU5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE AU6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Les règles suivantes sont applicables aux voies publiques et emprises publiques ainsi qu'aux voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun.

La façade des constructions et installations doit être implantée :

- soit à l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer ;
- soit à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres, à condition que l'alignement soit matérialisé par une clôture établie sur les caractéristiques définies à l'article 11.

Les piscines doivent être implantées à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres. Cette distance est calculée à partir du bassin.

ARTICLE AU7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Par dérogation à l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles suivantes s'appliquent aux nouvelles parcelles nées des divisions foncières suivantes : lotissement et construction, sur un même terrain de plusieurs bâtiments dont le terrain doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

A l'intérieur d'une bande de 15 mètres mesurés à partir de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer, les constructions et installations doivent être implantées :

- soit d'une limite séparative aboutissant aux voies à l'autre limite séparative aboutissant également à la voie (ordre continu) ;
- soit sur une seule limite séparative aboutissant aux voies (ordre semi continu). Dans ce cas, la distance entre la construction ou l'installation et l'autre limite séparative ne doit pas être inférieure à 3 mètres.

Au-delà de la bande d'implantation de 15 mètres, mesurée à partir de l'alignement, les constructions et installations peuvent s'implanter :

- à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur (prospect), sans toutefois être inférieure à 4 mètres ;
- sur la limite séparative, si la hauteur de la construction au droit de cette limite ne dépasse pas 3,50 mètres à l'égout du toit, mesurée à partir du terrain naturel de la propriété, et si la pente de la couverture, dans une bande de 4 m mesurée à partir de la limite séparative, s'inscrit sous un pan à 45°. Au-delà tout point de la construction devra respecter le prospect (hauteur/2).

Ces dispositions ne sont pas exigées pour l'aménagement et la reconstruction à l'identique de bâtiments ou d'installations existants.

Les piscines doivent être implantées à une distance des limites séparatives au moins égale à 2 mètres. Cette distance est calculée à partir du bassin.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées sur les limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 mètres.

ARTICLE AU8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE AU9 - EMPRISE AU SOL

Dans la bande d'implantation des 15 mètres, il n'est pas fixé de Coefficient d'Emprise au Sol.

Au-delà de la bande des 15 mètres, le Coefficient d'Emprise au Sol est fixé à 0,50 pour l'ensemble des constructions et installations autorisées.

ARTICLE AU10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions et installations doit s'harmoniser avec le cadre dans lequel elles s'intègrent.

Dans la bande d'implantation des 15 mètres, les constructions et installations ne peuvent pas dépasser une hauteur de 13 mètres de façade et de 18 mètres au faîtage.

Au-delà de la bande des 15 mètres, la hauteur des constructions et installations autorisées ne doit pas dépasser 9 mètres de façade et 12 mètres au faîtage.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

ARTICLE AU11 - ASPECT EXTERIEUR

11.1 PRINCIPE D'INSERTION AU PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL ENVIRONNANT, EXISTANT OU FUTUR

Tout projet de construction ou d'aménagement dans son ensemble, comme dans chacune de ses composantes (parti architectural, rythme, proportions, matériaux, couleurs...) doit s'inspirer du caractère du site où il doit s'insérer. Le volet paysager du dossier s'attachera à identifier ce caractère et à justifier le parti architectural d'ensemble retenu.

Les propositions architecturales doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des quartiers dans lesquels les projets s'inscrivent. Elles peuvent être justifiées par la prise en compte, d'une part, de références architecturales présentes sur le territoire tarbais, sans verser sur le mimétisme, soit d'autre part, au terme d'une recherche visant à l'introduction d'une plus grande diversité architecturale en cohérence avec le site où elle s'inscrit. Elles peuvent aussi se composer dans un rapport à des éléments notables du paysage environnant (édifice, aménagement urbain ...).

- a) Si la parcelle est dans un angle d'îlot, notamment si l'angle forme un éperon, l'angle fera l'objet d'un traitement qui le mettra en valeur.
- b) Si un bâtiment présente un linéaire de façade important, la composition verticale de la façade sera hiérarchisée en séquences.

- c) Si des éléments notables du paysage sont présents sur le site (édifices, forme urbaine, aménagement urbain, perspectives, parcs, sites naturels,...), l'organisation fonctionnelle du projet devra les prendre en compte, dans la limite de la compatibilité au programme des travaux.
- d) La hiérarchie verticale des façades peut se prolonger en couverture. Il n'est pas fait obstacle à la création d'éléments particuliers de grande dimension s'ils sont justifiés dans la composition ou dans la relation de la composition à son environnement urbain, proche ou lointain.

11.2 PRINCIPE DE COMPOSITION ARCHITECTURALE

- a) **Ordonnancement** : Les façades seront ordonnancées horizontalement et verticalement. Les hiérarchies seront rendus lisibles.
- b) **Lignes de forces des constructions contigües** : Le projet s'efforcera d'intégrer dans la composition des façades les lignes de forces horizontales des bâtiments contigus.
- c) **Percements/Ouvertures** : Les percements et ouvertures s'efforceront d'être hiérarchisés dimensionnellement de telle sorte de distinguer les fonctions importantes des secondaires. Les fenêtres devront avoir des proportions verticales affirmées.
- d) **Balcons/Loggias et autres éléments architecturaux** : Les balcons, loggias, bow-windos, terrasses, qu'elles soient en RDC, en entre sol, ou en élévation, quand ils sont présents dans les projets seront intégrés comme éléments importants de la composition des façades.
- e) **Couvertures (formes matériaux)** : L'emploi du type de couverture dominante sur un site doit être privilégié. Toutefois il n'est pas fait obstacle à l'utilisation d'autres formes s'il est justifié par le parti architectural d'insertion.

11.3 LES MODIFICATIONS ET EXTENSION, DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Dés lors qu'une construction présente un intérêt architectural, au regard notamment, de son parti urbain, des matériaux, de sa composition, de son ordonnancement, tous les travaux réalisés, y compris les ravalements, doivent mettre en valeur les caractéristiques de ladite construction.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation d'extensions de conception architecturale contemporaine.

11.4 FAÇADES ET MURS EXTERIEURS

Toutes les façades, murs extérieurs, y compris les pignons, gaines, conduits exhausés, équipements divers doivent être traités et composées avec le même soin que les façades sur rue.

11.5 LES COULEURS ET LES MATERIAUX

Le projet doit comporter une étude de coloration valorisant la composition architecturale.

Les enduits traditionnels multicouches colorés, soit dans la masse, soit par badigeon ou peinture minérale, doivent être privilégiés.

Les enduits monocouches à parement grattés sont interdits.

11.6 LES SAILLIES SUR ALIGNEMENT

Les saillies par rapport à l'alignement sont admises si elles répondent à une intention claire et justifiée d'organisation, de composition architecturale, de compensation d'une inflexion très prononcée de l'alignement du domaine public.

Il n'est pas fait obstacle à des saillies sur l'alignement du domaine public si elles résultent d'une démarche de développement durable, de qualité environnementale concernant l'aspect extérieur des constructions (performance thermique par isolation thermique par l'extérieur, performance énergétique des ouvertures et occultations). Toutefois, la saillie ne doit pas avoir pour effet de réduire la conformité du domaine public, notamment la largeur du trottoir, vis-à-vis des règles d'accessibilités pour les personnes à mobilité réduite.

11.7 LES LOCAUX, OUVRAGES OU INSTALLATIONS TECHNIQUE INSTALLES EN COUVERTURE

Les locaux, ouvrages ou installations techniques, doivent être regroupés, habillés et intégrés à la composition architecturale.

Sur les constructions neuves l'implantation des capteurs solaires doivent obligatoirement être intégrés dans la composition de la toiture. Ils s'inséreront dans la couverture de l'égout jusqu'au faîtage, sans présenter de saillie de couverture.

Une implantation différente pourra être admise pour les dispositifs installés sur des constructions existantes dont les toits sont ponctués par des ouvrages (souche de cheminée, lucarnes...)

Les antennes, paraboles, paratonnerres, doivent être regroupés et intégrés à la composition architecturale.

11.8 LES CLOTURES

Clôtures sur voies publiques et emprises publiques ainsi que sur voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun :

- Les clôtures opaques ne devront pas dépasser 2 mètres. Elles seront constituées par un mur maçonné, surmonté le cas échéant, d'une grille de fer ou d'autres éléments (masque métallique plein ou ajouré, claustras,...). Le mur sera enduit sur ces deux faces. Les extrémités au droit des raccordements aux limites séparatives aboutissant à la voie, des accès véhicules, piétons et autres, seront marquées par un décrochement en saillie sur l'alignement.

11.9 LOCAUX INSTALLATIONS TECHNIQUES IMPLANTES EN RDC

Les locaux techniques et installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards, aire de conteneurs, local à conteneur...) destinés à recevoir les divers équipements nécessaires à la construction, doivent être intégrés aux constructions.

L'impossibilité technique doit être justifiée. Dans ce cas, leur traitement devra permettre leur bonne insertion dans l'environnement et participer ainsi à sa mise en valeur.

11.10 LES ESPACES LIBRES.

Les projets de construction, en ordre semi-continu ou lorsque les façades s'implantent en retrait par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées, ou emprises publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique, doivent être aménagés dans une perspective de valorisation paysagère et fonctionnelle.

Les espaces libres en fond de parcelle recevront une fonction spécifique.

ARTICLE AU12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. Ces besoins doivent être déterminés en fonction du type de constructions et de leur fréquentation, et notamment, pour les constructions les plus courantes, par référence aux normes habituelles ci-après :

CONSTRUCTIONS A USAGE D'HABITATION :

- il est exigé une place de stationnement pour 60 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par logement.

CONSTRUCTIONS A USAGE DE COMMERCE :

- il est exigé une place de stationnement pour 20 m² de surface de vente.

CONSTRUCTIONS A USAGE D'ACTIVITES ARTISANALES, INDUSTRIELLES ET DE BUREAUX

- il est exigé une place de stationnement pour 30 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par activité.

CONSTRUCTIONS A USAGE D'HEBERGEMENT HOTELIER :

- il est exigé une place de stationnement par chambre.

En outre, doivent être aménagés les espaces nécessaires à l'évolution et au stationnement des véhicules de livraison et de service.

Dans les opérations d'ensemble de plus de 10 unités foncières ainsi que les équipements publics ou d'intérêt collectif, la création d'une aire de stationnement pour les deux-roues est obligatoire.

MODALITES DE CALCUL DU NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT

Le nombre de places de stationnement exigé constitue une norme minimale et toute tranche commencée donne lieu à l'application de la norme.

Lorsque le nombre de places obtenu en application des règles précédentes est fractionné, il est arrondi au nombre entier supérieur.

Lorsqu'un projet comporte plusieurs destinations au sens du présent règlement, les places de stationnement se calculent par rapport à la destination principale de la construction.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

ARTICLE AU13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

La végétation existante doit être maintenue ou remplacée par des plantations au moins équivalentes.

Sur chaque unité foncière, 10 % au moins de la surface totale doivent être aménagés en espace vert (jardin planté d'arbres d'essence locale et gazonné).

Dans les opérations d'ensemble de plus de 10 unités foncières :

- 10 % au moins de la superficie de l'opération doivent être aménagés en espace(s) libre(s) commun(s) respectant les orientations d'aménagement définies par le P.L.U. Ces espaces doivent être plantés d'arbres d'essence locale et ne peuvent être inférieurs à 200 m² ;
- toutes les voies publiques ou privées doivent être plantées d'arbres d'essence locale à raison d'un plant tous les 10 mètres.

Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre d'essence locale au moins pour 4 emplacements.

ARTICLE AU14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE AU15 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**15.1 – RECOURS AUX ENERGIES RENOUVELABLES ET AUX ECO-CONSTRUCTIONS**

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

15.2 – GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les espaces de rétention à ciel ouvert doivent faire l'objet d'un traitement paysager.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage...).

15.3 – ECLAIRAGE PUBLIC :

L'éclairage public doit être conçu pour offrir la meilleure efficacité énergétique et faire l'objet d'une approche globale et d'un traitement différencié selon son positionnement. Sauf en cas d'impossibilité technique, chaque projet doit comporter un dispositif visant à réguler l'intensité de l'éclairage public.

ARTICLE AU16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Pour les nouvelles constructions, le raccordement aux réseaux de communication électronique haut débit ou très haut débit est obligatoire lorsqu'ils existent.

ZONE 2AU

CARACTERE DE LA ZONE

C'est une zone naturelle non équipée. L'ouverture à l'urbanisation et les conditions d'aménagement de cette zone seront fixées ultérieurement par modification ou révision du P.L.U.

ARTICLE 2AU1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Toutes les constructions et installations autres que celles mentionnées à l'article 2AU2.

ARTICLE 2AU2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- les extensions des constructions existantes ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent respecter les prescriptions du P.P.R.N. ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et aux fossés mères depuis le haut des berges.

ARTICLE 2AU3 - ACCES ET VOIRIE

Non réglementé.

ARTICLE 2AU4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

Non réglementé.

ARTICLE 2AU5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE 2AU6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les règles suivantes sont applicables aux voies publiques et emprises publiques ainsi qu'aux voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun.

Les constructions et installations doivent être implantées à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 15 mètres.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées à l'alignement ou à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres.

ARTICLE 2AU7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions et installations doivent être implantées à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 5 mètres.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées sur les limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 mètres.

ARTICLE 2AU8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE 2AU9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 2AU10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé.

ARTICLE 2AU11 - ASPECT EXTERIEUR

Non réglementé.

ARTICLE 2AU12 - STATIONNEMENT

Non réglementé.

ARTICLE 2AU13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Non réglementé.

ARTICLE 2AU14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 2AU15 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé.

ARTICLE 2AU16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

ZONE N

CARACTERE DE LA ZONE

La zone N regroupe les secteurs à dominante naturelle de la commune.

Elle comprend le secteur suivant :

- Nh, secteur correspondant à de l'habitat diffus dans des zones faiblement équipées.

ARTICLE N1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Toutes les constructions et installations autres que celles mentionnées à l'article N2.

ARTICLE N2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- Dans la zone N :
 - toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent respecter les prescriptions du P.P.R.N. ;
 - toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et fossés mères depuis le haut des berges ;
 - les ouvrages techniques à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ;
 - les constructions et installations liées et nécessaires à l'exploitation de la voie ferrée, à sa mise en sécurité ainsi que les affouillements et les exhaussements, dépôts de matériaux et les installations classées strictement liées à l'exploitation de la voie ferrée ;
 - l'aménagement et les travaux ayant pour effet de modifier l'aspect extérieur des constructions existantes sans changement de destination à condition qu'ils ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.
- Dans le secteur Nh :
 - toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent respecter les prescriptions du P.P.R.N. ;
 - toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et fossés mères depuis le haut des berges ;
 - les ouvrages techniques à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ;
 - l'aménagement et le changement de destination des constructions existantes à condition qu'il ne soit pas lié à des activités polluantes, nuisibles ou dangereuses pour le voisinage ;
 - une seule extension par construction existante (à partir de la date de publication du Plan Local d'Urbanisme) à condition qu'elle ne dépasse pas 60 m² de Surface de Plancher de Construction et qu'elle ne porte atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages ;
 - les annexes des constructions d'habitation existantes (garage de 40 m² maximum, piscine et abris de jardin).

ARTICLE N3 - ACCES ET VOIRIE

Les règles d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite doivent être respectées.

3.1 - ACCES

Tout terrain qui ne dispose pas d'issue ou d'une issue suffisante pour accéder à la voie publique est inconstructible à moins que son propriétaire ne dispose d'une servitude de passage sur le sol et dans le sous-sol (canalisations) instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil.

L'accès des constructions doit être aménagé de façon à ne pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies et espaces publics ou pour toute celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit s'apprécier, compte tenu notamment de la position des accès de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Dans le cas de l'implantation d'un portail, un retrait de 5 mètres minimum pourra être demandé, au droit de l'accès automobile.

Les caractéristiques des accès doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics.

Le nombre des accès sur la voie publique peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les accès doivent être adaptés à la nature et à l'importance des usages qu'ils supportent et des opérations qu'ils desservent et aménagés de façon à apporter la moindre gêne et le moindre risque pour la circulation publique automobile, cycliste, piétonnière et des personnes à mobilité réduite.

3.2 - VOIRIE

Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics.

ARTICLE N4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

4.2 - ASSAINISSEMENT

1 - Eaux usées :

Toute construction ou installation qui requiert une évacuation des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement s'il existe.

L'évacuation des eaux usées autres que domestiques dans le réseau, si elle est autorisée, est subordonnée à un pré-traitement approprié.

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement individuel est autorisé à condition que les dispositifs de traitement soient conformes à la législation en vigueur. Une étude géologique pourra être demandée.

Les dispositifs d'assainissement individuel doivent être conçus de façon à pouvoir être mis hors circuit et raccordés au réseau public quand celui-ci sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés (ou égouts d'eaux pluviales) est interdite.

2 - Eaux pluviales, irrigation et drainage :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) doivent être dimensionnés sur une base de calcul qui ne peut pas être inférieure à 3 litres/seconde/ha. Ils sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

La gestion des eaux pluviales devra se faire à la parcelle afin que les aménagements et les constructions puissent intégrer, dans la mesure du possible, des dispositions techniques alternatives telles que le stockage, la récupération des eaux de toitures (citernes, bacs, ...) pour une utilisation aux fins d'arrosage ou d'usages techniques sans rapport avec l'hygiène et l'alimentation.

Les eaux issues des parkings (de plus de 10 places) subiront un traitement de débouage, déshuilage, avant rejet dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, le rejet doit se faire dans les aménagements autorisés.

ARTICLE N5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE N6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les règles suivantes sont applicables aux voies publiques et emprises publiques ainsi qu'aux voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun.

Les constructions et installations doivent être implantées à une distance au moins égale à 25 mètres de l'axe des routes départementales.

Les constructions et installations doivent être implantées à une distance au moins égale à 10 mètres de l'axe des autres voies et emprises existantes ou à créer.

ARTICLE N7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions et installations peuvent être implantées en limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 mètres.

ARTICLE N8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE N9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE N10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Définition de la hauteur : la hauteur des constructions est mesurée entre le niveau du sol naturel et l'égout du toit.

La hauteur des constructions et installations ne doit pas dépasser 7 mètres.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

ARTICLE N11 - ASPECT EXTERIEUR

11.1 PRINCIPE D'INSERTION AU PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL ENVIRONNANT, EXISTANT OU FUTUR

Tout projet de construction ou d'aménagement dans son ensemble, comme dans chacune de ses composantes (parti architectural, rythme, proportions, matériaux, couleurs...) doit s'inspirer du caractère du site où il doit s'insérer. Le volet paysager du dossier s'attachera à identifier ce caractère et à justifier le parti architectural d'ensemble retenu.

Les propositions architecturales doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des quartiers dans lesquels les projets s'inscrivent. Elles peuvent être justifiées par la prise en compte, d'une part, de références architecturales présentes sur le territoire tarbais, sans verser sur le mimétisme, soit d'autre part, au terme d'une recherche visant à l'introduction d'une plus grande diversité architecturale en cohérence avec le site où elle s'inscrit. Elles peuvent aussi se composer dans un rapport à des éléments notables du paysage environnant (édifice, aménagement urbain ...).

- a) Si la parcelle est dans un angle d'îlot, notamment si l'angle forme un éperon, l'angle fera l'objet d'un traitement qui le mettra en valeur.
- b) Si un bâtiment présente un linéaire de façade important, la composition verticale de la façade sera hiérarchisée en séquences.
- c) Si des éléments notables du paysage sont présents sur le site (édifices, forme urbaine, aménagement urbain, perspectives, parcs, sites naturels,...), l'organisation fonctionnelle du projet devra les prendre en compte, dans la limite de la compatibilité au programme des travaux.
- d) La hiérarchie verticale des façades peut se prolonger en couverture. Il n'est pas fait obstacle à la création d'éléments particuliers de grande dimension s'ils sont justifiés dans la composition ou dans la relation de la composition à son environnement urbain, proche ou lointain.

11.2 PRINCIPE DE COMPOSITION ARCHITECTURALE

- a) **Ordonnancement** : Les façades seront ordonnancées horizontalement et verticalement. Les hiérarchies seront rendus lisibles.
- b) **Lignes de forces des constructions contigües** : Le projet s'efforcera d'intégrer dans la composition des façades les lignes de forces horizontales des bâtiments contigus.
- c) **Percements/Ouvertures** : Les percements et ouvertures s'efforceront d'être hiérarchisés dimensionnellement de telle sorte de distinguer les fonctions importantes des secondaires. Les fenêtres devront avoir des proportions verticales affirmées.
- d) **Balcons/Loggias et autres éléments architecturaux** : Les balcons, loggias, bow-windows, terrasses, qu'elles soient en RDC, en entre sol, ou en élévation, quand ils sont présents dans les projets seront intégrés comme éléments importants de la composition des façades.
- e) **Couvertures (formes matériaux)** : L'emploi du type de couverture dominante sur un site doit être privilégié. Toutefois il n'est pas fait obstacle à l'utilisation d'autres formes s'il est justifié par le parti architectural d'insertion.

11.3 LES MODIFICATIONS ET EXTENSION, DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Dés lors qu'une construction présente un intérêt architectural, au regard notamment, de son parti urbain, des matériaux, de sa composition, de son ordonnancement, tous les travaux réalisés, y compris les ravalements, doivent mettre en valeur les caractéristiques de la dite construction.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation d'extensions de conception architecturale contemporaine.

11.4 FAÇADES ET MURS EXTERIEURS

Toutes les façades, murs extérieurs, y compris les pignons, gaines, conduits exhausés, équipements divers doivent être traités et composés avec le même soin que les façades sur rue.

11.5 LES COULEURS ET LES MATERIAUX

Le projet doit comporter une étude de coloration valorisant la composition architecturale.

Les enduits traditionnels multicouches colorés, soit dans la masse, soit par badigeon ou peinture minérale, doivent être privilégiés.

Les enduits monocouches à parement grattés sont interdits.

11.6 LES SAILLIES SUR ALIGNEMENT

Les saillies par rapport à l'alignement sont admises si elles répondent à une intention claire et justifiée d'organisation, de composition architecturale, de compensation d'une inflexion très prononcée de l'alignement du domaine public.

Il n'est pas fait obstacle à des saillies sur l'alignement du domaine public si elles résultent d'une démarche de développement durable, de qualité environnementale concernant l'aspect extérieur des constructions (performance thermique par isolation thermique par l'extérieur, performance énergétique des ouvertures et occultations). Toutefois, la saillie ne doit pas avoir pour effet de réduire la conformité du domaine public, notamment la largeur du trottoir, vis-à-vis des règles d'accessibilités pour les personnes à mobilité réduite.

11.7 LES LOCAUX, OUVRAGES OU INSTALLATIONS TECHNIQUE INSTALLES EN COUVERTURE

Les locaux, ouvrages ou installations techniques, doivent être regroupés, habillés et intégrés à la composition architecturale.

Sur les constructions neuves l'implantation des capteurs solaires doivent obligatoirement être intégrés dans la composition de la toiture. Ils s'inséreront dans la couverture de l'égout jusqu'au faîtage, sans présenter de saillie de couverture.

Une implantation différente pourra être admise pour les dispositifs installés sur des constructions existantes dont les toits sont ponctués par des ouvrages (souche de cheminée, lucarnes...)

Les antennes, paraboles, paratonnerres, doivent être regroupés et intégrés à la composition architecturale.

11.8 LES CLOTURES

Clôtures sur voies publiques et emprises publiques ainsi que sur voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun :

- Les clôtures opaques ne devront pas dépasser 2 mètres. Elles seront constituées par un mur maçonné, surmonté le cas échéant, d'une grille de fer ou d'autres éléments (masque métallique plein ou ajouré, claustras,...). Le mur sera enduit sur ces deux faces. Les extrémités au droit des raccordements aux limites séparatives aboutissant à la voie, des accès véhicules, piétons et autres, seront marquées par un décrochement en saillie sur l'alignement.

11.9 LOCAUX INSTALLATIONS TECHNIQUES IMPLANTES EN RDC

Les locaux techniques et installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards, aire de conteneurs, local à conteneur...) destinés à recevoir les divers équipements nécessaires à la construction, doivent être intégrés aux constructions.

L'impossibilité technique doit être justifiée. Dans ce cas, leur traitement devra permettre leur bonne insertion dans l'environnement et participer ainsi à sa mise en valeur.

11.10 LES ESPACES LIBRES.

Les projets de construction, en ordre semi-continu ou lorsque les façades s'implantent en retrait par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées, ou emprises publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique, doivent être aménagés dans une perspective de valorisation paysagère et fonctionnelle.

Les espaces libres en fond de parcelle recevront une fonction spécifique.

ARTICLE N12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. Ces besoins doivent être déterminés en fonction du type de constructions et de leur fréquentation, et notamment, pour les constructions les plus courantes, par référence aux normes habituelles ci-après. Le calcul du nombre de places nécessaires doit être effectué par rapport à la destination principale de la construction.

CONSTRUCTIONS A USAGE D'HABITATION :

- il est exigé une place de stationnement pour 50 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par logement.

CONSTRUCTIONS A USAGE D'ACTIVITES :

- il est exigé une place de stationnement pour 30 m² de Surface de Plancher De Construction, avec un minimum de 1 place par activité.

En outre, doivent être aménagés les espaces nécessaires à l'évolution et au stationnement des véhicules de livraison et de service.

Dans les opérations d'ensemble de plus de 10 unités foncières ainsi que les équipements publics ou d'intérêt collectif, la création d'une aire de stationnement pour les deux-roues est obligatoire

MODALITES DE CALCUL DU NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT

Le nombre de places de stationnement exigé constitue une norme minimale et toute tranche commencée donne lieu à l'application de la norme.

Lorsque le nombre de places obtenu en application des règles précédentes est fractionné, il est arrondi au nombre entier supérieur.

Lorsqu'un projet comporte plusieurs destinations au sens du présent règlement, les places de stationnement se calculent par rapport à la destination principale de la construction.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

ARTICLE N13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

La végétation existante doit être maintenue ou remplacée par des plantations au moins équivalentes. Les espaces non bâtis doivent être plantés d'arbres d'essence locale.

ARTICLE N14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE N15 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**15.1 – RECOURS AUX ENERGIES RENOUVELABLES ET AUX ECO-CONSTRUCTIONS**

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

15.2 – GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les espaces de rétention à ciel ouvert doivent faire l'objet d'un traitement paysager.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage...).

ARTICLE N16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Pour les nouvelles constructions, le raccordement aux réseaux de communication électronique haut débit ou très haut débit est obligatoire lorsqu'ils existent.

ZONE A

CARACTERE DE LA ZONE

La zone A correspond aux espaces agricoles de la commune.

ARTICLE A1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Toutes les constructions et installations autres que celles mentionnées à l'article A2.

ARTICLE A2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- les ouvrages techniques à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- les constructions et installations liées et nécessaires à l'exploitation de la voie ferrée, à sa mise en sécurité ainsi que les affouillements et les exhaussements, dépôts de matériaux et les installations classées strictement liées à l'exploitation de la voie ferrée ;
- les constructions et installations à condition qu'elles soient nécessaires aux exploitations agricoles ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent respecter les prescriptions du P.P.R.N. ;
- toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et aux fossés mères depuis le haut des berges.

ARTICLE A3 - ACCES ET VOIRIE

Les règles d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite doivent être respectées.

3.1 - ACCES

Tout terrain qui ne dispose pas d'issue ou d'une issue suffisante pour accéder à la voie publique est inconstructible à moins que son propriétaire ne dispose d'une servitude de passage sur le sol et dans le sous-sol (canalisations) instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil.

L'accès des constructions doit être aménagé de façon à ne pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies et espaces publics ou pour toute celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit s'apprécier, compte tenu notamment de la position des accès de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Dans le cas de l'implantation d'un portail, un retrait de 5 mètres minimum pourra être demandé, au droit de l'accès automobile.

Les caractéristiques des accès doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics.

Le nombre des accès sur la voie publique peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les accès doivent être adaptés à la nature et à l'importance des usages qu'ils supportent et des opérations qu'ils desservent et aménagés de façon à apporter la moindre gêne et le moindre risque pour la circulation publique automobile, cycliste, piétonnière et des personnes à mobilité réduite.

3.2 - VOIRIE

Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile ainsi que la circulation des véhicules des services publics.

ARTICLE A4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 - EAU

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

4.2 - ASSAINISSEMENT

1 - Eaux usées :

Toute construction ou installation qui requiert une évacuation des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement s'il existe.

L'évacuation des eaux usées autres que domestiques dans le réseau, si elle est autorisée, est subordonnée à un pré-traitement approprié.

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement individuel est autorisé à condition que les dispositifs de traitement soient conformes à la législation en vigueur. Une étude géologique pourra être demandée.

Les dispositifs d'assainissement individuel doivent être conçus de façon à pouvoir être mis hors circuit et raccordés au réseau public quand celui-ci sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés (ou égouts d'eaux pluviales) est interdite.

2 - Eaux pluviales, irrigation et drainage :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas d'insuffisance de ce dernier, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) doivent être dimensionnés sur une base de calcul qui ne peut pas être inférieure à 3 litres/seconde/ha. Ils sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

La gestion des eaux pluviales devra se faire à la parcelle afin que les aménagements et les constructions puissent intégrer, dans la mesure du possible, des dispositions techniques alternatives telles que le stockage, la récupération des eaux de toitures (citernes, bacs, ...) pour une utilisation aux fins d'arrosage ou d'usages techniques sans rapport avec l'hygiène et l'alimentation.

ARTICLE A5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE A6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les règles suivantes sont applicables aux voies publiques et emprises publiques ainsi qu'aux voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun.

Les constructions et installations doivent être implantées à une distance au moins égale à 25 mètres de l'axe des routes départementales.

Les constructions et installations doivent être implantées à une distance au moins égale à 10 mètres de l'axe des autres voies et emprises existantes ou à créer.

ARTICLE A7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions et installations doivent être implantées à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 mètres.

ARTICLE A8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE A9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE A10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions et installations ne doit pas dépasser 16 mètres au faîtage.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

ARTICLE A11 - ASPECT EXTERIEUR

Les constructions et installations doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager.

Pour être autorisé, tout projet de construction nouvelle ou d'aménagement de construction déjà existante, doit garantir :

- le respect des conditions satisfaisantes en matière de salubrité, de commodité, d'ensoleillement et d'aspect général ;
- une bonne adaptation au sol, la préservation de l'environnement, celle du caractère, de l'intérêt et de l'harmonie des lieux ou paysages avoisinants (sites naturels, urbains, perspectives monumentales...), celle de la nature du paysage existant, celle enfin du caractère de la région, sans exclure une architecture contemporaine bien intégrée
- la recherche d'une certaine unité de style, de forme, de volume, de proportions de matériaux, de couleurs...

Les matériaux pour les façades et les toitures sont ceux décrits ci-dessous, toutefois, d'autres matériaux peuvent être autorisés si l'architecture du bâtiment l'exige et s'ils garantissent une parfaite intégration à l'environnement et au site.

11.1 – FAÇADES – COULEURS - MATERIAUX

Toutes les façades doivent présenter un traitement architectural harmonieux.

L'emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un enduit (brique creuse, parpaing...) est interdit.

L'emploi de bardage industriel métallique est autorisé. Il doit être s'intégrer dans l'environnement existant.

11.2 - TOITURES

Les toitures ne doivent pas nuire, ni à l'harmonie, ni à l'unité de la construction ou de l'ensemble des constructions.

ARTICLE A12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

ARTICLE A13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

La végétation existante doit être maintenue ou remplacée par des plantations au moins équivalentes.

ARTICLE A14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE A15 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**15.1 – RECOURS AUX ENERGIES RENOUVELABLES ET AUX ECO-CONSTRUCTIONS**

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant.

15.2 – GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les espaces de rétention à ciel ouvert doivent faire l'objet d'un traitement paysager.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage...).

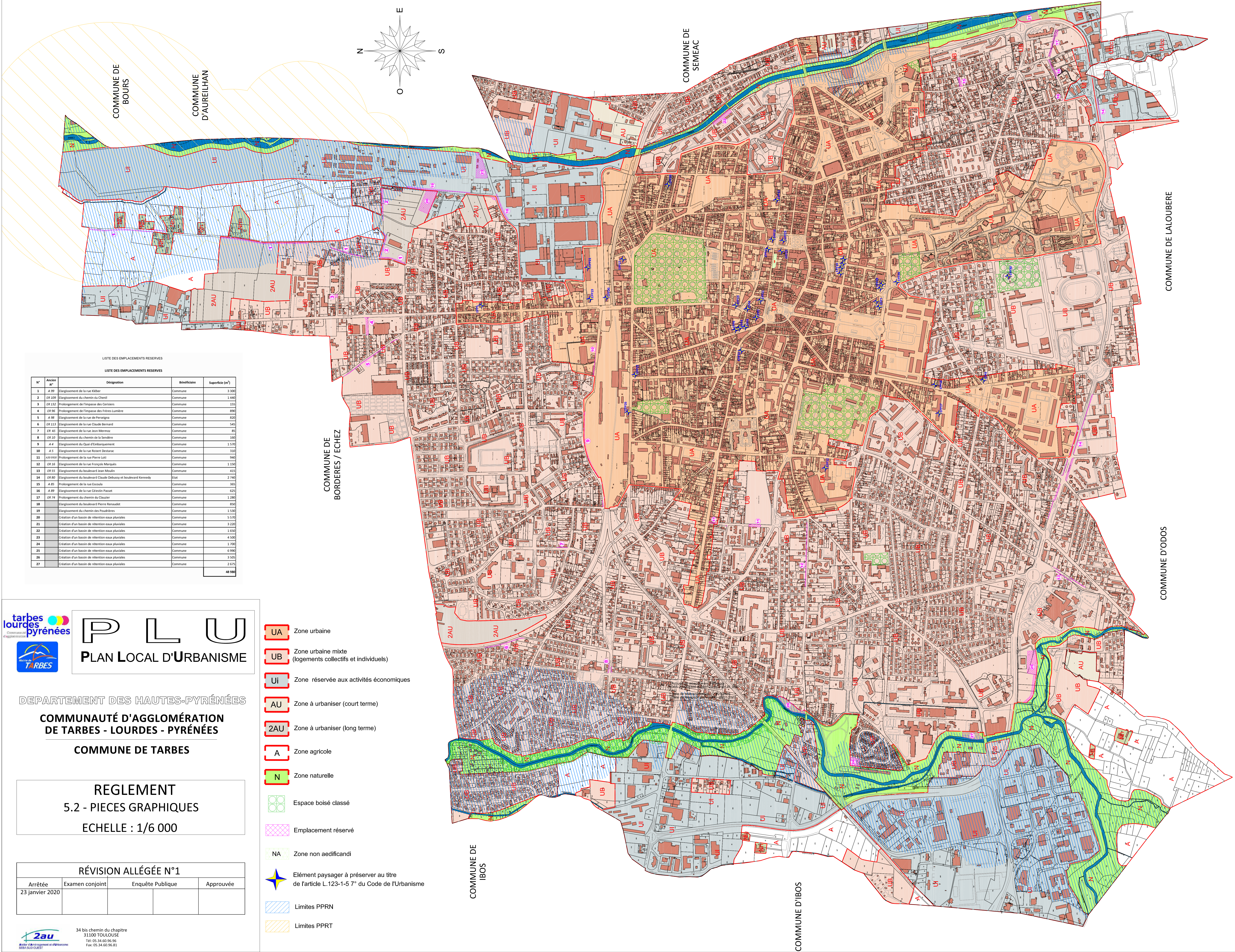
ARTICLE A16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non

réglementé.

ANNEXES

- **Éléments Paysagers à Préserver** au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme.
- Normes concernant la **défense contre l'incendie**.



LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES				
N°	Ancien N°	Désignation	Bénéficiaire	Superficie (m²)
1	A 99	Elargissement de la rue Kéber	Commune	3 300
2	ER 106	Elargissement du chemin du Cheil	Commune	1 440
3	ER 132	Prolongement de l'impasse des Cerisiers	Commune	255
4	ER 96	Prolongement de l'impasse des Frères Lumière	Commune	890
5	A 08	Elargissement de la rue de Penstagna	Commune	820
6	ER 113	Elargissement de la rue Claude Bernard	Commune	545
7	ER 45	Elargissement de la rue Jean Mermoz	Commune	85
8	ER 10	Elargissement du chemin de la Serrière	Commune	160
9	A 4	Elargissement du Quai d'Embarquement	Commune	1 570
10	A 5	Elargissement de la rue Robert Destarac	Commune	330
11	A20 F60	Prolongement de la rue Pierre Loti	Commune	940
12	ER 16	Elargissement de la rue François Marquis	Commune	1 150
13	ER 55	Elargissement du boulevard Jean Moulin	Commune	415
14	ER 80	Elargissement du boulevard Claude Debussy et boulevard Kennedy	Etat	2 740
15	A 85	Prolongement de la rue Escula	Commune	385
16	A 86	Elargissement de la rue Gélénès Passet	Commune	625
17	ER 74	Prolongement du chemin du Clavier	Commune	1 280
18		Elargissement du boulevard Pierre Renaudet	Commune	850
19		Elargissement du chemin des Poussières	Commune	1 530
20		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	5 570
21		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	3 220
22		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	1 650
23		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	4 500
24		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	1 700
25		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	6 990
26		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	3 505
27		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	2 675
				48 980



PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME

DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE TARBES - LOURDES - PYRÉNÉES

COMMUNE DE TARBES

REGLEMENT

5.2 - PIECES GRAPHIQUES

ECHELLE : 1/6 000

RÉVISION ALLÉGÉE N°1

Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique	Approuvée
23 janvier 2020			



34 bis chemin du chapitre
31100 TOULOUSE
Tél : 05 34 60 96 96
Fax : 05 34 60 96 81

- UA

Zone urbaine
- UB

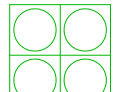
Zone urbaine mixte
(logements collectifs et individuels)
- UI


Zone réservée aux activités économiques
- AU


Zone à urbaniser (court terme)
- 2AU


Zone à urbaniser (long terme)
- A

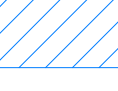
Zone agricole
- N


Zone naturelle
- 

Espace boisé classé
- 

Emplacement réservé
- 

Zone non aedificandi
- 

Elément paysager à préserver au titre
de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme
- 

Limites PPRN
- 

Limites PPRT

BILAN DE LA CONCERTATION

1 Rappels des modalités de concertation prévues par la délibération de prescription du 14/02/201

- Outre les affichages obligatoires en Mairie de Tarbes et au siège de la communauté d'agglomération durant un mois et la publication dans un journal local, affichage de la délibération sur les lieux : 6 rue Eugène TENOT durant toute la durée de la procédure ;
- Publication dans le bulletin municipal de la Ville de Tarbes ;
- Information sur le site internet de la Ville de Tarbes et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;
- Registre mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel 29bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry, à Tarbes, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,... ;
- Organisation de deux réunions publiques : à la mairie de Tarbes- Hôtel de Ville, place Jean Jaurès. Le public sera informé du lieu et de la date dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion ;
- Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra adresser par écrit ses propositions et ses remarques à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention « révision allégée du PLU de la commune de Tarbes ». Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.

2 Eléments de concertation mis en œuvre

1 - Affichages obligatoires en Mairie de Tarbes et au siège de la communauté d'agglomération durant un mois et la publication dans un journal local.

2- Publication dans le bulletin municipal de la Ville de Tarbes

RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU



La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, par délibération du bureau communautaire en date du 14 février 2019, a décidé d'engager la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes.

Cette révision allégée a été demandée par le Président du Conseil Départemental afin de pouvoir envisager la proposition d'octroi au titre d'un élément du paysage à préserver (EPP, n°10) pour le bâtiment situé au 6, rue Eugène Tcherni à Tarbes.

L'assemblée départementale a tut le site du site de la rue Eugène Tcherni, pour l'implantation du futur bâtiment des Archives Départementales. Les premières réflexions sur la possibilité d'utilisation de ce site ont amené les services de l'équipement à proposer un projet de construction de cet équipement public nécessitant la destruction partielle du bâti, à prévoir l'implantation de bâtiments neufs autour du corps existant. Il est envisagé de respecter les bâtiments latéraux et de mettre en valeur le patrimoine existant. La reconstruction des deux ailes latérales permettra de valoriser le corps central, bâtiment historique de l'ancienne école normale de filles.

Une architecture de qualité sera étudiée en cohérence avec le bâtiment existant et apte à s'intégrer dans le cœur de ville de Tarbes. Le parti architectural pourra être classique ou contemporain, le parti sera sans contrainte.

Ainsi durant toute la durée de l'élaboration du projet de révision allégée, les modalités de concertation sont mises à la disposition du public afin qu'il puisse en prendre connaissance, exprimer ses avis et ses observations.

Vous voulez recruter à Tarbes ?

La Mairie de Tarbes aide les entreprises locales à mieux recruter



Vous cherchez un emploi ? Un stage ?



RDV sur emploi.tarbes.fr

Recherchez rapidement l'offre d'emploi et de stage qui vous intéresse sur le site de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Mairie de Tarbes

Tarbes le 14 fév 2019 13

3 - Information sur le site internet de la Ville de Tarbes et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;



The screenshot shows the official website of Tarbes. The top navigation bar includes links for 'LA MAIRIE', 'Économie', 'Éducation / Jeunesse', 'Social', 'Développement durable', 'Espaces publics', 'Culture', 'Sport', and 'Services publics'. The 'Urbanisme' section is highlighted in the left sidebar. The main content area displays the title 'Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes' with a date of 'Mise à jour : 22 février 2019'. The text describes the decision by the Tarbes-Lourdes-Pyrénées community to revise the PLU, specifically mentioning the proposed building at 6 rue Eugène Tcherni. It details the process of consultation and the availability of documents for public review.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Maj 22/02/19

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, par délibération du bureau communautaire en date du 14 février 2019, a décidé d'engager la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de TARBES.

Cette révision allégée a été demandée au maire de Tarbes par le Président du Conseil Départemental afin de pouvoir enlever la protection édictée au titre d'un élément du paysage à préserver (EPP n°10) pour le bâtiment situé au 8, rue Eugène Ténot à Tarbes.

Délibération du Bureau communautaire CATLP :

http://www.agglo-lp.fr/Fichiers/documents/5c7011cd552b5_deliberation_revision_plu_tarbes.pdf

Exposé des motifs justifiant la présente procédure de révision allégée :

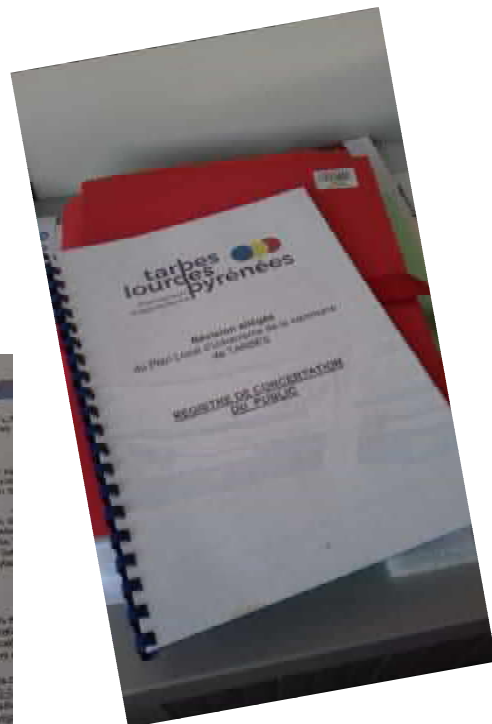
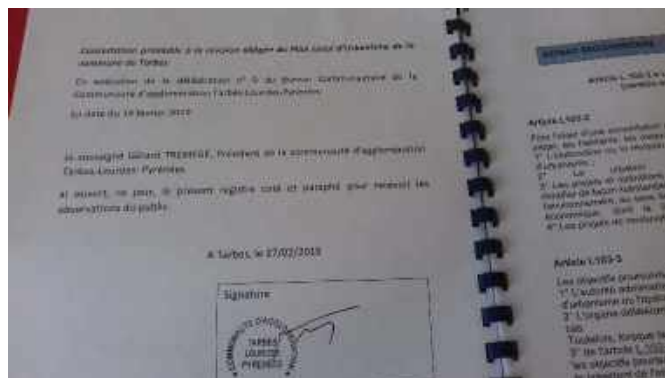
http://www.agglo-lp.fr/Fichiers/documents/5c70122e5863a_expose_des_motifs.pdf

CONCERTATION :

[Compte rendu de la réunion du 17 avril 2019 à la demande des riverains](#)

[Compte rendu de la réunion du 6 mai 2019 à la demande des riverains](#)

4- Registre mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel 29bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Trapes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry, à Tarbes, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,... ;



5 - Organisation de deux réunions publiques : à la mairie de Tarbes- Hôtel de Ville, place Jean Jaurès. Information du public du lieu et de la date dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020



L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Elément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est également consultable sur le site internet de la commune : www.agglo-tb.fr dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLU.

1ère REUNION PUBLIQUE : le mercredi 2 octobre 2019 à 18h, Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville



2ème REUNION PUBLIQUE : le lundi 25 novembre 2019 à 18h, Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville



DOCUMENTS TELECHARGEABLES :

[Délibération du Bureau communautaire CATLP >>>](#)

Projet de délibération portant sur la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Tarbes

Site internet Ville de Tarbes

PUBLIQUE

RÉUNIONS PUBLIQUES

VOTRE AVIS NOUS INTERESSE !

LAYRISSE

le 21/28 NOVEMBRE 2019

SALLE DES FÊTES

21

Mars 19

28

Mars 19

Réunions Publiques Canton d'Ossun PLUI

RÉUNION PUBLIQUE

25

Mars 19

Réunion Publique PLU Tarbes

Site internet CATLP

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

AVIS PUBLICS

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Révision « allégée » du PLU de Tarbes

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes invitent les habitants à la première réunion publique qui se tiendra à la salle des fêtes de l'hôtel de ville à Tarbes, le mercredi 2 octobre 2019, à 18h00.

L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Élément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténot à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-llp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site internet de la commune : www.tarbes.fr, rubrique : Urbanisme, onglet : Révision du PLU.

Juillan le 01 septembre 2019
Gérard TREMEGE

MARCHÉS PUBLICS

MAPA > 90 000€

MAIRIE D'OSSUN

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

TRAVAUX

Organisme : nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : MAIRIE D'OSSUN, M. Francis BOR-

La Nouvelle République – Lundi 16 septembre 2019

AVIS PUBLICS

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Révision « allégée » du PLU de Tarbes

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes invitent les habitants à la première réunion publique qui se tiendra à la salle des fêtes de l'hôtel de ville à Tarbes, le mercredi 2 octobre 2019, à 18h00.

L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Élément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténot à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-llp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site internet de la commune : www.tarbes.fr, rubrique : Urbanisme, onglet : Révision du PLU.

Juillan le 01 septembre 2019
Gérard TREMEGE

Journal habilité à recevoir les
NOR : MICE1733475A | Prix
certifié conforme.

MARCHÉS PUB

Avis rectific

AVIS

MAIRIE DE LANNEMEZAN, M. Pl
62 40 72 72, mël : internetlann
Objet : FOURNITURE ET ACHEMI
Remise des offres : au lieu de : 1
au lieu de : rectification des site
Pour retrouver cet avis intégral,

tous les
S
ladepeche

Antenne de la documentation
 10, rue de la République - 31000 Tarbes
 tél : 05 62 23 80 66
 fax : 05 62 23 80 67
 e-mail : documentation@tarbes.fr
 site : www.tarbes.fr
 horaires : du mardi au vendredi de 9h à 17h
 samedi de 10h à 12h
 dimanche et jours fériés : fermé

atrimoniale depuis 1981

Il du sport en général, cet ancien chef d'entreprise, est et moderne plus jeune que lui ! A 68 ans, il n'occupe ment et prend plaisir au travers de multiples activités : musique très agitée, Div. D 1354

ALIX avait des passions, il n'a eu de cesse que d'apporter à l'ONG, tout, à 60 ans. Il a envie de reformer sa vie avec lui est proche de la nature et de la croisière. Il vous récite à vivre en résidences partagées, D 1325

ON ARC, il affiche une belle sérénité, capable de mixer tout un pique-nique ! Il adore ses enfants, entretient ses us, maintenant il veut se consacrer à une nouvelle vie à ses dans un premier temps. Electronicien, 70 ans, D 1246

Il flor de sa carrière, il recherche une femme tranquille, sage de bons moments ensemble. Gros cœur, il est ap d'importance à la bienveillance et à la générosité de 12 au. Chauffeur Div. 72 ans D 1110

J'avais parlé de tout et à cœur ouvert, sans gêne, ni une gentillesse et un sens de l'humour qui rendront votre. Dynamique, sens du contact, passionné et beaucoup voyagé et pourquoi pas faire de nouveaux compagne ayant des goûts simples, naturelle, ouverte et stable. D 0765

Il homme de cœur sur qui vous pouvez compter. Avec muer, tout, 50 ans, rasoir, soignant, calme, à l'aise avec la guitare à ses temps perdus. De la marche tout rager avec vous Madame, jeune de caractère, active, tout. D 0703

61 23 80 66
s le méritez bien !

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

Révision « allégée » du PLU de Tarbes

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes invitent les habitants à la **deuxième réunion publique** qui se tiendra à la **salle des fêtes de l'hôtel de ville à Tarbes, le lundi 25 novembre 2019, à 18h00.**

L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Élément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Tenot à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-tlp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site internet de la commune : www.tarbes.fr, rubrique : Urbanisme, onglet : Révision du PLU.

Julian le 21 octobre 2019
 Gérard TREMEGE

La Dépêche du Midi – Vendredi 8 novembre 2019

ONCES NR du 08/11/2019

légales

La législation légale. Tarif et présentation réglementés, version ministérielle : 1,82€ HT le mètre par colonne, de 10 à 100. Reproduction

AVIS PUBLICS

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

Révision « allégée » du PLU de Tarbes

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes invitent les habitants à la **deuxième réunion publique** qui se tiendra à la **salle des fêtes de l'hôtel de ville à Tarbes, le lundi 25 novembre 2019, à 18h00.**

L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Élément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Tenot à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-tlp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site internet de la commune : www.tarbes.fr, rubrique : Urbanisme, onglet : Révision du PLU.

Julian le 21 octobre 2019
 Gérard TREMEGE

MAIRIE DE TARBEIX

APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

officiels de l'organisation acheteur : MAIRIE DE TARBEIX, M. Francis Laroche, 65520 Tarbeix, 25 communaux 2019

Le

honorifiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondération

ne

nbre 2019 à 18h00 au plus tard

1 novembre 2019

ne impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet

poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, aller sur <http://www.legales-online.fr>

ONCES LEGALES

05.62.11.37.37

legales-online.fr

Accusé de réception en préfecture
 065-200669300-20200123-BC230120_051-AU
 Date de télétransmission : 29/01/2020
 Date de réception préfecture : 29/01/2020



MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 À 18H
SALLE DES FÊTES DE L'HÔTEL DE VILLE

Venez donner votre avis au sujet de la suppression de l'Élément de Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténat à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures Archives Départementales.



Toutes les infos sur agglo-ulp.fr
 rubrique urbanisme



LUNDI 25 NOVEMBRE 2019 À 18H
SALLE DES FÊTES DE L'HÔTEL DE VILLE

Venez donner votre avis au sujet de la suppression de l'Élément de Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténat à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures Archives Départementales.



Toutes les infos sur agglo-ulp.fr
 rubrique urbanisme



Accusé de réception en préfecture
 065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
 Date de télétransmission : 29/01/2020
 Date de réception préfecture : 29/01/2020

Accueil / France / Midi-Pyrénées

Tarbes. Un débat peu allégé

Élus et responsables du Département ont subi stoïquement le feu nourri des critiques. / Photo Sophie Loncin.



Nos dernières vidéos

Les dernières vendanges à la main dans le Gaillacois



Politique, Tarbes, Hautes-Pyrénées

Publié le 04/10/2019 à 05:10, mis à jour à 08:14

Après avoir suscité un débat vif et le mot est faible, en conseil départemental, le projet d'installation des Archives Départementales sur le site de l'ancienne École Normale, rue Eugène Ténat, agite les esprits. Mercredi soir, une réunion publique était organisée à la mairie de Tarbes, afin de débattre de la révision allégée du PLU. Allégée, car la seule question c'est de supprimer la protection EPP (Élément de

Un débat qui n'est « PLU » serein...

Le projet d'installation des Archives départementales sur le site de l'ancienne école normale, rue Eugène Ténat à Tarbes, suscite le débat, alors que le projet n'est même pas au stade des esquisses... C'est que, pour le moment à bien, il faut une révision allégée du PLU de Tarbes. Allégée, ça veut dire qu'il faut lever l'EPP (Élément de protection paysagère) qui protège ce bâtiment qui n'est ni classé ni inscrit au patrimoine, même si sa qualité architecturale ne fait aucun doute. Cette révision allégée du PLU permettra, entre autres, de décaler, partiellement ou pas, les ailes du bâtiment, en pleine état de préservation, à la future destination du bien. Une démolition que les riverains et certains autres opposants saluent, les promoteurs qui lui opposent la construction d'un édifice « géométrique », les seconds d'un édifice de la même ville qui ont à protéger le bâtiment par une démolition partielle. Pourtant, d'une certaine manière, réhabiliter le site peut lui redonner son habit et une nouvelle vie, la « maison de l'histoire », selon l'expression de José Cubien, l'historien que l'on



Gérard Thérage et Michel Pélissier plaident pour le site de l'ancienne école normale. / Photo Sophie Loncin.

ne polémiquent plus, alors que pour une telle opposition, l'ancien édifice, sans doute remarquable, des promoteurs riverains ?

Un dossier « politique »
Parce que depuis longtemps, ce dossier est « politique ». Il y a quelques années, les promoteurs s'étaient alignés pour que les Archives départementales s'installent dans le bâtiment 101, à l'Arrière. Dans le même temps, d'autres ont « sauté » la barrière d'Orléans, à Azouville. Afin de protéger les susceptibilités des uns et des autres, on peut faire avancer le projet. Le département a alors étudié un autre site, non loin du pôle universitaire. Là, en fait, c'est l'histoire... Et c'est le site de l'ancienne école normale qui s'est imposé, presque par défaut, ou nécessaire. Déjà parce que, comme l'a rappelé Michel Pélissier, venu assister à cette dernière réunion publique qui précède d'un an la construction, le site a été approuvé à une large majorité par le conseil départemental, sous l'impulsion de l'ancien maire, et puis, notre sentiment n'est pas du tout démodé, le cadastre n'a pas non plus été révisé. Le site a été révisé, mais il faut attendre quatre ans pour qu'il soit officiellement reconnu.

Un débat « pollué »
De son côté, Gérard Thérage, également présent, estime que ce projet est « une valeur ajoutée pour le centre-ville et ça fait sens, non ? ». C'est la future ville d'Arts, C'est une zone qui n'est pas un simple site de stockage, mais un lieu d'exposition, de conférences. Sans parler du projet que le département a en cours, et pour cause, il est à l'étude, je suis très vigilant sur sa qualité architecturale, mais quand on voit les réalisations du département, je reste confiant. « Après tout, il y a déjà des Archives départementales, pas une toute nouvelle installation... »

Pour autant, il ne faut pas croire que la réunion a été sereine. Déjà parce qu'en période présidentielle, ce qui pose le débat, certains veulent du pain et du beurre.

UNE PROCÉDURE ENCASTRÉE
Pour l'instant, il n'y a que « de la révision allégée du PLU ». La question est de savoir si elle sera soumise à une enquête publique, courant 2020. À partir de la décision du conseil départemental, le bureau communal de l'urbanisme de l'Agglo Tarbes ne peut émettre d'avis. Le projet est soumis par un jury d'urbanisme qui figure un représentant occupé des élus (un) parmi les quatre architectes candidats devra obtenir le permis de construire qui sera lui-même délivré par la ville de Tarbes.

Christiane Fignas

Avec votre carte FIDÉLITÉ s'équiper !

%

- 6 - Adresse e-mail dédiée mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, par délibération du bureau communautaire en date du 14 février 2019, a décidé d'engager la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de TARBES.

Cette révision allégée a été demandée au maire de Tarbes par le Président du Conseil Départemental afin de pouvoir enlever la protection édictée au titre d'un élément du paysage à préserver (EPP n°10) pour le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténot à Tarbes.

Un registre de concertation est mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel 29 bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, ainsi qu'au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry à Tarbes.

Pendant toute la durée de la concertation, le public peut également faire part de ses propositions et de ses remarques à l'adresse e-mail dédiée : revisionplu.tarbes@agglo-ttp.fr

Mise en place d'un cahier de concertation (clôturé le 14/01/2019) et qui a permis de recueillir 38 remarques ; les suites à ces remarques sont données dans le tableau ci-après :

Concertation procédure de révision allégée du P.L.U. Tarbes

publié le 13-01-2020



Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de TARBES

Information relative à la concertation dans le cadre de la procédure de révision allégée du P.L.U.

Le public est informé que le projet de révision allégée du P.L.U. de la commune de Tarbes sera examiné en séance du Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées le 23 janvier 2020.

Compte tenu du calendrier de

déroulement de la procédure d'arrêt du projet de révision allégée du P.L.U., les observations et demandes inscrites au cahier de concertation, ainsi que les courriers adressés à Monsieur le Maire de Tarbes ou à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération, qui interviendront après le 14 janvier, 18h00, ne pourront être pris en considération.

Néanmoins, les observations et demandes qui seront versées au cahier de concertation, et les courriers adressés à Monsieur le Maire de Tarbes ou à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération après cette date, seront transmis au Commissaire Enquêteur désigné par le Tribunal Administratif pour conduire l'enquête publique sur le projet de révision allégée du P.L.U. de la commune de Tarbes, afin qu'il en soit informé.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Révision allégée du PLU de Tarbes
Réponses apportées aux observations du public dans le cadre de la concertation

Registre n°1 – Mairie de Tarbes

N° Requérant(e)	Observations	Réponses du Maître d'Ouvrage
<p style="text-align: center;">1 Mr et Mme WEHRLÉ</p>	<p>Interrogations sur la nature et les caractéristiques du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Implantation en centre-ville à l'encontre des tendances actuelles - Etat calamiteux du bâtiment non avéré - Opération trop dense, architecture moderne ne s'intégrant pas dans son environnement - Impacts sur le voisinage non pris en compte 	<p>En l'état, ces bâtiments ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. La vétusté des bâtiments, aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges, a été relevée par l'ABF.</p> <p>Les autres observations ne sont pas du ressort de la révision allégée du PLU.</p> <p>La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales qui se situe en zone UA (zone centrale à vocation mixte : habitat/équipements/services/commerces/activités).</p> <p>De plus, l'opération « cœur de ville » a pour objectif de redynamiser le centre-ville et, notamment, d'y faire revenir les équipements et les services.</p> <p>Aucun projet n'a encore été défini. Les caractéristiques architecturales du projet seront visibles dans le permis de construire.</p> <p>Les différents impacts seront pris en compte selon la réglementation en vigueur et dans le programme du projet.</p>
<p style="text-align: center;">2 Collectif « Résidence des jardin du Carmel »</p>	<p>Demandes concernant les caractéristiques du projet :</p> <p>Volumétrie moindre et en adéquation avec l'environnement proche et du quartier prévoir des garde-fous aux maxima de la zone UA du PLU, en concertation avec l'ABF et les riverains</p> <p>Hauteur de faîtage ou des acrotères limitée à la hauteur d'égout du bâtiment central</p> <p>Toitures en ardoises ou végétalisées</p> <p>Création d'une marge de recul de 5 m ou plus pouvant servir de parvis ou de mail piéton et mettant en valeur les porches historiques à conserver</p> <p>Réflexion urbaine globale sur l'ensemble de l'ilot</p>	<p>Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre.</p>
<p style="text-align: center;">3 Mr SCHLAWICK</p>	<p>Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet.</p> <p>Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site.</p> <p>Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).</p>	<p>Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire.</p> <p>La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.</p> <p>Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF.</p>
<p style="text-align: center;">4 Mme CASSOU et Mme EMMANUELIDIS</p>	<p>Opposition à la démolition de l'Ecole Normale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préservation du bâtiment dans son intégralité - Insalubrité non avérée - Prescriptions architecturales imposées par l'ABF dans le quartier - Préservation du patrimoine tarbais 	<p>En l'état, ces bâtiments ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. La vétusté des bâtiments, aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges, a été relevée par l'ABF.</p> <p>Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF.</p> <p>Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine.</p>

065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
 Date de réception : 29/01/2020
 Date de réception préfecture : 29/01/2020

5 Mme ESPAGNET	Opposition au projet des Archives Départementales : - Préservation du patrimoine tarbais - Préservation du cadre de vie	Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF. Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine.
6 Mme POLKWSKI	Opposition au projet des Archives Départementales : - Stationnement insuffisant.	Cette demande ne concerne pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant, le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre prévoit du stationnement pour les agents administratifs.
7 SITES ET MONUMENTS Mme DESCAT	Opposition à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale. Opposition quant au choix du site.	Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF. Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine. La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
8 Mr SCHLAWICK	Incohérences dans la démarche et les procédures.	Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable par le biais d'une révision allégée du PLU. Les prescriptions de l'ABF concernant ce projet garantiront son intégration paysagère et environnementale.

Registre n°2 – Mairie de Tarbes

1 Mr et Mme RENOUARD	Opposition au projet des Archives Départementales : - Volumétrie inadaptée - Préservation du patrimoine tarbais - Qualification de l'axe Marché Brauhauban/Jardin Massey/Arsenal	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre.
2 ASPPAM des Hautes- Pyrénées	Observations favorables au projet des Archives Départementales : - Aucun projet d'architecte pour le moment - Aucun classement des Monuments Historiques - Projet d'intérêt général permettant de redynamiser le centre-ville de Tarbes	Sans objet.
3 Madame DOLY	Inquiétudes quant aux nuisances générées par le chantier et par le fonctionnement des Archives Départementales. Espaces publics non minéralisés à privilégier. Projet d'intérêt général permettant de redynamiser le centre-ville de Tarbes	Ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre. Le projet respectera les prescriptions de l'ABF en termes de matériaux à utiliser.
4 Anonyme	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
5 Mr WEHRLÉ	Interrogations quant au but véritable de l'opération.	Le projet consiste en la réalisation des Archives Départementales.
6 Mme LIZOTTE- CELHAY	Observations favorables au projet des Archives Départementales : - Archives Départementales actuelles obsolètes - Projet d'intérêt général permettant de redynamiser le centre-ville de Tarbes	Sans objet.
7 Mr DUBOSC	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Date de réception en préfecture : 06/05/2020 Date de télétransmission : 29/07/2020 Date de réception en préfecture : 29/07/2020

065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
Date de réception en préfecture : 06/05/2020
Date de télétransmission : 29/07/2020
Date de réception en préfecture : 29/07/2020

		est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
8 Mr et Mme BASEILHAC	Observations favorables au projet des Archives Départementales : - Archives Départementales actuelles obsolètes - Projet d'intérêt général permettant de redynamiser le centre-ville de Tarbes	Sans objet.
9 Mr RAULIN	Opposition au projet des Archives Départementales : - Architecture inadaptée - Préservation du patrimoine tarbais - Problèmes de circulation et de stationnement	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine. Les Archives Départementales n'engendreront pas de manière significative une augmentation du trafic et des problèmes de stationnement.
10 Mme FLEURY et Mr SANCHEZ	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
11 Mme MOGADO	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
12 Mr ARBERET	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
13 Mr LAGONELLE	Opposition à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
14 Mme LAGUERRE	Annulé et remplacé par le courrier du 20 octobre 2019.	Sans objet.
15 Mme TOUSSAINT	Interrogations quant au parti architectural : - Absence de données - Décision hâtive de démolir partiellement l'Ecole Normale - Dynamique culturelle et sociale non justifiée - Dimension écologique non prise en compte	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre.
16 Mr LAGUERRE	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
17 Mme BESSI	Opposition au projet des Archives Départementales : - Préservation du patrimoine tarbais - Problèmes de circulation et de stationnement	En l'état, ces bâtiments ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. La vétusté des bâtiments, aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges, ne permet pas de poursuivre l'usage des locaux existants. Date de réception en préfecture : 29/01/2020 Date de réception préfecture : 29/01/2020

Accusé de réception en préfecture
065-2900000-20200127-BO230120_051-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

		Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF. Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine.
18 Mr ARRIBARAT	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
19 Mr LAGUERRE	Interrogations sur la nature et les caractéristiques du projet : - Réhabilitation du patrimoine - Compatibilité avec les orientations du PADD - Redynamisation du centre-ville	La révision allégée ne porte pas atteinte aux orientations définies par le PADD. Les orientations précisent que le patrimoine doit être préservé ou valorisé, ce qui ne veut pas dire « protégé ».
20 Mr TEIXIDO	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
21 Mme LAGUERRE	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
22 Mr WEIDNER	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.

Registre n°3 - Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

2 Collectif « Résidence des jardin du Carmel »	<p>Demandes concernant les caractéristiques du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> Volumétrie moindre et en adéquation avec l'environnement proche et du quartier prévoir des garde-fous, aux maxims de la zone UA du PLU, en concertation avec l'ABF et les riverains Hauteur de faîtage ou des acrotères limitée à la hauteur d'égout du bâtiment central Toitures en ardoises ou végétalisées Création d'une marge de recul de 5 m ou plus pouvant servir de parvis ou de mail piéton et mettant en valeur les porches historiques à conserver Réflexion urbaine globale sur l'ensemble de l'ilot 	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre.
---	---	---

2 Mr SCHLAWICK	Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet. Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site. Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. Afin de permette la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF.
3 Mme BRETTE	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
4 Mr ROLAND	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
Courriers		
1 Mr SCHLAWICK	Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet. Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site. Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. Afin de permette la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF.
2 Mr SCHLAWICK	Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet. Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site. Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).	
3 Mr SCHLAWICK	Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet. Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site. Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).	
Courriels		
1 Mme et Mr DAILY	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 5

Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5111-4 et L.5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L101-1 et L101-2, L153-1 et suivants, R153-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les

compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire: schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres.

Vu la délibération du Bureau Communautaire en date du 14 février 2019 prescrivant la révision allégée du PLU de la commune de Tarbes avec pour objectifs la suppression de l'Elément du Paysage à Préserver (EPP) n°10,

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

Vu le projet de la révision allégée du PLU de la commune de Tarbes annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant que, par délibération en date du 14 février 2019, le Bureau Communautaire a sur la demande du département des Hautes-Pyrénées prescrit la révision "allégée" du PLU de la commune de Tarbes, défini les objectifs poursuivis et fixé les modalités de concertation,

Considérant que les objectifs étaient les suivants:

La suppression de l'EPP n° 10, afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales, tout en tenant compte des certaines exigences architecturales fixées par Madame l'Architecte des Bâtiments de France, ceci afin de conserver l'esprit du bâtiment de l'ancienne école normale.

Considérant que conformément aux dispositions des articles L.103-3 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, le Bureau Communautaire a défini les modalités de la concertation publique, à savoir:

- Outre les affichages obligatoires en Mairie de Tarbes et au siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois et la publication dans un journal local, affichage de la délibération sur les lieux: 6 rue Eugène TENOT, durant toute la durée de la procédure;
- Publication dans le bulletin municipal de la ville de Tarbes;
- Information sur le site internet de la ville de Tarbes et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées;
- Registre mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel, 29bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry, à Tarbes, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,...;
- Organisation de deux réunions publiques: à la mairie de Tarbes – Hôtel de Ville, place Jean Jaurès. Le public sera informé du lieu et de la date, ainsi que des horaires, par une annonce de presse publiée dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion;
- Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra adresser par écrit ses propositions et ses remarques, à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention "révision allégée du PLU de la commune de Tarbes. Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public;

Considérant que, durant l'élaboration du projet de révision "allégée" du PLU de la commune de Tarbes, ces modalités ont permis d'associer les habitants à la définition du projet;

Qu'ainsi la concertation a été concrètement mise en œuvre à travers:

- L'affichage de la délibération en Mairie de Tarbes et au siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois.

- La publication de la prescription de la révision allégée du PLU de la commune de Tarbes dans un journal local : la Dépêche du Midi du jeudi 28 février 2019.
- L'affichage de la délibération sur les lieux: 6 rue Eugène TENOT.
- La publication dans la revue municipale "Tarbes le mag" de juin 2019 rubrique "Actualités".
- L'information sur le site internet de la ville de Tarbes, rubrique Urbanisme – Révision du PLU. et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat – PLU/PLUi.
- La mise à disposition du public de registres de concertation en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel, 29bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry.
- L'organisation de deux réunions publiques: à la mairie de Tarbes – Hôtel de Ville, place Jean Jaurès, le mercredi 02 octobre 2019 à 18h00 et le jeudi 25 novembre 2019 à 18h00.
- La mise en place d'une adresse e-mail dédiée: revisionplu.tarbes@agglo-tilp.fr, pour recueillir les propositions et les remarques du public.
- La tenue de deux réunions, à la demande des riverains, le 17 avril 2019 en mairie de Tarbes et le 06 mai 2019 au Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées.

Considérant que le projet de révision allégée du PLU de Tarbes a été présenté en commission Aménagement de l'Espace et Urbanisme le 16 décembre 2019 et que l'ensemble du dossier a été transmis aux membres du bureau communautaire et laissé à leur disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la communauté d'agglomération, au siège à Juillan.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Bureau Communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est appelé à approuver le bilan de la concertation et à arrêter le projet de révision allégée du PLU de Tarbes, conformément aux articles L.153-14 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le bilan de la concertation afférente au projet de révision allégée du PLU de Tarbes ci-annexé.

Article 2 : d'arrêter le projet de révision allégée du PLU de Tarbes ci-annexé.

Article 3 : de soumettre, pour avis, le projet arrêté aux personnes publiques associées et aux différents organismes, puis à l'enquête publique, conformément aux dispositions des articles L.153-16 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Article 4 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes:

- affichage règlementaire au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et en mairie de Tarbes.
- Transmission au représentant de l'Etat dans le département,
- Publication au registre des délibérations
- Insertion au recueil des actes administratifs.

Article 5 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

le 1^{er} Vice-Président, a

à la majorité avec 37 voix pour, 1 voix contre et 2 abstentions.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 6

Cession de la parcelle cadastrée AP n°504 sur la ZAC du Parc de l'Adour à Séméac

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Cession de la parcelle cadastrée AP n°504 sur la ZAC du Parc de l'Adour à Séméac

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.311-12 et L.5111-4.

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n° 6 du Conseil Communautaire en date du 14 novembre 2018 approuvant l'acquisition de terrains sur la ZAC du Parc de l'Adour à Séméac Soues.
Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour décider l'aliénation et l'acquisition de biens immeubles.
Vu la demande de la SNC ADIC auprès de Maître CARNEJAC en date du 27 novembre 2019.

EXPOSE DES MOTIFS :

La concession d'aménagement de la ZAC du Parc de l'Adour étant arrivée à son terme en mai 2018, et conformément à l'article 24 de ladite concession, il a été convenu de la rétrocession par la CACG à la CATLP, des biens immobiliers compris dans la ZAC, acquis par elle dans le cadre de la mission d'aménagement.

En date du 7 mai 2018, la CACG avait signé avec la SNC ADIC un compromis de vente portant sur une emprise de la parcelle AP n° 281 sis ZAC du Parc de l'Adour à Séméac, au prix de 35 € HT/m². Cette parcelle devant être divisée, l'acte définitif n'avait pu être signé avant le terme de la concession.

En vertu de l'article 24 de ladite concession, la CATLP est subrogée de plein droit dans les droits et obligations de la CACG, relatifs à la Zone d'Aménagement Concertée susvisée.

Il convient donc de délibérer afin de régulariser les engagements pris par la CACG, et de procéder à la cession par la CATLP auprès de la SNC ADIC, ou de toute autre personne morale ou physique qu'elle souhaite substituer, de la parcelle cadastrée AP n° 504 d'une superficie de 4 625 m² au prix de 35 €/HT/m², soit un prix total provisoire de 161 875 € HT (majoré de la TVA selon les dispositions fiscales en vigueur).

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,


DECIDE

Article 1 : d'approuver la cession de la parcelle cadastrée AP n° 504 sur la ZAC du Parc de l'Adour, au profit de la SNC ADIC, ou de toute autre personne morale ou physique qu'elle souhaite substituer, dans les conditions exposées ci-dessus.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 7

Signature d'un commodat sur la Zone CAP PYRENEES à ADE au profit de Monsieur MARTIN

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : Mme BOURDEU

Objet : Signature d'un commodat sur la Zone CAP PYRENEES à ADE au profit de Monsieur MARTIN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°13 du Bureau Communautaire du 14 février 2019.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour décider de la conclusion et de la révision du louage des biens immeubles appartenant à la Communauté d'Agglomération.

EXPOSE DES MOTIFS :

Par délibération du Bureau Communautaire en date du 14 février 2019, il a été décidé de signer avec Monsieur Christophe MARTIN, agriculteur, un commodat d'une année à titre gracieux pour une parcelle inexploitée appartenant à la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP).

Ce commodat prend fin le 31 janvier 2020, il est proposé d'en établir un nouveau, dans les mêmes conditions, à compter du 1^{er} février 2020, pour le lot n°1 sur la zone Cap Pyrénées à ADE (65100), d'une superficie d'un hectare.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser la signature du commodat entre la CATLP et Monsieur MARTIN pour le lot n°1 sur la zone Cap Pyrénées à ADE (65100).

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 8

Adhésion à l'association CRITT Collage labellisé Centre de Ressources Technologiques TECHNACOL

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. SAYOUS

Objet : Adhésion à l'association CRITT Collage labellisé Centre de Ressources Technologiques TECHNACOL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L. 5214-16,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget.

EXPOSE DES MOTIFS :

Au regard des transferts de compétence, et ce, conformément à la Loi NOTRe, la Communauté d'agglomération œuvre fortement au développement économique territorial. A ce titre, l'association CRITT Technacol a sollicité la collectivité pour adhérer à l'association.

TECHNACOL est un Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie (CRITT) spécialisé dans les techniques d'assemblage. Cette association, créée en 1990, labellisée Centre de Ressources Technologiques et adossée à L'ENI de Tarbes, a pour objet de proposer aux industriels des prestations : tests d'adhérence, des études de faisabilité d'assemblage par collage, des audits techniques sur leurs process de collage, des formations.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de désigner Monsieur Fabrice SAYOUS et la référente technique de l'Enseignement supérieur en tant que suppléante pour représenter la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées au sein du Conseil d'administration de l'association CRITT Technacol Collage.

Article 2 : d'adhérer à l'association CRITT Technacol Collage labellisé CRT en versant une cotisation de 25€ par an,

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 9

Dispositif Entrepren@Innovation : octroi d'une subvention à la société TYCE Brothers

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. SAYOUS

Objet : Dispositif Entrepren@Innovation : octroi d'une subvention à la société TYCE Brothers

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°26 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 approuvant l'avenant n°3 du règlement pour le fonds d'intervention communautaire économique.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget.

EXPOSE DES MOTIFS :

La dynamique de l'innovation est considérée comme un facteur clé de développement et de renouveau économique.

A ce titre, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a décidé de mettre en place une aide communautaire nommée Entrepren@Innovation. Car, lancer un projet innovant nécessite de réunir des moyens matériels et humains qui doivent être financés aux différents stades de son évolution.

La société TYCE Brothers est une entreprise qui fabrique des vêtements de marque de sport axée Fitness, Crosstraining, et bientôt combat, depuis 3 ans.

Aujourd'hui, Monsieur Yohann CREA dirigeant de la société TYCE Brothers souhaite mieux communiquer et acquérir une presse pour permettre son développement sur le territoire. Il envisage le recrutement de commerciaux, graphistes et des chargés de production. Le montant du projet a été estimé à hauteur de 9 400€ H.T. C'est dans ce cadre que la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est sollicitée.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Structure	%	Montant prévisionnel 2019 (en €HT)
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	50	4 700
Apport personnel	50	4 700
Total	100	9 400

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer une subvention à la société TYCE Brothers pour un montant de 4 700€ représentant 50% de son projet.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 10

Dispositif Entrepren@Attractivité : octroi d'une subvention à l'ENIT pour la conférence internationale I-ESA 2020

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. SAYOUS

Objet : Dispositif Entrepren@Attractivité : octroi d'une subvention à l'ENIT pour la conférence internationale I-ESA 2020

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°26 du Conseil Communautaire en date du 25 septembre 2019 approuvant l'avenant n°3 du règlement du Fond d'Intervention Communautaire Économique nommé Entrepren@Attractivité,
Vu la délibération n°14 du Bureau Communautaire en date du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget,
Vu le courrier du 8 novembre 2019 du Laboratoire Génie de Production de l'École Nationale d'Ingénieurs de Tarbes sollicitant un accompagnement financier par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour la 10^{ème} conférence internationale sur l'interopérabilité des applications et des systèmes d'entreprises I-ESA 2020.

EXPOSE DES MOTIFS :

L'attractivité est considérée comme un facteur clé de développement et de renouvellement économique.

A ce titre, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a décidé de mettre en place une aide communautaire nommée Entrepren@Attractivité.

Pilotée par le comité d'organisation I-ESA 2020 et organisée par le Laboratoire Génie de Production de l'École Nationale d'Ingénieurs de Tarbes, la 10^{ème} conférence internationale sur l'interopérabilité des applications et des systèmes d'entreprises se déroulera du 23 au 27 mars 2020.

Les conférences de l'I-ESA, organisées à travers le monde, permettent de mener et de générer des recherches approfondies et d'avoir un impact industriel dans le domaine de l'interopérabilité des systèmes qui sont essentiels pour progresser efficacement vers l'exploitation de l'industrie 4.0, la fabrication intelligente, l'internet des objets, les données massives et l'intelligence artificielle.

Cet événement international rassemblera, pour la première fois sur l'Agglomération, 200 personnes (chercheurs, conférenciers internationaux, industriels et académiques) et se positionne comme un événement majeur pour le rayonnement et l'attractivité de l'ENIT et l'Agglomération.

Le budget 2020 proposé par le laboratoire est le suivant :

CHARGES		PRODUITS	
Restauration	28 900	Frais d'inscription	47 000
Déplacements/Transports	10 000	Aide Région Occitanie	3 000
Communication/Traduction	12 000	Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées	1 500
		Partenariats publics sollicités : Mairie de Tarbes, INPT, UFTMIP	2 500
Location de salle : maison du cheval du Haras	3 500	Sponsors privés sollicités	2 000
Autres dépenses (fournitures administratives, hébergement, goodies)	5 600	Autofinancement	4 000
TOTAL CHARGES	60 000	TOTAL PRODUITS	60 000

Pour cette première édition organisée sur le territoire de l'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, il est proposé, en attribuant une subvention de 1 500€ à l'ENIT, d'accompagner et de valoriser cet événement au rayonnement international.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer une aide de 1 500 € au Laboratoire Génie de Production de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tarbes pour la 10^{ème} conférence internationale sur l'interopérabilité des applications et des systèmes d'entreprises, I-ESA 2020.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 11

Renouvellement de baux précaires et approbation d'un bail précaire au Téléport 3 à Juillan (65290)

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. SAYOUS

**Objet : Renouvellement de baux précaires et approbation d'un bail précaire au
Téléport 3 à Juillan (65290)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°4 du Bureau Communautaire du 19 septembre 2017 approuvant l'harmonisation sur une période trimestrielle de la perception des loyers de la CATLP.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour la conclusion et la révision du louage de biens immeubles appartenant à la CATLP.

Vu la demande de la société twice.ai en date du 6 janvier 2020.

Vu les demandes des locataires en date du 9 janvier 2020.

EXPOSE DES MOTIFS :

Dans le cadre de la conclusion et de la révision du louage de biens immeubles appartenant à la CATLP, il convient pour le Téléport 3, Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle, 65290 Juillan, de renouveler, suite aux demandes des locataires, les baux précaires arrivés à échéances pour les locataires suivants,

- SELARL DUCRUC-NIOX THERQUEM-ADOUE à compter du 1^{er} avril 2020
- Agronomie Terroirs EURL à compter du 1^{er} décembre 2019
- CRIT Intérim à compter du 1^{er} novembre 2019
- ESCAICH ECB à compter du 1^{er} août 2019

Il est proposé de reconduire ces baux précaires pour une durée de 12 mois, et d'établir l'avenant n° 2 pour chacun des locataires, dans les mêmes conditions de location.

La société twice.ai, spécialisée dans l'intelligence artificielle et l'analyse des données, a sollicité la CATLP pour la location d'un bureau au rez-de-chaussée du téléport 3, d'une superficie de 17,05 m².

Afin de favoriser l'implantation d'entreprise exogène, au profil rare sur le territoire de la CATLP. Il est proposé d'établir un bail précaire à compter du 1^{er} février 2020, pour une durée de 12 mois renouvelable dans la limite de 35 mois, au prix mensuel de 6 € HT/m² pour la 1^{ère} année d'activités, charges en sus de 4 € HT/m²/mois.

Les appels à loyer se feront par période trimestrielle.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver par avenants n° 2, le renouvellement des baux précaires au profit de :

- SELARL DUCRUC-NIOX THERQUEM-ADOUE
- Agronomie Terroirs EURL
- CRIT Intérim
- ESCAICH ECB

Article 2 : d'approuver le bail précaire au profit de la société twice.ai, dans les conditions détaillées ci-dessus.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 12

Réalisation de terrains familiaux à Séméac pour les Gens du Voyage : demande de subvention au titre de la DSIL

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. BARRET

Objet : Réalisation de terrains familiaux à Séméac pour les Gens du Voyage : demande de subvention au titre de la DSIL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°9 du Bureau Communautaire du 11 décembre 2019 sollicitant des subventions auprès de l'Etat pour la réalisation de terrains familiaux pour les Gens du Voyage à Séméac.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour solliciter des subventions.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, dans le cadre de sa compétence obligatoire « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil », a décidé de réaliser des terrains familiaux, en locatif pour les gens du voyage.

L'opération, consiste à construire 12 terrains familiaux de 2 places chacun sur une parcelle située rue des Garennes à Séméac, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- parcelles clôturées avec grillage et portail, de plus ou moins 370 m² chacune,
- 1 compteur individuel eau et électricité par parcelle,
- espace réservé aux poubelles,
- bâtiments d'une superficie au sol de 25 m²,
- Voiries et annexes (éclairage, réseaux, stockage d'eaux pluviales).

Le coût de cette opération s'élève à 837 380 € H.T. L'Etat peut financer ce type d'opération au titre de la DSIL et au titre des crédits Gens du Voyage de la DDT.

Suites aux échanges avec les services de la Préfecture, il est préférable, sur la forme, d'avoir deux délibérations pour solliciter ces financements

Ainsi, sur la DSIL, l'Etat pourrait intervenir pour un montant prévisionnel de 413 800 €.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

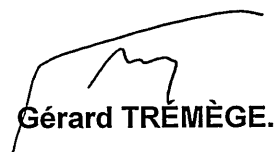
Article 1 : de rapporter la délibération n°9 du Bureau Communautaire du 11 décembre 2019.

Article 2 : de solliciter une subvention de l'Etat, au titre de la DSIL, pour la réalisation de 12 terrains familiaux pour les Gens du Voyage rue des Garennes à Séméac.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 13

Réalisation de terrains familiaux à Séméac pour les Gens du Voyage : demande de subvention au titre des crédits Etat BOP 135 GDV

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. BARRET

Objet : Réalisation de terrains familiaux à Séméac pour les Gens du Voyage : demande de subvention au titre des crédits Etat BOP 135 GDV

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°9 du Bureau Communautaire du 11 décembre 2019 sollicitant des subventions pour la réalisation de terrains familiaux pour les Gens du Voyage à Séméac.
Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour solliciter des subventions.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, dans le cadre de sa compétence obligatoire « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil », a décidé de réaliser des terrains familiaux, en locatif pour les gens du voyage.

L'opération, consiste à construire 12 terrains familiaux de 2 places chacun sur une parcelle située rue des Garennes à Séméac, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- parcelles clôturées avec grillage et portail, de plus ou moins 370 m² chacune,
- 1 compteur individuel eau et électricité par parcelle,
- espace réservé aux poubelles,
- bâtiments d'une superficie au sol de 25 m²,
- Voiries et annexes (éclairage, réseaux, stockage d'eaux pluviales).

Le coût de cette opération s'élève à 837 380 € H.T. L'Etat peut financer ce type d'opération au titre des crédits Gens du Voyage de la DDT (BOP 135 GDV) à hauteur de 10 671 € par place (soit 12 x 2 places), soit 256 104 € et au titre de la DSIL.

Suites aux échanges avec les services de la Préfecture, il est préférable, sur la forme, d'avoir deux délibérations pour solliciter ces financements

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

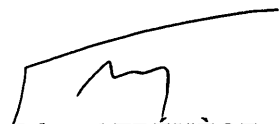
Article 1 : de rapporter la délibération n°9 du Bureau Communautaire du 11 décembre 2019.

Article 2 : de solliciter une subvention de l'Etat, au titre des crédits Gens du Voyage (BOP 135 GDV), pour la réalisation de 12 terrains familiaux pour les Gens du Voyage rue des Garennes à Séméac.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



UNIVERSCIEL

Programme fonctionnel et technique détaillé

Novembre 2019



12 allée des cigognes – F33350 LES BILLAUX
T. +33 557 40 70 00 – Siret. 808 104 020 00025
www.cpamo.fr / contact@cpmao.fr



45 rue du Chevalier Arnaud Bruneau
17940 RIVEDOUX Plage en Ré
T. 09 77 38 97 56 - www.artscenique.fr



René VERNET

T. 06 88 94 54 53
Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-230120_14a-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Sommaire

Sommaire	2
Préambule.....	4
1. La présentation du contexte	5
A. Le contexte géographique.....	6
B. Le contexte institutionnel.....	8
C. Le contexte économique	14
D. Le contexte scientifique et enseignement supérieur et notamment	18
2. La dynamique de projet : enjeux et objectifs	19
A. Les attendus et les thématiques	20
B. Les sites de référence	21
C. Les fondamentaux programmatiques (attraction / attractivité)	22
D. La contextualisation du cœur de projet et les capacités de développement	24
E. Les enjeux architecturaux	27
F. Les enjeux scénographiques	28
G. Les enjeux environnementaux généraux	31
3. Le contenu programmatique	33
A. Le schéma organique général et les fondamentaux génériques	34
B. Les espaces extérieurs et son paysagement	36
C. Le « hub du projet » (avec sa mise en scène)	38
D. Les expositions permanentes et temporaires.....	43
E. Le dôme immersif plurimodal	47
F. L'immersivité... VR table tactile, outils VR et missions	55
G. Les moyens collaboratifs, plateforme innovation et accélération	65
H. Les enjeux environnementaux applicables au projet	69

4. Le site d'accueil du projet.....	79
A. Le site dans son environnement	80
B. Les aspects topographiques et physiques	81
C. Les infrastructures et leurs adaptations au projet (RN, RD, ...)	89
D. Les aspects réglementaires d'urbanisme	95
E. Les réseaux et leurs raccordements	97
F. Les aspects réglementaires / technique	100
G. L'adéquation projet / site.....	102
5. Les exigences techniques générales.....	104
A. Préambule, définitions	105
B. La conception générale	110
C. Le gros œuvre / enveloppe(s)	114
D. Les installations techniques	121
E. Les aménagements intérieurs.....	131
F. La sécurité / la sûreté.....	136
G. Les aménagements extérieurs.....	140
6. Les exigences opérationnelles	143
A. Les contraintes financières	144
B. Le calendrier opérationnel.....	145

Préambule

Ce document rassemble les règles programmatiques de base pour le projet immobilier UniversCiel.

Ce programme détaillé rassemble les exigences et contraintes générales sur les plans :

- **qualitatifs**, en présentant les grands objectifs de l'opération ; objectifs qui doivent transpirer dans le projet,
- **fonctionnels**, avec les principales liaisons entre les entités et les espaces,
- **techniques**, avec un niveau de détail suffisant pour l'élaboration d'un A.P.S., voire au-delà,
- **quantitatives**, avec la volonté de respecter au plus près les masses relatives de superficies offertes, mais aussi les exigences espace par espaces,
- **économiques**, avec un budget travaux que le Maître d'Ouvrage a réservé pour la réalisation de cette opération, budget inaliénable ; le respect de cette enveloppe budgétaire fait partie des conditions de réussite du projet, pour la réalisation de cette opération.

Ce document présente :

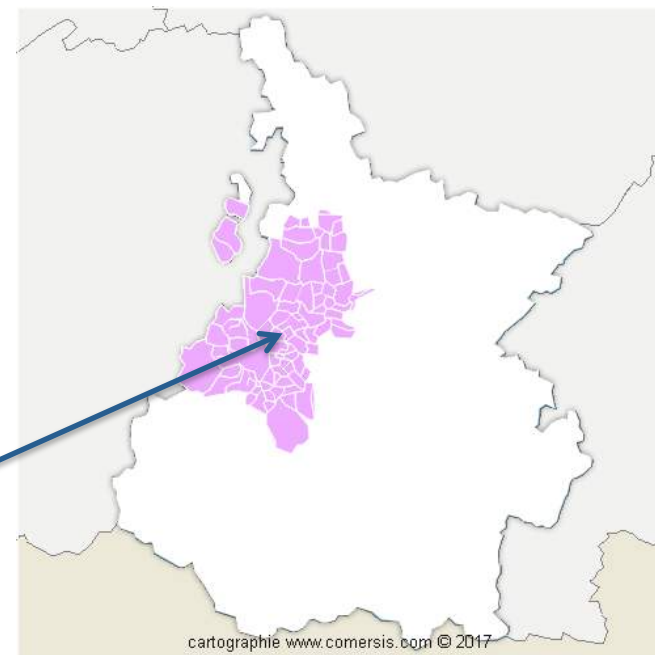
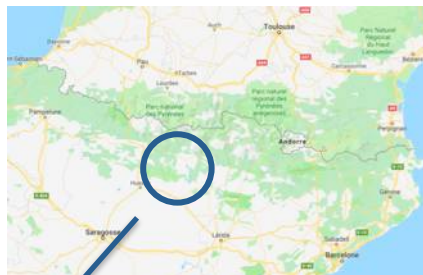
- le contexte institutionnel et géographique du projet, support à la genèse du projet,
- les fondements du projet en termes d'image, de gestion des moyens immobiliers et de confort d'usage,
- les principes généraux de programmation,
- les grands principes du projet immobilier,
- l'adéquation entre le site et le projet,
- la description générale des entités programmatiques,
- les performances techniques attendues pour cette opération,
- les modalités opérationnelles sur les plans financier et calendaire.

UNIVERSCIEL

1. La présentation du contexte

A. Le contexte géographique

L'agglomération de Tarbes et Lourdes se situe à l'ouest du département des Hautes Pyrénées, en frontière avec la région de la Nouvelle Aquitaine et son département des Pyrénées Atlantiques.



B. Le contexte institutionnel

B1. La Communauté d'Agglomération

L'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est la structure intercommunale la plus importante du département des Hautes-Pyrénées et la 5e agglomération de la région Occitanie.

Elle s'appuie sur des singularités locales tels que l'attrait du voyage dans les Pyrénées et surtout les apparitions de 1858 à Lourdes qui ont considérablement modifié l'organisation sociale du département et ont impacté durablement l'aménagement du territoire.

La nouvelle Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a vu le jour le 1er janvier 2017, avec la fusion de :

- la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,
- les Communautés de Communes de Bigorre-Adour-Echez,
- de Gespe-Adour-Alaric,
- du canton d'Ossun,
- du Pays de Lourdes,
- de Batsurguère
- et du Montaigu.

En tout, ce sont :

- 86 communes
- 7 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) regroupés
- 127 086 habitants
- 5e communauté d'agglomération de la région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée
- Tarbes, la ville-centre du département
- Lourdes, classée « Grand Site » de la Région
- Un aéroport international : Tarbes-Lourdes-Pyrénées



La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées compte 133 élus, Gérard Trémège, Maire de Tarbes, en est le Président. Le Conseil Communautaire comprend également 15 Vice-Présidents.

Le bureau communautaire, organe décisionnel, est composé de 56 membres parmi les 133 élus.

B2. Un projet d'agglomération : projets irrigants, rayonnants et structurants

Le projet d'agglomération, adopté à l'unanimité au conseil communautaire du 30 novembre 2017, doit :

- **porter des ambitions économiques** et des projets de développement innovants,
- **veiller à un aménagement harmonieux et équilibré** en soutenant activement les plus petits territoires,
- **rayonner au-delà de sa propre enceinte** pour être visible et attractif sur les autres échelles : régionale, nationale et internationale

C'est sur ce dernier axe que s'inscrit le projet Universciel

Ce projet s'articule autour de la première des compétences de l'agglomération : **le développement économique**.

Il s'agit à la fois de :

- **mettre toutes les compétences au service de cette « grande cause territoriale » :**

Les documents et dossiers stratégiques

- PLUI (Plan local d'urbanisme intercommunal),
- PLH (Programme local de l'habitat),
- NPNRU (Nouveau plan national de rénovation urbain),
- PDU/PDI (Plan de déplacements urbains et interurbains),
- nouveau programme de rénovation urbaine,
- PCAET (plan climat-air-énergie territorial),
- environnement...

viennent servir cet objectif central qui aura également pour vocation prioritaire d'épauler la chaîne des solidarités : politique de la Ville, économie circulaire solidaire et sociale...

- **asseoir de manière durable la position de la CATLP au sein de la région Occitanie** mais aussi à la croisée des chemins vers le bassin Palois et le Pays Basque. Avec un site majeur comme Lourdes au sein de l'espace communautaire qui favorise le rayonnement international.

De cette réflexion fondamentale, sont déclinés trois types de projets : irrigants, rayonnants et structurants

Projets Irrigants

Les projets « irrigants » portent sur l'aménagement de l'espace communautaire. Transporter des services, des moyens, des actions et des produits pour tous en prenant en compte les espaces les plus isolés.

A partir de l'analyse des pratiques : usagers, socio-professionnels, industriels, touristes, pèlerins, étudiants, chercheurs... il convient de couvrir les besoins en termes de gestion des flux, de visibilité des espaces et des services, d'habitat, de rénovation urbaine, de services délocalisés, d'environnement et de développement.

Afin d'affirmer l'identité du territoire, sont priorisés :

- Des aménagements pour requalifier les entrées d'agglomération mais aussi pour baliser le territoire
- Des parcs industriels et zones d'activités faciles à identifier et à utiliser.
- Des zones thématiques sont organisées en pôles : pôle céramique, pôle aéronautique, pôle agroalimentaire...
- La création d'un technopôle digital dénommé « Agile'Py »,
- Le soutien au développement des filières dédiées à l'agriculture et les secteurs d'excellence
- La création d'une agence de l'Environnement
- La promotion des démarches initiatives et spirituelles (Chemins de pèlerins, chemins de Saint-Jacques de Compostelle, Les pas de Bernadette Soubirous à Lourdes...)
- Des parcours à la découverte du territoire (randonnées pédestres et équestres, parcours labellisés, vélo-route, patrimoine...)
- Un plan de déplacements urbains moderne et adapté aux nouveaux enjeux ainsi que des liaisons multimodales connectées pour simplifier les déplacements
- « La route numérique » : afin de sortir de la logique de silo, d'ouvrir des espaces plus grands en termes d'accès aux services, aux données, de créer des chaînes de solidarité et une approche nouvelle des usages et pratiques quotidiennes.

Projets Rayonnants

Les projets « rayonnants » ont vocation à améliorer le positionnement de l'agglomération auprès des ensembles plus grands : Région, Etat et à l'international où se jouent les nouveaux défis.

Une stratégie de rayonnement à la fois régionale et résolument tournée vers l'international.

Au cœur de l'agglomération :

- Poursuivre la stratégie de déploiement sur tout le territoire : offrir des services et des produits culturels, sportifs et de loisirs respectant les équilibres et répondant aux attentes des populations.
- Délocaliser des événements, réaliser des actions en résidence dans les communes rurales.
- « Aller vers » : mettre en œuvre un plan d'action et de promotion basé sur l'itinérance (véhicules pédagogiques type Bibliobus).
- Outil au service de la promotion du territoire : l'Office de tourisme intercommunal

Vers l'extérieur :

- Cultiver ensemble les points forts avec les partenaires des autres territoires du Département : le Pic du Midi, par exemple, est à la fois un site et un pôle événementiel tout comme d'autres grands sites (cirque de Gavarnie...). En lien direct avec l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, ils viendront conforter une offre d'exception en termes d'attractivité.
- Déclencher un programme de coopération régional (Dialogue Métropolitain) mais aussi international : intégrer le réseau des intercommunalités européennes : partage d'expériences, exploration et importation d'événements, organisation de congrès et de colloques (biennale Européenne du Patrimoine...)
- Soutenir les événements pilotes en raisonnant en termes de développement économique (sur le schéma de Marciac par exemple) :

Au NORD :

- le Parc des expositions, un lieu privilégié pour les foires et salons (Salon de l'agriculture, Salon de la Montagne...).
- Des événements internationaux (Petits As) et des festivals de renommée internationale (Equestria, Tarbes en Tango, Tarba en Canta...).

Au CENTRE :

- Événements à imaginer autour du pôle centre dédié à l'aviation, l'aéronautique et le ciel en lien avec le Pic du Midi de Bigorre, la cité de l'espace à Toulouse, la cité des sciences à Paris...
- Un meeting aérien et un « show-room » pour présenter les dernières innovations aéronautiques.

Au SUD :

- Festival international de musique sacrée de Lourdes ;
- Coupe du Monde de VTT ;
- Un spectacle en devenir autour de l'histoire des apparitions et de Bernadette Soubirous.

Projets Structurants

Les projets « structurants » doivent répondre aux besoins des usagers, être source de développement économique et d'attractivité. Ils contribuent à l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire décliné aux trois bassins de vie Nord, Centre et Sud.

6 projets phares pour un territoire :

Au Nord

- L'ATELIER DES SPORTS : un équipement indoor unique dans la région pour le sport et les compétitions.
- UNE NOUVELLE MEDIATHEQUE : outil de renforcement de la lecture publique, levier culturel et inclusion numérique

Au Centre

- ESPACE UNIVERSCIEL : parc d'attractivité ultra-moderne pour professionnels et grand public avec planétarium, réalité virtuelle, simulateurs, robotique...
- BASE DE TOURISME ÉQUESTRE : voyages à cheval, séjours équestres, éthologie...

Au Sud

- PIC DU JER : Lourdes, la référence en matière de VTT
- UN AUDITORIUM multimédias, centre de séminaires et de colloques à vocation internationale

Des projets communs

D'autres projets ont été pensés à l'échelle du territoire, impliquant l'ensemble des pôles.

- Le **Pacte culturel** de territoire préfigure la stratégie et le plan d'action pour une Culture qui :
 - va à la rencontre de son territoire,
 - soutient ses équipements phares
 - génère des ressources économiques nouvelles
- Penser les **archives** et conservation des documents au niveau global
- Conforter les **équipements sportifs** existants et déployer un programme d'animations sportives,
- Prendre en considération **la santé et le bien-être** (programme CAPAS-Cité), des parcours sportifs adaptés à tous sur les chemins de randonnées pour développer la pratique de l'activité physique.
- Conforter les piliers de **la politique de la ville** :
 - Réduire les écarts de développement au sein des villes par un rééquilibrage des moyens.
 - Restaurer la citoyenneté dans les quartiers défavorisés
 - Améliorer les conditions de vie des habitants
- Etendre les outils destinés aux quartiers prioritaires pour déployer la chaîne de solidarité sur l'ensemble de l'agglomération : santé, bien-être, services de proximité pour les secteurs isolés et/ou les personnes éloignées...

C. Le contexte économique

Dans le cadre de sa compétence développement économique, la Communauté d'agglomération a pour ambition d'encourager la création et le développement des entreprises de toute nature et de toute taille. Les 27 zones d'activités représentent un levier essentiel dans cette politique. Afin de mieux connaître la situation, la Communauté d'agglomération a souhaité se doter d'un schéma territorial des infrastructures économiques, afin d'apporter aux entrepreneurs, une vision prospective du tissu économique et de ses spécificités.

Dans cette démarche, de nombreux outils et actions sont mis en place, tous comme des moyens importants à disposition des acteurs du territoire ou de porteurs de projets :

- Redéfinition et thématisation des zones d'activités économiques pour améliorer leur efficacité et leur compétitivité,
- Création d'un technopôle digital
- Création d'un hôtel d'entreprise en milieu rural à destination des artisans
- Mise en place d'un Comité d'accompagnement partenarial (CAP) regroupant les principaux acteurs institutionnels locaux au niveau de l'économie, afin de simplifier les démarches d'aides aux entreprises,
- Création d'un concours de Start up : Start In Pyrénées

Quelques grandes actions, sans qu'elles ne représentent une liste exhaustive peuvent être détaillées

Territoire d'industrie « Lacq Pau Tarbes »

Le 25 mars 2019, un rapprochement concrétisé par un protocole signé entre les Présidents de chacune des communautés d'agglomération a officialisé la collaboration industrielle des deux territoires dans le cadre du dispositif **Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes**.

Ce programme a été lancé par le Premier Ministre le 22 novembre 2018. Objectif : accroître l'attractivité des territoires, encourager l'innovation, développer le tissu d'entreprises, attirer, former et recruter. Lacq-Pau-Tarbes sera Territoire d'industrie pilote.

Les stratégies à mettre en avant ont été dégagées, à savoir :

- améliorer le recrutement des entreprises,
- encourager l'innovation et la transition énergétique,
- faciliter la mobilité,

- revaloriser les friches industrielles,
- créer des outils de transfert technologiques
- promouvoir des actions de marketing territorial.

Un programme de 40 actions prioritaires a été rédigé. Parmi elles :

- Mise en place d'un hub MRO (maintenance, réparation, révision) aéronautique du futur, sur le pôle Pyrène Aéro-Pôle / Pyrénia, avec tiers-lieu dédié. A développer : la création d'une formation et d'une bourse aux start-up de la filière et le développement d'animations économiques (futur technopôle)...
- Accompagnement de la transformation des friches industrielles, commerciales ou artisanales, grâce à la création d'un « fonds friche » permettant d'acquérir, de dépolluer et de remettre en état d'usage dans le cas d'un développement économique industriel.

Les enjeux s'appuient sur une identité industrielle forte reposant des filières historiques et des atouts économiques certains tels que l'aéronautique. Ils permettront d'anticiper les mutations et les défis à venir :

- accroître l'attractivité et encourager les partenariats
- encourager l'innovation
- consolider le capital humain – attirer, former, recruter

Pyrenia / Pyrène Aéroport

Le campus aéro-industriel se développe autour d'un écosystème qui réunit les principaux acteurs industriels de la filière aéronautique mais également les acteurs majeurs de la recherche et de la formation ainsi que les décideurs institutionnels. La forte culture industrielle du territoire et son cadre de vie exceptionnel permettent de réunir toutes les caractéristiques d'une zone dynamique propice au développement économique.

Située sur les communes d'Ossun, Juillan et d'Azereix près de Tarbes et Lourdes (Hautes Pyrénées 65), il regroupe l'aéroport Tarbes Lourdes Pyrénées et une zone d'activité industrielle dit campus aéro-industriel spécialisé dans la construction, la maintenance, le retrofit et le démantèlement d'avions.



Celui-ci est devenu un pôle d'excellence aéronautique qui a pour mission d'aménager et développer la zone aéroportuaire autour de la commercialisation de foncier d'entreprises et l'accompagnement de porteurs de projets industriels.

On y retrouve entre autres :

- **Tarmac Aerosave**, spécialisé dans la déconstruction, le stockage et la maintenance d'avions.
- **Daher** : Leader européen des constructeurs d'avions légers de tourisme et d'affaires ; sous-traitant de rang 1 dans le domaine des aérostructures pour Airbus, Dassault et Eurocopter.
- **AAA** : Fabricant de sous-ensembles en composite et en métal/composite, production en sous-traitance globale, assistance technique pour le démontage et le stockage d'avions et pour la réalisation de divers chantiers avions.
- **Ségneré**, dans le cadre de la production mécanique de précision.

Pyrène Aéro-pôle (Téléport 6 à 8) – Pôle tertiaire

Pyrène Aéro-pôle est un site stratégique situé au cœur du triangle Pau/Tarbes/Lourdes, qui est développé autour de l'aéroport international Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Cette Zone d'Intérêt Régional est un lieu d'implantation d'activité. Véritables vitrines du territoire, comme la zone d'activités Pyrénia, Pyrène Aéro-Pôle dispose d'une exposition idéale **à mi-chemin entre Tarbes et Lourdes**, et de l'échangeur de l'A64. Elles bénéficient du dynamisme économique d'un bassin de vie de **plus 430 000 habitants** qui allie formation technologique de haut niveau, entreprises de pointe et tradition industrielle aéronautique avec notamment la présence du groupe Daher-Socata. Aussi, ce pôle économique profite d'une position stratégique au cœur de l'Aerospace Valley ¹.

Un site unique et attractif dans le grand Sud-Ouest de la France, au pied des Pyrénées, déjà créateur de **plus de 1 500 emplois** et disposant de réserves foncières et financières nécessaires pour continuer de grandir.

¹ Le pôle de compétitivité mondial Aerospace Valley associe les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie Pyrénées/Méditerranée, constituant ainsi le premier bassin d'emplois européen dans le domaine de l'aéronautique, de l'espace et des systèmes embarqués

Pyrénées Adour – French Tech

Le label French Tech assure une reconnaissance à des territoires qui se distinguent par leur tissu et écosystème de start-up moteurs. Le statut de communauté French Tech est attribué pour trois ans. Il apporte un surplus d'attractivité et de visibilité et les projets menés peuvent bénéficier de financements de l'État et de BPI France.

Depuis 2016, la French Tech Hautes-Pyrénées est labellisée sur le thème de la Transition énergétique, et a souhaité étendre son territoire en s'appuyant sur le hub (plateforme) du numérique des Pays de l'Adour.

Un nouvel appel à projet a été lancé par l'Etat en décembre dernier. Le territoire a candidaté pour obtenir la labellisation « Devenir une communauté French Tech ». Désormais labellisé « Communauté French Tech Pyrénées - Adour », le territoire s'étend donc sur le Béarn et la Bigorre. Une communauté qui regroupe 70 start-up innovantes et 36 « catalyseurs » (entrepreneurs, financeurs...).

L'idée étant de donner l'opportunité aux start-up de l'écosystème numérique local d'intégrer un réseau de ressources susceptible de favoriser leurs marchés.

D. Le contexte scientifique et enseignement supérieur

Avec 6 000 étudiants, Tarbes est un pôle universitaire de premier plan sur l'ex Région Midi-Pyrénées et qui vise à rayonner à l'échelle de la nouvelle région Occitanie.

Considérant que sa position géographique excentrée devait être contrebalancée par une logique de mise en réseau, le pôle tarbais s'est inscrit dans des réseaux universitaires et de recherche à l'échelle régionale et interrégionale : il coopère avec les universités de Toulouse et de Pau comme par exemple dans le cadre du pôle de compétitivité « Aerospace Vallée » et « Agri Sud Ouest Innovation », associant les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine.

En parallèle, le pôle a développé une logique de site autour de l'ENIT (Ecole Nationale des Ingénieurs de Tarbes) et de l'IUT (Université Paul Sabatier) : il s'est doté d'une structure de coopération associative (Association du Centre Universitaire Tarbes Pyrénées) fédérant les établissements universitaires locaux, qui s'est progressivement élargie à d'autres structures dispensant des formations post-bac (Lycées, Ecole supérieure d'art des Pyrénées, Institut de Formation en Soins Infirmiers, Centre de formation consulaire, etc.). Ceci lui a permis, avec l'appui des élus locaux et des financements de l'Etat, de la Région, du Département et de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, de connaître un réel développement. Il accueille aujourd'hui près de 6 000 étudiants ainsi que des activités de recherche, de plateformes technologiques notamment dans des secteurs de haute technologie (industries céramiques, aéronautique, matériaux, etc.).

Le site tarbais propose une offre globale de formation à teinte technique et technologique. Il est proposé une continuité de parcours de formation avec une mise en synergie des différents établissements. L'offre de formation s'appuie également sur des compétences « métiers » qui permettent d'avoir un lien fort avec le tissu économique local.

La recherche au sein du pôle universitaire tarbais et de l'enseignement supérieur au sens large s'articule autour de huit grands domaines :

- Mécanique – Matériaux et énergétique
- Electronique – Automatique et systèmes
- Psychologie – Sociologie
- Information – Communication
- Economie – Gestion
- Activités physiques et Sport – Santé publique
- Informatique – Mathématique
- Univers – Environnement

UNIVERSCIEL

2. La dynamique de projet : enjeux et objectifs

A. Les attendus et les thématiques

Il s'agit de poser les fondements de ce qui relèvera des thématiques permanentes et de celles pouvant tendre vers des thématiques périodiques... participant de la dynamique du lieu :

- Les sciences de la terre et de l'espace comme la cosmogonie et les théories de la création de l'univers (scientifiques, philosophes, religieux, ...)
- La connaissance de l'espace, du ciel, des étoiles, des planètes, de la Terre et de ses fondamentaux (constitution, sismicité, attrait touristique),...
- La préservation des ressources, la protection de la nature, et de la planète,...
- L'aéronautique / l'aérospatial, à travers l'entrepreneuriat, la recherche, l'enseignement supérieur, ...
- L'ouverture au monde économique innovant avec la réalité virtuelle, la réalité augmentée, la robotique, la cobotique et leurs applications,...

Ces dynamiques se rejoignent dans quatre grandes thématiques de base :



B. Les sites de référence

Afin de sérier la présente opération, certains sites ont été benchmarkés :

- **Cosmodome (Laval – Canada)** → le plus pertinent tant en taille que pour l'approche « attraction »
- **Vulcania (Auvergne)** → pour son territoire de référence
- **Futuroscope (Vienne)** → malgré son échelle
- **Musée de la Nature et des Sciences (Sherbrooke – Canada)** → pour la pertinence de ses outils de vulgarisation
- **Espacia O42 (Huesca – Espagne)** → témoignant qu'un tel projet nécessite une masse critique suffisante pour être attractif
- **Station F (Paris)** → pour son concept
- **Musée de l'Espace (Kourou)** → malgré son contexte muséal quel que peu désuet
- **S.A.T. Société des Arts Technologiques (Montréal – Canada)** → pour son modèle collaboratif
- **Cité de l'Espace (Toulouse)** → pour sa médiation scientifique, malgré son territoire de référence
- **Pic du Midi** → pour son approche interfacielle
- **Ferme des Etoiles** → pour son approche associative scientifique
- **MK2VR** → pour ses outils d'immersion
- **Illucity** → pour ses outils VR individuels

C. Les fondamentaux programmatiques (attraction / attractivité)

Des attendus qualifiés selon deux notions essentielles

- **Notion d'attraction** au service du grand public → *l'équipement doit être porteur de lisibilité et d'outils permettant au grand public de trouver de l'information, de l'imprégnation, des sensations, ... dans une approche ludique* ➡ Un portage essentiellement public en faisant en sorte que l'équipement puisse monter en puissance dans le temps
- **Notion d'attractivité** pour capter et créer de la porosité avec des partenariats économiques → *les acteurs de l'écosystème économique doivent ressentir la capacité de l'équipement à produire de la valeur ajoutée par les moyens mis en œuvre, les acteurs étudiants, les start-up, ... et même le grand public... susceptible de porter le prototypage* ➡ en créant un embryon suffisant pour capter des partenariats économiques avec des « majors industriels », porteur de « use case », susceptible de générer une hybridation à forte valeur ajoutée

Attractivité... pour capter et créer de la porosité avec les partenaires économiques et universitaires



Outil d'étude et de recherches

- ❖ Universciel peut co-construire la licence immersive de l'IUT
- ❖ Développer des compétences pour faire rester les étudiants et les laisser à travailler sur place

Outil d'expérimentation

- ❖ Besoin d'un espace pour mettre en application les VAR (virtual, augmenté, réalité)
- ❖ Un living lab orienté sur la jeunesse pour les innovations
- ❖ Un lieu avec des espaces dédiés aux expériences utilisateurs
- ❖ Un lieu d'expérimentation,
- ❖ Un lieu de développement
- ❖ Lieu de monstration des expériences locales: environnement, start up, Un Fab Lab... **outil majeur de la Plateforme Innovation et Accélération**

Outil de partage et de formation

- ❖ Un écosystème référent dans le numérique.
- ❖ Un vecteur vers l'usine 4.0 pour le tissu local.
- ❖ Un lieu de partage, de formation pour les entreprises du secteur



Attraction... au service de tous les publics

Événements

- ❖ Organe de gouvernance pour la programmation des événements.
- ❖ Associer le culturel pour une meilleure lisibilité de la science.
- ❖ Une attention apportée aux publics locaux pour en faire des ambassadeurs

Un appui sur Lourdes

- ❖ Clientèle majoritairement senior
- ❖ Pour offrir une alternative :
 - de plus en plus individuels et familles.
 - de groupes organisés, à la recherche de propositions

Un relai du Pic du Midi

- ❖ R.I.C.E.
- ❖ pour être une caisse de résonance de ce qui se passe au Pic en coopération avec l'Observatoire Midi Pyrénées

Un soutien aux richesses des Pyrénées grâce aux technologies

- ❖ découvrir
- ❖ s'immerger
- ❖ survoler

Une offre ultra-numérique

- ❖ vers un univers virtuel
- ❖ VR, IA et Robotique doivent être très prégnants.
- ❖ Espace démonstratif sur la recherche, les technologies.
- ❖ Notion de plaisir, notamment à l'usage du jeune public

Une offre ultra-dynamique

- ❖ le tourisme d'affaires,
- ❖ le spirituel
- ❖ Les tours opérateurs doivent être proposant

D. La contextualisation du cœur de projet et les capacités de développement



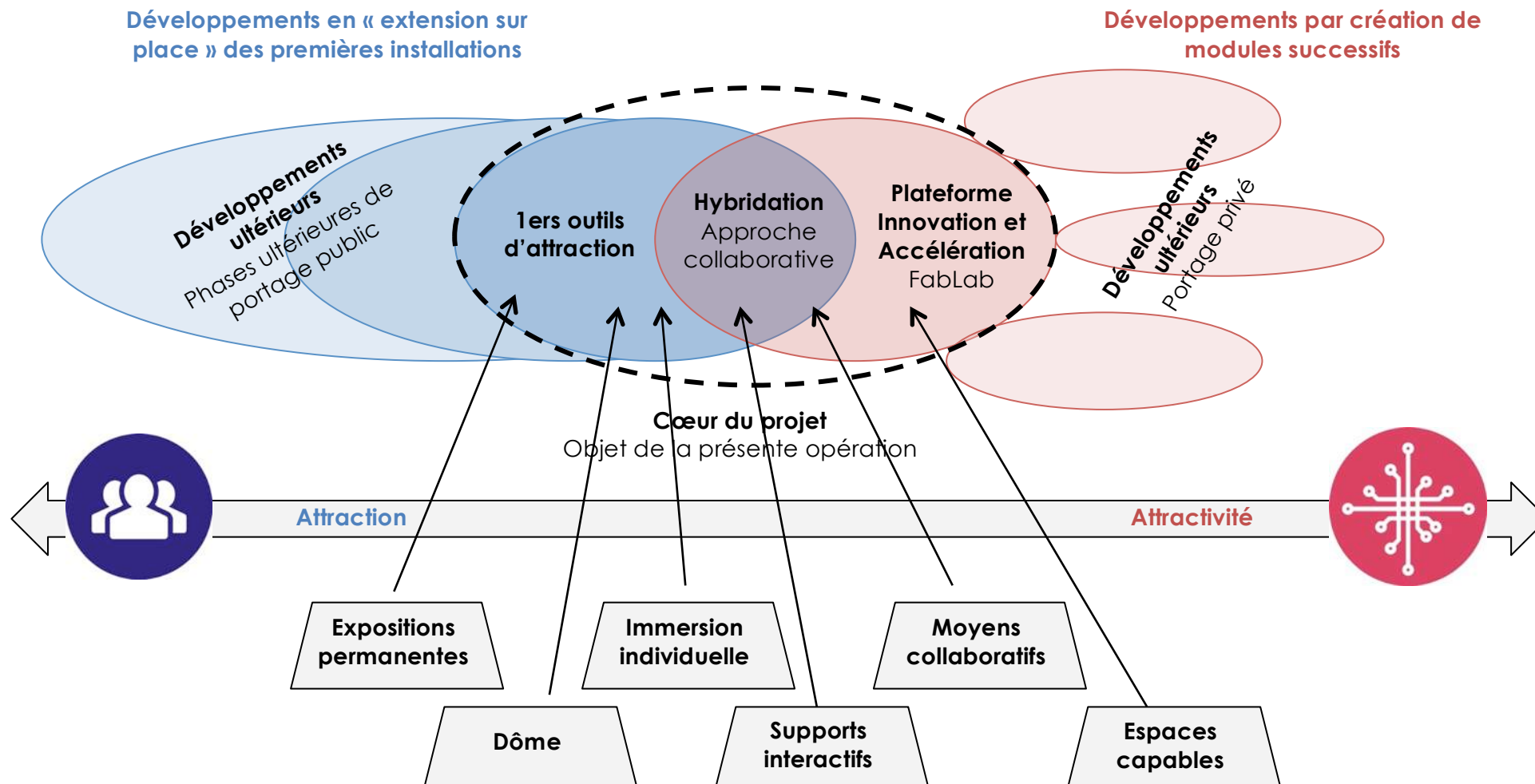
Une formalisation organique... de la présente opération aux développements futurs

Avant d'aborder les aspects organique et fonctionnels, il est essentiel de rapporter que la richesse du concept du lieu est conçu sur une forme de « porosité raisonnée » entre les formes d'attraction auprès du grand public et l'attractivité des activités économiques dans son dynamisme d'innovation et de transfert de technologie autour de la VR du monde économique local.

Il ressort qu'un projet comme celui-ci ne peut reposer que sur un « cœur de projet », objet de la présente consultation de maîtrise d'œuvre mais que les fondamentaux développés ici sont amenés à se développer au gré des succès de toutes natures ; dans ses formes d'attractions auprès du grand public mais aussi dans ses composantes économiques d'attractivités, *laboratoire expérimental*.

Il n'en demeure pas moins que, eu égard à leurs fondamentaux organiques, **le plan de masse devra être compatible des principes déployés dans le schéma ci-après.**

Schéma structurant le futur plan de masse



F. Les enjeux scénographiques

Le point essentiel ici est de traiter correctement **les limites de prestations** dans le cadre de la présente mission de maîtrise d'œuvre au regard des enjeux scénographiques.

En effet, si l'équipement ne peut fonctionner que totalement équipé, il s'agit néanmoins de positionner :

- les équipements suffisamment pérennes pour être considérés comme indissociables de la prestation de maîtrise d'œuvre,
- les installations plus « consommables » parce que très évolutives et relevant, à ce titre, des prestations intimement liées à l'exploitant futur.

Il en résulte que :

- le « **hub de projet / fonctions connexes** » intéressant les espaces d'accueil dans le hall, la restauration et la boutique :
 - les **équipements immobiliers** (relevant de la maîtrise d'œuvre) recouvrent l'ensemble des installations du hall avec les fonctionnalités de l'accueil comprenant les installations de banques d'accueil pour l'ensemble des publics (grand public, visiteurs professionnels, ...) ainsi que les automates associés aux réservations « en ligne ».
 - les **équipements mobiliers** (relevant de l'exploitant) concernent plus particulièrement la boutique avec des ambiances qui seront prévues avec l'exploitant et surtout la restauration où les installations sont étroitement liées au process de restauration associé à la concession tant pour la partie technique que pour les espaces publics pour lesquels le concessionnaire devra trouver le meilleur compromis entre son éthique, les prestations offertes et l'ambiance thématique des lieux.
- les **expositions permanentes et temporaires** en continuité du hall d'accueil, associant notamment « l'Association Héritage Morane Saunier » méritent un soin particulier en tenant compte de la périodicité d'installations entre les expositions permanentes qui ont vocation à une pérennité de 2 à 5 ans minimum et les expositions temporaires pouvant être renouvelées 1 à 3 fois par an, voire de pouvoir s'esquiver pour une installation ponctuelle associée à un événement de « rencontres économiques » lors d'une convention d'entreprise par exemple :

- les **équipements immobiliers** (relevant de la maîtrise d'œuvre) pour les missions concernent donc un traitement d'ambiance très avancé (revêtements de sols, murs et plafonds mais aussi des ambiances lumineuses appropriées) mais aussi la mise en œuvre de pré-équipements propre à recevoir des outils informatiques et visualisation très performants en termes d'immersivité ; les six faces de chaque volume doivent offrir des puissances en courants forts et des connectivités possibles. L'exigence de pré-équipements vaut également pour les deux autres secteurs de cette entité fonctionnelle ; les ambiances restituées s'inscrivent dans le « noir » pour la table immersive et le « neutre » pour les autres outils VR. Enfin, en termes d'équipements et installations, il est demandé à l'équipe de maîtrise d'œuvre de concevoir et restituer l'installation de « table immersive » dans la mesure où ces outils sont pérennes ; l'exploitant n'intervenant que dans le cadre des contenus.
 - les **équipements mobiliers** (relevant de l'exploitant) des « outils VR » et « games » relèvent plus particulièrement de l'exploitant suivant les modes de contractualisation avec des diffuseurs. A ce titre, la mise en œuvre des outils devra être tout particulièrement dès le stade de l'Avant-Projet. Pour la « table immersive », l'exploitant n'interviendra que pour l'acquisition ou la création des supports son et vidéo / animation.
- les **« moyens collaboratifs »**, outil d'interface de la « Plateforme Innovation et Accélération », s'inscrivent très largement dans la notion « espaces capables » pour lesquels la maîtrise d'œuvre doivent témoigner d'une grande intelligence à permettre que ces volumes soient... équipables... habitables... dans le cadre d'expérimentations du milieu économique local. En effet, il est très délicat à caractériser l'ensemble des outils susceptibles d'être positionnés dans ces volumes. Seul l'outil « simulateur de vol » est aujourd'hui connu dans les installations envisagées dans cette entité fonctionnelle ; un soin sera plus particulièrement porté à ce que ces volumes aient des accessibilités à des outils de grands volumes et des charges au sol pour des outils importantes (1 000 daN/m²) :
- les **équipements immobiliers** (relevant de la maîtrise d'œuvre) s'inscrivent dans la logique des espaces capables tels que décrits plus haut avec des capacités d'installations et des puissances en courants forts et faibles.
 - les **équipements mobiliers** (relevant de l'exploitant) concernent l'intégralité des matériels mis en situation dans ces volumes.

Sans être strictement sacralisé, les budgets envisagés pour les équipements scéno-techniques ne peuvent être rognés au bénéfice des éléments bâtis (cf chapitre 6).

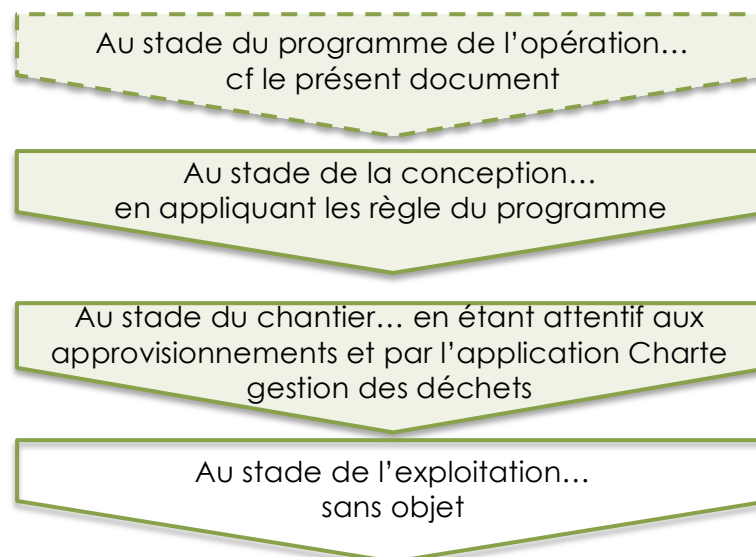
G. Les enjeux environnementaux généraux

L'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est très active dans le domaine du développement durable avec des actions marquantes sur la dynamique des voies douces et chemins de randonnées, la gestion des chantiers verts, ... encadré par le projet de Plan Climat Air Energie Territoire 2019/2024 en voie de contractualisation entre le Maître d'Ouvrage de l'opération, la Région Occitanie et l'Etat via le Préfet de Région.

La Maîtrise d'Ouvrage est néanmoins consciente que la dynamique environnementale pour la présente opération doit être adaptée à sa nature et aux spécificités du programme qui ne peut se traduire par un paramétrage de superficies génériques. A titre d'exemple, on peut citer la vision énergétique du dôme pour lequel il est néanmoins réclamé une approche en termes de confort thermique qui ne peut s'exercer sans une vision un peu dégradé de l'approche énergétique.

A ce titre, l'ambition affichée ici repose plus sur un « cadre environnemental » rejoignant la démarche HQE® sans chercher la certification. Toutefois, ne pas chercher la certification ne veut pas dire que les objectifs affichés seront pieux puisque la présente réflexion intègre déjà une vision environnementale dès le stade de la programmation. Cette approche devra impérativement être poursuivie au stade de la conception du projet ainsi que dans le cadre de la gestion du chantier ; seule l'approche « exploitation » est exclue des champs de la démarche HQE® trop complexe à mettre en place pour un projet aussi prototype.

Approche environnementale



Parmi les règles environnementales auxquelles serait soumise cette opération, le projet devra se conformer aux exigences du dernier Référentiel pour la Qualité Environnementale des Bâtiments.

L'approche environnementale en sens large applicable au présent projet :

- **dans le cadre de l'insertion du projet dans son environnement...** un tel projet doit être porteur d'image et son environnement s'y prête avec son contexte périurbain en devenir,
- **au regard de la démarche de projet** d'ensemble / interface avec le paysagement et les espaces extérieurs... puisque « tout est à créer » dans ce site encore relativement vierge... le traitement du paysage est la première confrontation du visiteur avec l'équipement,
- **applicable au cadre bâti...** car la nature même du projet implique une vision en accord avec le développement durable et témoigner qu'un tel projet puisse s'inscrire dans une visibilité des approches de conception et de réalisation d'un projet (gestion de la pollution lumière, choix des matériaux, identification des process industriels pour les installations techniques, ...)

UNIVERSCIEL

3. Le contenu programmatique

A. Le schéma organique général et les fondamentaux génériques

Schéma des flux aléatoires

Contrairement aux approches muséales confortant la notion de circuit, l'accès « grand public libre » doit reposer ici sur une accessibilité aléatoire sur la base d'une périodicité préétablie des événements... même si certaines entités sont d'accès contrôlé.

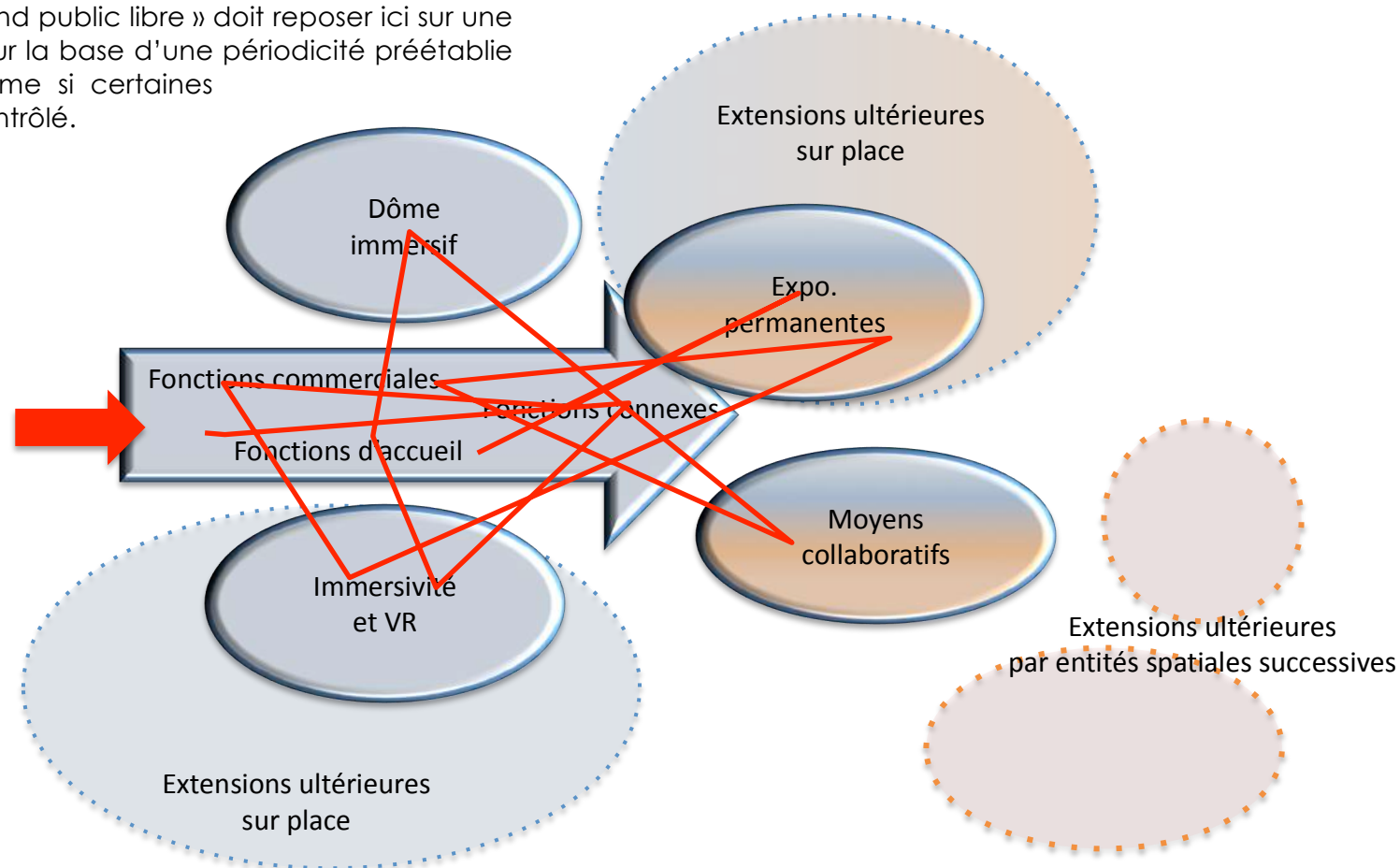
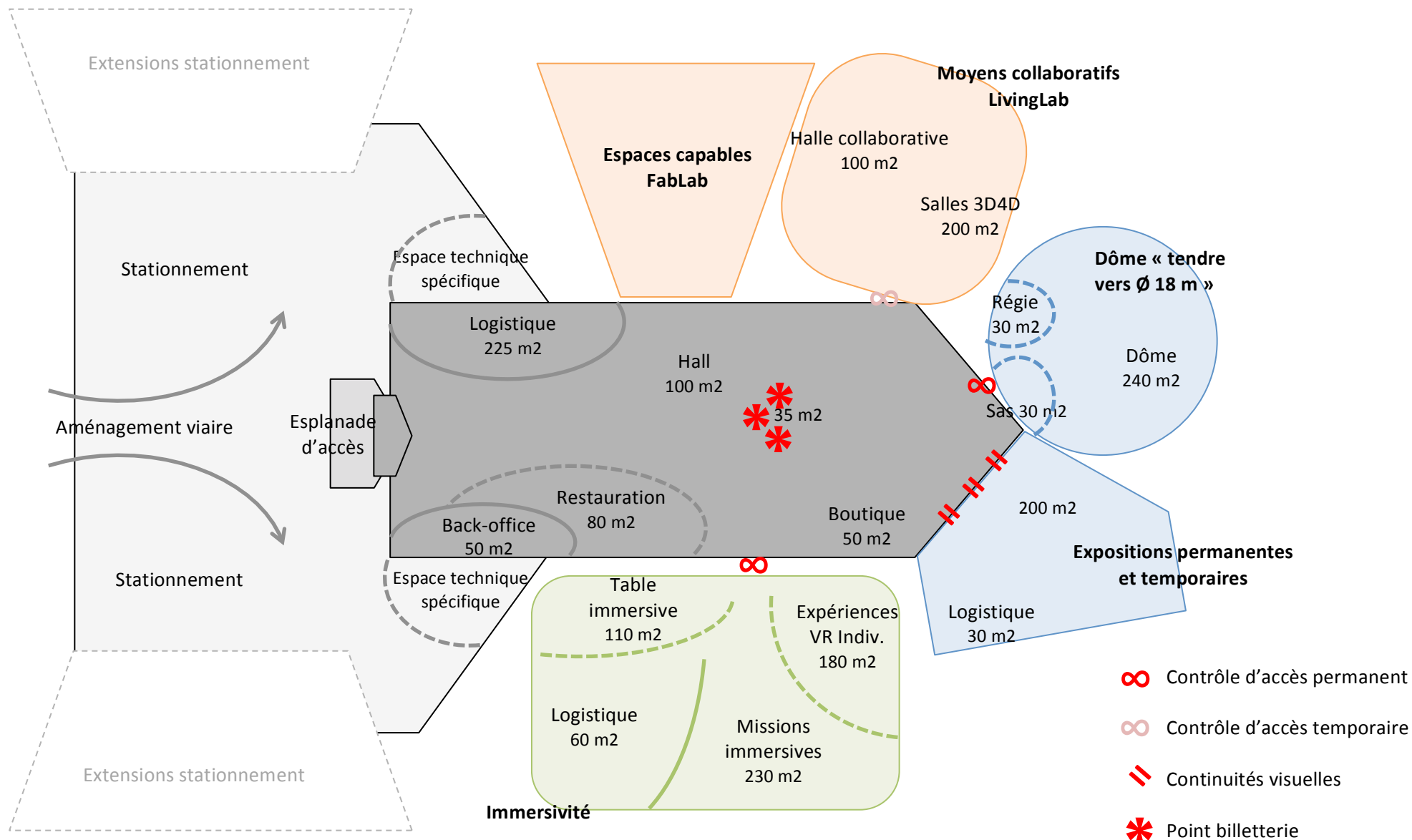


Schéma organique général



B. Les espaces extérieurs et son paysagement

Gestion des accès

Cet ensemble de prestations recouvre la gestion des accès pour chaque type de flux.

D'une manière générale, il s'agit de distinguer, au plus tôt à l'entrée sur le site, les flux visiteurs et les autres flux « technique et de service ». En effet, les horaires différenciés imposent à pouvoir garantir des flux de services au-delà des heures d'ouverture. Par ailleurs, même si ce flux n'est pas quantitativement le plus dense, il s'agit de faire en sorte qu'il soit compatible avec les véhicules les plus volumineux (semi de 40 tonnes).

Pour ce qui concerne le flux public, qualitativement, il s'agit de marquer l'entrée dans le site ; ce marquage peut être illustré par des alternatives aux cheminements routiers classiques : textures, matériaux, ...

Quantitativement, au-delà des flux pouvant conduire à gérer des pics de fréquentation, il s'agit de faire en sorte que chaque type de véhicules soit sécurisé l'un par rapport à l'autre : les 2 roues motorisés ou pas, les véhicules légers, les bus mais aussi les piétons utilisant les potentialités de transports publics urbains.

Stationnement

Utilement, on cherchera à offrir des potentialités de stationnement pour le grand public avec :

- 65 places de stationnement VL susceptibles de pouvoir être aisément étendues, ponctuellement sur des espaces paysagers stabilisés et durablement dans le cadre des extensions possibles ultérieurement,
- 5 bus avec un principe d'arrêt dépose et reprise au contact de l'accès au bâtiment avec stockage au lointain,
- 10 places de stationnement pour les « 2 roues ».

Côté « technique », il s'agit de permettre un stationnement d'accès contrôlé pour :

- 15 VL pour les personnels,
- 5 places de « 2 roues »,
- un emplacement pour les véhicules lourds + un V.U. garantissant la desserte technique de l'équipement (matériel, consommables, restauration, ...).

D'une manière générale, il est rappelé que l'assiette foncière est grevée d'une large zone non aedificandi. On cherchera à exploiter au mieux ces potentialités à des fins de stationnement technique, voire public, sous réserve, pour ces derniers, de garantir d'une légitime continuité de flux entre l'accès au site et l'entrée principale du bâti, vers le hub d'accueil.

Paysagement général

Le projet doit, par ailleurs, offrir des conditions paysagères à la hauteur de l'ambition générale du projet. Cette exigence vient du fait que nous sommes actuellement face à un ensemble foncier relativement « banal ». A ce titre, il s'agit de « construire » un véritable ensemble judicieusement équilibré entre l'ensemble bâti et les aménagements extérieurs associés et cela en cherchant à décliner les thématiques du projet.

In fine, cette logique paysagère cherchera une cohérence avec les aires de stationnement pour que le projet paysager forme un ensemble qualitatif.

Néanmoins l'esprit essentiel de ce hall d'accueil est de garantir une orientation aisée du visiteur tout en lui permettant de mesurer le niveau de saturation de chaque composante pour éventuellement se réorienter dans un flux alternatif au schéma initialement prévu. Cette orientation recouvre une visibilité identitaire à créer au niveau de chaque entité pour lui donner une identité visuelle appropriable.

Par ailleurs, il convient de s'inscrire dans une offre diversifiée du process d'accueil. En effet, eu égard à la place qui est faite à la réservation en ligne, le principe d'automates est acquis. Il n'en demeure pas moins qu'une partie de la clientèle est attachée au contact humain, pouvant également faciliter le conseil à l'usager, et une forme identitaire d'accueil de type « comptoir » doit être de rigueur et ceci dans une certaine forme d'humanité.

Restauration :

Cette dimension du projet est incontournable en lien direct avec les fonctionnalités endogènes mais aussi ouvertes sur l'extérieur au regard du déficit d'offre sur le secteur géographique concerné ; si les visiteurs d'UniversCiel sont évidemment le chaland essentiel de cette offre, il n'en demeure pas moins que la plateforme aéroportuaire et les secteurs économiques environnants est susceptible de constituer une clientèle supplémentaire recherchant une offre alternative aux modestes proposition de ce secteur géographique... dans un cadre singulier.

Il est essentiel qu'apporter une offre relativement diversifiée et alternative entre les prestations.



Ex. lieux de « restauration rapide » à côté de « repas complets » ; ces derniers pouvant aussi répondre à une prestation de service associée au tourisme d'affaire sur le site.

Boutique :

Cette dimension est incontournable. Elle peut être revendiquée par le business plan dans la mesure où, bien que modeste, il s'agit d'une véritable offre commerciale participant de l'équilibre financier mais aussi sur le principe qu'une partie des visiteurs revendiquent cette offre.

Logistique :

Cette entité de « hub du projet » doit également permettre de « gérer » l'établissement. En effet, l'exploitation d'un tel équipement n'est possible que si, sur le site, l'encadrement est présent. Cet encadrement de « back office » recouvre :

- la logistique administrative avec la Direction de l'établissement mais aussi les ressources humaines en charge de la communication, de la gestion comptable et financière, des services aux publics, ... il est proposé ici que ces espaces tertiaires soient configurés sous la forme de plateaux partagés propice à la flexibilité des usages et des tâches administratives,
- la logistique technique car même si certaines entités dispose de leur back office technique de maintenance, il s'agit de disposer sur le site de moyens techniques directement liés à l'entretien général des espaces et à la première maintenance des installations.



Expression quantitative des besoins

Hub de projet et fonctions connexes		540	Superficies utiles nettes (hors circulations)
Hall d'accueil et d'orientation des visiteurs		100	minimum et augmenté des circulations générales
front office avec billetterie en continuité du hall d'accueil		35	avec automates + banque accueil 3 postes
Fonctions connexes restauration	espaces publics	77	avec extension possible sur le hall
Fonctions connexes restauration	logistique stock	10	avec chambres froides
Fonctions connexes restauration	remise en température	15	cf électroménager à définir
Fonctions connexes restauration	dressage	18	cf électroménager à définir
Fonctions connexes restauration	plonge	10	cf électroménager à définir
Fonctions commerciales « boutique »		50	dont réserve de proximité immédiate
Fonctions back office	espaces tertiaires	70	en 3 plateaux reconfigurables
Fonctions back office	vestiaires	40	vestiaires sexués du personnel
Fonctions back office	atelier entretien	15	matériels entretien général
Fonctions back office	atelier général	60	atelier polyvalent avec petit consommable
Fonctions back office	stock matériels	40	matériels de renouvellement rapide

Principales exigences techniques spécifiques

Dans cet ensemble de fonctionnalités assez contrastées entre elles, on cherchera dans les généralités à garantir :

- des sols résistant aux charges importantes et aux fréquentations intenses : 1 000 daN /m2 et U4P3E2C2,
- des installations techniques performantes (CFO, CFA et CVC) permettant des reconfigurations aisées.

Par ailleurs, dans les espaces fréquentés par les publics :

- des traitements d'ambiances personnalisées... personnalisables et équipables.

En sus, dans les espaces liés à la restauration, même si les équipements électroménagers sont exclus des prestations de maîtrise d'œuvre, il s'agit de faire en sorte que les installations soient compatibles avec les exigences sanitaires en termes de revêtements (sols avec plinthes à gorges, murs et plafonds... peinture et faux plafonds alimentaires), siphons alimentaires avec dégraisseurs, renouvellement d'air (pré-équipement de hotte, ...), ...

Enfin, d'une manière générale, les prestations d'ambiances thermiques et de renouvellement d'air sanitaire chercheront le meilleur compromis entre qualité d'usages et optimisation des énergies (calories et frigories) : pas de verrière induisant des surchauffes, sas thermiques, ...

- **la notion d'expositions temporaires** avec une périodicité plus étroite et en garantissant, par ailleurs, la capacité à « esquiver » l'exposition temporaire sur quelques jours pour mettre en scène une installation spécifique associée à une manifestation événementielle. On entendra par « manifestation événementielle », une installation associée au tourisme d'affaire lors d'une présentation industrielle, par exemple, ou dans le cadre d'un événement scientifique tel qu'une observation exceptionnelle depuis le Pic du Midi ou l'engouement que peut générer un événement tel que la mission Rosetta sur la comète Tchourioumov



Les thématiques muséales ne sont pas strictement arrêtées ; il s'agit d'une opportunité à prévoir un dispositif scénotechnique particulièrement flexible. Il n'en demeure pas moins que deux axes constituent les fondamentaux muséaux avec :

- **une interface entre l'aéronautique et l'espace**

A ce titre, il est rappelé que les fondamentaux de la Maîtrise d'Ouvrage recouvre la dynamique de : « la terre vue du ciel et le ciel vu de la terre ».

- **l'histoire de l'aéronautique locale de « Morane / Saunier à Daher »,**

En effet, l'aéronautique est un élément historique essentiel de la dynamique locale depuis le premier vol des frères Wright en 1903 à proximité jusqu'à Daher, acteur économique majeur de l'aéronautique aujourd'hui, en passant par le constructeur majeur que fut Morane-Saunier tout au long de la première moitié du XX^e siècle. L'association portant actuellement la pérennité de cette histoire est associée à la définition du projet



DE MS A DAHER : UN SIECLE D'AVIATION

Une activité d'avionneur qui remonte à 1911, création de la firme Morane-Saunier qui s'illustre par la 1^{ère} traversée aérienne de la Méditerranée de Roland Garros

1915 : Mise au point du premier système de tir à travers l'hélice et construction des premiers avions de chasse

1919-1945 : Spécialisation dans les avions-école et avions de chasse

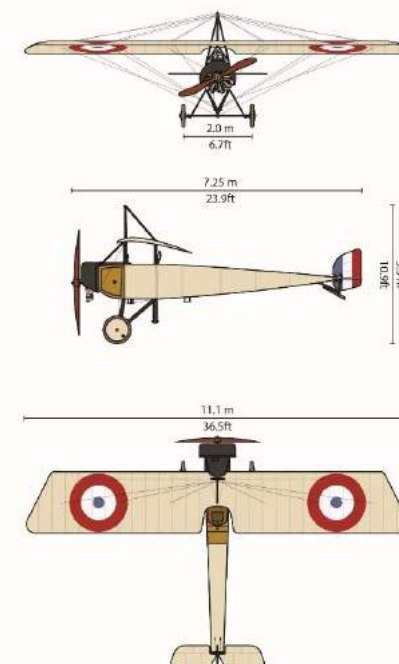
1954 : Premier vol du MS 760 « Paris », le premier jet d'affaires

1966 : Morane-Saunier devient SOCATA (Société de construction d'avions de tourisme et d'affaires) filiale de Sud Aviation

1970 : Création d'Aérospatiale

2000 : SOCATA devient EADS SOCATA puis rejoint Daher en 2009

En 105 ans, plus de 17 000 avions produits de 94 types différents.



Expression quantitative des besoins

Il est retenu ici que la distinction entre les expositions temporaires et permanentes ne soit pas intangible. C'est l'installation scénotechnique qui sectorisera l'espace, sectorisation qui ne sera pas immuable.

Expositions permanentes et temporaires		230	Superficies utiles nettes (hors circulations)
Expositions	en continuité du hall	200	
Logistique associée	en continuité / expos	30	en continuité directe des volumes expositions

Principales exigences techniques spécifiques

Sur le plan performantiel, il s'agit de privilégier le principe de « halle ». Cette notion renvoie à l'unicité de volume et au principe de ne pas considérer les installations comme immuables. Il ne s'agit pas ici d'une facilité de mise en œuvre puisqu'il est attendu que les installations de pré-équipement permettent de mettre en place de nombreuses ambiances... depuis l'esprit « halle » où pourrait être mise en scène des éléments remarquables jusqu'à des « constructions intimistes ».

Il va de soi que ces installations imposent :

- des capacités de charges au sol importantes avec jusqu'à 1 000 daN/m²
- des puissances en attentes pour alimenter des installations muséales lourdes (courants forts et faibles),
- des capacités d'accroche en parties hautes et latérales,
- des moyens d'accès en partie haute du volume,
- la prise en compte d'ambiances phoniques et acoustiques permettant d'isoler des installations spécifiques par des pièges à son et de limiter les temps de réverbération sonore,
- des ambiances thermiques variables pour s'adapter aux différentes mises en scène.

Expressions scéno-techniques

Sur le plan scéno-technique, il s'agit de prévoir :

- un dispositif de serrurerie adapté à l'installation de cloisonnements mobiles sécurisés,
- des alimentations en courants forts sur des chemins de câbles largement praticables par les techniciens pouvant intervenir facilement et en toute sécurité dans le cadre d'installations et de ré-interventions récurrentes.

E. Le dôme immersif plurimodal

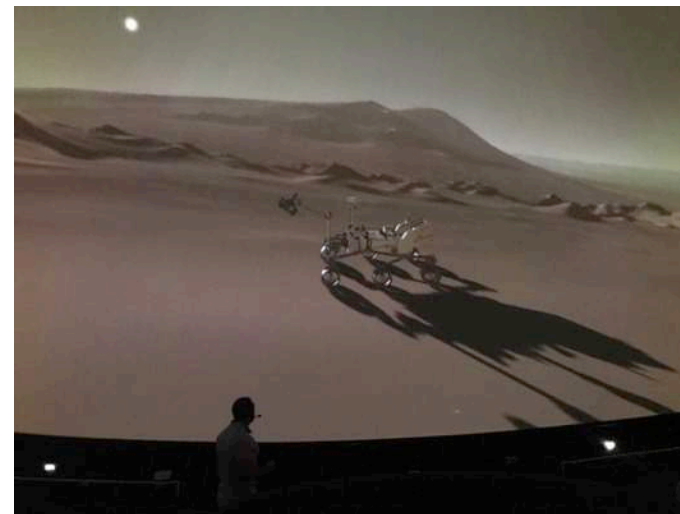
Présentation

Cet espace est principalement dédié à l'immersion sensorielle du public dans « l'univers et l'espace » et du monde des étoiles. Il s'agira donc d'une salle obscure dans laquelle le public doit vivre la sensation de perte de repères dans l'espace pour être plongé dans le monde sans limite de l'espace et des galaxies. Le principe proposé par les concepteurs, pour cet espace doit reposer sur un rapport qui plongera le public dans l'espace avec perte de toutes les perceptions terrestres.

La salle est de type circulaire surmontée d'un dôme hémisphérique sur lequel on projettera les images du ciel et des astres ou tout autre thématique immersive.

Principe générique : le spectateur une fois assis à sa place est plongé dans une image enveloppante à plus de 180°. La sphère de projection constitue l'écran proprement dit sur lequel les images sont projetées en haute définition 5K minimum par plusieurs projecteurs d'images numériques équipés de lanternes laser. La projection 2 D ou 3 D est possible. L'écran est de type trans-sonore pour laisser passer le son frontal et latéral. Le support ou la toile d'écran est à haut rendement lumineux. La diffusion du son est de type multi canal Immersif. Elle associe la technologie Dolby 7.1 et ATMOS pour les films les plus percutants au niveau des effets sonores.

Ambiance de la salle ; Neutre avec possibilité de faire le noir total dans la salle est indispensable. Gestion des éclairages graduables de salle depuis une régie technique.



Principales exigences qualitatives et fonctionnelles

S'agissant d'un lieu d'immersion, dédié notamment à la présentation des étoiles et des galaxies, il est indispensable de placer la qualité fonctionnelle des dispositifs immersifs au cœur des préoccupations de l'équipe de conception.

Le scénographe aura un rôle majeur au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre. Il sera fortement impliqué pour accompagner l'Architecte dans la définition des volumes, des espaces et des relations fonctionnelles.

La qualité d'usage du lieu et d'utilisation des outils conjuguera fonctionnalité et sécurité dans une dimension professionnelle et pérenne. Le rapport à l'immersivité est au cœur de la problématique du projet. Le planétarium sera configuré avec une salle « à plat » ou pente légère (sans gradin) qui assurera une excellente visibilité sur toute la surface du dôme.

Les concepteurs devront proposer des solutions adaptées pour garantir la place idéale du public en rapport avec celle des images projetées sur le dôme. Toutes les places doivent être bonnes (tout voir, tout entendre, tout percevoir). Le projet scénographique du concepteur devra tenir compte des besoins techniques et spécifiques du planétarium.

Les fondamentaux du dôme s'inscrivent dans les valeurs suivantes :

- La jauge de la salle sera de : 200 places. Fauteuils interactifs et dynamiques installés de façon circulaire.
- Projection des images en haute définition 5K. Les sources de projections ne devront pas être visibles du public pour accentuer la magie de l'immersivité.
- Traitement du sol le ton de NOIR avec guidage luminescent. Sol souple et acoustique.
- Diffusion sonore sur 180°, multicanaux, couverture homogène de la salle avec renfort de grave. Les enceintes ne seront jamais visibles du public.
- Régie localisée dans le volume de la salle en bordure du périmètre de la sphère. Pas de nuisance au public, absence de fuite lumineuse des consoles et des écrans de contrôle, traitement acoustique des parois de la régie,

Principe du rapport immersif attendu

La salle sera à plat sans gradin mais avec une légère pente.

L'entrée et la sortie du public seront distinctes pour gérer les flux circulants des séances.

La régie réclame une intégration dans la salle – Dôme 180°.

Notion de confort

Le confort du public sera étudié au sens visuel, acoustique, assise, chauffage, ventilation ; ils seront des critères essentiels dans l'organisation des places, le choix des fauteuils, de l'entraxe des sièges, de la répartition et le dimensionnement des allées d'accès aux fauteuils, des circulations d'accès à la salle, ainsi que dans le cheminement qui mène le spectateur de l'entrée dans la salle jusqu'à sa place.



Qu'elle que soit la place occupée dans la salle on devra garantir un confort optimum :

- un confort visuel : avec un dégagement de tête suffisant pour une vue parfaite et optimum sur l'ensemble du dôme,
- Une sensation de proximité avec l'image enveloppante,
- Une parfaite intelligibilité acoustique,
- Une aisance de posture en position assise avec de la place pour les jambes, les genoux, les coudes,
- Un confort des sièges proposés, (largeur des assises, qualité des matériaux)

Les allées seront généreuses dans leurs dimensions pour faciliter les déplacements du public. Les places PMR sont réparties pour éviter toute discrimination. Toutes les entrées de la salle seront systématiquement munies de sas. Des accès du public par le côté de la salle permettront de gérer le flux circulant de la salle.

Flux des personnels

Il s'agit de l'accès des personnels et des visiteurs professionnels (autre que public). Cet accès doit être complètement séparé de l'accès public. A ce niveau, un point de contrôle pourra être mutualisé avec l'entrée des personnels et des livraisons.

Bien identifier l'accès par signalétique « Techniciens » et prévoir un dispositif de type visiophone relié au PC sécu (Gestion et contrôle des accès, déverrouillage par badge ou code pour le personnel) :

- Accès de livraison (proscrire les ruptures de charges),
- Circulations privatives du personnel,

Les personnels ont besoin de circulations simples et rapides autour des espaces dédiés au public.

On s'attachera à simplifier leurs cheminements avec des solutions à badges sélectifs par zones dédiées sans avoir à traverser les espaces publics. Depuis les espaces de livraison, techniques, les bureaux, il est primordial de créer des circulations verticales et horizontales bien adaptées et surtout bien dimensionnées pour leurs usages. Les ruptures de charges sont à proscrire des zones de livraisons jusqu'aux espaces dédiés.

Flux du public

Depuis le hall public – hub d'accueil, le public à besoins d'être guidé et dirigé vers le dôme. On s'attachera à simplifier là aussi les cheminements de façon à fluidifier la gestion du flux notamment en période de forte affluence. On soignera particulièrement les transitions. Nonobstant les notions de sas d'entrée dans le planétarium, il s'agit de disposer d'un volume transitionnel où les personnes autorisées pourront trouver une animation dans la mesure où l'accès au dôme est piloté à un moment précis et commun à l'ensemble des usagers autorisés ; on n'entre pas à tout moment dans le dôme.

Expression quantitative des besoins

Dôme immersif		300	Superficies utiles nettes (hors circulations)
Dôme proprement dit		225	
Sas accès	avec gestion flux publics	50	
Régie	avec gestion flux techniciens	25	

Principales exigences techniques spécifiques

Ce sont les exigences scéno-techniques qui conditionnent les exigences performantielles du bâti. A ce titre, le scénographe doit être dominant et guide pour l'équipe de maîtrise d'œuvre dans la conception du lieu.

Expressions scéno-techniques

Éclairage de la salle

L'éclairage de la salle sera réalisé avec des sources Leds graduables de 0 à 100%. Il sera pilotable depuis la régie. Le dispositif de gestion de l'éclairage de la salle sera pilotable depuis les consoles lumière sous protocole DMX.

Le zonage de la salle permettra de sectoriser l'éclairage pour jouer sur la perception des volumes et des espaces. Les éclairages face au public ne sont pas autorisés. Les blocs secours de balisage ne seront jamais situés face au public. Ils seront asservis au dispositif de sécurité pour une mise en veille durant les représentations (avec mesure dérogatoire si nécessaire).

Éclairage de service : Blanc / Bleu

L'éclairage de service est celui qui permet de circuler normalement dans la salle hors présence du public. L'éclairage blanc est utilisé lors de l'entrée du public.

L'éclairage bleu est utilisé en phase intermédiaire lors de la mise en condition du public.

La technologie Led sera privilégiée.

Le pilotage des éclairages sera assuré depuis la régie via avec pilotage possible suivant des mémoires et séquences programmables.

Sonorisation & Vidéo

La sonorisation et la vidéo du planétarium seront gérées à partir d'un réseau de courants forts et faibles, judicieusement répartis sur l'espace.

La sonorisation sera pilotée grâce au réseau numérique de type DANTE ou similaire. Les enceintes seront dissimulées hors vue du public et parfaitement réparties pour assurer une excellente couverture sur l'auditoire. Des renforts de grave permettront d'assurer une sensation physiologique optimum des fréquences graves, et infrabasse. La prise de parole par des intervenants pourra être réalisée grâce à des micros sans fil.

La vidéo sera pilotée grâce au réseau numérique de type HD BASE T ou similaire. La vidéo sera gérée sur un réseau dédié en numérique en HD. Les projecteurs d'images seront dissimulés hors vue du public et parfaitement réparties pour assurer une excellente couverture du dôme. Des effets 3D pourront être associés à de la projection classique.

Équipements attendus :

Pour le son :

- 1 Armoire électrique associée avec une bonne distribution de courants forts (avec filtrage impératif par transfo d'isolement)
- 1 TD son
- La distribution des CF + cf et réseaux de commande du lot, judicieusement répartis,

- Les baies de traitement + patch audio avec adressage au point de régie, lignes Ethernet Cat 6a,
- Distribution Dante depuis un Nodal situé en régie avec patchs numériques,
- 1 système d'Intercommunication avec son réseau de distribution, vers les espaces techniques,
- 1 boucle magnétique,
- 1 Console façade numérique de mixage et patch de scène,
- 1 ensemble de traitement d'effets et de périphériques,
- 1 diffusion audio pour la salle,
- 1 kit micros et accessoires de scène,

Pour la vidéo :

- La distribution des CF + cf et réseaux de commande du lot, judicieusement répartis,
- Les baies de traitement + patch vidéo avec adressage au point de régie,
- Distribution des lignes HD depuis un Nodal situé en régie avec patchs numériques,
- Des lignes directes 2 kW judicieusement répartis,
- Des lignes Ethernet Cat 6a. HD Base T,
- 1 Pupitre vidéo numérique,
- 1 ensemble de périphériques,
- Les vidéoprojecteurs de forte puissance à lampe laser,
- Des caméras motorisées en salle,
- Les écrans de contrôles en régie et au niveau des entrées de la salle,

F. L'immersivité... VR table tactile, outils VR et missions

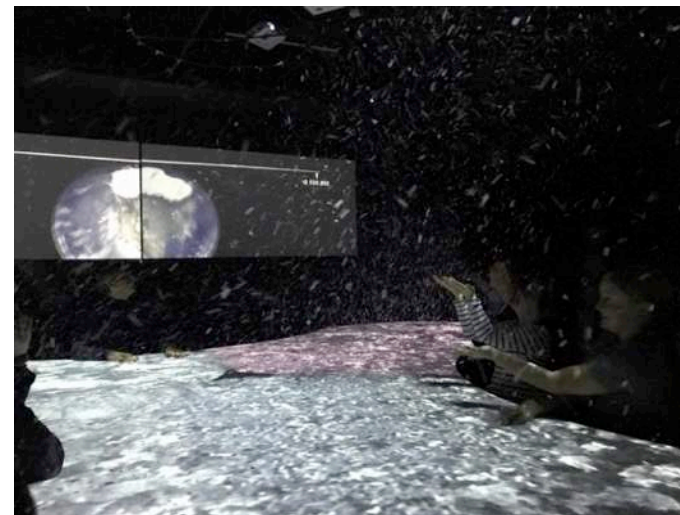
Présentation

Ce module / attraction, se décline en plusieurs formes avec :

- **une immersivité collective** développée par une « table immersive » (+ murs d'images), avec contrôle d'accès possible, permettant de découvrir notamment les paysages pyrénéens à travers des animations thématiques successives,
- **une immersivité individuelle** fondée sur une présence active du visiteur à travers des « missions » à effectuer dans l'espace, voire dans le temps... animation ludique et interactive en lien également sur l'approche touristique (Birdly, etc.),
- **un outil de développement en « Vidéo Mapping interactif »** permettant une interface artistique de développement avec un groupe restreint,
- **une composante autour de « simulateurs VR »** pour des animations individuelles et en petits groupes.

En termes d'équipements, la Maîtrise d'Ouvrage cherche à développer des partenariats avec des majors du secteur notamment pour ce qui concerne les outils les plus ludiques (ex. Illucity ou MK2VR). A contrario, le principe d'immersivité collective est fondé sur une expérience rencontrée au Musée Nature et Sciences de Sherbrooke, jugé précurseur en la matière avec des déclinaisons plus récentes en France.

Cet outil d'immersivité collective permet de faire succéder plusieurs thématiques avec leurs créneaux horaires, thématiques à développer sur le plan scientifique tout en actant la mise en œuvre une thématique autour de l'Héritage Morane Saunier.

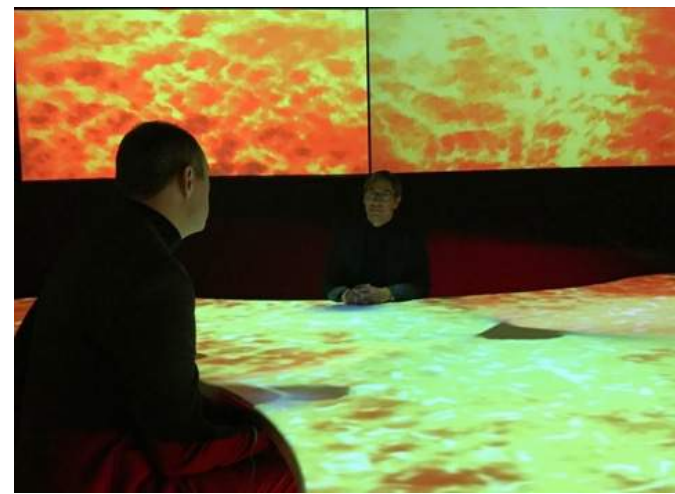
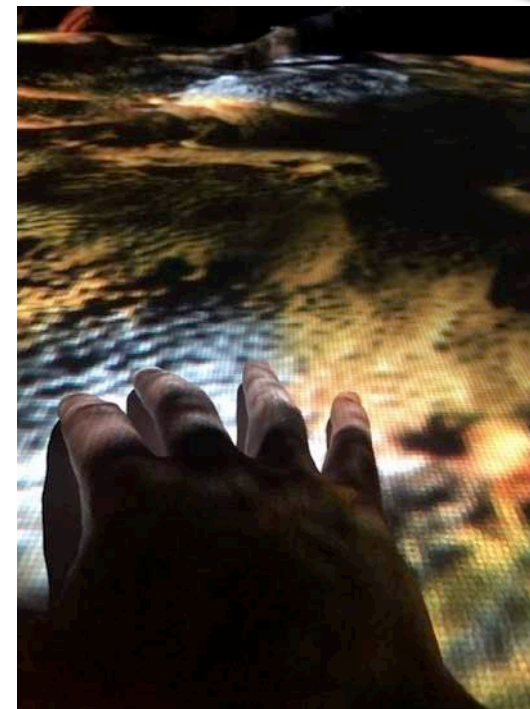


Principales exigences qualitatives et fonctionnelles

Une immersivité collective sur le principe de table immersive :

Ce dispositif immersif repose sur un ensemble de technologies permettant de mettre un petit groupe de 15 à 20 personnes dans une ambiance constituée de projection sur écrans en périphérie du volume et d'installer les usagers autour d'une table traduisant une interactivité (cf Terra Mutantès reproduisant l'histoire géologique de la province de Québec : <https://mns2.ca/expositions/terra-mutantes/>).

Ce dispositif repose sur une salle fortement équipée (cf principes scénotechniques) pour une immersion sur la base de séances thématiques collectives et donc imposant un sas d'entrée pour canaliser un groupe en fonction des séances actives.

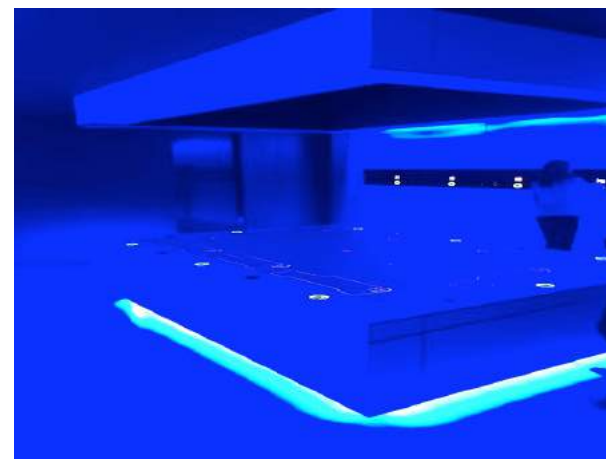
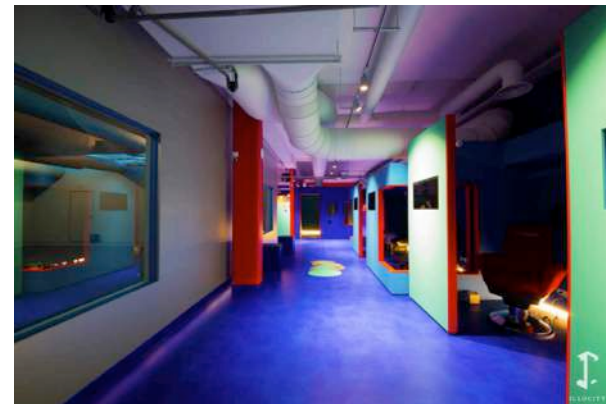


Une immersivité individuelle autour du principe de « missions / games » :

A l'instar de la « table immersive », la Maîtrise d'Ouvrage a de fortes attentes des concepteurs sur cette dimension du projet. En effet, au-delà des outils mis en place, l'ambiance offerte doit être particulièrement soignée dans ces thématiques. Il est attendu une ambiance confinée et très tournée vers « l'immersion spatiale ».

Dans le vaisseau, on pourra créer un cheminement avec des haltes thématiques où l'utilisateur ayant réservé la « mission qui lui sera confiée ». Les missions à proprement parler ne sont pas encore totalement arrêtées mais il s'agit de définir et positionner des outils interactifs permettant à l'utilisateur de réaliser cette mission ludique.

La Maîtrise d'Ouvrage attend des propositions de l'équipe de maîtrise d'œuvre en termes d'outils dont des bornes et tables interactives tactiles équipées de lecteurs d'identification de l'utilisateur permettant de l'authentifier et de programmer sa mission.

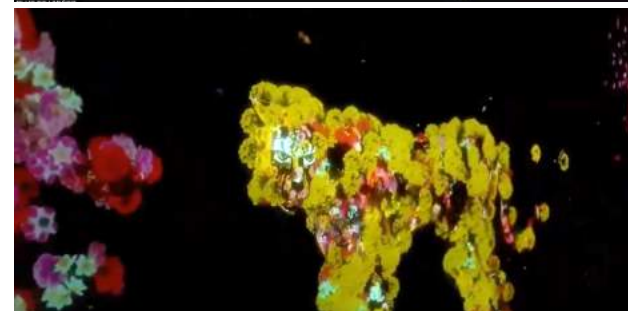
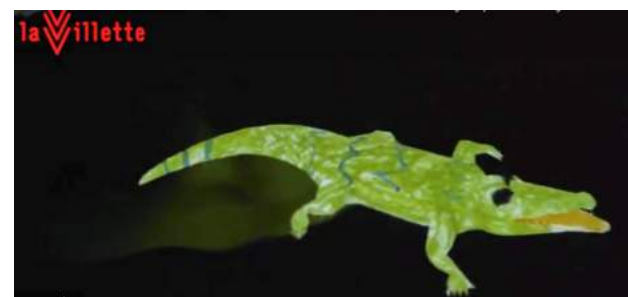


Une Immersion en petits groupes en « Vidéo Mapping interactif » est retenu. Elle repose sur un volume équipable pour recréer une ambiance Mapping où les acteurs peuvent interagir sur les modèles interactifs projetés sur l'ensemble des faces du « cube ».

Des structures comme ANATEN Tarbes souhaitent participer à cette expérience en rapprochant les arts narratifs et les nouvelles technologies au service de l'interactivité visuelle.

Les références de cette nature ont été vulgarisées au Parc de La Villette lors de séquences de « Team Lab » en 2018. Il s'agit ici de poursuivre ces expériences en interagissant avec des publics acteurs de la création artistique et narrative.

https://lavillette.com/programmation/teamlab-au-dela-des-limites_e2



La halle des simulateurs VR :

A contrario des deux autres entités, il est attendu de cette troisième entité un principe de « halle » dans laquelle l'exploitant pourra « installer » des outils simulateurs VR sur la base :

- de casques de réalité virtuelle communs type HTC, Sony, Acer, ...
- d'installation plus spécifiques de simulateurs tel que le « birdly » tel que MK2VR le développe, pour reconstituer une ambiance vidéo en accord avec un survol terrestre (ville, pyrénées, ...)... mais aussi une promenade dans l'espace intergalactique,

outils permettant de reconstituer des environnements interactifs sur la base de software que l'exploitant devra pouvoir mettre en service.

Il n'en demeure pas moins que bien que le soin doit être porté à l'opérationnalité du lieu à sa mise en service, il s'agit de faire en sorte que cette halle soit la plus adaptable possible en termes d'évolution des installations.



En fin eu égard aux technologies pointues qui seront développées ici et bien que ces installations reposent sur des contrats spécifiques de maintenance, il s'agit de disposer, à proximité immédiate, d'un atelier « out line » pour une réactivité immédiate des techniciens dans le cadre d'une intervention légère mais rapide.

Expression quantitative des besoins

Immersivité et VR		580	Superficies utiles nettes (hors circulations)
Table immersive	sas de regroupement + accès	20	
Table immersive		90	
Missions	cheminement	40	
Missions	6 haltes thématiques	140	
Vidéo Mapping Interactif	« cube projection »	100	
Autres outils VR	Simulateurs VR	130	
Logistique		60	dont studio de création vidéo-mapping

Principales exigences techniques spécifiques

Il s'agit ici de rappeler que l'on distinguera clairement les attendus pour :

- l'entité « table immersive »,
- les espaces « missions / games »,

réclamant tous deux des installations complètes et personnalisées avec tous les équipements scéno-techniques associés.

Sur le plan performantiel, l'ensemble est relativement traditionnel notamment sur le plan des charges au sol (400 daN/m2).

La « **table interactive** » s'inscrit dans un volume « noir » traditionnel masquant naturellement les installations scéno-techniques aux murs mais aussi et surtout au plafond / plafond technique assez lourdement équipé. Au-delà des installations CFO et CFA, l'attention sera également portée aux installations de CVC. En effet, la mise en ambiance passe par des matériels mais cette immersivité devra également s'appuyer sur un gradient thermique pour reconstituer ponctuellement un abaissement ou une hausse brutale de températures au la mise en place d'un déplacement de masses d'air intérieur (vent) participant de l'immersivité.

Le **secteur « missions »** réclament un travail plus fin sur les ambiances et les installations où il y a une attente forte en termes de « décoration intérieure » tel que précisé ci-avant. Cela concerne les revêtements de sols, murs et plafonds ainsi que les ambiances lumineuses spécifiques et contrastées.

L'entité « « vidéo Mapping Interactif » » est fondé sur un volume relativement rudimentaire mais fortement équipable. La notion « équipable » est renseignée ci-après sur les aspects scéno-techniques. A contrario, le créateur d'ambiance pourra disposer des mobiliers de toute nature ainsi que des installations dont des fluides au sol.

A contrario, **la halle des simulateurs VR**, on s'inscrit dans une philosophie plus proche des espaces d'expositions plus haut où les prestations techniques s'inscrivent dans :

- une ambiance de halle technique soignée mais simple au sens des revêtements,
- des ambiances spécifiques dans le cadre de « haltes » réadaptables aisément au gré des installations de simulateurs VR,
- des pré-équipements en courants forts et faibles permettant de connecter aisément les simulateurs dans les références précitées.

Expressions scéno-techniques

Sur le plan scéno-technique, il s'agit de permettre l'ensemble des installations reconstituant les ambiances différenciées des trois grands secteurs.

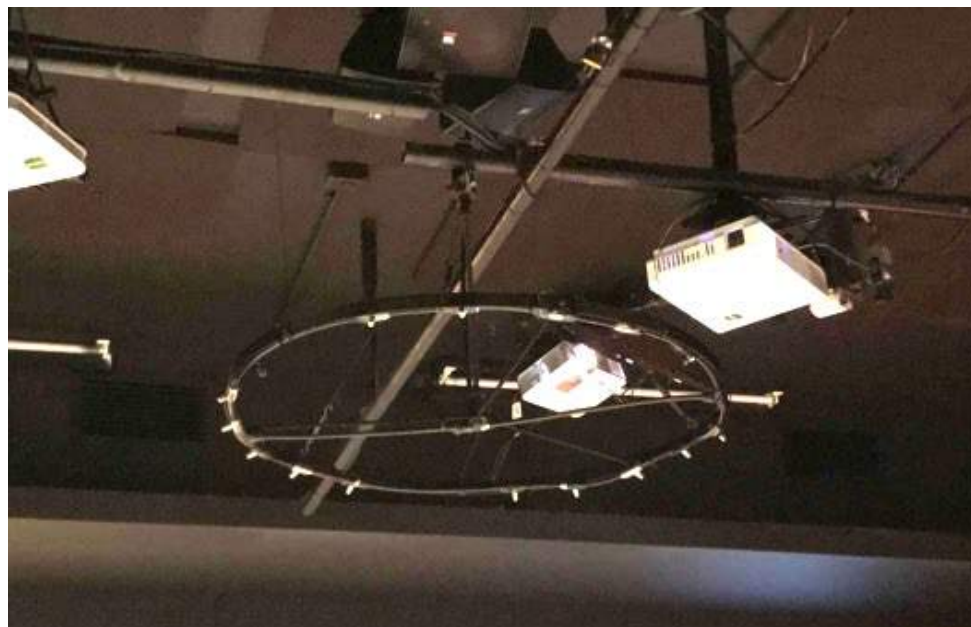
Pour l'entité « **table immersive** », il s'agit de reconstituer :

- une table relativement ordinaire permettant d'asseoir le groupe d'utilisateurs jusqu'à 20 personnes, linéaire optimisé ; « relativement ordinaire » dans la mesure où l'interactivité est assurée par la technologie implantée dans le plafond technique,
- des moniteurs de grandes dimensions et de très haute définition (4K minimum) participant de l'immersion générale sur l'ensemble des murs face aux utilisateurs installés au contact de la table,
- Il s'agit par ailleurs de garantir une sonorisation d'ensemble de l'espace, sonorisation coordonnée avec l'imagerie pour une meilleure immersion ; avec une diffusion multicanal en large bande y compris les infrasons,
- un plafond technique de haute performance. En effet, au-delà de principes de projection vidéo vers la table, l'essentiel des effets et de l'interactivité de la table est assuré par des détecteurs de mouvement implantés dans le plafond technique. En sus, des prédispositions seront prévues pour qu'au-delà des effets de projections, le plafond technique reçoive des équipements spécifiques complémentaires (brumisateurs, ...).

Les liens ci-après permettent de bien restituer les effets attendus :

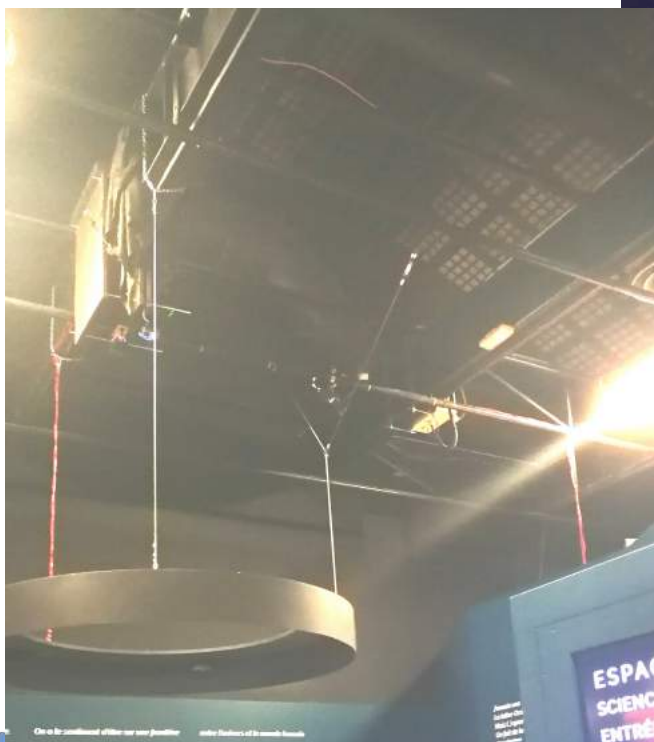
<https://www.youtube.com/watch?v=ndZ1tSoeO8A>

<http://playmind.com/?p=2246&lang=fr>



Pour **les espaces « missions / games »**, au-delà de prestations de second œuvre précisées plus haut, il s'agit de permettre l'intégration la plus naturelle des outils informatiques et leurs périphériques spécifiques à chaque halte / mission. Les périphériques interactifs reposent sur :

- des tables tactiles garantissant l'interactivité de l'utilisateur,
- des bornes tactiles permettant d'interfacer dans les missions.



En ce qui concerne **les « cube interactif de video mapping »**, le compromis dimensionnel optimum repose sur un espace au sol de 10 x 10 m, soit 100 m². Son installation est essentiellement en plafond en imposant une hauteur brut de 6,00 m avec une résille d'accrochage à une hauteur de 4,00 / 4,50 m ; résille permettant l'accrochage de tous matériels : vidéo-projecteurs, détecteurs infra-rouges de mouvements des usagers.

Pour **la halle des simulateurs VR**, les prestations de maîtrise d'œuvre s'inscrivent dans l'exigence de pouvoir mettre en place des outils VR tels que l'on peut l'imaginer à ce jour sans toutefois s'enfermer dans les technologies actuelles en évolution permanente. A ce jour, on parle :

- de casques de réalité virtuelle communs type HTC, Sony, Acer, ...
références : définition mini de 2880 x 1800 pixels, latence inférieure à 20 ms et fréquence d'affichage jusqu'à 120 Hz,
- d'outils de simulation VR plus spécifiques tel que le Birdly ce contre,

dispositions réclament des pré-équipements évolutifs dans le cadre de la connectivité.



G. Les moyens collaboratifs, plateforme innovation et accélération

Ce module s'inscrit dans une dynamique « attractivité » où des acteurs de l'industrie, du numérique et de la réalité virtuelle peuvent interfacer avec certains publics (démarche LivingLab), au sein d'une « plateforme d'accélération et d'innovation » : Ici, on partage des expériences, on teste des outils et des process, on fabrique des prototypes, on alimente le module attraction, on forme à des métiers dédiés (industrie du futur),

La plus-value de ce type d'action passe par un encadrement humain du prototypeur.

Présentation

L'ambiance générale de « halle technologique » est en accord avec ce type de produits ; cette notion recouvre une disponibilité et une flexibilité des installations techniques (éclairage, courants forts, connectique CFA, ...).

Le « collaboratif » est, par essence, synonyme d'espaces « capables ». Cette notion repose sur la praticabilité aisée à offrir des espaces de tailles variables dans le temps et dans ses capacités à produire des mises en situations variables et alternatives entre elles.

Sa grande variabilité s'inscrit dans les hauteurs utiles et disponibles pouvant constituer un caractère différenciant.

Il va de soi que cette approche interface assez largement avec les acteurs économiques locaux depuis les majors de l'industrie comme Daher et jusqu'à la dynamique des start-up qui foisonnent localement et en particulier dans le domaine de la Réalité Virtuelle.

Ce lieu doit s'afficher comme un laboratoire d'idées, de concepts, de prototypes... voire de tests gradeur nature entre ces différents milieux.

Si cette dynamique de prototypage est au cœur du sujet, il n'en demeure pas moins que parmi les outils de référence, la société Daher a proposé d'y implanter un simulateur de vols VR à travers son TBM.

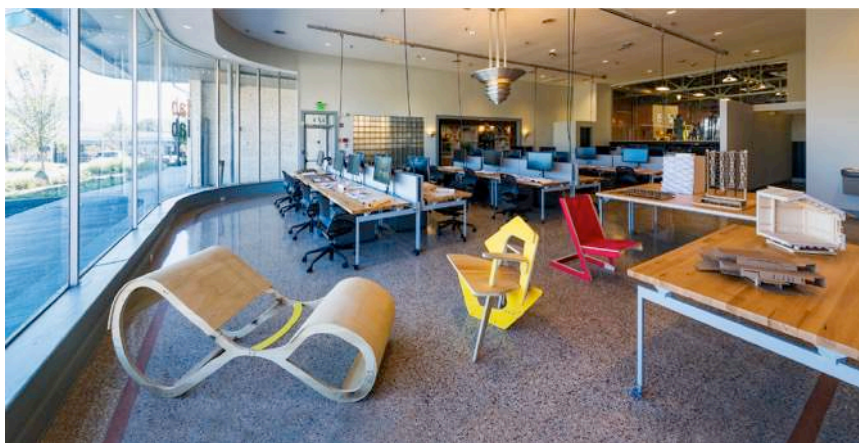


Principales exigences qualitatives et fonctionnelles

Cette « halle technologique » doit bénéficier d'une autonomie relative de fonctionnement au regard des autres composantes du projet, notamment en termes d'horaires différenciés. Mais cette autonomie relative ne doit pas exclure des connexions fonctionnelles ponctuels pour :

- valoriser les travaux expérimentaux,
 - interagir avec les usagers spécifiques,
 - accueillir des visiteurs sélectionnés,
- voire
- mettre au contact de certains publics des prototypes expérimentaux





Les illustrations ci-contre témoignent des ambiances attendues pour cette halle technologique avec des espaces différenciés entre :

- une partie plus « tertiaire » où les usagers référencés pourront prendre place sur des périodes plus ou moins longues,
- une partie regroupant des périphériques de fabrication d'éléments de prototype tel que découpe laser, imprimante 3D,
- un espace d'assemblage et de tests grandeur nature.



Expression quantitative des besoins

Moyens collaboratifs et Plateforme Innovation et Accélération		500	Superficies utiles nettes (hors circulations)
Salles 3D / 4D		200	
Moyens collaboratifs grand volume	Notion FabLab	100	
Moyens collaboratifs expérimentaux	Notion FabLab	200	

Principales exigences techniques spécifiques

Les exigences performantielles de ces volumes s'inscrivent dans la notion de « halle technologique » avec des caractéristiques relativement industrielles de haute technologie et donc :

- des hauteurs libres différenciées entre les différents secteurs : de HSP tertiaire de 3,20 à 4,00 m pour les périphériques à 5,50 m dans le volume d'assemblage,
- des ouvertures sectionnelles pour les éléments en grands volumes 4,00 x 3,20 m,
- un sol industriel de qualité adapté aux charges importantes : 1 600 daN /m²,
- des installations techniques performantes (CFO, CFA et CVC) sous forme de blocs de puissance répartis dans les volumes et un principe de « canalis » pour des distributions en partie centrale des volumes,
- un confort thermique (CVC) adapté aux différents volumes.

Expressions scéno-techniques

Sans objet.

H. Les enjeux environnementaux applicables au projet

Rappel des enjeux environnementaux, profil et cibles

Le présent cadre environnemental trouve ces fondements dans l'introduction et le contexte de l'opération exprimés plus haut.

Sans chercher la certification, le cadre de la démarche Haute Qualité Environnementale[®] s'applique. Le profil HQE du projet est sérié autour de :

- La **cible 1** touchant à l'insertion du projet dans son environnement ne peut être laissée pour compte tant sa lisibilité et son contexte sont singuliers,
- La **cible 3** touchant à la meilleure gestion environnement du chantier est identifiée en raison de cet axe majeur de travail du Maître d'Ouvrage,
- Les **cibles 4** (gestion de l'énergie) et **7** (gestion entretien maintenance) sont des axes à privilégier en raison des rythmes de vie de l'équipement où la périodicité des usages peut être fluctuante en fonction de la saisonnalité et des périodes plus courts (jours ouverts / weekend),
- Les **cibles de confort** et en particulier les approches hygrothermique (8) et acoustique (9) sont essentielles en raison des volumes offerts dans un tel équipement et des conditions de confort des usagers

Très Performant														
Performant														
Base														
Cibles	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14

Cibles à traitement Performant :

- Cible N° 2 : Choix intégré des produits, systèmes et procédés de construction
- Cible N° 6 : Gestion des déchets d'activités
- Cible N° 13 : Qualité sanitaire de l'air

Cibles à traitement Base :

- Cible N° 5 : Gestion de l'eau
- Cible N° 5 : Gestion de l'entretien et de la maintenance
- Cible N° 10 : Confort visuel
- Cible N° 11 : Confort olfactif
- Cible N° 12 : Qualité sanitaire des espaces
- Cible N° 14 : Qualité sanitaire de l'eau

Système de management environnemental

Le Maître d'ouvrage prévoit l'organisation du Système de Management Environnemental autour des expertises suivantes :

- Validation de la démarche → Maître d'Ouvrage
- Organisation de la démarche → maître d'œuvre

Tableau de suivi environnemental avec un « tableau de bord » devant être alimenté dans chaque phase de « **conception** » (APS, APD, PRO, ...) → « **réalisation** » (préparation chantier, gestion de la construction, gestion du chantier proprement dit, ...) → « **évaluation** » a posteriori de l'équipement engendré par le projet.

Trois audits auront alors lieu :

- **audit phase programme** : examen par l'auditeur de l'organisation mise en œuvre pour assurer le pilotage du volet environnemental de l'opération (SMO), de la justification de la hiérarchisation des cibles HQE retenue et de leur traduction au sein du programme environnemental (et/ou technique) de l'opération
- **audit phase conception** : examen par l'auditeur de l'évaluation de la Qualité Environnementale du Bâtiment du projet lauréat et de sa conformité avec la hiérarchisation des cibles HQE retenue au programme. Cet audit est généralement réalisé à un stade avancé des études menées sur le projet (stade PRO-DCE)
- **audit phase réalisation** : vérification par l'auditeur de la mise en œuvre des solutions prévues au DCE (et ayant un impact sur la QEB du projet) et examen plus spécifique des solutions mises en œuvre sur le chantier et de leur efficacité.

Cibles à traitement « Très Performant »

TP → Cible N° 1 : Relation du bâtiment avec son environnement immédiat

Trois éléments majeurs conduisent à positionner la cible 1 en « traitement très performant » :

- A. Le présent projet dans son site encore agraire,
- B. Le concept impose une vision singulière du projet architectural,
- C. Le Maître d'Ouvrage en attend une réelle vision singulière.

A. Le projet et son environnement agraire immédiat

Le présent projet s'inscrit dans un site encore agraire. A ce titre, sans être timide, il s'agit d'être sensible dans son contexte en devenir.

En effet, il doit être le premier objet architectural dans ce secteur et doit agir comme un prototype qui marquera les développements à venir tout en étant le premier « objet » dans son environnement immédiat et doit guider les modalités d'urbanisation.

B. Le concept impose une vision singulière du projet architectural

Le concept même décrit dans le programme impose une vision relativement singulière et originale pour participer de son identification, qui plus est au regard de la lisibilité qui est offerte depuis la voie express adjacente ... visibilité → identité.

Cette approche est témoignée ci-contre comme quoi, un projet architectural peut servir de référence pour sa transposition identitaire ; la Cité des civilisations du Vin de Bordeaux en est un témoignage.



C. Le Maître d'Ouvrage en attend une réelle vision singulière

Le Maître d'Ouvrage souhaite que l'architecture puisse être exprimé assez largement dans le cadre de ce projet au-delà des standards usuels d'un équipement standard ; il ne s'agit pas de promouvoir une « gesticulation architecturale » mais d'apporter une élégance performante.

TP → Cible N° 3 : Chantier à faible impact environnemental

Le projet sera réalisé sur un site sensible avec des agriculteurs exploitant encore les parcelles plus au Sud. Il devra donc être prévu dans le cadre de cette opération la mise en œuvre d'une réelle accessibilité durable à ces exploitant tant en phase de chantier qu'à l'issue de sa réalisation.

Gestion des déchets de chantier

Les concepteurs devront proposer la mise en œuvre de techniques constructives sur le projet qui permettent une réduction des déchets de chantier à la source.

Une procédure de tri et de valorisation des déchets de chantier devra être mise en œuvre, la quantité de déchets de chantiers / produit devra être quantifiée et tracée jusqu'à leurs exutoires.

Il sera demandé aux concepteurs (et aux entreprises) de prendre des dispositions techniques et/ou organisationnelles pour réduire à la source la production de déchets de chantier : optimisation du procédé constructif par le recours à des éléments préfabriqués, accords contractuels avec des fournisseurs pour reprendre les palettes et emballages...

Toutes ces dispositions devront permettre d'atteindre l'objectif de valorisation de 40% des déchets produits (en masse) sur le chantier.

Ces dispositions devront être formalisées dans un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) précisant :

- les modalités de collecte et de tri de chaque typologie de déchet,
- Le degré de détail de tri pratiqué parmi les typologies de déchets en fonction de la place disponible et des filières en aval.

Il doit être mesuré la capacité de l'agglomération Tarbaise à gérer les taux de valorisation fixés.

Réduction des consommations

Afin d'afficher une cohérence avec les ambitions en termes de réduction des consommations d'énergie (cf. cible 4) et d'eau (cf. cible 5), des solutions concrètes devront être mises en œuvre pour réduire les consommations d'eau et d'électricité sur le chantier.

Il sera exigé la mise en œuvre d'une vraie stratégie de réduction des consommations sur le chantier, notamment par l'optimisation énergétique de la base vie et la mise en œuvre de dispositifs permettant de limiter tout gaspillage sur le chantier (horloges de coupures, ...).

TP → Cible N° 4 : Gestion de l'énergie

Performance de l'enveloppe

En attente de la RE2020, le projet sera soumis à la RT2012, il sera toutefois demander d'aller au-delà des exigences stipulées dans cette réglementation pour approcher les futurs référentiels dans le domaine de la construction. Le projet devra donc atteindre la performance suivante :

$$B_{boi} < 0.8 \times B_{bio_{max}}$$

Compte tenu des ambitions énergétiques du programme et des contraintes de qualité de l'air du site, le projet devra proposer un procédé constructif permettant de limiter efficacement sa perméabilité à l'air extérieur. Cette perméabilité devra être chiffrée et inférieure à la valeur de référence réglementaire.

Objectifs énergétiques

La future RE2020 envisage l'atteinte a minima le niveau « passif » voire le niveau BEPOS. Le projet devra afficher une performance énergétique intrinsèque exemplaire et atteindre a minima les performances énergétiques suivantes (hors solution de compensation énergétique) :

- **Cep ≤ 0,70 Cep max**
- **Cep ≤ 50kWh/m² SHON, hors production d'énergie locale**

Le projet devra également proposer des solutions pour réduire les consommations électriques non réglementaires : optimisation de l'éclairage artificiel non réglementaires (éclairage extérieur, ...), limitation des consommations des équipements électromécaniques (ascenseurs à récupération d'énergie...).

Il pourra également être proposé la mise en œuvre de solutions ayant recours à de l'énergie renouvelable locale. La pertinence de la mise en œuvre de telles solutions devra impérativement être justifiée, ainsi que sa compatibilité avec les règles de la DGAC applicables localement, exprimés par ailleurs.

Réduction des émissions de polluants

Sans atteindre les normes E+C- (C1 voire C2), le projet devra être en cohérence avec les ambitions légitimes en termes de réduction des émissions de polluants, le projet devra donc limiter ses émissions d'équivalent CO2 générées par l'utilisation de l'énergie sur les postes liés au bâti.

Les deux cibles de confort s'inscrivent plus particulièrement dans les spécificités d'usages du programme. En effet, la nature même du programme implique des volumes souvent généreux. Il convient de veiller à ce que le confort acoustique et hygrothermique soit soigné.

TP → Cible N°8 : Confort hygrothermique

Le climat tarbais peut présenter certaines contraintes et cela dans l'essentiel des saisons (cf infra), les concepteurs devront donc proposer des solutions architecturales et/ou techniques qui permettent de limiter les contraintes engendrées par ces fortes chaleurs et par le rayonnement solaire important sur la région en période estivale... saison où les cellules orageuses peuvent être très actives.

Ces solutions doivent permettre de garantir un bon niveau de confort aux usagers en été comme en hiver et participer à la limitation des besoins frigorifiques nécessaires pour atteindre les objectifs énergétiques visés (cf. cible 4).

Les concepteurs devront proposer des solutions architecturales et/ou des protections solaires qui permettent d'obtenir un facteur solaire inférieur à 25% sur toutes les orientations autres que l'orientation nord.

Les concepteurs devront proposer une organisation spatiale des espaces en fonction de leurs besoins hygrothermiques et des logiques de programmation/régulation mises en place, en cohérence avec les exigences fonctionnelles du programme.

Les concepteurs devront également proposer des solutions architecturales et/ou techniques pour gérer les pics de chaleur fréquents en mi-saisons sur les locaux nobles ; pics de chaleur pouvant être renforcés par les installations technologiques dont les émanations calorifiques ne sont pas négligeables.

Les solutions d'émission calorifiques et frigorifiques prévues, ainsi que les automatismes qui leurs sont associés, devront garantir l'obtention des températures de consigne. La régulation des émetteurs dans les locaux devra assurer une stabilité de ces températures et s'adapter aux variations des apports dans les locaux (charges internes et apports solaires).

Sur l'ensemble des locaux nobles de la partie tertiaire du projet, il sera demandé de garantir l'obtention des consignes suivantes :

- hiver : 18 à 20 °C +/- 1°C ; 18 pour les espaces de passage et 20 dans les locaux où les usagers stationnent
- été : 25°C +/- 1°C et -5 °C par rapport à une température extérieure autour de 30 °C et – 7 °C au delà.

Les émetteurs et solutions de ventilation devront assurer des vitesses d'air dans les locaux limitées à 0.15m/s

Tous les locaux nobles devront disposer de solutions architecturales qui permettent d'y maîtriser les apports solaires, et de réduire ainsi le risque d'inconfort lié au rayonnement solaire.

TP → Cible N°9 : Confort acoustique

Optimisation des dispositions architecturales pour la qualité acoustique

Les concepteurs devront proposer une organisation des locaux pertinente sur le plan acoustique (position optimale des espaces sensibles et très sensibles vis-à-vis des espaces agressifs et très agressifs), en cohérence avec les exigences fonctionnelles du programme.

Création d'une qualité d'ambiance acoustique adaptée aux différents locaux d'autant que l'une des clés de réussite du projet repose sur les notions d'immersion dans tous les sens du terme.

Cibles à traitement « Performant »

P → Cible N° 2 : Choix intégré des produits, systèmes et procédés de construction

Choix constructifs pour la durabilité et l'adaptabilité de l'ouvrage

Le futur ouvrage est voué à évoluer en fonction :

- des extensions susceptibles d'arriver à moyen terme avec des exigences contrastées entre une extension de par développement des entités existantes pour la partie « attraction » et par essaimage pour la partie « attractivité »,
- des évolutions technologiques,

les concepteurs devront proposer des solutions qui permettent une adaptabilité de l'ouvrage dans le temps.

A ce titre, 50% des produits de second œuvre (hors structure, enveloppe et équipements techniques) mis en œuvre devront être aisément séparables.

Choix constructifs pour la facilité d'accès lors de l'entretien et la maintenance de l'ouvrage

Afin de réduire les contraintes de maintenance, les concepteurs devront prendre des dispositions pour faciliter l'accès aux revêtements intérieurs et aux éléments de l'enveloppe (façades, vitrages, toitures, protections solaires, ...).

Les concepteurs devront démontrer l'efficacité des mesures prises par une étude d'accessibilité à ces différents éléments.

Les concepteurs devront privilégier le choix de revêtements intérieurs faciles à entretenir et dont l'entretien engendre un impact environnemental limité (faible consommation d'énergie et d'eau, peu de production de déchets, ...).

Choix des produits de construction afin de limiter les impacts environnementaux de l'ouvrage

Les concepteurs devront démontrer leur connaissance des indicateurs d'impact environnementaux pour au minimum 50% des éléments d'au moins quatre familles de produits de second œuvre et deux familles de produits de gros œuvre (et/ou de voirie).

A partir de ces connaissances, les concepteurs devront proposer différents scénarii de contribution des produits aux impacts environnementaux de l'ouvrage pour le gros œuvre ou pour le second œuvre. Les concepteurs devront prendre en compte ces scénarii dans le choix des produits et des principes constructifs mis en œuvre.

Le recours aux matériaux bio-sourcés sera privilégié, il sera demandé aux concepteurs de fournir une évaluation du volume de matériaux bio-sourcés / m² SHON (bois, paille, chanvre,) mis en œuvre sur l'ouvrage.

Choix des produits de construction afin de limiter les impacts sanitaires

Afin de réduire les sources de pollution de l'air intérieur, il sera demandé un effort particulier sur les produits et finitions mis en œuvre à l'intérieur du bâtiment.

La maîtrise d'œuvre devra démontrer sa connaissance des émissions de COVT et formaldéhyde pour au moins 80 % des produits en contact direct avec l'air intérieur (en surface), hors peintures et vernis, et sa connaissance des teneurs en COV pour les peintures et vernis d'intérieur mis en œuvre.

Les éléments en bois mis en œuvre dans le bâtiment seront également d'essence naturellement durable, sans traitement préventif, pour la classe de risque concernée, ou traités par un produit certifié CTB P+ adapté à la classe de risque nécessaire sur le produit concerné.

En résumé, sans réclamer une labélisation E+C- dont le C serait au moins égal à 1, l'approche visant à limiter les émissions de carbone doit aujourd'hui être générique dans la construction.

P → Cible N° 6 : Gestion des déchets d'activités

Bien que la nature du projet ne soit pas fortement émetteur de déchets, concepteurs devront prévoir des dispositions architecturales en cohérence avec le système de collecte actuellement mis en œuvre (dispositions des aires de stockage des déchets suffisamment vastes pour s'adapter à la périodicité des ramassages tout en assurant une sélectivité par nature, ...).

Les concepteurs devront faire la démonstration que l'organisation spatiale des locaux permet un circuit des déchets optimisé, qui limite au maximum ses croisements avec les autres flux du bâtiment.

P → Cible N° 13 : Qualité sanitaire de l'air

Garantir une ventilation efficace des locaux

La mise en œuvre d'une solution de ventilation double flux sera nécessaire pour garantir une bonne qualité de l'air dans le bâtiment.

Les concepteurs devront donc prévoir la mise en œuvre d'un système de ventilation spécifique qui garantisse l'obtention des débits d'air neufs hygiéniques et une bonne qualité de l'air intérieur.

Le positionnement des prises d'air neuf devra également tenir compte de ces contraintes de pollution (trafic aéronautique et fréquentation de la RN 21) orientation générant par ailleurs des nuisances phoniques.

Le système de ventilation devra être conçu de façon à obtenir :

- **une classe d'étanchéité à l'air des réseaux aérauliques a minima de classe B**
- **une classe d'étanchéité à l'air de l'enveloppe du (des) caisson(s) de traitement d'air a minima de classe L2**

Tous les locaux émetteurs d'odeurs (sanitaires, locaux déchets...) devront être traités afin d'éviter tout transfert d'air vers d'autres locaux sensibles.

Maîtrise des sources de pollution de l'air intérieur

Afin de réduire les sources de pollution de l'air intérieur, il sera demandé un effort particulier sur les produits et finitions mis en œuvre à l'intérieur du bâtiment.

La maîtrise d'œuvre devra démontrer sa connaissance des émissions de COVT et formaldéhyde pour au moins 80% des produits en contact direct avec l'air intérieur (en surface), hors peintures et vernis, et sa connaissance des teneurs en COV pour les peintures et vernis d'intérieur mis en œuvre.

A ce niveau d'exigence la seule connaissance de ces éléments n'est pas suffisante. Il sera donc exigé la prise en compte des impacts sanitaires dans le choix des produits en contact avec l'air intérieur étudiés, qui devront respecter les seuils d'émission de COVT, formaldéhyde suivants:

- **COVT : Classe B (ou $< 2000 \mu\text{g}/\text{m}^3$)**
- **Formaldéhyde : Classe B (ou $< 120 \mu\text{g}/\text{m}^3$)**

Cibles à traitement « Base »

Les cibles traitées en base répondront aux exigences réglementaires

UNIVERSCIEL

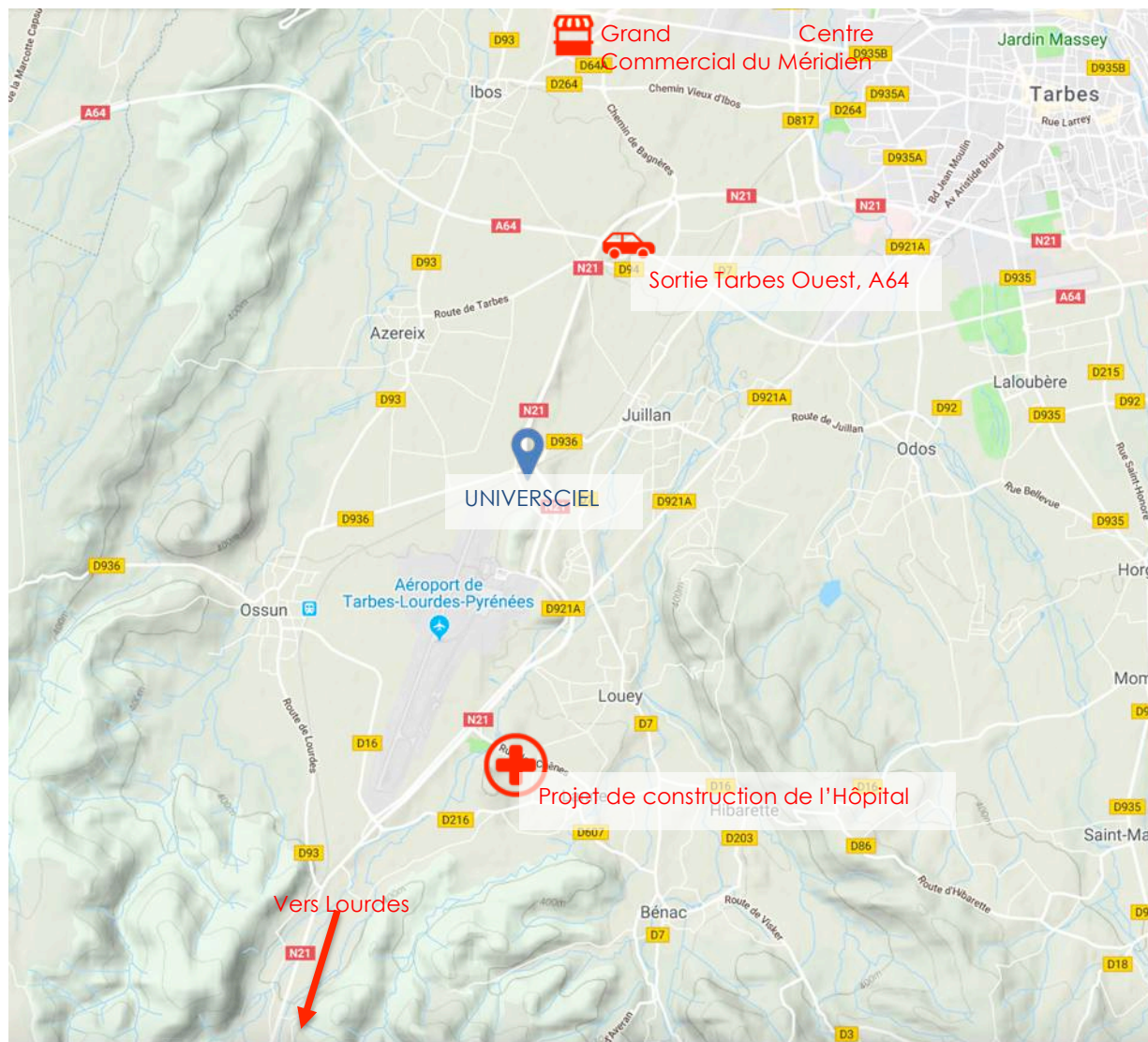
4. Le site d'accueil du projet

A. Le site dans son environnement

Au contact de la plateforme aéroportuaire Tarbes Lourdes Pyrénées, le projet s'inscrit plus particulièrement dans un environnement économique construit tout au long du XX^e siècle et jouit aujourd'hui d'un dynamisme supplémentaire issue des engagements de l'agglomération.

L'environnement plus large est essentiellement agricole de piémont pyrénéen entre Gave de Pau et Adour.

L'un des atouts majeur du site est de s'inscrire en co-visibilité et au contact de la RN 21, axe majeur Nord Sud offrant des conditions de desserte et d'accessibilité optimales avec les infrastructures régionales et inter-régionales avec notamment l'axe autoroutier Ouest Est reliant la côte basque à Toulouse capitale régionale en passant par Pau et Tarbes



B. Les aspects topographiques et physiques

Modelés de terrain

La présente assiette foncière s'inscrit à une altimétrie moyenne comprise entre 351 et 352 NGF.

Seuls les angles Nord-Ouest et Sud-Ouest dérogent à cette planéité avec des modelés culminant autour de 354,50 NGF pour le premier, au sein de l'emprise foncière principal et immédiate et jusqu'à plus de 360 NGF dans l'espace protégé en espace boisé.

Sur ces franges, il est admis à l'Ouest une continuité horizontale sur la RD 516a, contrasté plus au Sud avec un léger encaissement de la RD autour de 348 NGF alors que le bois en surplomb culmine à 360 NGF.

Le dénivelé vers la voie express RN 21 à l'Est entre le « passage supérieur » au dessus de la voie ferrée et un encaissement important au niveau du « passage inférieur » avec la RD 516 au Sud.

L'encaissement de la voie ferrée au Nord est compris entre 6 et 8 m.

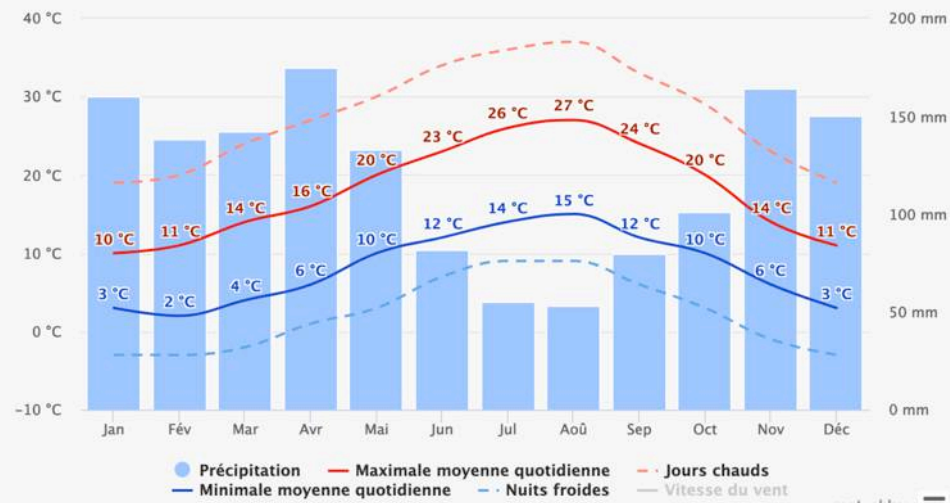


Climat

Températures

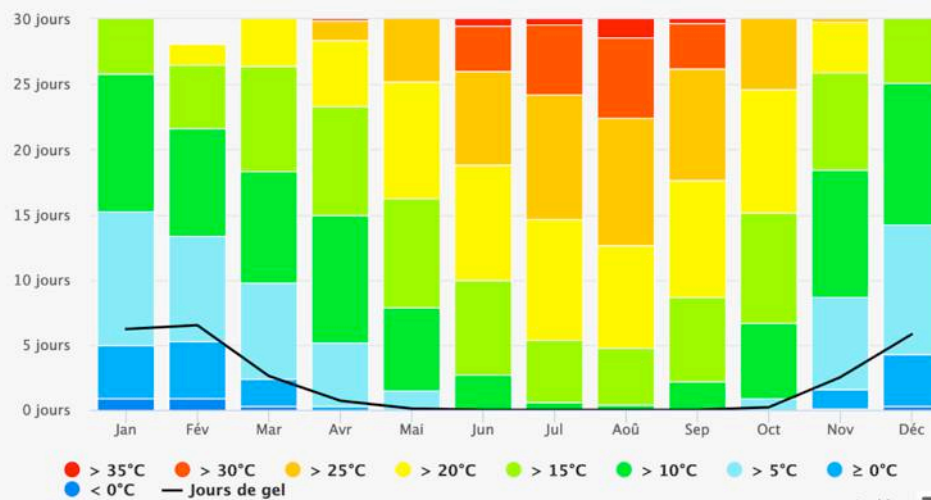
La "maximale moyenne quotidienne" (ligne rouge continue) montre la température maximale moyenne d'un jour pour chaque mois pour Juillan. De même, «minimale moyenne quotidienne" (ligne bleu continue) montre la moyenne de la température minimale. Les jours chauds et les nuits froides (lignes bleues et rouges en pointillé) montrent la moyenne de la plus chaude journée et la plus froide nuit de chaque mois des 30 dernières années.

Températures et précipitations moyennes



Le diagramme de la température maximale à Juillan montre le nombre de jours par mois qui atteignent certaines températures

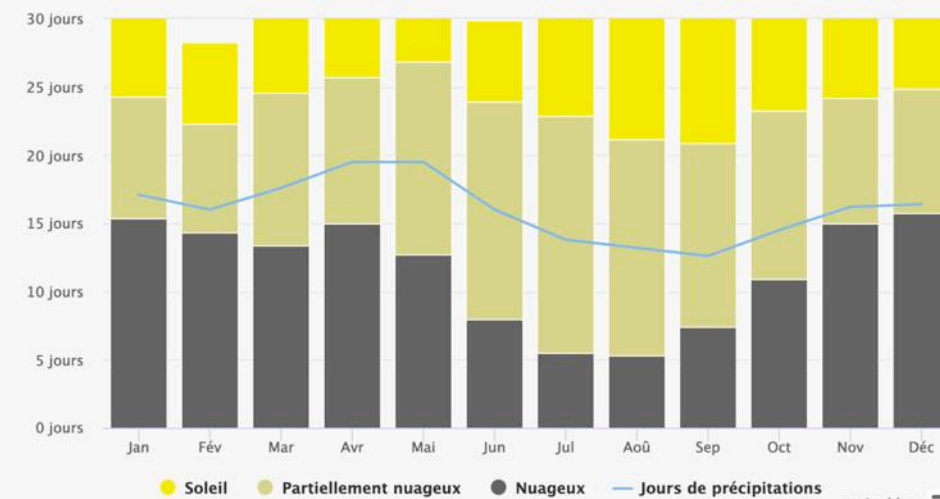
Températures maximales



Ambiances

Le graphique montre le nombre mensuel de jours ensoleillés, partiellement nuageux, nuageux et de précipitations. Les jours avec moins de 20% de la couverture nuageuse sont considérés comme des jours ensoleillés, avec 20-80% de de la couverture nuageuse, comme partiellement ensoleillés et plus de 80% comme nuageux.

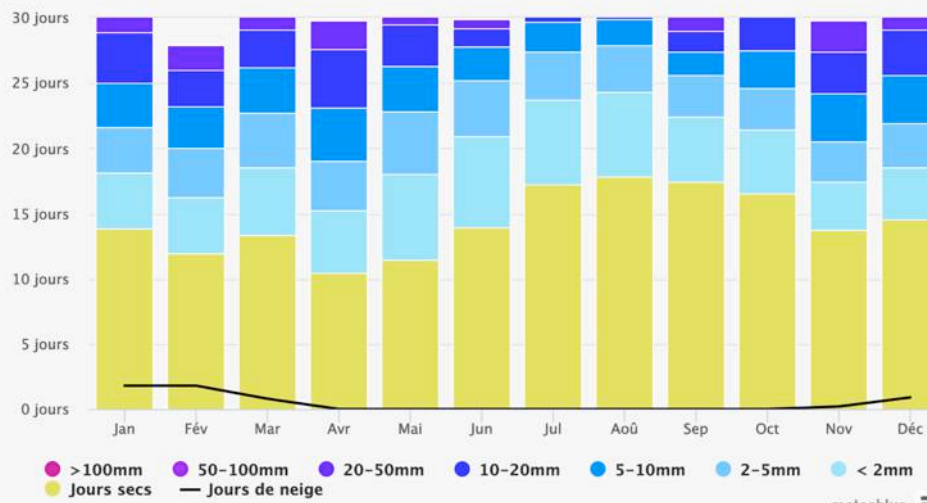
Ciel nuageux, soleil et jours de précipitations



Précipitations

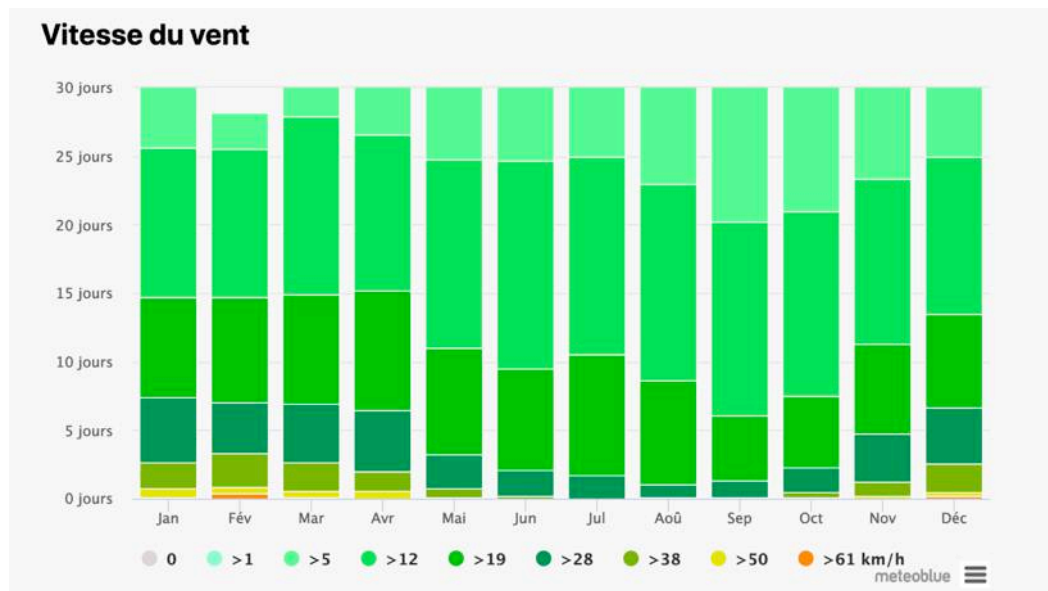
Le diagramme de la précipitation pour Juillan indique depuis combien de jours par mois, une certaine quantité de précipitations est atteinte.

Quantité de précipitations



Vents

Le diagramme pour Juillan montre combien de jours dans un mois peut être attendu pour atteindre une certaine vitesse de vent.



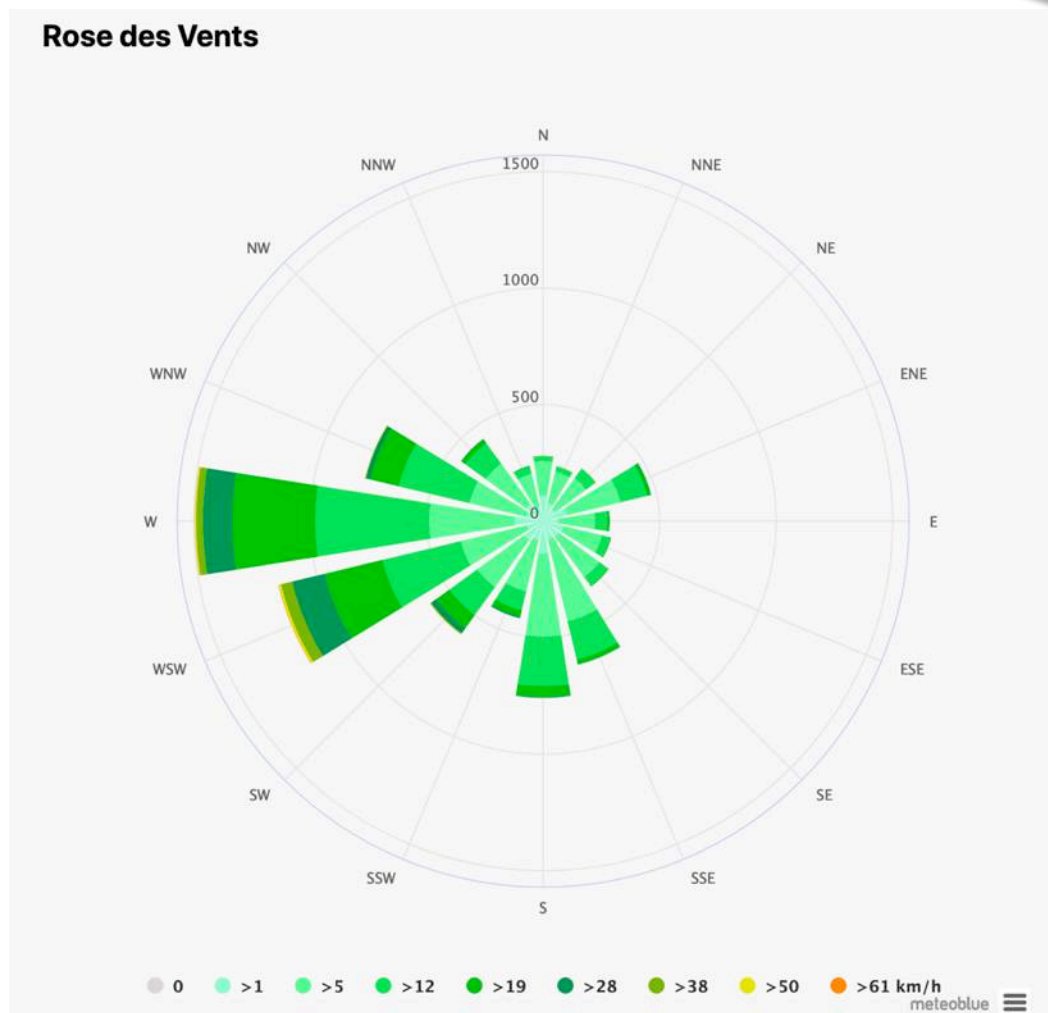
La Rose des Vents pour Juillan montre combien d'heures par an le vent souffle dans la direction indiquée.

Celle-ci témoigne de l'importance des vents dominants de secteur Ouest et dans une moindre mesure l'orientation Ouest-Sud-Ouest.

En second rang, il est noté les flux plus mineurs d'Ouest-Nord-Ouest et strictement Sud.

Enfin, la rose des vents montre la quasi absence de vent depuis le Nord-Ouest jusqu'au Sud-Est.

Il va de soi qu'il s'agit d'un élément essentiel pour l'orientation des bâtiments au regard du confort des visiteurs.



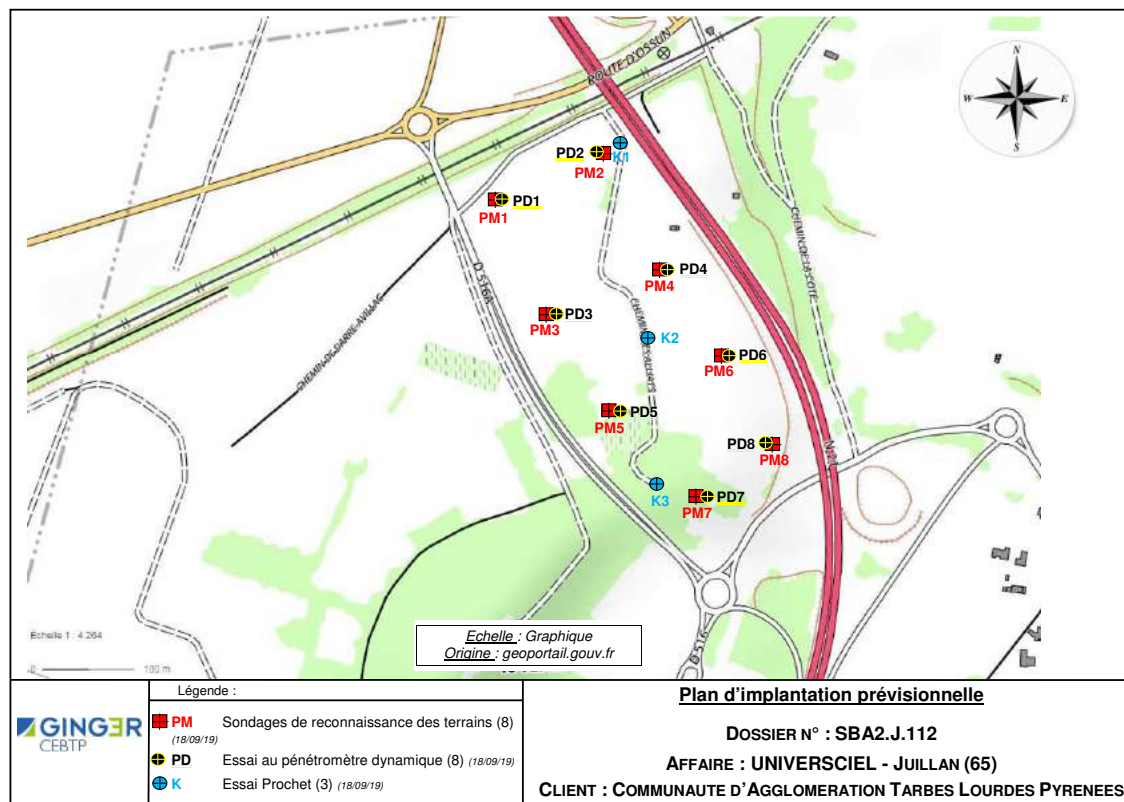
Sols – sous-sol

Dès le stade du programme, le Maître d'Ouvrage à commandé des investigations concernant les caractéristiques physiques des sols / sous-sols de niveau G1 selon les normes AFNOR afin de garantir la véracité financières des propositions architecturales et paysagères et éviter tout dérapage ultérieur en raison de la qualité du substrat.

Cette étude est fournie en annexe et le cabinet sera à nouveau mandaté en phases de conception pour préciser les conditions d'intervention en fonction du projet (G2).

Les éléments essentiels de conclusions sont les suivants :

- En termes de fondations :
 - des fondations superficielles de type semelles filantes ou isolées ancrées dans les terrains alluvionnaires à matrice argilo-limoneuse (graves et galets de la formation n°2 identifiés à partir de 0.05/0.2 m au droit des sondages réalisés),
 - un dallage sur terre-plein ou une dalle portée par les fondations pour le niveau bas du bâtiment.
- En termes d'adaptations aux contraintes sismiques... le système de fondations sous un même corps de bâtiment.


















Propriétés foncières des infrastructures adjacentes

La pièce graphique ci-contre permet de porter à la connaissance de chacun de la domanialité des infrastructures environnant le site.

Cette illustration graphique témoigne :

- du domaine public de l'Etat pour ce qui concerne la RN21 avec une partie des délaissés restitués à France Domaine,
- du domaine public du CD 65 pour ce qui concerne la RD 516a, avec les surlargeurs induites par les modelés topographiques de l'encaissement de l'axe, avec des délaissées majoritairement France Domaine dans la partie Sud et Commune de Juillan dans la partie Nord.

LEGENDE	
	Domaine Public Etat
	Domaine Public C.D. 65
	Domaine Public Commune d'Ibos
	Domaine Public Commune Azeirex
	Domaine Public Commune Juillan
	Domaine Public Commune Lanne
	Domaine Public Commune Louey
	Domaine Public Commune Tarbes
	Domaine Public SNCF
	Domaine Public ASF
	Domaine Public DGAC
	Servitude de passage
	Remise à France Domaine
	Superposition domaniale
	Domaine Privé Etat



C. Les infrastructures et leurs adaptations au projet (RN, RD, ...)

RN 21 et ses contraintes

La Route Nationale 21 est un axe majeur national entre Limoges et Lourdes.

Plusieurs modifications de tracés ont concernés le tronçon qui nous concerne, particulièrement entre Tarbes et Argelès-Gazost. Tout d'abord, un tracé évitant un long secteur urbain fut établi entre Tarbes et Louey dans les années 1980, favorisant la desserte des vallées bigourdanes et l'aéroport de Tarbes.

Depuis quelques années, une nouvelle route a été créée (RD 821) entre Lourdes et Argelès-Gazost. Elle est en 2x2 voies et contourne là aussi un long secteur urbanisé constitué par les localités d'Agos-Vidalos et d'Ayzac-Ost. Cette rocade se prolonge par un itinéraire qui permet de continuer directement sur Luz-Saint-Sauveur, Gavarnie et Barèges en contournant Argelès-Gazost et Pierrefitte-Nestalas sur la rive droite du Gave de Pau. Le tronçon de Lourdes à Argelès-Gazost a été retranché du réseau routier national en 2006 et déclassé en RD 921b. Depuis octobre 2012, le tronçon entre Tarbes et Lourdes est lui partiellement en voie express 2 x 2 voies. Toutefois, les travaux se sont arrêtés à la zone industrielle « CAP Pyrénées » sur la commune d'Adé malgré le pont-rail sous la voie ferrée Tarbes-Lourdes terminé depuis début 2015. La fin des travaux entre la zone « CAP Pyrénées » et l'entrée de Lourdes était prévue à la base pour 2016 mais est repoussée à une date ultérieure, inconnue à ce jour, par faute de financement de l'État et de la nouvelle région Occitanie.

En lien avec le projet UniversCiel, il est à noter que cette RN est desservie par l'aire de péage de Tarbes Ouest, depuis le rond-point à l'intersection de la RN 21, de la D64a et de la D94. Environ 4 km séparent ce péage de la localisation du projet Universciel.

Aucun obstacle majeur n'est à noter dans le secteur en termes de gabarit, de portance ou d'accès.



Réseaux RD 936

La route départementale 936 passe à proximité de la localisation du projet, à proximité de la ligne de chemin de fer.

C'est un axe secondaire qui relie les communes de Juillan et Ossun. Elle est utilisée essentiellement par les riverains et les locaux. Elle est aussi utilisée pour accéder au site Tarmac.

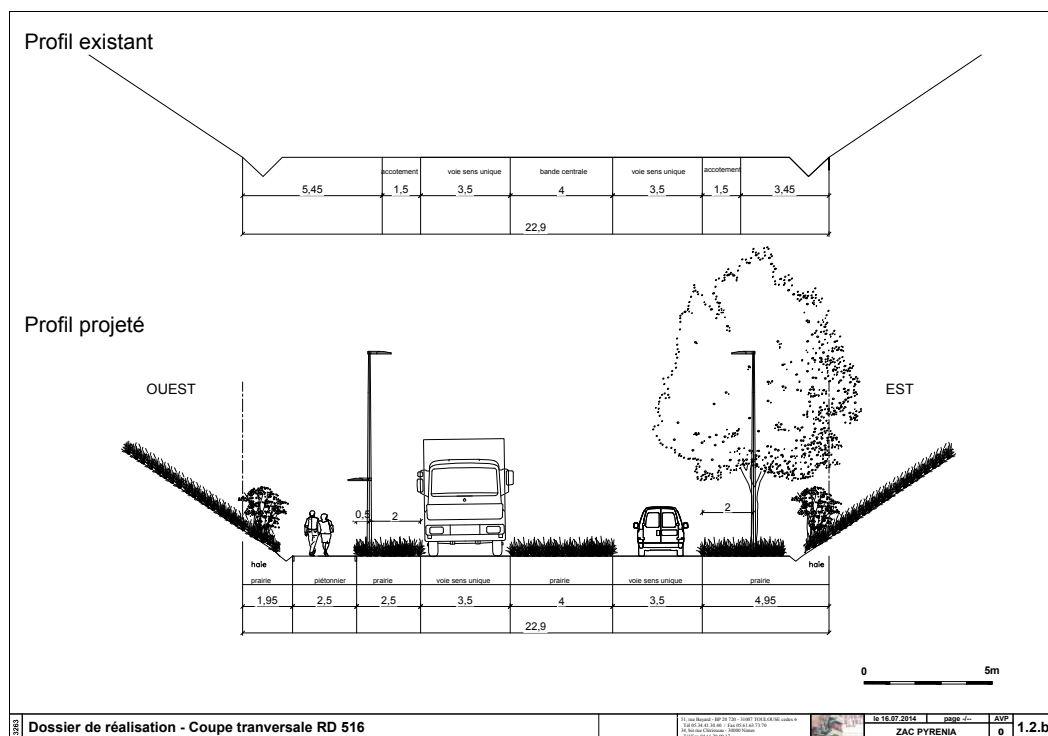


Aucun obstacle majeur n'est à noter dans le secteur en termes de portance ou d'accès. Néanmoins, en terme de gabarit, le pont de chemin de fer (coord : 43°11'58.70"N ; 0° 0'52.49"E), situé à environ 1km à l'ouest du projet ; est limité à 3,50 m de hauteur et est suffisamment étroit pour gêner la circulation de deux poids lourds (camion, bus,...)

Voirie de desserte RD 516 et 516a

Les routes départementales 516 et 516a sont des voies de liaison récemment créées avec le développement de la zone Pyrénées Aéroport.

A proximité du projet Universciel, la RD 516 s'élargie et les références urbaines de profils de voies sont exprimés ci-contre (extrait du dossier de ZAC Pyrénia – plan des équipements et infrastructures – 2014).



Chemins de randonnées

L'image ci-contre est un extrait de la dynamique portée actuellement par l'agglomération en matière de gestion de chemins de randonnées irriguant le territoire.



Celui-ci forme plus généralement une double-boucle, peu ou prou, sur la Commune de Juillan avec :

- un circuit sur la partie Ouest du Sud de la Commune de Tarbes à la plateforme aéroportuaire en passant par le bourg historique de Juillan,
- un circuit sur la partie Est couvrant la commune de Juillan vers Oddos.

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées a en charge de la valorisation de la cette dynamique et gère l'interface avec le présent projet avec un cheminement dans le vaste espace boisé vers la plateforme aéroportuaire avec :

- un profil de chemin au plus près de l'ambiance des cheminement des randonnées,
- une signalétique adaptée telle qu'illustrée ci-contre.

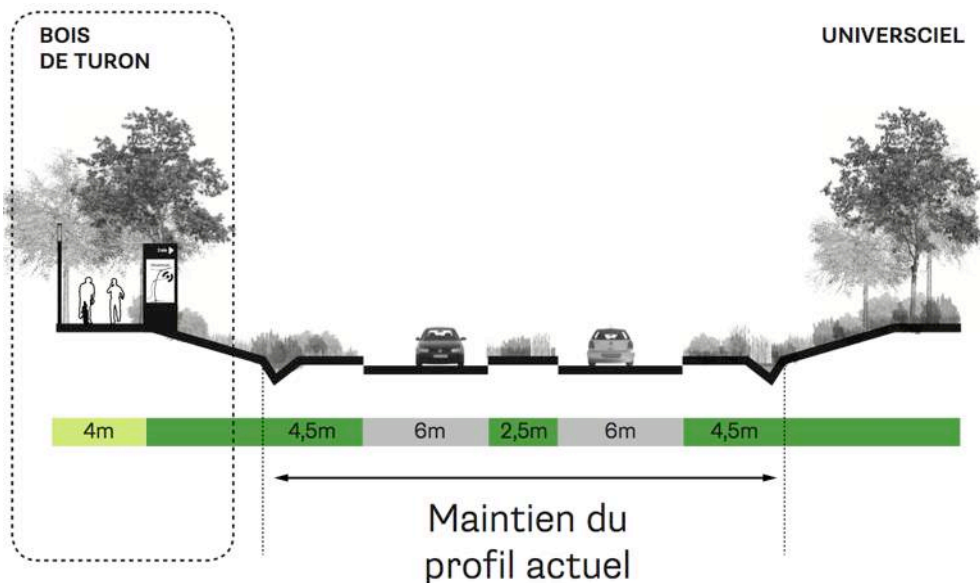


Voies douces

Sous compétence de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, il a été défini, avec le cabinet KWBG, un cheminement de voie douce permettant de joindre le site du projet à la zone Aéroполе. Sur une distance d'environ 1 500m, on peut rejoindre l'aéroport, le site de Daher et les autres activités, notamment économiques.

A partir de deux solutions possibles pour l'implantation de cette voie douce, il a été privilégié une désolidarisation de celle-ci par rapport à la RD 516a afin :

- d'offrir un cadre plus dégagé des nuisances des véhicules pour ce cheminement,
- de limiter l'impact de cette infrastructure sur le profil de la RD précitée.



Voie de desserte des exploitations agricoles

Enfin, il est à noter que le site est traversé par un chemin communal, le chemin des Alliats.

Sa prégnance n'est pas imposée dans sa forme actuelle. A contrario, eu égard à la pérennité des activités agricoles dans la partie Sud de cette assiette foncière, si la forme de ce profil n'est pas à pérenniser strictement, il convient, à l'issue du projet, de garantir l'accessibilité à ces parcelles agricoles depuis le chemin longeant la voie ferrée.

Il va de soi que la zone non aedificandi de la bande des 100 m de la RN 21 peut être mise à profit pour restituer cette accessibilité (cf ci-après).



D. Les aspects réglementaires d'urbanisme

Réglementation d'urbanisme « élargie »

Eu égard à la temporalité du projet et de celle de l'évolution à venir de la réglementation d'urbanisme applicable à la zone, il s'agit de s'inscrire dans le futur P.L.U.I. Celui-ci est en cours de procédure et tient compte du présent projet.

La prise en compte par anticipation de ce projet fait que ce dernier n'est que très faiblement impacté par les préoccupations liées à la future réglementation d'urbanisme en s'adaptant au projet de cette importance.

Il n'y a pas de contrainte structurante à l'exception de la persistance de la zone EBC (Espace Boisé Classé) figurant au Sud-Est de l'ensemble des parcelles de 8 ha, donc non impactant pour la première phase d'intervention limitée globalement à la moitié Nord de l'ensemble des parcelles.

A contrario, il s'agit de tenir absolument compte de la bande des 100 m à partir de l'axe de la RN 21, surface foncière dans laquelle toute construction est interdite. Cette disposition conduit à structurer la partie bâtie du projet dans les « 2/3 Ouest » de l'emprise sans interdire l'implantation d'aménagements de surface dont les voiries, du stationnement de service, voire du stationnement public.



AEP

Veolia gère les réseaux d'Adduction d'Eau Potable le long du chemin communal des Alliats avec un Ø 150 fonte.

CFO

Il existe un réseau HT enterré le long de la voie ferrée se retournant dans le chemin Darre-Avillac, en câble 3 x 240 mm² alu. Il s'agit de prévoir l'implantation d'un transformateur public avec une puissance utile pour le projet restant à préciser dans l'avant-projet et le projet, y priori 400 KVA. « utiles » dans un génie civil permettant des extensions à 1 000 KVA à plus long terme.

CFA

En matière de télécom, y-a-t-il un réseau de fibre optique ? Si oui un raccordement est-il possible pour alimenter notre site

EU / EV

Le plan mentionne un réseau fonte de Ø 200 desservant à priori Tarmac jusqu'à la station d'épuration de JULLAN.

Le Ø 200 semble a priori suffisant pour recueillir les EU et EV de notre site.

La future maîtrise d'œuvre devra se confronter à la définition des potentialités suivantes :

- la station d'épuration est-elle en capacité d'absorber le complément que représente notre site ?
- quels types de rejet sont autorisés ?
- quelle est sa capacité complémentaire admissible en terme d'équivalent habitants

EP

Une solution de recueillement des eaux pluviales consisterait à mettre en œuvre, un bassin de rétention de type chaussée réservoir :

- dimensionnent base 40 m3/1000m2,
- bassins de rétention pour env. 7 000 m2,
- matériau à mettre en œuvre y compris foisonnement de 0,35, environ 800 m3

GAZ

Une canalisation gaz alimente Tarmac, canalisation de type PE DN 125 en longeant la voie ferrée.

F. Les aspects réglementaires / technique

Sismicité

Parmi les phénomènes naturels, le séisme est un évènement qui peut conduire à des conséquences graves, en termes de dommages affectant les constructions, de pertes en vies humaines et de perturbations socio-économiques, ainsi que d'effets potentiellement importants sur l'environnement. Il convient de noter que la majorité des pertes en vies humaines est due à des effondrements partiels des bâtiments.

L'Etat conduit des actions de prévention du risque sismique, notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre législatif et réglementaire, et en particulier de Plans de Prévention des Risques Sismiques (PPRS), tels que prévus par les articles L.562-1 à L.562-9 et L.563-1 du code de l'environnement.

Sur le Départemental des Hautes Pyrénées, une action spécifique a été menée sur la commune de Lourdes située à environ 12 kilomètres du projet UniversCiel. Si le projet de Plan de Prévention des Risques Sismiques ne concerne que la commune de Lourdes, il est à noter que les services de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et la Direction Départementale des Territoires auront un regard particulier sur la prise en compte de ce risque dans la construction de l'ouvrage et peut être même dans son exploitation future. Selon l'arrêté du 22 octobre 2010, si le futur Etablissement Recevant du Public d'UniversCiel est en 2^e catégorie, alors sa catégorie d'importance sera de niveau 3, avec un coefficient d'importance de 1,2 (voir 4.3.1. Risque sismique – données parasismiques réglementaires, de Étude géotechnique de conception (G2), Phase Avant-Projet – G2 AVP, du 24 octobre 2019)

Pour rappel, et sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive, les règles de construction applicables aux bâtiments sont celles des normes :

- NF P06-013 (décembre 1995) - Règles de construction parasismique : règles PS applicables aux bâtiments, dites règles PS92 (P 06-030-1), AFNOR, Paris.

- NF P06-014 (mars 1995) – Règles de construction parasismique : construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés – règles PS-MI 89 révisées 92, AFNOR, Paris.
- NF En 1998-1 (septembre 2005) - Eurocode 8 – Calcul des structures pour leur résistance aux séismes – Partie 1 : règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments (P 06-030-1), AFNOR, Paris.
- NF En 1998-1/NA (décembre 2007) - Eurocode 8 – Calcul des structures pour leur résistance aux séismes – Partie 1 : règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments (P 06-030-1/NA), Annexe nationale à la NF En 1998-1 :2005, AFNOR, Paris.
- NF En 1998-3 (décembre 2005) - Eurocode 8 – Calcul des structures pour leur résistance aux séismes – Partie 3 : évaluation et renforcement des bâtiments (P 06-033-1), AFNOR, Paris.
- NF En 1998-3/NA (janvier 2008) - Eurocode 8 – Calcul des structures pour leur résistance aux séismes – Partie 3 : évaluation et renforcement des bâtiments (P 06-033-1/NA), Annexe nationale à la NF En 1998-3 :2005, AFNOR, Paris.
- NF En 1998-5 (septembre 2005) - Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 5 : fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques (P 06-035-1), AFNOR, Paris.
- NF En 1998-5/NA (octobre 2007) - Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 5 : fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques (P 06-035-1/NA), Annexe nationale à la NF En 1998-5 :2005, AFNOR, Paris.
- NF P94-500 (novembre 2013) - Missions d'ingénierie géotechnique - Classification et spécifications, AFNOR, Paris.

Les dispositifs constructifs non visés dans les normes précitées font l'objet d'avis techniques ou d'agréments techniques européens.

G. L'adéquation projet / site

L'approche relevant de l'adéquation entre le site et le présent projet doit être approchée avec l'Agglomération, Maître d'Ouvrage, mais aussi avec ceux du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées ayant en gestion une grande partie des infrastructures routiers adjacentes.

Lisibilité

La lisibilité est une des préoccupations majeures du projet en raison de ses finalités mais aussi des opportunités à être lisible depuis la RN 21 concernant l'essentiel des flux d'utilisateurs potentiels.

En effet, de par la topographie du site et de cette infrastructure routière express, il existe une opportunité majeure à faire en sorte que le projet en lui-même soit la meilleure signalétique possible pour l'équipement, notamment pour ce qui concerne les flux Nord Sud considéré comme dominant pour les activités du projet.



Desserte

Eu égard aux considérations précitées, il est à noter qu'une grande partie des visiteurs est susceptible de venir du Nord avec la sortie réputée desservir la plateforme aéroportuaire, bretelle desservant le site par la RD 516a après le giratoire avec la RD 936... avec une garantie de parfaitement « lire l'équipement » tout au long de ce cheminement.

Les autres visiteurs issus de la partie Sud du territoire disposent d'un autre échangeur en empruntant la partie Nord de la RD 516 (avenue de l'aéroport) puis la RD 516a à travers le giratoire au Sud de l'assiette foncière ; giratoire intéressant également les « usagers économiques » positionnés à proximité de la plateforme aéroportuaire.

Accessibilité

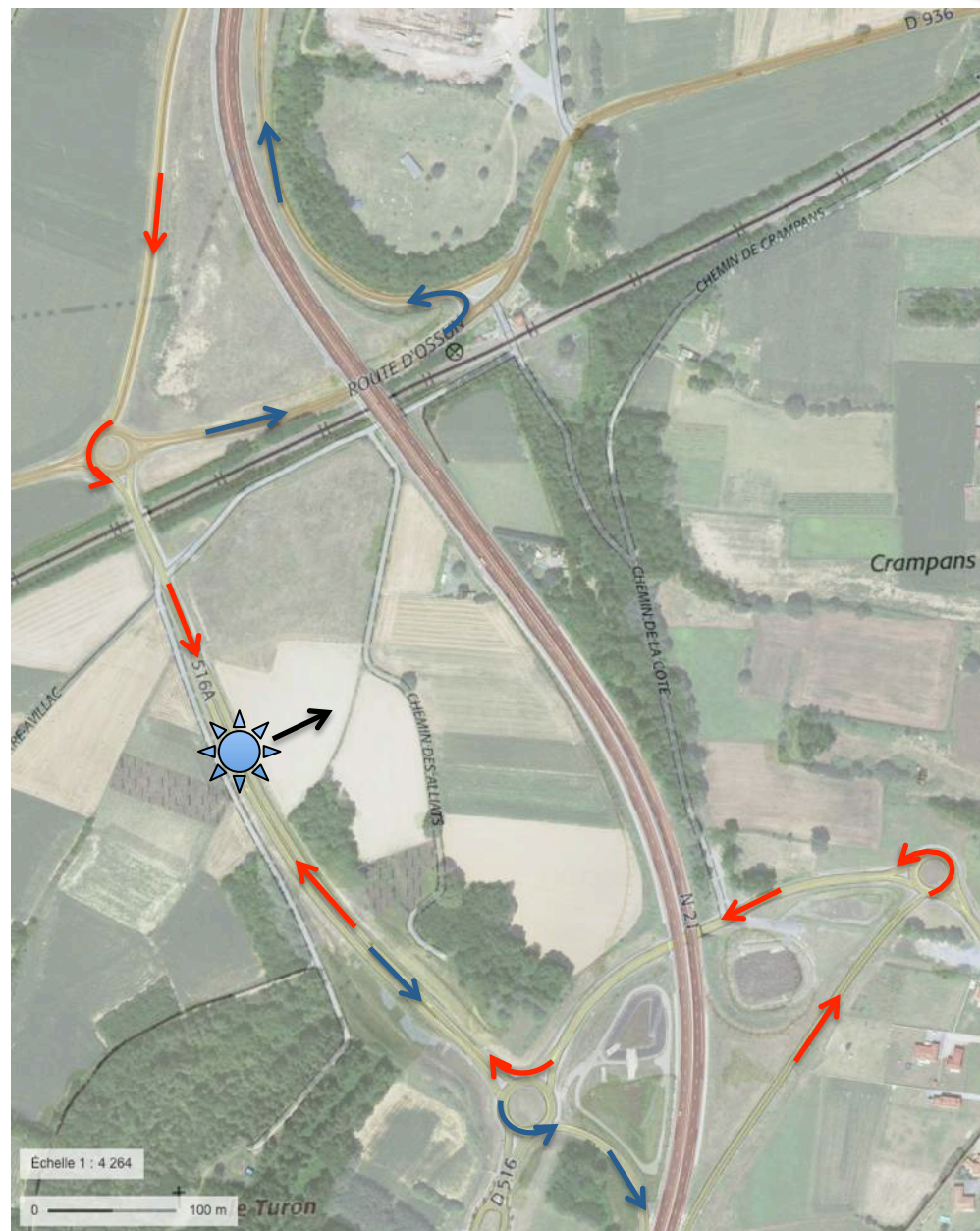
A l'issue des principes de desserte précités, il s'agit de faire en sorte que l'ensemble des flux puisse pénétrer sur le site dans une position en accord avec les services du Conseil Départemental au regard des distances entre intersections et de la potentielle dangerosité de la « courbe en déblai » en partie Sud du RD 516a.

Orientations d'implantation sur le site

In fine, le plan de masse du projet doit se structurer autour :

- du principe d'occupation prioritaire de la moitié Nord de l'ensemble de parcelle,
- de l'image renvoyée du projet dans son ensemble depuis sa « porte d'entrée »,
- des contraintes non aedificandi de la RN21 pouvant notamment accueillir des aménagements paysagers et de stationnement.

Stratégiquement, il s'agit d'un élément essentiel de la définition du projet.



UNIVERSCIEL

5. Les exigences techniques générales

A. Préambule, définitions

L'objet de ce chapitre est de préciser, en termes d'exigences, les besoins et contraintes du Maître d'Ouvrage concernant tout ce qui est général et répétitif sur l'ensemble de l'opération c'est-à-dire :

- l'enveloppe de la construction (structures, façades, terrasses, toitures),
- les installations techniques,
- les aménagements intérieurs,
- les espaces extérieurs,

ainsi que les installations scéno-techniques définies dans le cadre de ce programme.

Les ouvrages doivent respecter les documents de référence en vigueur un mois avant la remise du « projet » (au sens de la loi MOP). Les lois, décrets et arrêtés seront pris en compte jusqu'à « un mois » avant le dépôt du permis de construire ou la remise de l'APD.

Toutes les réglementations en vigueur au moment de la réalisation, dans le domaine de la construction ou dans les domaines concernant le projet particulier seront évidemment applicables au projet. Les concepteurs sont réputés avoir une parfaite connaissance des réglementations en vigueur ; la présentation suivante, non exhaustive, constitue donc un simple rappel.

Les exigences techniques et fonctionnelles du maître d'ouvrage ne diminuent en rien la responsabilité du concepteur qui reste seul juge de la manière de respecter à la fois ces exigences et la réglementation en vigueur dans le cadre du coût global et maximal de l'opération.

Les principales exigences réglementaires

L'ensemble immobilier, au terme de l'opération de construction, devra répondre aux différentes exigences réglementaires suivantes (liste non exhaustive) :

- Code de la construction et de l'habitation et notamment le livre premier « dispositions générales » pour les dispositions constructives

- Les règles de l'art, normes françaises, documents techniques unifiés, règles de calcul en général et toutes les règles particulières applicables aux établissements d'enseignement.
- Les matériaux ne relevant pas des DTU doivent justifier d'un avis technique ou d'une enquête technique d'aptitude à l'emploi.
- Les règles d'urbanisme attachées à la situation géographique de l'opération.
- Le règlement de sécurité applicable aux établissements recevant du public
- Le règlement sanitaire départemental, le code du travail et les arrêtés préfectoraux afférents.
- La réglementation en matière de risques liés aux légionnelles (circulaire DGS n°98/771 du 31.12.98)
- Les règlements et arrêtés concernant la sécurité incendie et les risques de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
- Les règlements concernant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.
- Toutes normes réglementaires concernant la protection des personnes contre les risques (courants électriques, chutes, ...), notamment la protection des personnes durant le chantier.
- Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux : décret n° 87-253 du 8 avril 1987 ; J.O. du 10 Avril 1987, Economie Finances.

ainsi que les textes relatifs à l'utilisation et aux économies d'énergie et notamment la Réglementation Thermique 2012 :

- Décrets en Conseil d'Etat – RT 2012 et attestations de prise en compte de la réglementation thermique
 - Décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions
 - Décret n° 2011-544 du 18 mai 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments
 - Décret n° 2012-1530 du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions de bâtiments
- Arrêtés « exigences » de la RT 2012
 - Arrêté du 21 décembre 2017 modificatif relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performances énergétiques applicables aux bâtiments collectifs nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment collectif
 - Arrêté du 11 décembre 2014 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment de petite surface et diverses simplifications
 - Arrêté du 19 décembre 2014 modifiant les modalités de validation d'une démarche qualité pour le contrôle de l'étanchéité à l'air par un constructeur de maisons individuelles ou de logements collectifs et relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments collectifs nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment collectif

- Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment
 - Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (rectificatif
 - Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments autres que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions
 - Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments autres que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions (rectificatif)
- Arrêtés « méthode » de la RT 2012
- Note sur l'articulation des arrêtés « méthode »
 - Arrêté du 20 juillet 2011 portant approbation de la méthode de calcul Th-B-C-E prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments
 - Arrêté du 16 avril 2013 modifiant l'annexe à l'arrêté du 20 juillet 2011 portant approbation de la méthode de calcul Th-B-C-E prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments ; Arrêté du 16 avril 2013 et son annexe
 - Arrêté du 30 avril 2013 portant approbation de la méthode de calcul Th-BCE 2012 prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments ; Arrêté du 30 avril 2013 et son annexe
- Règles Th-Bat (publiées le 20/12/2017)
- Note explicative
 - Fascicules « Généralités » - « Matériaux » - « Parois vitrées » - « Parois opaques » - « Ponts thermiques » - « Inertie » [une question modifiant l'application du paragraphe §4.2 du fascicule généralités des règles Th-Bat a été postée sur la FAQ (cf. FAQ 336)]
- Arrêté attestations de prise en compte de la réglementation thermique
- Arrêté du 11 octobre 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments

Les dispositions constructives

Pour la conception et la réalisation de l'ouvrage, le concepteur devra se conformer aux différents textes techniques normatifs en vigueur au moment de la conception et de la construction du bâtiment.

Les textes normatifs spécifient les caractéristiques des produits ainsi que les règles de conception et d'exécution des ouvrages ; ce sont principalement les Documents Techniques Unifiés, les Avis Techniques, les Appréciations Techniques d'Expérimentation. Le concepteur doit aussi prendre en compte la mise en place progressive d'une normalisation européenne.

L'application des normes européennes « eurocodes » est rendue obligatoire notamment pour ce qui concerne la stabilité des ouvrages ; cf directive européenne 89/106/CEE ainsi que la base technique de la directive 2004/18/CE... de Eurocode 0, bases de calcul des structures, à Eurocode 9 pour les structures aluminium.

L'application des normes françaises homologuées dans les marchés est rendue obligatoire par le décret du 26 janvier 1984. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) obligatoire. Le CCTG est composé des Cahiers des Clauses Techniques (CCT-DTU) et des DTU Règles de calcul, selon la liste donnée au Journal Officiel. Il est possible de rendre contractuelles des règles non contenues dans le CCTG en les indiquant dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ceci à la demande du maître d'ouvrage et sur les conseils du bureau de contrôle ou de toute autre personne compétente. Les Eurocodes sont les premiers à être déroger au CCTG, actualisation de ce dernier en cours.

Terminologie répertoriant les superficies

Surface Utile Nette - S.U.N. :

La Surface Utile Nette correspond aux superficies réellement disponibles à l'intérieur de chaque local programmé, y compris les sanitaires.

Dans le cas d'un cloisonnement mobile ou amovible, l'épaisseur des cloisons est incluse dans la surface utile nette et répartie, pour moitié, entre chacun des locaux adjacents.

La surface utile nette programmée de chaque local correspond à la surface théorique à approcher au mieux dans la proposition des concepteurs. **La tolérance usuelle admise, au stade de l'A.P.S., est de $\pm 5\%$ applicable individuellement à chaque local.** Tous les dépassements de ce seuil seront signalés et justifiés. En tant que de besoin, le rapprochement de l'objectif sera réalisé entre l'Avant-Projet Sommaire du lauréat du concours et son recadrage avant d'engager l'Avant-Projet Définitif.

Surface Utile Brute - S.U.B. :

La Surface Utile Brute correspond à la Surface Utile Nette, augmentée des circulations horizontales (couloirs et dégagements), voire verticales.

Surface de Plancher - S.d.P. :

La Surface de Plancher correspond à la Surface Utile Brute augmentée des locaux techniques nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des installations techniques ; superficies prises à l'intérieure des murs extérieurs.

Surface Hors Œuvre Brute - S.H.O.B. :

La Surface Hors Oeuvre Brute est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction, calculée à partir du nu extérieur des murs de façade au niveau supérieur du plancher, y compris les combles et les sous-sols aménageables ou non, les balcons, les loggias et les toitures-terrasses (même non-accessibles).

1^{ère} estimation de la Fréquentation Maximale Instantanée

Les premières bases de réflexion concernant l'estimation de la Fréquentation Maximale Instantanée repose :

- **qualitativement** sur la complexité de l'ouvrage issue de la multiplicité de ses activités et donc sur l'impossibilité d'envisager un foisonnement des fréquentations,
- **quantitativement**, et considérant la simultanéité des activités, sur :
 - environ 500 personnes dans les espaces de circulation, le hub, les fonctions commerciales associées et les moyens d'expositions permanentes et temporaires,
 - 200 usagers dans la partie dôme immersif,
 - jusqu'à 300 usagers au niveau des fonctionnalités liées aux réalités virtuelles,
 - une centaine de personnes pour ce qui concerne les activités professionnelles,

soit un maximum restant, à terme, inférieur au seuil de 1500 personnes, et permettant a priori le classement de l'équipement global en **2^{ème} catégorie** ; il devra toutefois être tenu compte du fait que les premières extensions à court ou moyen terme sont susceptibles de revisiter cette approche en classant l'ensemble en 1^{ère} catégorie.

B. La conception générale

D'une manière générale, les coûts de maintenance et d'exploitation représentent annuellement 5 à 10 % du coût d'investissement initial. Une conception éclairée par des estimations en coût global doit s'appliquer.

Ces considérations conduisent à rechercher systématiquement des systèmes de construction, des matériaux et des installations techniques simples, robustes, fiables à longue durée de vie, nécessitant un entretien courant le plus faible possible, à fonctionnement largement automatisé.

Adéquation à la fonction

Un bâtiment mal adapté à son usage subira de la part de ses usagers et ses utilisateurs des dégradations d'autant plus importantes qu'ils s'y sentiront mal à l'aise. De même, les équipements techniques s'ils sont sollicités dans des conditions différentes que celles pour lesquelles ils ont été choisis, subiront une usure prématurée.

Ces inconvénients peuvent être évités par l'analyse réaliste de l'usage auquel l'équipement est destiné et sur la mise en œuvre de solutions susceptibles de s'adapter en cas d'évolution.

Economie globale, durabilité et fiabilité

Il s'agit, là, d'un point particulièrement important, à propos duquel l'opération devra servir d'exemple pour prouver qu'un bâtiment est une contribution efficace à une gestion économique du fonctionnement, lorsqu'il répond à ces critères :

- réalisé avec des matériaux appropriés (adéquation avec la mise en œuvre, composants faciles et rapides à obtenir et à changer, avec le moins de types différents possibles, faciles d'entretien, durables), en respectant un juste équilibre entre pérennité et économie,
- confortable pour l'ensemble de ses usagers, respectant et mettant en valeur, dans la mesure du possible, les qualités architecturales des bâtiments, et plus largement du site et respectueux des fonctionnalités attendues (locaux de travail bien éclairés, avec un éclairage naturel contrôlable, facilités de maintenance et d'entretien, ...).

La **qualité** joue un rôle non seulement sur la durée de vie intrinsèque, mais aussi sur la perception des utilisateurs et par suite sur le traitement qu'ils font subir au bâtiment.

La **fiabilité** minimise la fréquence des interventions (réglages des réparations).

Le programme fixe les exigences fonctionnelles et en termes de performances nécessaires pour la réalisation des activités auxquelles sont destinés les locaux à créer. En termes de conception, l'attention des concepteurs est attirée sur la volonté du Maître d'Ouvrage de disposer d'un équipement particulièrement fluide, tant pour les matériels que pour les usagers. Cette fluidité s'applique d'abord aux circulations horizontales, mais concerne aussi les circulations verticales, suivant les hypothèses de développement du projet architectural.

Il appartient d'abord au maître d'œuvre de retenir les solutions permettant d'atteindre ces exigences, puis d'en apporter la démonstration au cours des essais préalables à la réception, ou de la période de parfait achèvement.

Aussi les équipes de conception devront-elles intégrer des spécialistes dans les différents domaines et justifier des niveaux de performance obtenus.

Des procédés ou matériaux n'ayant pas reçu d'avis technique du CSTB pourront être proposés, à condition que toutes les garanties soient données au Maître d'Ouvrage quant à leur qualité, leur fiabilité et leur durabilité, et qu'elles soient acceptées par les assureurs.

Compte tenu de la multiplicité des activités ayant chacun leurs propres plages horaires d'ouverture, le concepteur veillera à faire les meilleures propositions possibles pour garantir une gestion économique du fonctionnement, et :

- permettre une sectorisation de l'éclairage, ainsi que du chauffage, pour garantir des usages diversifiés en fonction des périodes plus ou moins actives,
- répondre aux besoins futurs : dès le départ, les concepteurs devront veiller à ne pas saturer les surfaces des locaux techniques. Ceci implique une notion de réserve qui sera au minimum de 30% pour les locaux techniques des bâtiments (surface réellement utilisable pour l'adjonction d'équipement),
- diminuer le coût d'intervention de l'entretien courant et des grands entretiens.

On respectera tout particulièrement les orientations suivantes :

- les locaux d'entretien seront judicieusement répartis, pour le rangement des appareils de nettoyage (hors surfaces Utiles Nettes) ; locaux de taille modeste et en nombre suffisant pour :
 - ranger les appareils de nettoyage et les « chariots »,
 - stocker les produits d'entretien,
 - garantir une prise d'eau et vider les récipients « eau sale » ; **le dimensionnement et le nombre de ses locaux n'est pas fixé au programme, il dépend du parti architectural qui sera retenu.**
- dans les locaux de très grande surface ou de longueur importante (ex: circulations générales, ...), des prises de courant en nombre suffisant seront réparties pour permettre, le cas échéant, l'utilisation d'une auto-laveuse sur secteur,
- les angles rentrants, de forme anguleuse, horizontaux ou verticaux, seront traités de manière à éviter le dépôt progressif de poussières et de déchets, peu accessibles aux ustensiles de nettoyages,
- les angles saillants, ainsi que la partie inférieure des cloisons seront renforcés pour résister aux chocs des matériels roulants du personnel d'entretien, des utilisateurs du centre et, notamment, des personnes en fauteuils roulants.

L'implantation de ces protections aux chocs doit être particulièrement étudiée. Tout autre équipement (prises de courant, ...) sera étudié en fonction de cette caractéristique principale.

Les concepteurs s'engagent sur certaines prévisions de consommation. Le suivi de cet engagement suppose l'installation d'appareils de mesure et d'enregistrement des données nécessaires et de systèmes d'exploitations simples :

- thermomètre enregistreur intérieur et extérieur (pour un bon suivi du contrat de maintenance),
- mesures de température de pression, pour l'installation de chauffage, d'eau chaude sanitaire.
- sectorisation permettant d'isoler une partie de l'immeuble.

Le guide d'entretien intégrera des courbes de référence et des diagrammes sur lesquels l'ouvrier d'entretien pourra reporter les valeurs régulièrement relevées sur les appareils de mesure.

Ceci permettra de mettre en évidence très vite les anomalies (consommations excessives, non respect des contrats d'exploitation ...).

Il est indispensable d'établir un **guide de maintenance** permettant :

- de connaître les installations (schémas simplifiés, modes d'emploi en français)
- d'apprécier les signes avant-coureurs d'une défaillance,
- de réaliser, sur la base d'un calendrier préétabli, les vérifications, réglages, remplacements de petits éléments,
- de connaître les modes opératoires, les précautions à prendre,
- de connaître la marque, le fournisseur et toutes les caractéristiques nécessaires pour commander des pièces de rechange.

Ce guide préparé par la Maîtrise d'œuvre et complété par les notices des différentes entreprises sera annexé au DOE et remis au CSPS pour l'élaboration du DIUO.

Le Maître d'Ouvrage qui aura la charge de réaliser des activités de maintenance lourde ou des travaux de modifications des locaux doit disposer de documents fiables sur lesquels s'appuyer. La connaissance du bâtiment est trop souvent considérée comme suffisante dès lors qu'on dispose d'un dossier des ouvrages exécutés complet (DOE).

La matière et la forme des documents à remettre par les entreprises à la fin du chantier devront être explicitement définies par le Maître d'œuvre dans le dossier de consultation des entreprises. On demandera, en particulier, outre les plans d'exécution, la remise de documents techniques sous une forme préétablie (format, nomenclature) afin de constituer un dossier technique simplifié utilisable facilement (format A3 en fascicules reliés par corps d'état, zonage à définir).

Ce document sera complété par le guide de maintenance courante cité plus haut. La réalisation de ces « modes d'emploi » pratiques doit apporter aux utilisateurs une véritable connaissance des bâtiments et des installations techniques souvent complexes qu'ils recèlent, et leur permettre une autonomie importante en matière de maîtrise du fonctionnement et de l'entretien.

C. Le gros œuvre / enveloppe(s)

Il va de soi que les références essentielles de cet aspect du projet sont synthétisées plus haut et exhaustives dans le rapport « étude géotechnique de conception (G2) phase AVP » indice 2 en date du 24/10/2019, établi par le bureau d'études GINGER CDEPTP, bien qu'il ne s'agisse légitimement que d'une approche G1.

Structure

Le type de construction constitue un élément important dans la réussite de ce projet. Celle-ci devra être directement issue de la trame standardisée la plus en adéquation avec la répétitivité de la trame.

Fondations

Le choix du type constructif est à l'initiative du concepteur et ce choix doit être compatible avec les contraintes géotechniques et hydrologiques du terrain.

Une attention particulière sera donnée à l'élimination du risque de tassement différentiel et la protection contre les infiltrations des eaux souterraines.

Ossature du bâtiment

Les planchers devront permettre des modifications faciles (plancher précontraints possibles mais réclamant une attention particulière).

Ils devront respecter les stabilités aux feux réglementaires pour les bâtiments de cette nature. Ils devront être largement calculés afin d'éviter des propagations intempestives de vibrations générées par un équipement. Les recoupements coupe-feu seront réalisés conformément aux recommandations des services de sécurité.

L'évolution des pratiques intéressant les usages de ce projet imposent que le bâtiment soit suffisamment modulable. Les voiles porteurs ne devront pas être en quantité trop importante afin de ne pas rendre difficiles d'éventuelles modifications et des "points durs" sur les différents plateaux du bâtiment.

La structure porteuse devra être tramée dans le même souci de modularité des espaces. Les surcharges sont celles habituelles pour salle de réunions, bureaux, ... (Norme NFP) à l'exception de lieux spécifiques dont les performances figurent dans les fiches typologiques.

Parois extérieures

En fonction du projet proposé par le concepteur, elles devront garantir :

- une étanchéité parfaite à l'eau,
- un coefficient d'isolation thermique conforme aux exigences de la RT2012 et une bonne inertie thermique,
- une conformité à l'économie globale par rapport à la fonction,
- une bonne pérennité,
- un vieillissement uniforme et une résistance aux agressions atmosphériques,
- ne pas nécessiter d'entretien à court terme,
- prendre en compte toute intervention en hauteur (nacelle, par exemple).

La hauteur libre et les charges au sol requises sont indiquées dans le « contenu programmatique » de chaque entité fonctionnelle.

Toitures et étanchéité

Les toitures devront respecter les exigences suivantes :

- éviter de multiplier les accidents de détail nuisibles à la tenue à long terme et à l'entretien des toitures,
- isolation thermique suivant les exigences de la RT2012,

- toute terrasse doit être accessible pour entretien ; l'accès doit être doté de portes et serrures propres à limiter les risques d'accès aux personnes non autorisées, ainsi que les risques d'intrusion ; sa protection périmétrale est due en cas de toiture terrasse nécessitant un entretien,
- en cas de verrière, résoudre les problèmes d'isolation et de protection solaire.

Eu égard à la Qualité Environnementale :

- la végétalisation des terrasses est envisageable,
- la récupération et la valorisation des eaux de pluies sont suggérées, notamment au regard de l'entretien des espaces verts adjacents.

Façades et menuiseries extérieures

L'enveloppe extérieure sur l'ensemble des niveaux du bâtiment devra être conçue et protégée pour résister aux chocs accidentels, notamment dans les parties accessibles aux véhicules.

Bien que reposant fréquemment sur des profils de grande dimension, les menuiseries extérieures auront une bonne durabilité (résistance aux agents atmosphériques) et un entretien réduit. Les ensembles vitrés seront conçus pour être facilement nettoyables ; leur encombrement en position ouverte sera minimisé. Les conditions de leur nettoyage régulier doivent être étudiées... sans recourir à des modalités complexes (alpinistes, nacelles, ...).

D'une manière générale, les ensembles vitrés seront conçus de manière à ce que le nettoyage complet des vitres puisse être assuré depuis l'intérieur des locaux ou depuis le sol, en extérieur.

Les vitrages devront respecter la RT 2012. A cet effet, il est rappelé que le principe de vitrage translucide assure la pénétration de la lumière, sans transparence.

Les systèmes d'occultation seront très résistants et d'un maniement simple. Ils seront conformes à la réglementation incendie.

L'ensemble des locaux présentant des ouvrants sur l'extérieur devra posséder selon les locaux :

- une occultation extérieure de type volets roulants électriques :
 - avec commande unitaire et générale,
 - assurant, après fermeture, une obscurité complète dans les locaux
 - offrant une bonne résistance mécanique (aux effractions, notamment),
- des stores présentant les caractéristiques suivantes :
 - diffusion de la lumière naturelle selon l'affectation des locaux,
 - filtration de la chaleur solaire.

Pour l'ensemble des parties accessibles, il convient de prévoir un vitrage anti-effraction et/ou une grille. L'ensemble des portes d'accès à l'équipement et aux principales entités devra satisfaire à la très haute fréquence d'ouverture *sans engendrer d'usure prématurée*.

Flexibilité et adaptabilité

Les évolutions technologiques pressenties en matière de transfert de données, de types de données à transférer, de méthode de travail, de besoins des usagers incitent à prendre un certain nombre de précautions pour prendre en compte le futur.

Le concepteur devra placer sa réflexion dans une stratégie immobilière qui garantisse à la fois la flexibilité et l'adaptabilité des installations et des bâtiments, même si au départ les pratiques actuelles doivent pouvoir être assurées dans des conditions parfaites, telles qu'elles sont définies dans le programme, ainsi que prendre en compte l'importance des extensions envisagées sur le court et le moyen terme.

Cette réflexion porte essentiellement sur les systèmes constructifs :

- La structure du bâtiment sera conçue selon une trame régulière facilitant néanmoins les implantations de locaux de surfaces différentes notamment pour les espaces ouverts au public.

- Les locaux ouverts au public seront affranchis au maximum des points porteurs.
- Les surcharges seront unifiées sur un même plateau.
- Une distribution centrale des fluides par faux-plafonds sera privilégiée, avec possibilité de raccords sur les différents locaux ; principe de faux-plancher à proscrire.
- Les gaines techniques et armoires de distribution générales seront largement dimensionnées afin de recevoir les équipements nécessaires à toute augmentation éventuelle de puissance ou de réseau.
- Dans les zones publiques, il ne sera pas prévu de rupture de revêtement de sol entre les espaces, de même que sur les faux-plafonds, afin de faciliter au maximum les travaux de déplacement de cloisons dont la conception sera adaptée à un démontage/remontage aisé (y compris en ce qui concerne les réseaux).

Menuiseries extérieures

Le choix des menuiseries est laissé libre au concepteur, aux conditions climatiques du site, d'une résistance « normale » aux intrusions (non démontable de l'extérieur) et d'un coût d'entretien économique. Les menuiseries seront à rupture de pont thermique et vitrage très performant.

Elles devront répondre aux exigences thermiques et acoustiques selon les réglementations et normes en vigueur, ainsi que les contraintes du site.

Les vitrages seront obligatoirement feuilletés retardateurs d'effraction de classe 4 minimum selon la NF EN356 (norme anti-vandalisme) sur leur face extérieure sur l'ensemble des menuiseries donnant sur la rue et les jardins et ce afin de se prémunir des effractions physiques.

La répartition des ouvertures devra permettre la modularité des locaux par recloisonnement. Toutes les serrures seront sur organigramme.

L'utilisation du dispositif de protection solaire ne devra ni occulter la pièce, ni empêcher la ventilation du local par ouverture des châssis, ni nuire à la qualité de la vue vers l'extérieur.

Traitement acoustique et isolation phonique

Préambule

En amont des choix de matériaux, il est préférable par exemple de recourir à une distribution judicieuse des locaux en évitant les contigüités de locaux bruyants et de locaux sensibles, ou de profiter de la présence de murs porteurs lourds (requis du fait des contraintes structurelles) pour assurer un fort isolement acoustique.

Dans le même esprit, il est possible de limiter la mise en œuvre de matériaux spécifiquement destinés à réduire la réverbération des locaux : en intégrant la contrainte thermique à un doublage acoustique absorbant par exemple, en optimisant la géométrie des locaux, en tenant compte de l'absorption acoustique apportée par le mobilier.

L'ambiance acoustique sera traitée au niveau :

- de la définition et de l'organisation des locaux (locaux techniques bruyants, zones de passage des personnes).
- des traitements, du choix et de la qualité des ouvrages. A l'intérieur des bâtiments, le traitement des bruits à la source doit être la règle. Les niveaux sonores transmis par les équipements sont spécifiés au stade de l'APD.
- des bruits d'impacts.

Réglementation

Les réglementations citées ci après sont données à titre indicatif, étant entendu que le concepteur prend en compte les réglementations en vigueur au moment de la réalisation du projet.

Pour la protection du voisinage contre les bruits issus du projet, les principaux textes réglementaires suivants sont à prendre en considération (liste non exhaustive) :

- l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation ou recevant du public,

- le décret 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique,
- l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Performances

L'ambiance acoustique sera traitée au niveau :

- de la définition et de l'organisation des locaux (locaux techniques bruyants, zones de passage ou de regroupement des personnes),
- des traitements, du choix et de la qualité des ouvrages. A l'intérieur des bâtiments, le traitement des bruits à la source doit être la règle. Les niveaux sonores transmis par les équipements sont spécifiés et fonction de la destination des locaux de NR 35 pour les espaces les moins contraignants (circulations générales, ...) à NR 28 pour les espaces de monstration.

D. Les installations techniques

Le dimensionnement des locaux techniques est du ressort du concepteur. Ils devront avoir de très bonnes qualités d'accessibilité et satisfaire impérativement aux réglementations de sécurité en vigueur.

De plus, il est demandé aux concepteurs d'être vigilants quant à la qualité des gaines et des chemins de câbles mis en place. Ils devront être particulièrement résistants aux interventions ultérieures (y compris interventions lourdes).

Les zones non-utilisées devront rester sous certains minima : température (cf. exigences spécifiques), surveillance, détection incendie, ...

Génie climatique / confort thermique / renouvellement d'air

Forme et orientation du(des) bâtiment(s)

L'implantation et l'orientation des locaux dans le bâtiment, vis-à-vis du potentiel d'apport solaire des façades liées à leur orientation et présence d'ouvertures sera un paramètre important. Les orientations Sud-Ouest-Est (surtout Sud) devront disposer de larges ouvertures permettant de bénéficier d'apports solaires très intéressants. Les ouvertures à l'Est et à l'Ouest permettront notamment d'optimiser l'éclairage naturel.

En plus de facteurs solaires adaptés sur les vitrages, des compléments de brise soleil (ou casquettes ou autres) permettront de limiter l'apport solaire l'été, tout en permettant un maximum d'apport solaire l'hiver sur ces façades. Les locaux non nobles (sanitaires, local informatique...), peu occupés, seront dans l'ensemble orientés au nord. Une attention toute particulière sera demandée au concepteur afin de veiller à un maximum d'éclairage naturel dans les espaces de travail.

De cette manière, en journée, l'éclairage artificiel devient quasi-inutile et la sensation de confort visuel devient une véritable réussite dans des espaces où celle-ci peut être généralement mal traitée.

Performance de l'enveloppe et inertie thermique

On recherchera à apporter de la masse disponible pour l'échange thermique à l'intérieur des bâtiments lors de la conception structurelle. Cette inertie du bâtiment est un paramètre incontournable du confort d'été, car elle permet de limiter la variation de température par rapport à la température extérieure (confort d'été). Elle permet ainsi de stocker la chaleur en journée et de la restituer la nuit, et donc de limiter les surchauffes.

Dans le même esprit, une isolation renforcée de toutes les parois extérieures (murs, ouvertures, sol, toit), une enveloppe étanche à l'air et une limitation drastique des ponts thermiques sont des points clés d'un bâtiment basse consommation. Un soin particulier sera apporté au choix des isolants : bonne performance thermique et acoustique, bonne densité, pose en couches croisées, traitements des ponts thermiques structurels, gestion de la migration de la vapeur d'eau.

Conditionnement d'air – température et hygrométrie d'ambiance

Le concepteur prend en compte des paramètres suivants :

- contraintes d'exploitation spécifiques (température, hygrométrie, ...),
- application de la RT 2012.

Les exigences en termes de confort thermique sont indiquées dans les exigences spécifiques. Néanmoins, il est précisé que les équipements contribuant au chauffage seront dimensionnés en fonction des températures minimales indiquées dans les exigences spécifiques ($\pm 2^{\circ}\text{C}$).

Il appartient au futur maître d'œuvre de proposer au Maître d'Ouvrage le mode de production de chaleur le plus approprié à l'opération, en argumentant cette proposition avec des bilans énergétiques complets conformément à l'approche RT2012 ; toute proposition sera étudiée.

Les exigences en termes de confort thermique renvoient aux performances exposées dans le cadre de la démarche environnementale et sont indiquées dans le chapitre ad hoc. Ces exigences sont établies en respectant les règles suivantes :

- **en hiver**, pour une température extérieure de base à -7°C , et une humidité relative de 90% :

- pour les espaces public « traversant », 18 à 20 °C,
 - pour les bureaux et les sanitaires, 19 °C,
 - pour les espaces d'activités, 20 °C,
- **en été** : les objectifs de températures sont : pas plus de 40 heures d'occupation avec une température supérieure ou égale à 28°C.

Cette règle s'applique à l'ensemble des espaces.

Dans les locaux à occupation permanente, le débit d'air neuf sera d'au minimum 30 m³/h/personne, ramené à 18 m³/h/personne pour les locaux d'usage instantané. Ainsi, le débit de ventilation devra répondre de façon banalisée au cas présentant la densité d'occupation la plus importante.

D'une manière générale, le confort hygrothermique devra se situer dans un « carré » donnant les limites acceptables en fonction de la température de la pièce et du taux d'humidité. Il dépend de quatre données principales :

- la température de l'air,
- la température des parois,
- la vitesse moyenne de l'air dans la pièce,
- l'humidité relative de l'air.

L'obtention de ce confort n'est pas sans répercussion sur les consommations énergétiques, par conséquent sur les frais de fonctionnement du bâtiment. Néanmoins les deux notions ne sont pas contradictoires et de simples précautions permettront d'atteindre des niveaux élevés de performance.

L'air d'une pièce est agréable quand la teneur relative en humidité est de 50 à 60 %, elle ne doit pas dépasser 70 % ni descendre en deçà de 40 %. A moins de 30 % d'humidité, on constate une augmentation des particules en suspension dans l'air.

La vitesse moyenne de l'air doit rester inférieure à 0,15 m/s.

Les concepteurs veilleront par conséquent dans leurs calculs thermiques à respecter ces intervalles relatifs aux températures et à l'humidité.

Ventilation

Le renouvellement d'air neuf d'un local est un compromis entre deux préoccupations :

- une préoccupation de santé publique pousse à prévoir des taux de renouvellement d'air élevés,
- la ventilation étant source de consommations importantes d'énergie, il convient d'ajuster au mieux le renouvellement d'air aux besoins dans l'espace et dans le temps ; notions de sectorisation et de temporisation sur les C.T.A., voire d'asservissement aux usages pour les espaces d'usage les plus ponctuels.

Afin de trouver un bon compromis entre ces deux exigences, il sera opportun d'étudier la possibilité d'une ventilation double flux avec récupération d'énergie sur l'air extrait. En effet, certains locaux nécessitent des taux de renouvellement d'air élevé entraînant des déperditions énergétiques importantes dues à l'air neuf froid directement prélevé à l'extérieur. La technique du double flux permet de récupérer une partie des calories sur l'air extrait des locaux afin de préchauffer l'air neuf avant de le souffler dans les pièces.

Tout ou partie des locaux pourront être ainsi équipés en fonction des usages spécifiques. Les concepteurs devront proposer des solutions de ventilation avec différentes options en fonction des espaces.

Recommandations particulières concernant les systèmes d'émission de chaleur statique

1. **Prise en compte des exigences techniques de fonctionnement :**

- Valeur maximale du niveau de pression acoustique de l'installation par local : 35dBA
- Vitesse d'air résiduelle dans les locaux, comprise entre 0,15m/s et 0,20 m/s
- Disposer d'un système de contrôle de la température par gestion technique du bâtiment

2. **Prise en compte des exigences techniques des installations :**

- Conditionnement d'air par centrales de traitement de l'air. La composition technique des centrales de traitement comprendra un caisson de mélange permettant la régulation de l'air neuf en fonction de l'occupation.
- Existence d'une régulation sur le débit des centrales de traitement d'air, on synchronise le débit d'air du ventilateur de reprise en fonction du débit du ventilateur de soufflage.
- Régulateur communicant digital : le régulateur terminal sera à microprocesseur et permettra un contrôle précis du débit d'air indépendamment de la pression dans le réseau de gaine. Il sera de type proportionnel intégral. Il utilisera le point de consigne de température, la température ambiante et le débit d'air mesuré par sonde annulaire.
- Le régulateur est conçu pour transmettre et recevoir les informations avec un superviseur. Les points de consignes et statuts de l'appareil seront accessibles
- Le débit d'air neuf sera régulé pour s'assurer d'un débit minimal au moins égal au débit réglementaire. Cf : le règlement sanitaire départemental.
- La régulation comprendra également un système permettant d'utiliser l'air neuf en refroidissement gratuit.

Confort fort

Installation / distribution

La réflexion sur le raccordement « courant fort » du projet doit appréhender l'importance globale de l'opération et la disponibilité affichée par le concessionnaire sur des installations voisines. Comme indiqué plus haut, la puissance utile à confirmer est, au stade du programme estimé à 400 KVA mais le prédimensionnement du transformateur devra être prévu sur le plus long terme.

Le régime de neutre de l'installation sera la mise à la terre. Le Maître d'œuvre devra tenir compte d'une disponibilité de puissance suffisante (+30 %). Plus spécifiquement, les galeries et caniveaux techniques, chemins de câbles, gaines techniques, tableaux et armoires, etc... seront dimensionnés pour être évolutifs. Ils devront donc :

- satisfaire aux besoins du programme en terme de locaux;
- permettre et faciliter les interventions ultérieures de maintenance et d'entretien ;
- recevoir d'éventuels besoins futurs avec une marge de disponibilité (soit + 30 %).

Les armoires électriques regrouperont les protections des différents circuits par zone fonctionnelle. La conception des armoires devra garantir la sélectivité des protections (protections par disjoncteurs et disjoncteurs différentiels).

A partir des tableaux électriques, la distribution sera réalisée en câbles de la série U1000 R02V passant par obligatoirement par chemins de câbles.

Dans l'ensemble des locaux, la distribution sera réalisée par fourreau encastré. Toutefois, pour des modifications ultérieures sans intervention lourde, des goulottes par plinthes ou par canalisations préfabriqués mobiles de type Canalys pourront être demandées dans certains locaux spécifiques (type Ressourcerie).

Les canalisations et les appareillages devront respecter les indices de protection réglementaires des locaux où ils seront installés. Il sera prévu l'ensemble des coupures réglementaires : coupure générale accessible aux services de sécurité, coupure de chaque armoire électrique.

Eclairage artificiel

L'éclairage des locaux sera assuré par des installations conformes aux règlements de sécurité en vigueur selon le type et l'usage des locaux concernés. **Le principe de LEDs sera généralisé...** en sachant l'éclairage artificiel est une donnée majeure du programme pour ce qui concerne les ambiances à traiter et les plages horaires tardives de certains équipements.

Il est prévu des distributions distinctes pour :

- l'éclairage général,
- les équipements de type « services généraux » (chauffage, ventilation, ...),
- les prises de courant d'usage général,
- les prises de courant spécifiques (matériels informatiques centraux, postes informatiques, accessoires, ...).

Dans tous les cas, la technologie proposée pour les luminaires devra être à basse consommation énergétique, très basse, ...

Les niveaux d'éclairement devront respecter les recommandations de l'Association Française de l'Eclairage. L'éclairage devra garantir une uniformité supérieure à 0,7 (Emin/Emoy) et un rendu des couleurs supérieur à 0,80.

Niveaux d'éclairement artificiels mini à respecter :

- hall : 300 lux moyen

- espace de consommation : 200 à 450 lux moyen suivant les ambiances différenciées
- sanitaires : 250 lux moyen
- circulation : 200 lux

Les commandes d'éclairage des parties communes (accueil, circulations, sanitaires, etc.) doivent être indépendantes des autres locaux ; elles seront centralisées.

Un éclairage par détecteur de mouvement sera à prévoir dans l'ensemble des circulations, certains locaux aveugles (sanitaires,...).

Un éclairage de sécurité, conforme aux prescriptions réglementaires, est à prévoir.

Courant faible

Précâblage

L'équipe de conception devra être soucieuse de la garantie de résultat qui tient compte :

- de la performance des composants choisis,
- des besoins actuels et futurs des utilisateurs,
- des propres performances des équipements et réseaux installés ou à installer par les producteurs.

Dans ce cadre, deux processus méritent d'être exploités. Il s'agit :

- **du réseau filaire,**
- **du réseau « wifi » et cela dans tous les locaux, en tenant compte de capacité de connexion en fonction du nombre d'usagers ; ils peuvent être importants dans certains volumes importants.**

Pour les locaux spécifiques, la sécurité est à assurer par la fermeture du local (porte, serrure) et par la fermeture du mobilier de stockage (armoire, serrure).

L'infrastructure « réseau informatique » doit être privilégiée comme support de transmission pour tout système de communication.

Exemples :

- services de visioconférence à déployer dans plusieurs salles pré équipées sur le site, et depuis tout poste de travail,
- systèmes de contrôle d'accès organisés en zones privatives et accessibles par badge (ou clé électronique),
- systèmes de GTB/GTC.

Il faudra proposer des systèmes de régulation et de programmation faciles à gérer, en liaison avec le système de GTB.

Il faudra grouper, autant que possible, les circuits de chauffage en fonction des horaires d'utilisation (salles d'activités utilisées en soirées à séparer des autres locaux par exemple).

La production d'eau chaude peut être soit centralisée, soit dispersée, en fonction de la configuration du bâtiment. Une analyse technico-économique devra être faite pour justifier l'option proposée.

On cherchera à limiter les consommations des moteurs électriques (pompes de chaufferies, ventilateurs de traitement d'air) par un bon dimensionnement, par l'adjonction de variateurs de vitesse ou par d'autres dispositions. En effet, ces organes sont sources d'importantes dépenses énergétiques qui passent souvent inaperçues.

Il est possible d'employer une ou des énergies propres et renouvelables, avec un objectif d'exemplarité et de performances, sur la base d'une analyse en coût global montrant la pertinence économique (cf supra).

Des moyens de **signalétique dynamique et d'information par bornes interactives** seront prévus dans le hall. Ils se raccordent simplement sur des prises VDI banalisées mais posent toujours un problème d'intégration architecturale à prendre en compte.

Les systèmes de **contrôle d'accès** seront organisés de façon simple (en mode badgé ouvert) par zones et en mode badgé fermé pour certains locaux spécifiques (salles des serveurs, locaux d'étage, etc.).

Plomberie / sanitaires

La définition de la production d'eau chaude sanitaire est du ressort des concepteurs sur la base d'une étude argumentée en termes de rendement et d'équilibre entre « coûts d'investissement » et « coûts de fonctionnement » (production centralisée, production autonome, ...) ; *le Maître d'Ouvrage n'exclut pas a priori le solaire thermique.*

Le positionnement des sanitaires sera établi en fonction du parti architectural. Fonctionnellement, il sera privilégié une concentration de sanitaires publics dans les zones « attente consultation ». On distinguera des blocs de sanitaires réservés au personnel et aux visiteurs, en respectant la distinction hommes/femmes, ainsi que les règles d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Le nombre de sanitaires est établi dans le référentiel programme, en respectant les règles d'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Toutefois, en raison du parti architectural qui pourra être retenu, si certaines zones, notamment publiques se trouvent éloignées des sanitaires principaux, un service complémentaire devra être trouvé.

En termes de facilité d'usage, il convient, impérativement, de prévoir un point d'eau distinct avec vidoir et aisément accessible par le personnel d'entretien à chaque bloc de sanitaires. Ce « placard entretien » permettra le rangement du « chariot ménage ».

E. Les aménagements intérieurs

Différents handicaps

De par le caractère attractif de ce projet, il est attendu que les concepteurs proposeront des solutions pratiques pour permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite mais aussi ceux souffrant d'autres déficiences (visuelles, auditives, ...).

Contexte réglementaire

La loi du 12 février 2005 a renforcé la prise en compte globale de l'accessibilité portant à la fois sur les zones ouvertes au public et sur les zones réservées au personnel. En particulier :

- Signalétique (sonore, visuelle, tactile, etc.)
- Adaptation des zones d'attente (sièges, mobilier)
- Adaptation des équipements :
 - Sanitaires
 - Ascenseurs
 - Escaliers
- Stationnement : des places aménagées sont à prévoir conformément à la réglementation.
- Cheminements : lisibilité, praticabilité, nature des revêtements, rampes, pentes, etc.
- Signalisation : les symboles internationaux d'accessibilité sont utilisés lorsque les aménagements spécifiques ne sont pas facilement repérables.

Pour ce faire, les concepteurs doivent être performants pour proposer des solutions simples et efficaces.

Pour ce qui concerne les personnes présentant des déficiences auditive et visuelle, les concepteurs doivent être une force de propositions pour proposer des systèmes performants pour améliorer très sensiblement leur confort.

Objectifs

Au-delà des circulaires officielles et donc du cadre strictement réglementaire, il serait intéressant de faciliter véritablement l'accès et d'ouvrir toutes les entités fonctionnelles vis-à-vis de tout handicap. Au-delà des obligations réglementaires, le Maître d'Ouvrage souhaite être exemplaire en la matière. Pour ce faire, les concepteurs suggéreront, pour chaque parcours (visiteurs, usagers), une signalétique adaptée, visant la meilleure durabilité fonctionnelle. Pour ce qui concerne les personnes présentant des déficiences auditive et visuelle, les concepteurs doivent être une force de propositions pour proposer des systèmes efficaces afin d'améliorer très sensiblement leur confort, notamment pour ce qui concerne les principes requis sur l'éclairage artificiel extérieur (cheminements) mais aussi dans les ambitions muséales pour adapter les dispositions prises quant à la circulation de l'information.

Cloisonnements / revêtements

D'une manière générale, l'ensemble des normes relatives à chaque corps d'état secondaire est applicable. Les matériaux mis en œuvre doivent répondre aux prescriptions de la réglementation relative à la sécurité (classement, degré coupe-feu, ...). Ils doivent être résistants à l'usure, eu égard à l'usage des locaux dans lesquels ils sont mis en œuvre. Ils ne doivent nécessiter qu'un entretien minimum (par exemple : pas de peinture sur mains-courantes).

L'harmonisation des différents éléments mis en œuvre est à rechercher (nombre limité de types de luminaires, de commutateurs électriques, de poignées de portes, de revêtements de sol, ...).

La facilité de nettoyage doit être, dans tous les cas, une préoccupation dans le choix des matériaux.

On ne peut que rappeler ici qu'il s'agit :

- pour le Maître d'Ouvrage, d'un équipement important,
- les autres exploitants n'étant pas tous porteur de budget de fonctionnement important,

d'où la répétitivité qui est signalée dans la description des espaces, d'être en attente de revêtements simples, robustes, facile d'entretien, ... le béton dans ces différentes formes étant un matériau pouvant facilement répondre à ces attentes.

Cloisonnement

Une attention toute particulière doit être apportée au cloisonnement, afin de garantir, entre chaque local, des niveaux d'isolement suffisants (cf. exigences spécifiques).

Sauf exceptions justifiées, on exclura les carreaux de plâtre.

Les bas de cloisons doivent résister à des dégradations importantes. Dans les locaux comportant des points d'eau ou nécessitant des lavages de sols, les rendre insensibles à l'humidité.

Dans les locaux à contrôle de température et dans les espaces susceptibles d'être nettoyés à grande eau, les portes de type Thalasso ou similaire sont imposées. Ailleurs, le principe d'autoprotection des portes de type isoplanes est imposé (partie inférieure et chants).

Il conviendra de déterminer pour chaque porte un sens d'ouverture adapté au bon fonctionnement : simple action ou double-action (type va-et-vient), à simple ou double battant.

Revêtements de sols

Les types de revêtement de sol, imposés en prestations minimales, sont :

- le carrelage antidérapant pour les pièces humides (sanitaires, office, ...)... le maître d'œuvre fera toutefois chiffrer le revêtement « résine » en option,
- un sol mince ou des prestations à définir suivant le parti architectural dans les autres locaux avec un soin particulier aux ambiances dans les espaces ouverts au public... élément structurant des qualités d'ambiance possible.

Les matériaux mis en œuvre devront, compte tenu de l'usage de chaque local, être résistants au poinçonnement, et être, éventuellement, antidérapants, antistatiques, ... La classification « UPEC » du CSTB est à retenir et illustrée dans les « fiches espaces ».

Les exigences de qualité minimale, exprimées sous forme de classement UPEC, sont précisées dans le tableau ci-dessous :

Résistance minimale de revêtement de sol par locaux principaux :

- espaces publics : U4P3E2C0
- bureaux : U3P3E2C0
- sanitaires et vestiaires : U4P3E3C2
- hall accueil et circulations : U4P3E2C0

U : Usure à la marche – P : comportement au Poinçonnement – E : comportement à l'Eau – C : comportement aux produits Chimiques

Revêtements de murs

D'une manière générale, les revêtements muraux devront répondre à des spécifications de qualité supérieure. Ils seront résistants (tests de choc, de frottement et de réaction à l'eau), faciles d'entretien (lessivables).

Une attention particulière sera portée sur le premier mètre de hauteur, qui s'avère être très vulnérable à l'agression des publics.

Les locaux et les circulations recevront un revêtement assurant un bon compromis entre les exigences de durabilité, de facilité d'entretien, de performance acoustique et environnementale. Toute solution pourra être étudiée par les concepteurs.

Tous les locaux techniques seront traités par une peinture anti-poussière.

Menuiseries intérieures

Les menuiseries seront à âme pleine et devront répondre aux exigences de l'isolation phonique : bois, huisseries métalliques renforcées, quincaillerie de haute qualité, ... (les propositions doivent être faites au Maître d'Ouvrage par les concepteurs) ; revêtements ne nécessitant aucun entretien (lasures, vernis, ...).

Les portes de recoupement et d'encloisonnement seront à vantaux indépendants, équipées de systèmes de retour automatique en position fermée, de systèmes de maintien en position ouverte dont la fermeture sera asservie à l'alarme incendie, ainsi que

dispositifs de sécurité à battements en caoutchouc. Des oculi seront disposés sur chaque vantail, à hauteur des yeux lorsque ces portes seront dans le champ des circulations principales (le verre sera de qualité anti effraction).

Les vitrages éventuels des menuiseries intérieure ne contribueront en aucun cas à affaiblir les qualités phoniques et thermiques des locaux qu'ils séparent, ni à en abaisser les niveaux de protection incendie ou anti-intrusion.

Les portes des locaux techniques liés à l'entretien et la maintenance du bâtiment, ainsi que les zones à circulation de chariots comporteront sur chacune de leurs faces une protection aux chocs en partie inférieure (sur une hauteur minimale de 30 cm) et une plaque de propreté.

Toutes les portes comporteront un joint d'étanchéité à l'air (acoustique). Le degré coupe feu des portes correspondra à la réglementation incendie en vigueur.

Faux-plafonds

Les faux-plafonds, dans tous les locaux bruyants, constituent une amélioration notable du confort acoustique, en particulier dans les locaux où le sol est réalisé dans un matériau réverbérant, type carrelage. Ils seront donc permis. Ils apporteront le degré de protection incendie requis.

Les faux-plafonds devront obligatoirement être facilement démontables et remontables plusieurs fois de suite sans dégâts apparents, lorsqu'à l'intérieur du faux-plafond existeront des installations techniques visitables (câblages électriques, luminaires, canalisations d'eau, ...).

Le poids des éléments de plafond suspendus sera limité à 8 kg/m², ossature comprise, et les luminaires seront fixés au gros œuvre.

F. La sécurité / la sûreté

Sécurité

L'ensemble des contraintes de sécurité fait partie intégrante des données à prendre en compte en amont du projet, et le Contrôleur Technique sera un partenaire incontournable et précieux, que le maître d'œuvre devra associer constamment à sa réflexion.

En particulier, une concertation doit s'établir tout au long du projet entre le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Contrôleur Technique d'une part et la Commission de Sécurité d'autre part, par l'intermédiaire des membres communs à cette commission et au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Les concepteurs veilleront à permettre l'accès des services de secours et à ce que les dispositions ne puissent pas mettre en péril la sûreté des biens et des personnes. L'implantation du réseau incendie ou les dispositions alternatives particulières devront être examinées avec les services locaux de lutte contre l'incendie.

Ceci implique le respect de points importants :

- Le nombre et la largeur minimale des dégagements et circulations calculés proportionnellement au nombre de personnes appelées à l'utiliser,
- La longueur et la facilité du cheminement pour atteindre une zone protégée : couloirs et dégagements doivent être libres de tout obstacle pouvant réduire la largeur réglementaire, aucune marche isolée n'est autorisée, pour reprendre des différences de niveau une pente de 10% maximum doit être prévue. La distance maximale à parcourir jusqu'à une issue de secours : 40 m, voire 30 m si l'escalier de secours n'est pas protégé,
- L'utilisation de parois et portes offrant un degré minimum de résistance au feu pour assurer la protection des biens et des personnes. Les aménagements, revêtements et mobiliers seront de la catégorie M1 ou M0 pour la plupart, toutefois le niveau de protection des matériaux pourra aller au delà de la norme,
- La définition de zones coupe-feu devra guider les choix dès le début du travail de conception,

- Les bâtiments seront éventuellement équipés de paratonnerre,
- Le type du système d'alarme sera adapté au nombre d'occupants des locaux considérés et reliés aux locaux de surveillance,
- La liaison avec les sapeurs pompiers sera assurée par le réseau commuté, les modalités d'appel doivent être rappelées de façon claire et permanente près des appareils reliés au réseau public,
- Les aménagements extérieurs doivent permettre l'accès des moyens de secours en conformité avec la réglementation,
- Les systèmes de désenfumage, trappe et conduits, seront étudiés avec soin,
- La signalisation et l'éclairage de secours seront conformes aux normes, a priori les éclairages de sécurité seront de type C,
- Les emplacements des dispositifs d'extinction d'un feu seront prévus en installant des armoires de protection anti-vandalisme pour les extincteurs. Des bornes incendie, à l'extérieur des locaux, en fonction de la disposition des bâtiments, pourront être installées pour faciliter les secours,
- Les protections concernant les risques d'incendie concerneront principalement les lieux de stockages, les halls et les circulations et les locaux particulièrement sensibles tels que les locaux techniques.

La fourniture et la mise en œuvre des extincteurs feront partie de l'opération immobilière.

Il est demandé à ce :

- qu'un système de détection et d'alarme soit prévu pour l'ensemble du bâtiment. Les détecteurs de fumée seront notamment installés dans les circulations.
- qu'un éclairage de sécurité, conforme à la réglementation en vigueur, soit prévu en cas de défaut d'éclairage (balisage et blocs d'ambiance), permettant de circuler sans difficulté et de regagner les sorties, et suivant les emplacements réglementaires. Le balisage et le fléchage de sécurité sont à prévoir.

Le tableau général regroupant les alarmes d'incendie sera centralisé dans un lieu restant à définir, avec renvoi vers un prestataire via le réseau commuté.

Sûreté

La nature des équipements conduit à exiger un certain nombre de performances concernant :



- les accès : limités en nombre et contrôlés. Les accès seront différenciés suivant les usages et les différentes activités, en sachant que **le principe d'horaires différenciés et d'accès à certains locaux** caractérise ce projet,
- les portes et vitrages antieffraction, accessibles de l'extérieur.

Le vol et les intrusions

En période d'activité, la présence humaine dans les locaux assure un minimum de protection.

En période d'inactivité, le système de détection, la protection périmétrale anti-intrusion du bâtiment et la vidéo surveillance, centralisés au niveau de la G.T.B., garantiront la protection anti-intrusion.

Le risque de vol concerne les matériels informatiques, mais également et le plus souvent le matériel et l'équipement présents dans les locaux, voire les effets personnels des individus. Il est indispensable d'installer des alarmes anti-intrusions sur les différents accès au bâtiment, dans les circulations principales et de **chaque entité, compte tenu des horaires différenciés**. Idem pour l'accès aux locaux sensibles (salles équipées en matériels spécialisés, dépôts de matériel, ...). Ces différentes alarmes seront reportées au système de surveillance.

Une première façon de se protéger est de limiter les intrusions et de contrôler les entrées. L'ensemble des locaux situés en rez-de-chaussée ou donnant sur une terrasse accessible sera protégé contre l'effraction. Les fenêtres seront protégées par des volets, vitres antieffraction... en évitant le principe de grilles.

La sécurité des personnes

En prévention des accidents corporels des mesures sont souhaitables :

- Séparations des flux extérieurs aux abords des bâtiments pour éviter les croisements entre piétons et véhicules motorisés, entre voitures et véhicules de livraisons... l'assiette foncière et ses spécificités s'y prête,
- Eviter les sols glissants,
- Eviter les saillies du gros œuvre,

- Limiter le poids des plafonds suspendus,
- Nature des parois et des vitrages : dans les locaux ouverts au personnel, les allèges présentent les caractéristiques suivantes : soit résister aux chocs, soit ne pas présenter de danger en cas de bris, soit être protégées. L'usage du verre armé ou trempé est déconseillé, tandis que le verre de sécurité, de préférence feuilleté est privilégié.
- Limiter le rayon de balayage des vantaux lors de leur ouverture et donner un encombrement minimum aux fenêtres en position d'ouverture.
- Protéger les accès contre les chutes accidentelles d'objets tombant des ouvertures des étages les surplombant s'il y a lieu (auvent, saillies, ...).
- Limiter les possibilités de basculement ou de chutes d'objets dans les escaliers, les marches ne doivent pas permettre de déraiper.
- Les toitures terrasse, seront inaccessibles au public, mais aisément accessibles pour le personnel de maintenance et d'entretien. Toutefois, lorsque cet impératif d'inaccessibilité ne peut être rigoureusement respecté ou que des circonstances peuvent permettre son accès, des mesures de protection seront imposées.
- Tous les organes de sécurité par rapport aux réseaux d'eau, de gaz, d'électricité ou de chauffage sont inaccessibles aux personnes mais aisément accessibles pour le personnel de maintenance et d'entretien.

G. Les aménagements extérieurs

Abords immédiats

Eu égard au contexte agraire de l'assiette foncière et de l'importance des infrastructures alentour, l'implantation du présent projet ne peut faire abstraction du traitement des abords et cela sur les trois côtés définis, voire sur le 4^{ème} côté plus provisoire :

Limite Nord : le terrain est délimité au Nord par la voie ferrée et le chemin de randonnée. La première est essentielle dans la mesure où cette infrastructure est assez largement en contrebas avec un dispositif de talutage intégrant une grande part de réseaux publics et concessionnaires. Une approche paysagère s'impose pour « gérer » les limites de l'assiette foncière tout en assurant un isolement relatif propice aux ambiances du chemin de randonnée.

Limite Est : la RD 516a est un élément essentiel du projet dans la mesure où elle assure la symbolique de l'entrée du site mais son statut de voie départementale impose une délimitation claire... jusqu'à la porte d'entrée d'UniversCiel.

Limite Ouest : cette frange est essentielle dans la mesure où on parle ici d'une voie nationale au profil de voie rapide (2 x 2 voies avec séparateur central) et, à l'instar de la voie ferrée, également en contrebas. A ce titre, il s'agit de garantir un traitement « étanche » de cette limite, d'autant que deux éléments structurent cette réflexion avec :
le cheminement communal permettant de desservir les parcelles plus ou moins agricoles plus au Sud,
les règles associées à la voie express impose une zone non aedificandi de 100 m à partir de l'axe de la voie, zone inconstructible mais non exempte d'aménagements paysagers spécifiques.

Par ailleurs, il s'agit d'être force de propositions pour que la limite Sud soit moins définitive et structurante malgré l'exigence de délimitation à trouver sur le temps court.

Stationnement des véhicules et accès techniques

D'une manière générale, il est ici rappelé que les principes fonctionnels du stationnement doivent respecter les principes suivants distinguant :

- le stationnement logistique et de service,
- le stationnement des visiteurs,

en sachant que l'un et l'autre doivent distinguer les VL (dont une part d'offre en rechargement électrique) et les « 2 roues », ainsi que les VU et PL pour les premiers et les bus pour les seconds ; les visiteurs ne devant pas obérer l'offre réservée au personnel et prestataires de service.

Le dimensionnement du **stationnement logistique et de service** comprend :

- une quinzaine de places en VL dont 3 équipées de bornes de rechargement,
- trois places « 2 roues motorisés » et trois « 2 roues légers », tous abrités des intempéries,
- une aire de stationnement PL (dimension « semi ») et deux aires de VU avec le poste / quai de déchargement abrité des intempéries,

dans un secteur d'accès contrôlé.

Le dimensionnement du **stationnement des visiteurs** est dimensionné sur la base de :

- soixante dix places en VL, dont 10 % PMR dont 10 équipées de bornes de rechargement (en respectant la répartition VL / VL PMR,
- une dizaine « 2 roues motorisés / 2 roues légers », tous abrités des intempéries,
- une aire de 5 stationnement de bus « au lointain » avec une aire d'arrêt dépose au contact du parvis d'accès à l'accueil dans le hub.

Compte tenu des contraintes non aedificandi liées à la bande des 100 m depuis l'axe de la RN 21, il sera privilégié d'exploiter « au mieux » ces aires pour implanter tout ou partie des aménagements liés au stationnement.

Paysagement et notion de parvis

En premier lieu, il est ici rappeler que l'emprise foncière est relativement généreuse compte tenu du caractère périurbain du site et des indispensables capacités d'extension à court et moyen terme des volumes bâtis et des aménagements extérieurs associés, il est attention un travail sensible sur l'emprise foncière pour un véritable aménagement d'ensemble.

Dans cette notion d'aménagements d'ensemble, il convient de faire en sorte que pour des usages très exceptionnels, le site ait une capacité réceptive en véhicules permettant de porter l'offre de 80 à 200 véhicules légers (stabilisé plus léger qu'un enrobé, par exemple).

En second lieu, on portera une attention au traitement de l'accès au site pour que celui-ci soit à l'échelle de l'ambition du projet en faisant en sorte que l'on se sente pénétrer dans un « autre monde » ; le traitement de l'intersection avec la RD 516a est une opportunité pour être force de proposition.

Enfin, eu égard à l'importance relative du site, il est essentiel de porter une attention particulière à la notion de « parvis ». En effet, entre les larges aires de paysagement et de stationnement, d'une part, et l'accès public vers les fonctions d'accueil dans le « hub », d'autre part, la notion de « parvis » est un point singulier pour les usagers et les visiteurs en particulier. Cet élément de programme est un opportunité lisible en « point de rendez-vous » et d'identification de l'accès public sans confusion possible. A ces titres, il s'agit de faire en sorte que cette transition soit certainement plus minérale que les aires aménagées en extérieur avant les volumes bâtis intérieurs.

Gestion de chantier

A l'instar des prérogatives environnementales exposées plus haut, la gestion de chantier doit être exemplaire en termes :

- de gestion des approvisionnements et des déchets,
- de prise en compte des nuisances potentielles liées à la circulation des véhicules sur les infrastructures publiques viaires adjacentes,
- d'organisation du chantier sur le plan sécuritaire.

UNIVERSCIEL

6. Les exigences opérationnelles

B. Le calendrier opérationnel

Le présent projet est très attendu. Néanmoins, le calendrier comprend des étapes incontournables.

Afin de respecter l'objectif de mise en service de l'établissement au premier semestre 2023, il convient s'inscrire scrupuleusement dans le calendrier suivant :

- **Février 2020** => remise des propositions des équipes admises à concourir,
- **Mars 2020** => désignation du maître d'œuvre lauréat de la consultation,
- **Mai 2020** => cadrage définitif de l'esquisse,
- **Août 2020** => validation de l'Avant-Projet Sommaire,
- **Décembre 2020** => validation de l'Avant-Projet Définitif et dépôt du permis de construire,
- **Mars 2021** => validation du Projet et du D.C.E.,
- **Avril / Mai 2021** => consultation des entreprises,
- **Septembre 2021** => préparation de chantier et début des travaux,
- **Mars 2023** => livraison total de l'établissement,
- **Printemps 2023** => mise en service de l'établissement.

* * * * *

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 14

Création du projet Universciel : concours de maîtrise d'oeuvre sur Avant-Projet Sommaire

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. CLAVE

Objet : Création du projet Universciel : concours de maîtrise d'oeuvre sur Avant-Projet Sommaire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,

Vu les articles 88, 89, et 90 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour prendre toute décision relative aux accords-cadres, marchés, marchés subséquents d'un accord cadre ainsi que leurs avenants ou décisions de poursuivre, quel que soit leur objet, n'ayant pas fait l'objet d'une délégation d'attribution au Président en matière de travaux, fournitures, et services,
Vu la délibération n°2 du Conseil Communautaire en date du 16 mai 2019 approuvant le pré-programme du projet Universciel et prenant les compétences « construction, aménagement, entretien et gestion » d'Universciel.

EXPOSE DES MOTIFS :

Par délibération en date du 27 novembre 2017, le Conseil Communautaire a adopté à l'unanimité le projet d'agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées dans lequel était proposé la création du projet Universciel.

Ce projet a pour ambition de traiter plusieurs volets : connaissance du ciel et de l'espace, le savoir-faire industriel liés à l'aéronautique / aérospatiale, la création d'un espace ouvert aux professionnels autour d'un thème transversal : la réalité virtuelle, reconnus vecteurs de développement.

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a donc confié une mission à un programmiste dont l'objectif était de passer de la phase concept au programme détaillé.

Le programme comprend : un hub intégrant accueil, boutique et restauration, un espace d'expositions (permanentes et temporaires), un dôme immersif, un espace ludique autour de l'immersivité (en groupe ou en individuel), la phase initiale du centre d'accélération et d'innovation de l'industrie du futur.

Le montant du projet est estimé à hauteur de 13 598 000€ TDC HT

Le montant de l'enveloppe affectée à la réalisation des travaux par le pouvoir adjudicateur est fixé à 11 470 000 € HT –pour un coût d'opération globale de 13 598 000 € HT. Le marché de maîtrise d'œuvre relatif à cette opération est estimé à un montant supérieur aux seuils de procédure formalisée.

Pour désigner le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre de l'opération, il y a donc lieu, conformément aux articles L.2125-1, L.2172-1 et R.2172-2 du Code de la Commande Publique, d'organiser un concours de maîtrise d'œuvre.

Dans cette perspective, un avis d'appel public à la concurrence sera lancé en vue de retenir trois équipes candidates qui remettront un Avant-Projet Sommaire (APS) sur la base du programme précité.

Par ailleurs, conformément à l'Art. R.2162-18 du Code de la Commande Publique, le jury se réunira pour donner un avis motivé sur chacune des candidatures, ainsi que sur les projets qui seront remis par les trois candidats qui auront été admis à déposer une offre. Le jury aura également à se prononcer, conformément à l'article R.2172-4 du Code de la Commande Publique, sur le montant des primes attribuées aux candidats dont les projets n'ont pas été retenus.

Ce jury est composé, conformément aux dispositions des articles R.2162-22 et R.2162-24 du Code de la Commande Publique:

- des membres élus de la commission d'appel d'offres
- des personnes qualifiées désignées par le président du jury, sachant que lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente. L'ensemble de ces membres a voix délibérative.

Enfin, comme l'article R.2172-4 du Code de la Commande Publique le dispose, les candidats dont les projets n'ont pas été retenus, qui auront remis une offre régulière et conforme au règlement de concours, percevront sur proposition du jury une indemnité, sous forme de prime, dont le montant sera de 100 000 € HT, soit une dépense pour les deux candidats non retenus de 200 000 € HT.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de lancer le concours de maîtrise d'œuvre en vue de la dévolution du marché de maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'espace Universciel

Article 2 : d'approuver le programme technique détaillé de l'opération joint en annexe

Article 2 : de fixer l'indemnité, sous forme de prime, à hauteur de 100 000 € HT aux candidats qui remettront une offre régulière et conforme au règlement de concours

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à la majorité avec 33 voix pour et 6 abstentions.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



PROJET DE PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE

La Communauté d'agglomération Tarbes – Lourdes - Pyrénées, représentée par son Président, M. Gérard TREMEGE

ET

L'entreprise CITTANOVA SAS, dont le siège est sis 25, Boulevard des martyrs nantais, 44200 Nantes, représentée par M. LOVADINA

PREAMBULE

Les parties soussignées entendent préalablement rappeler ce qui suit :

L'entreprise CITTANOVA SAS était titulaire d'un marché public dont l'objet était la réalisation des prestations d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes du Canton d'Ossun valant programme local de l'habitat depuis le 22/03/2016, pour une durée de 3 ans, pour un montant total de 241 22.58 € H.T.

Ce marché a été transféré de droit à la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées lors de la création de l'établissement au 01/01/2017.

Lors de l'exécution des prestations, les difficultés suivantes ont été rencontrées :

- Un arrêt dans l'avancée du projet au niveau de la phase 3 dû aux discussions qui ont été engagées avec les communes d'AZEREIX, BENAC et OSSUN à partir du Comité de Pilotage (COPI) du 06 avril 2018. Ces 3 communes ne souhaitent pas que soit réduites des zones « à urbaniser » sur leurs territoires. Un temps de négociation, non prévu au marché, a donc été nécessaire avec ces communes et avec l'accompagnement des services de l'Etat (DDT65) pour définir le zonage proposé pour les zones urbaines et à urbaniser.

- Les délais nécessaires pour obtenir les éléments nécessaires à finaliser l'OAP sur le projet d'Hôpital commun à Lanne (réunion avec les services des Hôpitaux le 03 décembre 2018 – validation en COPI du 31 janvier 2019). La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées ayant décidé d'accompagner le projet de l'Hôpital commun Tarbes – Lourdes au stade du PADDi.

Malgré l'émergence de ces difficultés, qui ont eu un impact important sur les délais d'exécution des prestations, aucun des cocontractants n'a pris de mesures appropriées pour gérer les conséquences de ces événements pour ce qui concerne le marché :

- Conformément l'article 13.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) régissant ce marché, une éventuelle prolongation de délai, en cas de survenance de difficultés dans l'exécution du marché, devait être demandée par le titulaire, et devait en préciser les causes, et ce dans un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes étaient apparues. En l'occurrence, aucune demande de cet ordre n'a été faite par l'entreprise CITTANOVA,

- La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, pouvoir adjudicateur du marché depuis le 01/01/2017, aurait également pu procéder, au vu des difficultés rencontrées, à une suspension provisoire des prestations faisant l'objet du marché par l'émission d'un ordre de service afférent, ou bien aurait pu entrer en concertation avec le titulaire du marché, aux fins d'établissement d'un avenant de prolongation des délais d'exécution. La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées n'a établi ces actes.

Les deux cocontractants ayant donc omis de prendre les mesures nécessaires, le marché a en conséquence trouvé son échéance le 22/03/2019.

Pour autant, l'exécution des prestations faisant l'objet du marché a continué après cette date.

Le marché étant terminé, aucune pièce exécutoire ne peut être présentée à l'appui du paiement des factures relatives aux prestations livrées après le 22/03/2019, et celles-ci ne peuvent donc être réglées dans le cadre de l'exécution financière du marché.

Les prestations ayant été exécutées comme envisagé dans le marché et ayant profité au pouvoir adjudicateur, il convient donc d'indemniser le titulaire du marché.

Considérant que l'entreprise CITTANOVA a réalisé des prestations après le 22/03/2019,

Considérant que la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées reconnaît que l'entreprise CITTANOVA a servi ces prestations d'une manière totalement conforme aux dispositions du marché public en vigueur jusqu'au 22/03/2019,

Afin de prévenir tout contentieux indemnitaire, tout en permettant l'indemnisation de l'entreprise CITTANOVA, et afin de préserver les deniers publics, les parties ont souhaité se rapprocher afin de tenter de formaliser un accord amiable, dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques.

Il a donc été convenu que l'indemnisation interviendrait par l'intermédiaire d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, transaction qui permettra donc d'indemniser l'entreprise CITTANOVA du préjudice subi du fait du non-paiement des prestations exécutées après échéance du marché.

Dans un souci de concessions réciproques, les parties sont toutefois convenues, d'un commun accord et conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat (11 septembre 2006, Commune de Théoules s/mer, requête n°255273, 9 décembre 2016, Sté Foncière Europe, n°391840), que le montant de l'indemnité versée par la Communauté d'agglomération

Tarbes Lourdes Pyrénées serait limitée à la somme nette de : 63 746,58 €. Le tableau joint en annexe récapitule les prestations exécutées et signale les concessions consenties par l'entreprise CITTANOVA (prestations exécutées non facturées).

- Vu les articles 2044, 2045 et suivants du Code civil
- Vu la circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique
- Vu la délibération du Bureau Communautaire en date du 23/01/2020 approuvant les termes du présent protocole transactionnel et autorisant Monsieur le Président à le signer,

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES :

Article 1^{ER} : Responsabilités

Les parties signataires au présent protocole conviennent que celui-ci ne vaut aucune reconnaissance de responsabilité de l'une des parties signataires.

Article 2 : Objet du présent protocole

L'objet du présent protocole est de permettre d'éviter tout contentieux entre les parties et de déterminer les conditions dans lesquelles la Communauté d'agglomération Tarbes - Lourdes – Pyrénées pourra indemniser l'entreprise CITTANOVA, s'analyse comme une transaction au sens de l'article 2044 du Code Civil.

Article 3 : Montant de l'indemnisation

La Communauté d'agglomération Tarbes- Lourdes – Pyrénées consent, aux fins d'indemnisation pour les prestations servies après le 22/03/2019, le versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant total net (soit toutes taxes comprises) de 63 746,58 €.

Article 4 : Taxes

Les parties conviennent que le montant de l'indemnité de 63 746,58 € s'entend toutes taxes comprises, l'entreprise CITTANOVA faisant son affaire de tous les droits ou taxes susceptibles d'affecter cette somme.

Article 5 : Modalités de paiement de l'indemnité

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 3 du présent protocole se fera par virement administratif dans un délai maximal de 30 jours à compter de la notification du présent protocole par le pouvoir adjudicateur à l'entreprise CITTANOVA, notification qui interviendra après que le présent protocole soit revêtu du caractère exécutoire par sa transmission au représentant de l'Etat, dans le cadre du contrôle de légalité.

Article 6 : Engagement de non-recours

Il est convenu entre les signataires que le présent accord transactionnel est conclu d'un commun accord entre les parties, par référence aux articles 2044 et suivants du Code civil, et que, dès lors, suivant l'article 2052 du même code, ledit accord transactionnel, après qu'il ait été revêtu du caractère exécutoire par sa transmission au représentant de l'Etat, devra être vu comme ayant entre les parties l'autorité relative de la chose jugée qui s'y trouve attachée, et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Article 7 : Compétence d'attribution

Les parties conviennent conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Fait àen 2 exemplaires, le

Pour l'entreprise CITTANOVA

Pour la Communauté d'agglomération Tarbes - Lourdes – Pyrénées

Le Président

Gérard TREMEGE

Protocole transactionnel CATLP / Cittànova

Elaboration du PLUi du Canton d'Ossun jusqu'à l'arrêt du projet :

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Montant H.T.</i>
OAP thématique Gens du voyage	866,25
Dossier Loi Barnier	3 500,00
6 Réunions PADD	4 500,00
6 Réunions pour arrêt	4 500,00
Plans de zonage	598,40
Règlement illustré et pédagogique	3 465,00
Annexes	3 602,50
Evaluation environnementale partie réglementaire	4 400,00
Concertation partie réglementaire	3 520,00
Finalisation dossier pour arrêt du projet	9 900,00
Evaluation Environnementale pour arrêt du projet	4 400,00
Elaboration du dossier et passage en CDPENAF	1 950,00€
Concertation pour arrêt du projet	3 520,00
Consultation des services et PPA	4 400,00
Présentation projet en Cion AEU du 16/12/2019	750,00 Non facturée
2 Ateliers thématiques supplémentaires à destination du public	3 400,00 Non facturée
Total H.T.	53 122,15
Total T.T.C.	63 746,58

Le 30/12/2019

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 15

Approbation d'un protocole transactionnel et autorisation de signature au Président

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. CLAVE

Objet : Approbation d'un protocole transactionnel et autorisation de signature au Président

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code Civil et notamment les articles 2044 à 2052,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n° 14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation de compétences du Conseil Communautaire au Bureau pour prendre toute décision relative aux transactions à conclure en application des articles 2044 et suivants du Code Civil.

EXPOSE DES MOTIFS :

L'entreprise CITTANOVA SAS était titulaire d'un marché public dont l'objet était la réalisation des prestations d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes du Canton d'Ossun valant programme local de l'habitat depuis le 22/03/2016, pour une durée de 3 ans, pour un montant total de 241 222.58 € H.T.

Ce marché a été transféré de droit à la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées lors de la création de l'établissement au 01/01/2017.

Lors de l'exécution des prestations, les difficultés suivantes ont été rencontrées :

- Un arrêt dans l'avancée du projet au niveau de la phase 3 dû aux discussions qui ont été engagées avec les communes d'AZEREIX, BENAC et OSSUN à partir du Comité de Pilotage (COFIL) du 06 avril 2018. Ces 3 communes ne souhaitent pas que soit réduites des zones « à urbaniser » sur leurs territoires. Un temps de négociation, non prévu au marché, a donc été nécessaire avec ces communes et avec l'accompagnement des services de l'Etat (DDT65) pour définir le zonage proposé pour les zones urbaines et à urbaniser.

- Les délais nécessaires pour obtenir les éléments nécessaires à finaliser l'OAP sur le projet d'Hôpital commun à Lanne (réunion avec les services des Hôpitaux le 03 décembre 2018 – validation en COFIL du 31 janvier 2019). La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées ayant décidé d'accompagner le projet de l'Hôpital commun Tarbes – Lourdes au stade du PADDi.

Malgré l'émergence de ces difficultés, qui ont eu un impact important sur les délais d'exécution des prestations, aucun des cocontractants n'a pris de mesures appropriées pour gérer les conséquences de ces événements pour ce qui concerne le marché :

- Conformément l'article 13.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) régissant ce marché, une éventuelle prolongation de délai, en cas de survenance de difficultés dans l'exécution du marché, devait être demandée par le titulaire, et devait en préciser les causes, et ce dans un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes étaient apparues. En l'occurrence, aucune demande de cet ordre n'a été faite par l'entreprise CITTANOVA,

- La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, pouvoir adjudicateur du marché depuis le 01/01/2017, aurait également pu procéder, au vu des difficultés rencontrées, à une suspension provisoire des prestations faisant l'objet du marché par l'émission d'un ordre de service afférent, ou bien aurait pu entrer en concertation avec le titulaire du marché, aux fins d'établissement d'un avenant de prolongation des délais d'exécution. La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées n'a pas établi ces actes.

Les deux cocontractants ayant donc omis de prendre les mesures nécessaires, le marché a en conséquence trouvé son échéance le 22/03/2019.

Pour autant, l'exécution des prestations faisant l'objet du marché a continué après cette date.

Le marché étant terminé, aucune pièce exécutoire ne peut être présentée à l'appui du paiement des factures relatives aux prestations livrées après le 22/03/2019, et celles-ci ne peuvent donc être réglées dans le cadre de l'exécution financière du marché.

Les prestations ayant été exécutées comme envisagé dans le marché et ayant profité au pouvoir adjudicateur, il convient donc d'indemniser le titulaire du marché.

Considérant que la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées reconnaît que l'entreprise CITTANOVA a servi ces prestations d'une manière totalement conforme aux dispositions du marché public en vigueur jusqu'au 22/03/2019,

Afin de prévenir tout contentieux indemnitaire, tout en permettant l'indemnisation de l'entreprise CITTANOVA, et afin de préserver les deniers publics, les parties ont souhaité se rapprocher afin de tenter de formaliser un accord amiable, dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques.

Il a donc été convenu que l'indemnisation interviendrait par l'intermédiaire d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, transaction qui permettra donc d'indemniser l'entreprise CITTANOVA du préjudice subi du fait du non-paiement des prestations exécutées après échéance du marché.

Dans un souci de concessions réciproques, les parties sont toutefois convenues, d'un commun accord et conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat (11 septembre 2006, Commune de Théoules s/mer, requête n°255273, 9 décembre 2016, Sté Foncière Europe, n°391840), que le montant de l'indemnité versée par la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées serait limité à la somme nette de : 63 746,58 €. Le tableau joint en annexe récapitule les prestations exécutées et signale les concessions consenties par l'entreprise CITTANOVA (prestations exécutées non facturées).

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer le présent protocole.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



**CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT D'ACHAT EN VUE DE LA
PASSATION DE MARCHES DE PRESTATIONS DE SERVICES PORTANT SUR UNE
ETUDE POUR L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE D'ATTRACTIVITE ET DE
MARKETING TERRITORIAL ET LEURS AVENANTS EVENTUELS »**

Art. L.2113-7 du C.C.P

PREAMBULE

Le présent groupement de commande est constitué par les établissements suivants :

Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, Coordonnateur du groupement

Zone tertiaire Pyrène Aéro pôle téléport 1 CS 51331, 65013, Tarbes Cedex 9

Communauté de Communes de la Haute Bigorre

Hôtel de ville, 28 Place des Vignaux, 65200 Bagnères-de-Bigorre

ayant souhaité s'engager dans la procédure d'achat suivante :

- Prestations de Services portant sur une étude pour l'élaboration d'une stratégie d'attractivité et de marketing territorial

ARTICLE I – OBJET

Les établissements visés à l'article II de la présente convention constituent un groupement de commande pour réaliser en commun la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie d'attractivité et de marketing territorial.

Le groupement de commande est créé en application de l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique, avec désignation d'un coordonnateur mandataire.

Le coordonnateur désigné par la présente convention signera et notifiera le(s) marché(s) particulier(s) qu'il conclura avec le ou les entrepreneurs retenus, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant également de sa bonne exécution.

Le coordonnateur est réputé compétent pour mettre en œuvre toute procédure d'achat groupé dans le domaine susmentionné, pour répondre à des besoins communs connus ou à venir, pendant la durée de validité de la présente convention.

ARTICLE II – COMPOSITION DU GROUPEMENT - ADHESION

Sont membres de droit du groupement de commande, les établissements ayant souhaité s'engager dans la procédure d'achat des prestations pour la réalisation d'une étude relative à l'élaboration d'une stratégie d'attractivité et de marketing territorial.

L'établissement coordonnateur fait connaître aux adhérents son intention de réaliser un achat groupé pour, puis engage les travaux préliminaires à la publicité de la consultation. Les établissements adhérents notifient par écrit au coordonnateur leur décision de participer à la consultation, préalablement à sa publicité, et avant la date limite, déterminée par le coordonnateur, compatible avec le délai de recueil des besoins des adhérents et de préparation de la consultation.

Le mandat donné au coordonnateur par l'adhérent, par la présente convention ainsi que par chaque notification de participation aux consultations du groupement de commande, présente un caractère absolu, en conséquence duquel l'adhérent n'est pas autorisé à se désengager individuellement du marché du groupement avant sa complète exécution pour ce qui le concerne, et s'oblige donc à respecter les quantités ou valeurs de la commande à laquelle il s'est engagé.

ARTICLE III – DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT COORDONNATEUR

Le Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est désignée par l'ensemble des établissements membres du groupement comme établissement coordonnateur – mandataire. Elle est représentée par son Président, représentant légal, ou son délégué.

L'établissement coordonnateur mandataire est autorisé à cesser ses fonctions sous les réserves et selon les conditions suivantes :

- La cessation des fonctions de coordonnateur ne peut intervenir au cours d'une procédure de passation d'un marché.
- La cessation des fonctions est soumise à un préavis de 6 mois notifié aux adhérents du groupement par le coordonnateur qui envisage de cesser ses fonctions.
- Le coordonnateur qui a cessé ses fonctions redevient simple membre du groupement au sens de la présente convention
- La cessation des fonctions du coordonnateur et la désignation d'un nouveau coordonnateur donnent lieu à la signature par les membres du groupement d'un avenant à la présente convention.
- Dans l'impossibilité manifeste de désigner un nouvel établissement coordonnateur, le comité de groupement décide la dissolution du groupement de commande, conformément aux dispositions de l'article XII de la convention et le coordonnateur prend en charge les opérations de dissolution. Il reste également responsable des missions visées aux articles, III et IV de la convention jusqu'à l'échéance de l'ultime marché qu'il a conclu pour les adhérents du groupement de commande.

ARTICLE IV – MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT COORDONNATEUR

IV-1 Politique générale et représentation du groupement

L'établissement coordonnateur est chargé :

1. de définir la politique générale du groupement de commande,
2. de représenter le groupement dans le cadre fixé dans la présente convention

IV-2 Passation du marché

L'établissement coordonnateur est chargé :

1. d'assurer l'organisation technique, juridique et administrative de la procédure d'achat,
- 2 de recenser les besoins du groupement et de ses membres. La procédure de recensement et de validation des besoins des adhérents prévoit à minima la validation par chaque adhérent des quantités et valeurs sur lesquelles il s'engage,
- 3- de constituer le cas échéant, réunir et animer les comités d'experts,
- 4- de coordonner l'élaboration du cahier des charges de la consultation, en concertation avec les adhérents, et d'en assurer la réalisation technique,
- 5- d'établir les pièces administratives liées à la procédure de consultation
- 6- d'assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence
- 7- de gérer la dématérialisation de la procédure
- 8- de procéder à la réception et à l'enregistrement des candidatures, et le cas échéant à leur régularisation
- 9- de procéder à la réception et à l'enregistrement des offres, et le cas échéant à leur régularisation
- 10- de coordonner le dépouillement et l'analyse des offres, et de mettre plus généralement en œuvre toute procédure réglementaire qui lui semblera adéquate pour l'analyse et la sélection des offres,
- 11- de convoquer et de conduire les réunions des comités techniques du groupement de commande, notamment préalables aux décisions de choix,
- 12- d'informer les candidats des résultats de la consultation
- 13- d'informer les établissements membres du groupement du candidat retenu et du marché signé par le coordonnateur en tant que pouvoir adjudicateur, dans des délais compatibles avec la mise en œuvre du marché au sein de chaque établissement,
- 14- de gérer l'ensemble des relations avec l'Autorité administrative (notamment le contrôle de légalité) dans le cadre et en conséquence de la passation du marché du groupement,
- 15- de notifier le marché au candidat retenu par le groupement,
- 16- de publier les avis d'attribution,
- 17- de communiquer aux adhérents la copie du marché pour leur en permettre l'exécution, et de leur transmettre plus généralement toutes pièces nécessaires à la bonne gestion du marché – cette procédure pouvant être réalisée sous forme dématérialisée.

IV-3 Exécution du marché

L'établissement coordonnateur est chargé :

1. de superviser la phase de lancement du marché et d'accompagner sa mise en œuvre initiale par le titulaire dans les établissements adhérents,
2. de procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché, ainsi qu'aux remises en compétition régulières prévues par certains marchés, de réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification des marchés,

3. de gérer les procédures relatives aux clauses d'ajustement et de révision de prix (vérification des actualisations et révisions éventuelles appliquées par le titulaire), et d'en communiquer les résultats aux adhérents,
4. de gérer les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants propres à chaque adhérent et des recours contentieux formés par ou contre un établissement adhérent à titre individuel. Le coordonnateur pourra toutefois le cas échéant apporter son aide au dit adhérent, sur sa demande,
5. d'apporter son aide aux adhérents sur leur demande et dans la limite de ses possibilités, au cas de litiges ou de contentieux entre un adhérent et le titulaire du marché, au titre de l'exécution du marché groupé.
6. de prononcer la résiliation du marché après avis conforme de l'ensemble des adhérents

IV-4 Mesure des résultats et suivi du marché

L'établissement coordonnateur est chargé :

1. de recueillir les données et les informations nécessaires à la mesure des résultats de la procédure d'achat groupé, et à l'évaluation de la performance d'achat,
2. de réaliser le suivi statistique, au sens économique, financier et d'exécution du marché, à partir des données transmises par les adhérents ou les prestataires, dès que la nature de ces données aura été définie.

IV- 5 Renouvellement et continuité du marché

L'établissement coordonnateur est chargé de :

- la veille achat sur le marché ainsi que de la continuité de l'expertise,
- préalablement à l'échéance du marché en cours, et selon des délais d'anticipation adéquats à la procédure à mettre en œuvre, de solliciter les adhérents afin d'envisager la passation d'un nouveau marché et d'assurer la continuité de l'achat groupé.

ARTICLE V – MISSIONS DU REFERENT DU PROJET DE L'ETABLISSEMENT COORDONNATEUR

Le référent du projet de l'établissement coordonnateur est chargé, avec l'aide des référents des établissements adhérents, de:

- 1° organiser les expertises dans le domaine d'achat concerné,
- 2° établir la liste des experts référents désignés par chaque établissement adhérent,
- 3° participer à l'état des lieux des acquis et des besoins des établissements membres du groupement,
- 4° présider à la rédaction des cahiers des clauses techniques en accord avec les référents techniques,
- 5° participer à la définition des critères de choix en accord avec les référents techniques,
- 6° préparer, la synthèse des avis de la commission technique,
- 7° rédiger le rapport d'analyse aboutissant à la signature du marché par le pouvoir adjudicateur,
- 8° assurer une veille technologique en transmettant aux référents des établissements adhérents toutes les informations utiles.

ARTICLE VI – OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GROUPEMENT

Les établissements adhérents sont réputés responsables de la totalité des missions non visées à l'article IV ci avant et en conséquence non confiées à l'établissement coordonnateur du groupement de commande.

Chaque établissement membre du groupement s'engage à :

VI-1 Dispositions générales

1. désigner un référent, responsable notamment de la définition des besoins, pour ce qui concerne le membre qu'il représente, et interlocuteur principal du coordonnateur, pour la mise en œuvre du regroupement de l'achat, et la participation à la démarche collective de coopération,
2. dégager les ressources de management, administratives, techniques et informatiques nécessaires à l'avancement du projet, sur site, et pour la participation aux comités de groupement, comités techniques et autres structures de concertation, animés par le coordonnateur,
3. participer dans la mesure de ses besoins et possibilités à toute procédure d'achat organisée par le coordonnateur au titre de l'objectif de regroupement de l'achat,

VI-2 Passation du marché

1. respecter les échéanciers et calendriers établis par le coordonnateur pour la passation du marché groupé, en particulier pour le recueil et la transmission des données de son établissement de façon générale, transmettre au coordonnateur, dans les délais fixés, les états de besoins et toute autre pièce ou information nécessaire à l'organisation de la consultation et à la passation du marché groupé,
2. participer aux réunions de travail ou de coordination organisées par le coordonnateur, dans la mesure de ses possibilités et à la demande du coordonnateur, déléguer des représentants de son établissement dans les comités techniques,
3. contribuer, à la demande du coordonnateur, aux procédures que le coordonnateur estimera adéquates pour l'analyse et la sélection des offres.

VI-3 Exécution du marché

1. exécuter le marché groupé dans les conditions fixées par le marché et dans le respect des dispositions de la présente convention, et respecter en particulier les engagements financiers et quantitatifs, ainsi que ceux relatifs aux modalités d'exécution du marché, qu'il est réputé avoir pris vis-à-vis du titulaire du marché, du coordonnateur et de l'ensemble des autres membres du groupement. Etant entendu qu'un litige à ce niveau est considéré comme propre à chaque adhérent et ne saurait engager la responsabilité de l'établissement coordonnateur,
2. émettre auprès du titulaire du marché les bons de commandes, ordres de services et tous documents prévus au CCAP,
3. procéder à la réception, au contrôle et au traitement des factures,
4. procéder au paiement des fournisseurs du groupement dans le délai réglementaire, et mettre à ce titre en œuvre les dispositions prévues au CCAP du marché,
5. procéder à la vérification et à l'admission des prestations, conformément aux dispositions du CCAP du marché,
6. en cas de non-respect de ses obligations contractuelles par le titulaire, mettre en œuvre les pénalités, selon les dispositions prévues au CCAP du marché,

7. informer le coordonnateur de toute difficulté d'exécution du marché, notamment pouvant avoir une incidence sur les conditions de son exécution pour les autres adhérents, ou sur son renouvellement, et / ou impliquant l'intervention du coordonnateur,
8. communiquer au coordonnateur toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution du marché,
9. participer à la veille technologique en transmettant au coordonnateur toutes les informations utiles concernant les services objet du marché.

VI-4 Evaluation des résultats et suivi du marché

- transmettre au coordonnateur les données et informations nécessaires au suivi de l'exécution du marché ainsi qu'à l'évaluation des résultats, de la satisfaction des adhérents et de la performance achat.

ARTICLE VII – CADRE JURIDIQUE DE L'ACHAT

L'établissement coordonnateur réalisera la procédure d'achat dans le cadre du Code de la Commande Publique, dans sa version en vigueur au jour de l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence ou de l'envoi de l'invitation à soumissionner.

ARTICLE VIII – POUVOIR ADJUDICATEUR – RESPONSABLE DE LA COORDINATION

L'établissement coordonnateur constitue un pouvoir adjudicateur au sens des directives européennes.

La personne responsable de la coordination du groupement de commande, dans la limite des attributions déléguées visées à l'article IV, est le Président de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, représentant légal, ou son délégataire.

ARTICLE IX – ORGANES DU GROUPEMENT – PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

Le coordonnateur anime le **Comité technique**, composé, à l'initiative du coordonnateur, et sur proposition éventuelle des adhérents, des référents techniques dans le domaine d'achat, et issues de l'établissement coordonnateur et des adhérents. Le comité est multidisciplinaire et sa composition varie selon les besoins du coordonnateur et les matières ou questions soumises à l'expertise. Il associe les spécialistes de l'achat pour le domaine et des experts intéressés au même domaine, en amont ou en aval de l'achat. Il participe à la définition et à la mise en œuvre opérationnelle des politiques, techniques et procédures d'achats groupés.

Comme suite à l'analyse des offres, il donne un avis écrit sur le choix du titulaire, du produit et des prestations, préalablement à la rédaction du rapport d'analyse rédigé par le référent du projet de l'établissement coordonnateur. Il peut en aller de même, le cas échéant, pour l'examen des candidatures dans certaines procédures de marché (procédures restreintes).

Lors des commissions techniques, le comité technique prend ses décisions le cas échéant par vote à la majorité des membres présents.

En cas de désaccord, le coordonnateur arbitre et décide en dernier recours.

ARTICLE X –REPARTITION DES RESPONSABILITES

Au titre de la présente convention, l'établissement coordonnateur est lié par un contrat de mandat aux membres du groupement, au terme duquel il engage sa responsabilité à raison des fautes commises dans l'exécution de ses missions, définies par la présente convention.

En conséquence, l'établissement coordonnateur est responsable envers les établissements membres du groupement de la bonne exécution des seules missions déléguées prévues à l'article IV de la présente convention, et dans la mesure où les adhérents auront eux-mêmes respecté les engagements visés à l'article V.

Au titre du mandat que lui confère la présente convention, le coordonnateur engage la responsabilité des membres du groupement vis-à-vis des entreprises candidates et du titulaire du marché, à charge pour les adhérents d'engager la responsabilité du coordonnateur en cas de faute de ce dernier.

ARTICLE XI – DISPOSITIONS FINANCIERES

L'établissement désigné coordonnateur du groupement assumera la charge financière liée aux attributions qui lui sont confiées par la présente convention.

ARTICLE XII - DUREE DE LA CONVENTION – DISSOLUTION DU GROUPEMENT

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les parties.

Elle est conclue pour la durée de la procédure d'acquisition de services portant sur une étude pour l'élaboration d'une stratégie d'attractivité et de marketing territorial, période qui se terminera à la date d'échéance du marché.

Elle prend fin avant cette échéance sur décision du comité de groupement, notamment en cas d'abandon de la politique d'achat groupé.

Le coordonnateur prend en charge les opérations de dissolution du groupement.

ARTICLE XIII – RESILIATION DES MARCHES DU GROUPEMENT

Le coordonnateur est seul habilité à procéder à la résiliation du marché du groupement, conformément aux dispositions des CCAP et après avis conforme des adhérents. Il décide en dernier recours en cas de désaccord entre les membres.

ARTICLE XIV – NOUVELLE ADHESION AU GROUPEMENT

La demande d'adhésion au groupement de commande est adressée à l'établissement coordonnateur avant le 1^{er} du mois précédent le mois de lancement des consultations d'appel d'offres.

L'adhésion ne devient définitive qu'après signature de la convention constitutive du groupement de commande par le nouvel adhérent et le coordonnateur, après avis du Comité du groupement. Elle produit effet aux dates permises par le marché du groupement, ainsi que par la réglementation et par la jurisprudence en vigueur.

ARTICLE XV – RETRAIT ET EXCLUSION DU GROUPEMENT

Le retrait du groupement de commande intervient consécutivement à la décision de l'établissement adhérent de se retirer du Groupement.

Le retrait du groupement de commande ne peut intervenir que si l'adhérent constate qu'il n'a plus de besoins à satisfaire à travers la procédure d'achat du groupement de commande.

Les adhérents sont informés sans délai par le coordonnateur du retrait d'un des membres du groupement de commande.

L'exclusion peut intervenir à l'initiative du coordonnateur du groupement de commande, sur le constat de fautes répétées de l'établissement membre, et notamment de non-respect de ses obligations au titre de la convention constitutive et de ses avenants, ou du marché conclu par le groupement. Dans ce cas, la décision d'exclusion intervient après :

- mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, notifiée par le coordonnateur, et restée sans effet dans le délai d'un mois suivant la notification,
- avis du comité de groupement, saisi par le coordonnateur à l'échéance de la mise en demeure.

Le coordonnateur notifie sa décision d'exclusion au membre exclu, par ~~lettre recommandée~~ avec accusé de réception, dans le délai de 15 jours suivant la réunion du comité de groupement.

Le retrait ou l'exclusion du groupement de commandes prend effet à la date permise par le marché dudit groupement.

L'adhérent qui décide de se retirer ou qui est exclu du groupement de commande reste engagé jusqu'à l'échéance du marché groupé auquel il a participé, périodes de reconduction éventuelle comprises, sauf décision contraire du coordonnateur, après avis favorable du comité de groupement.

L'établissement coordonnateur est dégagé de tout recours contentieux au titre du retrait ou de l'exclusion d'un établissement membre du groupement de commande. Celui-ci assume seul les dommages et intérêts ou indemnités susceptibles d'être demandés par le titulaire du marché qui s'estimerait lésé par son retrait ou son exclusion.

ARTICLE XVI – DIFFERENDS ET LITIGES – CONTENTIEUX

Les membres du groupement de commande poursuivront toute voie de conciliation amiable au cas de litige ou de différend survenu, soit entre le coordonnateur et un ou plusieurs membres, soit entre les membres eux – mêmes.

Le coordonnateur peut décider de soumettre différends et litiges à l'avis du Comité de groupement.

Au cas de contentieux entre le coordonnateur et un ou plusieurs membres du groupement de commande, la juridiction compétente est celle du siège de l'établissement coordonnateur

ARTICLE XVII – DESIGNATION D'UN NOUVEAU COORDONNATEUR

L'établissement coordonnateur peut cesser ses fonctions, à sa demande ou en cas de non renouvellement de son mandat, sous les réserves et selon les conditions suivantes :

- La cessation des fonctions de coordonnateur ne peut intervenir au cours d'une procédure de passation d'un marché, telle que définie à l'article IV.II de la présente convention pour ce qui concerne les missions et responsabilités du coordonnateur du groupement de commande.
- La cessation des fonctions est soumise à un préavis de six mois, notifié aux adhérents du groupement par le coordonnateur qui envisage de cesser ses fonctions.
- Dans le délai d'un mois suivant cette notification, le coordonnateur réunit le Comité de groupement. Celui-ci procède à la désignation d'un nouvel établissement coordonnateur.
- La cessation des fonctions du coordonnateur et la désignation d'un nouveau coordonnateur donnent lieu à la signature par les membres du groupement d'un avenant à la présente convention.
- Dans l'impossibilité manifeste à désigner un nouvel établissement coordonnateur, le Comité de groupement décide la dissolution du groupement de commande, conformément aux dispositions de l'article XII de la convention, et le coordonnateur prend en charge les opérations de dissolution. Il reste également responsable des missions visées à l'article IV. III et IV de la convention, jusqu'à l'échéance de l'ultime marché qu'il a conclu pour les adhérents du groupement de commande.

ARTICLE XVIII – ASSURANCES

Le groupement d'achat créé par la présente convention est assuré par l'intermédiaire de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées au titre de son assurance responsabilité civile générale et dans le cadre de son contrat protection juridique.

ARTICLE XIX – CALENDRIER

Le calendrier de la consultation lancée par le groupement de commande est placé en annexe de la présente convention au fur et à mesure de la mise en œuvre de la procédure.

Signature et cachet du représentant légal

Etablissement coordonnateur

Etablissements adhérents

A , le

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 16

Constitution d'un groupement de commandes pour la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie d'attractivité et de marketing avec la Communauté de Communes de la Haute Bigorre

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. CLAVE

Objet : Constitution d'un groupement de commandes pour la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie d'attractivité et de marketing avec la Communauté de Communes de la Haute Bigorre

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n° 14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation de compétences du Conseil Communautaire au Bureau pour conclure des conventions de groupement de commandes,
Vu la délibération n° 3 du Bureau Communautaire du 22 novembre 2019 approuvant notamment la convention financière entre la CATLP et la CCHB pour le financement de cette étude.

EXPOSE DES MOTIFS :

Dans le cadre du contrat Territoire d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes, signé le 15 juillet 2019, la CATLP s'est engagée à réaliser une étude pour l'élaboration d'une stratégie d'attractivité et de marketing sur les territoires de la CATLP et de la CCHB.

Le Bureau Communautaire du 22 novembre 2019 a sollicité une subvention auprès de la Banque des Territoires à hauteur de 50 % et une convention a été approuvée avec la CCHB pour qu'elle apporte un financement de 5 000 euros représentant 10% du coût de l'étude.

Afin de réaliser cette étude commune aux deux EPCI, il est nécessaire de constituer un groupement de commandes entre les deux collectivités.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

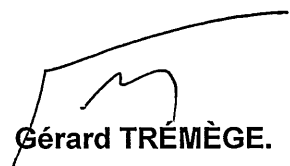
DECIDE

Article 1 : d'approuver la convention constitutive de groupement avec la Communauté de la Communes de la Haute Bigorre, jointe à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 17

Tarification du futur réseau des transports urbains et interurbains de la CA TLP-Extension de l'abonnement solidaire semestriel gratuit aux ayants droit des bénéficiaires d'une carte CMU-C

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. SAYOUS

Objet : Tarification du futur réseau des transports urbains et interurbains de la CA TLP-Extension de l'abonnement solidaire semestriel gratuit aux ayants droit des bénéficiaires d'une carte CMU-C

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour fixer les tarifs des services publics,
Vu la délibération du bureau communautaire du 22 novembre 2019 fixant la tarification du réseau de transports urbains et interurbains de la CA TLP à compter du 1^{er} avril 2020.

EXPOSE DES MOTIFS :

Il appartient au Bureau Communautaire de fixer les tarifs applicables sur le futur réseau des transports urbains et interurbains de la communauté d'agglomération à compter du 1^{er} avril 2020.

Par délibération en date du 22 novembre 2019, le bureau communautaire a déjà approuvé la grille des tarifs du futur réseau de transports de la CA TLP.

Il est rappelé que la tarification déjà adoptée par le Bureau Communautaire est très sociale puisqu'elle propose la gratuité pour de nombreux usagers ciblés ayant soit des conditions de déplacements difficiles soit de faibles revenus avec la création d'un abonnement semestriel solidaire gratuit au profit des bénéficiaires de la CMU (couverture maladie universelle), de la CMU-C (couverture maladie universelle complémentaire) du RSA (revenu de solidarité active), de l'AAH (allocation adulte handicapé), de l'AME (aide médicale de l'Etat), des personnes à mobilité réduite (PMR) et également des personnes âgées de plus de 65 ans.

Il est aujourd'hui proposé d'étendre également l'abonnement solidaire gratuit aux ayants droit des titulaires d'une carte CMU-C comme cela existait sur le réseau de transports Alezan.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

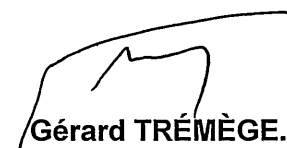
DECIDE

Article 1 : d'approuver l'extension de l'abonnement semestriel solidaire gratuit aux ayants droit des bénéficiaires d'une carte CMU-C pour la tarification du futur réseau de transports de la CA TLP applicable à compter du 1^{er} avril 2020.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 18

Co-financement d'une thèse présentée par l'institut Clément Ader de l'IUT de Tarbes

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. CRASPAY

Objet : Co-financement d'une thèse présentée par l'institut Clément Ader de l'IUT de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°21 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2013 concernant la convention d'application SRDEI entre la Communauté d'Agglomération du Grand-Tarbes et la Région Midi-Pyrénées,
Vu la délibération n°1 du Conseil Communautaire du 10 avril 2018 approuvant le règlement pour le fonds d'intervention communautaire économique,
Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire en date du 28 novembre 2018 donnant délégation au bureau à financier des thèses universitaires ; et signer les conventions afférentes, en application des conventions cadres de soutien à l'innovation et à la recherche,
Vu la délibération n°14 du Bureau Communautaire en date du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau Communautaire pour financer des thèses universitaires et signer les conventions afférentes, en application des conventions cadres de soutien à l'innovation et la recherche.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées souhaite poursuivre le soutien du Grand-Tarbes aux activités de recherche, socles de l'innovation dans les filières économiques, stratégiques du territoire.

L'institut Clément Ader souhaite mener une thèse « PREDIBois » visant à établir des modèles prédictifs associés à l'endommagement des infrastructures en bois.

Le travail de recherche proposé concerne donc la prédiction de la durabilité des infrastructures en bois. Il s'agira plus particulièrement d'appréhender l'étude de l'influence de l'humidité sur la tenue mécanique de ces nouveaux matériaux « bois intelligents » du génie civil. L'objectif sera alors de connaître l'influence des cycles d'humidification/séchage sur la durabilité et la durée de vie résiduelle des structures. Les étapes nécessaires à la mise en œuvre de ces essais, permettant l'élaboration d'abaques corrélant la durée d'exposition à la durée de vie résiduelle.

Le coût de cette nouvelle thèse pour les trois ans est de 96 548€.

L'IUT de Tarbes sollicite la participation de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées à hauteur de 5 000€ par an pendant 3 ans.

Le plan de financement sur la période de trois ans est le suivant :

Charges		Recettes	
Salaire du doctorant + frais de fonctionnement	96 548€	Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées	15 000€
		Région Occitanie	72 328€
		Autofinancement (ICA IUT de Tarbes)	9 220€
TOTAL	96 548€	TOTAL	96 548€

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer une aide de 5 000€ par an à l'IUT de Tarbes pendant une période de trois ans (2021 / 2022 / 2023) pour le co-financement de la thèse PREDIBois.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer la convention ci-jointe et à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



Convention relative à l'Animation de la démarche HaPy Saveurs Année 2019

Convention entre

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

Représentée par M. Gérard TREMEGE, Président,
30, av. Saint-Exupéry 65000 TARBES

et

La Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées

20, Place du Foirail - 65917 TARBES Cedex 9
Représentée par Monsieur Pierre Martin, Président

I/ PREAMBULE

La marque HaPy Saveurs a été créée pour mettre en valeur les produits et savoir-faire emblématiques des Hautes-Pyrénées dans la filière alimentaire et agroalimentaire.

Dans l'objectif de mener à bien son développement et son déploiement sur le département, l'association Ambition Pyrénées a confié l'animation de cette démarche à la Chambre d'Agriculture.

Cette convention a donc pour objet de définir les modalités d'intervention de la Chambre d'Agriculture et de refacturation des dépenses liées à la démarche pour l'année 2019.

II / DEROULEMENT ET CONTENU DU TRAVAIL A CONDUIRE

Axe 1 : Promouvoir la marque par un programme d'animation sur lieux de vente et salons

Action 1A : Ecoute des besoins du réseau : 36 restaurants, 11 GMS, 5 opérateurs, 18 boucheries, 10 vignerons, 5 maraichers

Action 1B : Réalisation d'au moins 15 animations sur lieux de vente

Action 1C : Réalisation d'au moins une semaine d'animation chez les restaurateurs « Le Printemps HaPy Saveurs »

Action 1D : Animation des ateliers gourmands du salon Agricole de Tarbes 2019 en mettant en œuvre la complémentarité des professionnels (producteurs, artisans, cuisiniers...) et d'une marche HaPy Saveurs

Action 1E : Animation de la journée du dimanche du festival « Les Tablées de Vic » : organisation du déjeuner champêtre du dimanche 14 juillet en lien avec la plateforme Mangeons HaPy

Action 1F : Animation dans le cadre de la semaine du goût avec au moins 3 écoles participantes

Action 1G : Participation à la complémentarité des chantiers du projet de territoire en proposant des animations buffets « produits locaux » lors des réunions organisées par Ambition Pyrénées

Axe 2 : Mettre en œuvre un plan de communication digitale et presse locale

- Action 2A : Assurer une présence forte sur les réseaux sociaux : au moins 2 publications / semaine
- Action 2B : Réaliser une mise à jour complète du site internet
- Action 2C : Relayer à la presse locale l'ensemble des animations réalisées, organiser les conférences de presse ...
- Action 2D : Production de 10 vidéos (prestation externe) dont 7 sous forme d'une web série « je suis fier d'être Haut Pyrénéen »
- Action 2 E : Ecriture et diffusion de 3 newsletters à tout le réseau
- Action 2F : Mise à jour de l'annuaire des producteurs et artisans locaux + diffusion à tout le réseau
- Action 2G : Construction d'un partenariat avec HPTE pour une meilleure promotion du réseau

Axe 3 : Participer à l'élargissement du réseau d'acteurs labellisés et à la structuration de filières locales

- Action 3A : Création et accompagnement du collectif des vignerons HaPy Saveurs (signature au Salon Agricole)
- Action 3 B : Encadrement d'un stage 6 mois « Etat des lieux des pratiques d'utilisation des produits locaux dans la restauration commerciale, proposition d'adaptation de la charte restaurants HaPy Saveurs »
- Action 3C : Organisation d'un temps d'échange prospectif de l'ensemble du réseau en mai 2019 au Château de Perron (avec l'appui de V. Pacini)
- Action 3 D : Accompagnement du développement de la plateforme Mangeons HaPy
- Action 3 E : Recherche d'un financement pour poursuivre le développement HaPy Saveurs suite à la fin du programme Inspyr

III / DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois à compter du 01/01/2019 et donc jusqu'au 31/12/2019

V / BUDGET PREVISIONNEL

Le budget prévisionnel suivant a été arrêté par délibération du Bureau d'Ambition Pyrénées en date du 06/12/2019 :

Ressources					Dépenses		
	Cotisants	nombre	montant cotisation	total	nature	dépense	coût
Cotisations bénéficiaires	GMS	11	500	5500	Frais de personnel	0,5 ETP chef de projet	30 000 €
	Opérateurs	4	500	2000		1 ETP chargée de développement	48 000 €
	Artisans B et C	13	50	650		Stagiaire 6 mois (étude restaurant)	6000
	Vignerons	10	50	500	Communication	Agence de communication	14 840
	Restaurateurs	40	50	2000		Pub. Presse papier locale	
Subventions autres	Poctefa (Janvier à Juin)	65% dépenses personnel		27 300 €		PLV Salons (Agricole/foire expo)	
	BDEA*			5 000 €		PLV nouveaux produits	
	Département CD65	Poste Chargée devit		13 500 €		Journées d'échanges , frais divers	
			sous total	45 800 €			
participation ambition pyrénées	Participation CA65	30%		12 717 €			
	Participation CCI	15%		6 359 €			
	Participation CMA65	15%		6 359 €			
	Participation CD65	20%		8 478 €			
	Participation TLP	10%		4 239 €			
	Participation ville de Tarbes	10%		4 239 €			
			sous total	42 390 €			
			Total	98 840 €		Total	98 840 €

Il est entendu que :

- les dépenses liées à ce travail sont avancées par la Chambre d'Agriculture
- en fin d'année 2019, un état du travail réalisé est présenté par la Chambre d'Agriculture
- L'Agglomération TLP procédera au paiement de la somme mentionnée ci-dessous en un seul versement dès signature de la convention

Selon ce budget estimatif, le montant des sommes dues par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est de : 4239€ Non soumis à TVA

Convention établie à Tarbes, le , en deux exemplaires originaux

Monsieur Gérard TREMEGE
Président de la Communauté
d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

Monsieur Pierre Martin
Président de la Chambre d'Agriculture
des Hautes-Pyrénées



Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 19

Participation financière au projet «Ha'Py Saveurs» Année 2019

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : Mme CURBET

Objet : Participation financière au projet «Ha'Py Saveurs» Année 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°3 du bureau communautaire en date du 31 janvier 2017 donnant délégation au bureau à octroyer des subventions et des fonds de concours et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour solliciter les subventions auprès des partenaires financiers pour les dossiers dont la compétence relève de la Communauté.

EXPOSE DES MOTIFS :

La marque Ha'Py saveurs a été créée pour mettre en valeur les produits et savoir-faire emblématiques des Hautes-Pyrénées dans la filière agroalimentaire.

Elle est la propriété de l'association Ambition Pyrénées qui porte le projet de territoire Ha'Py 2020 / 2030.

La marque s'appuie sur un cahier des charges qui garantit l'origine haut-pyrénéenne des produits. Afin de développer ce projet, un budget 2017 a été bâti en y intégrant un animateur à mi-temps, une apprentie, matériel vidéo, publicité, etc.

Considérant le Projet alimentaire territorial porté par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la nécessaire mise en corrélation des deux projets qui visent un objectif commun à savoir : valoriser les produits locaux.

La chambre d'agriculture a été missionnée en 2017 pour assurer l'animation du projet.

VU le projet de convention relative à l'animation de la démarche HaPy Saveurs annexé à la présente délibération,

Il est donc proposé de participer à hauteur de 4 239€ soit 10% du budget de l'année 2019.

L'exposé du Rapporteur entendu,

Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de participer au développement de la démarche HaPy Saveurs à hauteur de 4 239€ soit 10% du budget global au titre de l'année 2019.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer la convention annexée relative à l'animation de la démarche HaPy Saveurs.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

CONVENTION CADRE
entre la Région Occitanie le Département des Hautes-Pyrénées et la Communauté
d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

POUR LA CONNAISSANCE DU PATRIMOINE

VU l'article 95 de la loi du n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et ses décrets d'application n°2005-834 du 20 juillet 2005, n° 2005-835 du 20 juillet 2005 et n°2007-20 du 4 janvier 2007.

VU le soutien alloué sur la base du régime d'aide exempté n°SA42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine, pour la période 2014-2020, adopté sur la base du Règlement Général d'Exemption par catégorie (RGEC) n°651/2014 de la Commission Européenne, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014.

VU le Règlement de Gestion des Financements Régionaux en vigueur

VU la délibération n° 2017/AP-JUIN/14 de l'Assemblée Plénière du 30 juin 2017 donnant délégation à la Commission Permanente.

VU la délibération du Conseil Régional Occitanie n° 2017/AP-DEC/02 de l'Assemblée Plénière du 20 décembre 2017, approuvant la politique culturelle

VU la délibération n° CP/2018-FEV/04-06 de la commission Permanente du 16 février 2018 approuvant le dispositif de soutien à la connaissance et à l'Inventaire des patrimoines.

VU la délibération de la commission Permanente de la Région Occitanie n°CP/2020-AVR/04. du XX avril 2020 approuvant la présente convention ;

VU le dossier présenté par le Département des Hautes-Pyrénées et enregistré sous le numéro XXXXXXXXX

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental n° 2020-...du...approuvant la présente convention,

VU la délibération de la Commission permanente de la Communauté d'agglomération n°...du...approuvant la présente convention,

Entre

La Région Occitanie, représentée par Madame Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie, ci-après désignée par la Région, d'une part,

Et

Le Département des Hautes-Pyrénées représenté par Monsieur Michel PELIEU, Président du Conseil départemental, ci-après désigné par le Département, d'autre part

Et

La Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées représentée par Monsieur Gérard TREMEGE, son président, ci-après désigné par l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, d'autre part

Préambule

En vertu de l'article 95 II de la loi du 13 août 2004 susvisée, la Région Occitanie confie « aux collectivités territoriales ou aux groupements de collectivités qui en font la demande la conduite, dans leur ressort, des opérations d'Inventaire général. Ces collectivités ou ces groupements concluent à cet effet une convention avec la Région ».

La Région souhaite structurer son intervention patrimoniale autour des notions de développement durable (culturel, territorial, économique, touristique) et de la formation.

Elle apporte son soutien à des projets, expertisés d'un point de vue qualitatif, générateurs d'emplois qualifiés et de développement.

Le Département des Hautes-Pyrénées souhaite poursuivre sa politique de connaissance du patrimoine du territoire, de son architecture et de ses savoir-faire constructifs. Il souhaite mettre à disposition de ses partenaires et valoriser les données scientifiques constituées dans les projets de développement du territoire et de sensibilisation des publics. Il met en avant la nécessité de prendre en compte le patrimoine à des fins de sensibilisation, de protection, et de valorisation touristique.

L'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, dans le cadre de sa compétence de promotion du tourisme, souhaite bénéficier de l'inventaire du patrimoine Baroque de son territoire, réalisé par le Département. Elle participe dans la mesure des possibilités techniques à la diffusion des opérations d'inventaire sur son territoire.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La Région confie au Département des Hautes-Pyrénées la conduite des opérations d'inventaire général sur son territoire selon le programme défini à l'article 2 de la présente convention et conformément à un cahier des clauses scientifiques et techniques (CCST) défini annuellement entre les parties.

ARTICLE 2 : Objectifs de l'opération d'inventaire

L'objectif de cette opération vise au recensement et à l'étude du patrimoine immobilier et/ou mobilier du département, aboutissant à la production de dossiers informatisés respectant les normes de l'Inventaire général du patrimoine culturel définies par le ministère chargé de la culture. La documentation scientifique ainsi rassemblée constitue un outil d'aide à la gestion de l'espace du territoire et fait l'objet d'actions de valorisation et sensibilisation.

Les actions projetées se déclinent en trois volets :

- inventaire du patrimoine,
- numérisation et mise aux normes des données recueillies,
- sensibilisation du public.

ARTICLE 3 : Délai de réalisation

La conduite des opérations d'Inventaire général démarre au 1^{er} janvier 2020 et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2020.

Une prorogation peut éventuellement être accordée à la demande du bénéficiaire par la Région, en cas de nécessité justifiée par lui avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du programme ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le programme ne soit pas dénaturé.

ARTICLE 4 : Engagements des parties

La Région s'engage à :

- assurer le suivi scientifique de l'opération, le contrôle des données textuelles, graphiques et photographiques, leur mise en ligne sur le portail Internet patrimoine de la Région et assurer le versement des données dans les bases nationales du ministère chargé de la culture ;
- mettre à disposition du Département le logiciel de saisie dédié et assurer une assistance technique pour son utilisation pour toute la durée de la présente convention ;
- assurer le suivi technique et la validation scientifique aux côtés des services du Département ;
- apporter son soutien technique à la conduite de l'opération d'inventaire confiée au Département conformément au cahier des clauses scientifiques et techniques ;
- apposer sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée le logo de du Département et de l'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- apporter son soutien financier au projet

La Département des Hautes-Pyrénées s'engage à :

- conduire l'opération d'Inventaire conformément au cahier des clauses scientifiques et techniques annuel
- transmettre les données produites dans le cadre de l'opération d'inventaire à la Région conformément au Cahier des Clauses Scientifiques et Techniques (CCST) ;
- La Département des Hautes-Pyrénées s'engage à :

L'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées s'engage :

- apporter son soutien technique à la conduite de l'opération d'inventaire confiée au Département conformément au cahier des clauses scientifiques et techniques ;
- A apposer sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée le logo de la Région Occitanie et celui du Département

ARTICLE 5 : Modalités financières

Le coût total de cette opération de connaissance du patrimoine, confiée par la Région au Département, est estimé à 60.000 € TTC pour la durée de l'opération.

L'aide de la Région pour la réalisation du projet triennal prend la forme d'une subvention attribuée annuellement au Département, sous réserve de la disponibilité des crédits et du vote de l'assemblée délibérante, et sur la base d'une demande de subvention par le Département.

Le Département des Hautes-Pyrénées prend en charge l'ensemble des dépenses liées à l'opération, sous réserve de la disponibilité des crédits annuels et du vote du budget par l'assemblée délibérante, et sous réserve de l'obtention du financement de la Région.

L'aide de l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées pour la réalisation du projet prend la forme d'une subvention attribuée annuellement au Département, sous réserve de la disponibilité des crédits.

Une convention financière annuelle fixe les modalités de calcul et de versement de l'aide, ainsi que les dispositions relatives aux contrôles.

ARTICLE 6 : Évaluation de la collaboration

Une réunion de bilan est diligentée par les parties chaque fin d'année. Cette rencontre permettra de juger de la qualité des opérations réalisées dans l'année et d'orienter les actions des années suivantes, dans le respect des engagements mutuels.

ARTICLE 7 : Durée de la convention

La présente convention prend fin au 31 décembre 2020 sans préjudice des délais nécessaires aux opérations liées au versement du solde de la subvention et aux opérations

de contrôle consécutives aux conventions financières annuelles prises en application de la présente.

ARTICLE 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, et à défaut de règlement amiable, celle-ci peut être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le cas échéant par voie électronique, valant mise en demeure.

ARTICLE 9 : Contentieux

A défaut de règlement amiable, tout litige relève de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Fait à Toulouse, le

En trois exemplaires

Pour la Région
Occitanie
La Présidente

Pour le Département
des Hautes Pyrénées
Le Président

Pour la communauté
d'agglomération Tarbes
Hautes Pyrénées

Carole DELGA

Michel PELIEU

Gérard TREMEGE

CONVENTION FINANCIERE - 2020
entre la Région Occitanie le Département des Hautes-Pyrénées et la Communauté
d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

POUR LA CONNAISSANCE DU PATRIMOINE

VU l'article 95 de la loi du n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et ses décrets d'application n°2005-834 du 20 juillet 2005, n° 2005-835 du 20 juillet 2005 et n°2007-20 du 4 janvier 2007.

VU le soutien alloué sur la base du régime d'aide exempté n°SA42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine, pour la période 2014-2020, adopté sur la base du Règlement Général d'Exemption par catégorie (RGEC) n°651/2014 de la Commission Européenne, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014.

VU le Règlement de Gestion des Financements Régionaux en vigueur

VU la délibération n° 2017/AP-JUIN/14 de l'Assemblée Plénière du 30 juin 2017 donnant délégation à la Commission Permanente.

VU la délibération du Conseil Régional Occitanie n° 2017/AP-DEC/02 de l'Assemblée Plénière du 20 décembre 2017, approuvant la politique culturelle

VU la délibération n° CP/2018-FEV/04-06 de la commission Permanente du 16 février 2018 approuvant le dispositif de soutien à la connaissance et à l'Inventaire des patrimoines.

VU la délibération du conseil régional Occitanie n°CP/2020-AVR/04. du XX avril 2020 approuvant la convention cadre 2020-2022 ;

VU la délibération de la commission Permanente de la Région Occitanie n°CP/2020-AVR/04. du XX avril 2020 approuvant la présente convention ;

VU le dossier présenté par le Département des Hautes-Pyrénées et enregistré sous le numéro XXXXXXXXX

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental n° 2020-...du...approuvant la présente convention,

VU la délibération de la Commission permanente de la Communauté d'agglomération n°...du...approuvant la présente convention,

Entre

La Région Occitanie, représentée par Madame Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie, ci-après désignée par la Région, d'une part,

Et

Le Département des Hautes-Pyrénées représenté par Monsieur Michel PELIEU, Président du Conseil départemental, ci-après désigné par le Département, d'autre part,

Et

La Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées représentée par Monsieur Gérard TREMEGE, son président, ci-après désigné par l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La Région apporte son soutien financier à la conduite par le Département des opérations d'inventaire général sur son territoire selon le programme défini à l'article 2 de la convention cadre.

L'opération financée est décrite dans le cahier des clauses scientifiques et techniques 2020 (CCST) et l'annexe financière joints à la présente convention.

ARTICLE 2 : Caractéristiques de la subvention

La subvention régionale attribuée au Département des Hautes-Pyrénées pour la réalisation de l'opération d'inventaire décrite ci-dessus s'élève à 20.000,00 € TTC.

La subvention attribuée au Département des Hautes-Pyrénées par l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées pour la réalisation de l'opération d'inventaire décrite ci-dessus s'élève à 10.000,00 € TTC.

ARTICLE 3 : Délai de réalisation

Le délai de réalisation de l'opération, correspondant à la période de réalisation effective de l'opération ainsi qu'aux dates de prise en compte des dépenses est fixé comme suit : l'opération subventionnée démarre le 1^{er} janvier 2020 et prend fin le 31 décembre 2020.

ARTICLE 4 : Engagements du bénéficiaire

Le Département s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'opération financée et à respecter les engagements suivants :

4-1 Information de la Région

Le bénéficiaire s'engage à tenir informée la Région, dans un délai d'un mois, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération financée.

Ainsi, il s'engage à informer la Région de tout changement dans sa situation juridique, notamment de toute modification de ses statuts, dissolution, fusion, toute procédure collective en cours et plus généralement de toute modification importante susceptible d'affecter le fonctionnement de la personne morale (ou physique).

Le bénéficiaire s'engage également à informer la Région de toute modification dans le déroulement de l'opération financée, notamment toute modification des données financières et techniques.

4-2 : Contrôle de l'utilisation de la subvention

Le bénéficiaire s'engage à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention attribuée.

Ce contrôle, sur pièces et/ou sur place, pourra être exercé, pendant la durée de réalisation de l'opération et dans un délai de trois ans suivant le paiement du solde, par toute personne dûment mandatée par la Région.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Région tout document comptable et administratif dont la production serait jugée utile pour la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

4-3 : Information sur la participation de Région

Le bénéficiaire s'engage à faire état de la participation de la Région selon les modalités suivantes :

Les supports de communication :

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière de la Région sur tout support de communication mentionnant l'opération financée, notamment dans ses rapports avec les médias, par apposition du logo de la collectivité et ce, de manière parfaitement visible et identifiable. (Ce logo est directement téléchargeable sur le site internet de la Région).

Ce logo sera juxtaposé à celui de la communauté de communes et à celui de l'Inventaire général et ce, de manière parfaitement visible et identifiable.

La notion de support de communication mentionnée à l'alinéa précédent comprend notamment :

- Tous les supports papiers types plaquette, brochure ou carton d'invitation, relatifs à l'opération financée,
- Toutes les parutions dans la presse relatives à l'opération financée,
- Toutes les annonces média notamment les annonces radio relatives à l'opération financée,
- La page d'accueil du site Internet du bénéficiaire

4-4 : Autres engagements

Le bénéficiaire s'engage à transmettre les données produites dans le cadre de l'opération d'inventaire à la Région conformément au Cahier des Clauses Scientifiques et Techniques (CCST) ;

ARTICLE 5 : Modalités de versement

5-1 : caractéristiques du versement

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire. Elle est incessible hors cession de créances intervenant dans le cadre des articles L.313-23 et suivants du code monétaire et financier. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Il s'agit d'une subvention à versement proportionnel ; c'est-à-dire que son montant varie en fonction du degré de réalisation de l'opération subventionnée, au prorata des dépenses éligibles justifiées.

Le financement ne pourra en aucun cas être réévalué, même si les dépenses éligibles justifiées dépassent le montant prévisionnel de l'opération.

Le montant du financement régional peut notamment être réduit si les écarts entre les postes de dépenses prévus et réalisés ne sont pas justifiés et fondés. Dans le cas où l'écart n'est pas justifié, le montant retenu ne peut excéder, par poste de dépenses, celui présenté dans budget prévisionnel ou le plan de financement.

5-2 : rythmes de versement

La subvention donne lieu au versement :

- D'une avance représentant 30 % du montant de la subvention attribuée
- D'un acompte, dont la somme, incluant l'avance, ne peut excéder 70 % de la subvention attribuée ;
- Du solde.

5-3 : Pièces justificatives à produire

La subvention est versée, selon le rythme de paiement défini à l'article précédent, au vu d'une demande de paiement, dûment complétée et signée par le bénéficiaire ou son représentant selon le modèle figurant en annexe, ainsi que des pièces justificatives suivantes, accompagnées d'un RIB complet :

➤ Pour l'avance :

- Une attestation de démarrage de l'opération dûment signée par le bénéficiaire ou son représentant (le démarrage de l'opération pourra être attesté dans le formulaire de demande de paiement).

➤ Pour l'acompte

- Un état récapitulatif des justificatifs des dépenses directement acquittées par le bénéficiaire, dûment signé par ce dernier ou son représentant (incluant l'avance pour le premier acompte, le cas échéant)
- La copie des justificatifs des dépenses directement acquittées par le bénéficiaire, (incluant l'avance pour le premier acompte, le cas échéant)

➤ Pour le solde

- Un état récapitulatif des justificatifs des dépenses directement acquittées par le bénéficiaire dûment signé par ce dernier ou son représentant (et par le comptable pour les organismes publics) ;
- La copie des justificatifs des dépenses directement acquittées par le bénéficiaire
- Un bilan financier des dépenses et recettes dûment signé par le bénéficiaire ou son représentant. Il récapitule par postes les dépenses prévisionnelles et les dépenses réalisées, faisant apparaître les écarts par postes. Ces écarts doivent être justifiés. Si des charges indirectes sont affectées à l'opération, il reprend également les règles de répartition de ces charges. Les recettes perçues et restant à percevoir sont également récapitulées.
- Un rapport d'activité décrivant notamment les réalisations et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'opération ;

Le versement interviendra sous réserve que la Région ait produit un avis de conformité scientifique des données recueillies.

Article 6 : Suspension

La Région se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place.

6-1 : Non-versement et reversement

La Région peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (soit dans son intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas verser s'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle prévues dans la présente convention :

- que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet présenté ;
- que l'opération n'a pas été réalisée ou a été partiellement réalisée et que la subvention a fait l'objet d'un trop perçu
- que les engagements auxquels est tenu le bénéficiaire n'ont pas été respectés, notamment ceux relatifs à l'information sur la participation de la Région.

6-2 : procédure re reversement

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recettes.

Préalablement à l'émission du titre ou au refus de versement, la Région notifie par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

Cette lettre de notification indique le délai dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par le/la Président(e) du Conseil régional si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Caducité

La subvention régionale devient caduque de plein droit :

- Si la première demande de versement n'intervient pas dans le délai de 2 ans à compter de la date de la délibération d'attribution du financement ;
- Si la dernière demande de versement n'intervient pas dans le délai de 2 ans à compter de la date de fin de réalisation ;
- Si le bénéficiaire a fait connaître par courrier son intention de ne pas réaliser l'opération subventionnée.

Sur demande circonstanciée du bénéficiaire, en cas de nécessité justifiée avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité de l'opération ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait, un report éventuel du délai de caducité ou du délai de réalisation peut être exceptionnellement accordé, à condition que l'opération ne soit pas dénaturée. La décision en ce sens de l'organe délibérant du Conseil régional sera traduite par la passation d'un avenant.

ARTICLE 8 : Durée

La présente convention prend fin à l'issue des délais de contrôle tels que mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 9 : Pièces contractuelles

Les annexes jointes à la présente convention font partie intégrante de celle-ci

Fait à Toulouse, le
En deux exemplaires

Pour la Région
Occitanie
La Présidente

Pour le Département
des Hautes Pyrénées
Le Président

Pour la communauté
d'agglomération Tarbes
Lourdes Pyrénées

Carole DELGA

Michel PELIEU

Gérard TREMEGE



service de la Connaissance & de
l'Inventaire



Direction des archives et des
patrimoines

Cahier des clauses scientifiques et techniques
pour un inventaire général du patrimoine culturel
dans le département des Hautes-Pyrénées
et sur le territoire de l'agglomération Tarbes-Lourdes-
Pyrénées

2020



Préambule

Le présent cahier des clauses scientifiques et techniques complète les termes de la convention de connaissance du patrimoine liant la Région Occitanie, le Département des Hautes-Pyrénées et l'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées. Il précise pour 2020 les actions projetées et encadre la conduite des opérations d'inventaire général du patrimoine confiées par la Région au Département.

Article 1 - L'inventaire du patrimoine

1.1 : enjeux de l'opération

L'opération d'inventaire vise au recensement et à l'étude du patrimoine immobilier et/ou mobilier sur le territoire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Dans le cadre d'un objectif de contribution au développement durable, elle doit aboutir :

- à approfondir la connaissance scientifique sur l'aire d'étude définie à l'article 1-2 ;
- à la production de dossiers informatisés respectant les normes de l'Inventaire général du patrimoine culturel définies par le ministère chargé de la culture ;
- à la constitution d'une documentation scientifique ;
- à l'élaboration d'un outil d'aide à la valorisation de l'espace départemental ;
- à l'élaboration d'un outil de valorisation à l'échelle de l'agglomération
- à diffuser le plus largement possible la connaissance auprès du public,
- à favoriser la prise en compte du patrimoine dans les politiques développées par le Département: habitat, culture, tourisme, énergies et paysages/environnement;
- à encourager par l'accompagnement l'intégration des données de l'inventaire dans les projets proposés par l'ensemble des acteurs du territoire.
- à diffuser le plus largement possible la connaissance auprès du public.

1.2 : Délimitation de l'aire d'étude, définition du champ d'investigation et de la méthode

Un programme d'étude et de mise en valeur des retables baroques sur le territoire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est en cours d'élaboration. Il est envisagé de constituer une base de données scientifiquement fiable en ce qui concerne les auteurs de ces œuvres, leur état sanitaire de certaines et leurs conditions d'accessibilité au public.

Il s'agit dans un premier temps de réunir la documentation existante pour chaque œuvre connue, de la vérifier et de la compléter avec les éléments conservés aux Archives départementales et de retrouver, si possible, les influences et les héritages artistiques de chaque œuvre et de les rattacher aux autres œuvres connues du Département.

Des études ponctuelles pourront être menées sur divers sites du territoire au gré des urgences et opportunités.

Le service de la connaissance du patrimoine de la Région apportera son aide particulière sur la thématique du patrimoine mémoriel, paysager et industriel chaque fois que de besoins. Il assurera la validation scientifique de la méthode et des données recueillies. Il facilitera la mise à disposition de la documentation dont il dispose à l'échelle de la communauté de communes. L'article 3 précise les conditions d'exploitation et de diffusion des données.

Article 2 - Définition des moyens de restitution

2.1 : Restitutions publiques

Des conférences de restitution des données de l'inventaire seront proposées ainsi que des brochures à but pédagogiques et touristiques.

2.2 : Transmission des données à partir des outils régionaux

Le Département des Hautes-Pyrénées s'engage à ce que les données recueillies soient enregistrées dans l'application de GED mise à sa disposition par la Région. En fonction de l'avancée des enquêtes sur le terrain, il s'engage à transmettre les données produites au service de la connaissance du patrimoine de la Région afin qu'il vérifie et valide le contenu scientifique des données avant leur versement sur l'Internet. Le Département autorise le prestataire désigné par la Région à opérer la sauvegarde des données sur DVD, disque externe ou tout autre support. La Région garantit la compétence technique des intervenants désignés.

2.3 : mise en ligne des données

2.3 – A : sur les outils de diffusion de la Région

La Région Occitanie dispose actuellement d'un site web de diffusion de ses ressources patrimoniales (données architecture, mobilier, presse ancienne, documents iconographiques, documents littéraires, etc.) : Le site <http://patrimoines.laregion.fr/> outil de ressources et de diffusion permettant à l'internaute d'accéder aux inventaires réalisés dans la région, de suivre l'actualité de la recherche et des publications en liaison avec le patrimoine. Ce portail permet également de visiter virtuellement la région, de découvrir son patrimoine.

2.3 – B : sur « l'Atlas des patrimoines »

La Région Occitanie alimente depuis 2017 « l'Atlas des patrimoines » qui propose un accès cartographique (par la localisation) à des informations culturelles et patrimoniales (ethnographiques, archéologiques, architecturales, urbaines, paysagères). L'Atlas des patrimoines : <http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/> permet aux différents services de l'Etat et des collectivités territoriales, aux professionnels du patrimoine, au public désireux de connaître son environnement culturel, tant du point de vue réglementaire que documentaire.

2.3 – C : sur les bases nationales

La Région Occitanie verse une partie des données produites à l'échelle régionale sur les bases nationales afin de contribuer à l'enrichissement de la documentation mise à disposition du public <http://pop.culture.gouv.fr/>. La plate-forme ouverte du patrimoine permet aux professionnels de constituer et de maintenir un réservoir d'informations certifiées par les services de l'État à travers des outils interopérables et simples d'utilisation. Il permet également la libre consultation de l'ensemble des ressources textuelles et photographiques ainsi que leur réutilisation par d'autres applications grâce à un partage, total ou partiel, en open data.

Le Département et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées autorisent la publication électronique des données produites dans le cadre de la présente convention avec mention des auteurs des études, sur les outils de diffusion électroniques de la Région et se réservent la possibilité d'utiliser les données sur leurs propres sites.

2.4 : Publications et communication

Dans le cadre d'éventuelles publications à caractère scientifique portant sur les résultats des opérations d'inventaire conduites dans le cadre de la présente convention, le service de la connaissance du patrimoine de la Région sera associé au comité éditorial qui sera institué. Informé du rétro planning éditorial, le chef du service de la connaissance du patrimoine devra avoir communication de tout manuscrit pour relecture. Il sera co-signataire du bon-à-tirer.

Il est convenu que tout concours financier de la Région devra être mentionné par son bénéficiaire au moyen de supports appropriés à la nature de l'objet subventionné.

La communauté d'agglomération et le Département des Hautes-Pyrénées s'engagent à développer la communication autour de ce projet en étroite concertation avec la Région, pour tout événement presse et opération ponctuelle. Ils s'engagent également à apposer, sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée, le logo de la Région et le logo de l'Inventaire général. La Région s'engage à associer la communauté d'agglomération et le Département à toute communication éventuelle concernant ce projet.

Article 3 - Propriété de la documentation

La Région, le Département et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées conviennent de qualifier la réalisation de l'inventaire du patrimoine comme une œuvre collective selon la définition donnée par l'article L113-2 alinéa 3 du code de la propriété intellectuelle.

La documentation de l'inventaire produite dans le cadre de la présente convention sera sous la triple propriété patrimoniale de la Région, du Département et de la communauté d'agglomération tant pour la documentation papier que numérique. Elle sera en consultation libre au centre de documentation du Patrimoine de la Région, aux Archives départementales et au service Patrimoine de la communauté d'agglomération. Chacun des partenaires aura la libre utilisation de cette documentation sous la réserve de la mention systématique du copyright joint de la Région, du département et de la communauté d'agglomération. Les clichés photographiques produits par le service de la connaissance du patrimoine porteront obligatoirement la mention suivante : photo : xxxx © Inventaire général Région Occitanie / Département des Hautes-Pyrénées / Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Les noms des auteurs de la documentation (chercheurs, photographes, cartographes) seront également précisés.

Il est convenu que si un prestataire extérieur était amené à produire de la documentation graphique ou photographique, il renoncerait aux droits patrimoniaux au profit du Département des Hautes-Pyrénées, de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et de la Région. A cette fin, un contrat de cession de droits avec le prestataire extérieur considéré sera établi, dont toutes les parties seront signataires.

La Région, le Département des Hautes-Pyrénées et la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées se cèdent mutuellement les droits d'exploitation des données dans le cadre de la constitution de l'inventaire et de sa mise à disposition du public à titre gratuit.

L'exploitation commerciale des données fera l'objet d'une consultation réciproque des deux parties et d'une convention spécifique si besoin.

Les données, synthèses, conclusions de l'inventaire ne pourront subir de modification ou d'adjonction sans accord entre les parties. La Région le Département des Hautes-Pyrénées et la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'engagent à se fournir mutuellement les mises à jour ultérieures de l'inventaire.

Article 4 - Le calendrier prévisionnel

Premier semestre 2020 :

- Etude des œuvres sélectionnées sur le territoire de l'Agglomération
- Réalisation du repérage des établissements de villégiature sur le territoire de Lourdes (Région)
- Finalisation de l'étude sur le sanatorium d'Arrens-Marsous et travaux de repérage et de recherche sur les sanatorium du département

Au second semestre 2020

- Poursuite de l'étude des œuvres et intégration des données dans les bases
- Réalisation des campagnes de prises de vues.

- Préparation d'un catalogue raisonné

Un comité de pilotage sera organisé dans le courant du dernier trimestre 2020 pour faire le point sur l'avancée des enquêtes et pour définir les pistes de recherche des années suivantes.

Article 5 - Les moyens humains et techniques

5.1 : Moyens humains au service de l'inventaire

L'ensemble des actions définies dans le cahier des clauses scientifiques et techniques seront prises en charge par une personne missionnées à temps plein dont le grade ou la qualification devront être agréés par la Région.

Le service de la connaissance du patrimoine de la Région doit être consulté sur les moyens humains mis en œuvre pour la conduite de l'inventaire ainsi que sur les compétences techniques des personnels en charge de cette mission. Il assure la formation scientifique continue de l'équipe chargée de la mission d'inventaire sous forme de journées de formation régulières.

5.2 : Suivi et validation du service de la connaissance du patrimoine

Le service de la connaissance du patrimoine, représenté par le chef de service de la connaissance du patrimoine de la direction de la culture et du patrimoine de la Région, assure le suivi scientifique de l'opération, le contrôle et la validation en continu des données textuelles, graphiques et photographiques, leur mise en ligne sur le portail Internet patrimoine de la Région et assure le versement des données dans les bases nationales du ministère chargé de la culture et de la communication.

Le personnel du service de la connaissance du patrimoine participe aux opérations selon les compétences nécessaires à leur bon déroulement : coordination générale de l'opération, formation du personnel, mise en œuvre d'une méthode de travail, suivi ou contribution directe aux études.

5.3 : Mise à disposition et utilisation de RenablP

La Région met à disposition du Département l'outil de gestion de dossier électronique RenablP. Elle assure directement ou délègue à un prestataire choisi par elle, la mise en place de l'application auprès du département. Elle désigne la direction de son service informatique comme référent technique et le service de la connaissance du patrimoine comme référent fonctionnel.

En contre-partie, le Département s'engage à désigner un référent fonctionnel (utilisateur) au sein de l'équipe d'inventaire, un référent technique au sein de son service informatique ou au sein de l'équipe d'inventaire. Il s'engage également à être disponible et à travailler en collaboration avec les intervenants RenablP et à fournir les informations nécessaires à l'installation, la maintenance ou la sauvegarde des données.

Le Département des Hautes-Pyrénées assure enfin la configuration optimale des postes informatiques client et serveur sur lesquels sera installé RenablP : à savoir au minimum pour les postes clients, un processeur double cœur 2.5Ghz, 2Go de Ram, un disque dur de 160 Go, un graveur DVD et pour la sauvegarde 2 disques durs externes. Un logiciel de traitement des images sera nécessaire. Il est également convenu qu'en cas de panne ou d'incident technique, les référents du Département contacteront les référents de la Région. Il est convenu que la mise à disposition de RenablP est en mode saisie pour la durée de la

convention. Elle reste à disposition en mode consultation de la collectivité sans limite de date.

ARTICLE 6 : Bibliographie de référence

La documentation méthodologique de l'inventaire qui sera utilisée par tous les partenaires est téléchargeable sur le site du ministère chargé de la culture aux adresses suivantes :

http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/extranetIGPC/extranet_insitu.htm

<http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/telechar/introl.pdf>

http://www.culture.gouv.fr/culture/dp/inventaire/extranetIGPC/normes/sysdescARCHI/sysdesc_archi_sept1999.pdf

http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/telechar/sysdesc_archi-ex_sept1999.pdf

http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/telechar/thesau_archi.rtf

http://www.inventaire.culture.gouv.fr/telechar/thesaurus_architecture_2013.pdf

<http://data.culture.fr/thesaurus/page/ark:/67717/T96>

<http://data.culture.fr/thesaurus/page/ark:/67717/T69>

http://www.inventaire.culture.gouv.fr/telechar/thesaurus_objets_mobiliers_2014.pdf

http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/telechar/sysdesc_obj-patind_1998.pdf

http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/extranetIGPC/normes/sysdescILL/pdf/SDILL_2007.pdf

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 20

Convention cadre entre la Région Occitanie, le Département de Hautes-Pyrénées et la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées pour l'inventaire de son patrimoine baroque

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. TREMEGE

Objet : Convention cadre entre la Région Occitanie, le Département de Hautes-Pyrénées et la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées pour l'inventaire de son patrimoine baroque

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget.

EXPOSE DES MOTIFS :

Dans le cadre de la déclinaison des orientations issues des rapports sur la culture validés lors des Assemblées plénières du Conseil départemental du 10 décembre 2010 et du 25 février 2011 dans le domaine du patrimoine, le Département s'est engagé dans une démarche de valorisation du patrimoine à travers, principalement, la conduite et la coordination de l'inventaire général.

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales permet à la Région Occitanie de confier – par le biais d'une convention – au Département, la conduite des opérations d'Inventaire général.

Aussi, en 2012, une première convention a été signée et a inauguré le partenariat triennal entre les deux collectivités.

Ce dispositif, cofinancé par la Région et le Département, a été réitéré en 2015 et 2018, et les opérations de recensement ont été poursuivies.

Dans le cadre de sa compétence de promotion du tourisme, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, souhaite bénéficier en 2020, de l'inventaire du patrimoine Baroque de son territoire, réalisé par le Département.

Il vous est proposé aujourd'hui d'accepter les termes des conventions tripartites cadre et financière pour 2020, afin de prolonger les opérations de recensement selon les modalités définies dans le cahier des clauses scientifiques et techniques (en annexe de la présente convention).

Le Conseil régional Occitanie s'engage à doter le Département des moyens spécifiques (techniques et de formation) et à lui attribuer une subvention de 20 000 € pour mener à bien les opérations d'inventaire.

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'engage à attribuer une subvention de 10 000 € pour la réalisation du projet spécifique au patrimoine Baroque de son territoire.

De son côté le Département s'engage à respecter le Cahier des clauses scientifiques et techniques et à alimenter de ses données patrimoniales le Service Régional de l'Inventaire.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver les termes des différentes conventions jointes en annexes de la présente délibération.

Article 2 : d'attribuer au Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées une subvention de 10 000 € dans le cadre de sa compétence promotion du tourisme.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer les conventions à intervenir et à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Convention pour l'attribution d'une subvention à la Scène Nationale Le Parvis

Entre :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées représentée par Monsieur Gérard TREMEGE, Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 9 janvier 2017.

ET

Le Parvis, Scène Nationale Tarbes-Pyrénées
Association L 1901
Centre Méridien – BP20 – 65421 Ibos cedex
SIRET : 309 022 820 000 18
Représentée par son Président, Marc BELIT d'autre part,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000
Vu le décret n°2001- 495 du 6 juin 2001
Vu la délibération n° 21 du Bureau Communautaire du 23 janvier 2020

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est co-signataire de la convention d'objectifs 2016-2020 de la Scène Nationale, le Parvis.

Celle-ci s'articule autour des cinq axes principaux suivants :

- Les objectifs artistiques de l'établissement sur la période concernée,
- Le développement des publics sur la période concernée,
- L'inscription territoriale du Parvis dans son environnement : insertion et coordination,
- Le développement du secteur jeunesse,
- Les objectifs de gestion.

Cette convention fixe les conditions de réalisation du projet artistique et culturel du Parvis ainsi que l'engagement des partenaires, dont La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées s'engage à verser une subvention d'un montant de cinq cent vingt un mille et cent quarante-deux euros (**521 142 €**) pour le financement du Parvis, Scène Nationale, au titre de l'année 2020.
Cette subvention est votée au titre du budget 2020.

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de cinq cent vingt un mille et cent quarante-deux euros (**521 142 €**) pour le financement du Parvis, Scène Nationale, au titre de l'année 2020.

Article 2 : Dispositions financières :

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature. Si dans un délai d'un an après sa signature, aucune demande de versement n'est effectuée, la subvention sera annulée de plein droit sauf si une dérogation a été accordée.

Le montant de la subvention versée par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, de cinq cent vingt un mille et cent quarante-deux euros (**521 142 €**) est forfaitaire.

Article 3 : Obligations légales :

Le Parvis, Scène Nationale, s'engage à :

- respecter la législation et la réglementation en vigueur relative aux spectacles et les lois et obligations relatives à la protection de la propriété littéraire et artistique
- respecter les législations liées aux règles d'hygiène de sécurité et d'accessibilité
- respecter les lois relatives aux obligations des employeurs en matière de droit du travail et de sécurité sociale
- selon l'Article L1611.4 du CGCT Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

Article 4 : Communication et information :

Sur tous les supports d'information, le Parvis, Scène Nationale, fera mention du concours de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et respectera la charte graphique.

Article 5 : Modalités de paiement :

Le paiement intervient en trois fois sous réserve de la disponibilité des crédits :

- 50% à la signature de la présente convention,
- 30 % au 30 juin et sur demande écrite,
- le solde, soit 20% au 30 novembre 2020 au plus tard et sur demande écrite.

De même que lors de l'instruction du dossier de demande de subvention, le Parvis, Scène Nationale, fournit un compte de résultat et d'exploitation, bilan détaillé du dernier exercice clos dûment validé, il communiquera un compte rendu général de l'activité écoulée. Le Parvis, Scène Nationale, satisfait par ailleurs aux dispositions imposées par l'article 10 de la loi 2000-321 modifiée du 12 avril 2000 relative aux droits des usagers dans les relations avec l'administration.

Article 6 : Reversement, résiliation, dénonciation :

Le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de refus du bénéficiaire de se soumettre aux contrôles ou de non respect des clauses du présent arrêté en particulier :

- de non exécution partielle ou totale de l'opération
- de changement dans l'objet de la subvention ou de l'affectation sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive
- de dépassement du délai d'exécution prévu à l'article 4 de la présente convention

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et le Parvis, Scène Nationale pourront dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve de respecter un préavis d'un mois.

Pour tout litige pouvant survenir dans l'interprétation ou l'application des clauses de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable, avant tout recours à la juridiction compétente.

Fait à Tarbes, le en deux exemplaires.

Le Président du Parvis, Scène Nationale

Le Président de la
Communauté d'Agglomération
Tarbes Lourdes Pyrénées

Marc BELIT

Gérard TREMEGE

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 21

Scène Nationale Le Parvis - Subvention 2020

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. TREMEGE

Objet : Scène Nationale Le Parvis - Subvention 2020

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est co-signataire de la convention d'objectifs 2016-2020 de la Scène nationale, le Parvis.

Celle-ci s'articule autour des cinq axes principaux suivants :

- Les objectifs artistiques de l'établissement sur la période concernée,
- Le développement des publics sur la période concernée,
- L'inscription territoriale du Parvis dans son environnement : insertion et coordination,
- Le développement du secteur jeunesse,
- Les objectifs de gestion.

Cette convention fixe les conditions de réalisation du projet artistique et culturel du Parvis ainsi que l'engagement des partenaires, dont La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées s'engage à verser une subvention d'un montant de cinq cent vingt un mille et cent quarante-deux euros (**521 142 €**) pour le financement du Parvis, Scène Nationale, au titre de l'année 2020.
Cette subvention est votée au titre du budget 2020.

Le paiement intervient en trois fois sous réserve de la disponibilité des crédits :

- 50% à la signature de la présente convention,
- 30 % au 30 juin et sur demande écrite,
- le solde, soit 20% au 30 novembre 2020 au plus tard sur demande écrite.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

Article 1 : verser une subvention d'un montant de cinq cent vingt un mille et cent quarante-deux euros (**521 142 €**) pour le financement du Parvis, Scène Nationale, au titre de l'année 2020.

Cette subvention est votée au titre du budget 2020.

Article 2 : d'autoriser Monsieur Le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer tous documents afférents à cette mise en œuvre.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 22

Approbation d'un bail dérogatoire sis Zone industrielle Pyrène Aéroport au profit de l'entreprise SPI

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. LUQUET

Objet : Approbation d'un bail dérogatoire sis Zone industrielle Pyrène Aéroport au profit de l'entreprise SPI

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour décider de la conclusion et de la révision du louage de biens immeubles appartenant à la Communauté d'Agglomération.
Vu la demande de l'entreprise SPI en date du 8 janvier 2020.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Société SPI (Société de Peinture Industrielle) est locataire d'un bâtiment industriel à l'Hôtel d'Entreprises sis Zone Industrielle Pyrène Aéroport à Lanne (65380).

Leur bail précaire étant arrivé à son terme le 31 décembre 2019, il convient d'établir un bail dérogatoire à compter du 1^{er} janvier 2020, conformément aux précédentes dispositions.

Les locaux loués se composent de 3 modules à usage industriel pour une surface totale de 1 001 m², pour un loyer mensuel définit comme suit :

Partie ateliers, vestiaires et sanitaires (954 m²) au prix de 4 €/HT/m²

Partie bureaux (47 m²) au prix de 6 €/HT/m²

Soit un loyer mensuel de 4 098 €/HT, auquel il convient de rajouter une provision sur charges de 115,80 €/mois.

La perception des loyers se fera par période trimestrielle.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le bail dérogatoire à compter du 1^{er} janvier 2020 au profit de la Société SPI, dans les conditions exposées ci-dessus.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

APPEL A PROJETS 2020 / 2022

I-NUM / TIERS-LIEUX



I. Objectifs de l'appel à projets

L'appel à projets tiers-lieux a pour objectif de permettre le repérage, l'accompagnement et l'attribution d'un soutien communautaire :

- aux projets de création de tiers-lieux pour l'amorçage de projets sur 2 ans,
- aux projets de développement de tiers-lieux déjà ouverts notamment s'ils s'engagent sur une nouvelle organisation et/ou une nouvelle offre de services, dans une perspective réaliste d'équilibre économique.

1.1. Définition : un socle commun de services

Au titre de l'appel à projets, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées soutient les tiers-lieux garantissant au minimum un socle commun de services, pouvant se combiner :

- Un espace de travail partagé ou coworking : lieu de travail où les professionnels louent un bureau (ouvert ou fermé, collectif ou individuel) pour une durée donnée (à l'heure, à la journée, au mois...). L'espace de travail partagé doit être animé par sa communauté et être un réel pôle de vie.
- Un atelier et/ou fablab (laboratoire de fabrication) : espace dédié à la conception et la réalisation d'objets où sont mis à disposition des outils adaptés, notamment numériques : imprimantes 3D, découpe laser, robotique... Le fablab est un espace de construction collaborative qui s'adresse aux entrepreneurs, artisans, designers, artistes, bricoleurs, étudiants qui souhaitent passer de la phase de concept à la phase de prototypage.

Lorsqu'un espace de coworking ou un fablab propose d'autres activités complémentaires, de type offres culturelles, médiation numérique, restauration... on parle de tiers-lieux hybrides.

1.2. Hybridations

Pour participer à la dynamisation de la vie locale, les tiers-lieux tissent des liens avec l'ensemble des acteurs territoriaux : commerces, associations locales, entreprises, services publics, écoles, maisons France services....

Les tiers-lieux proposent des offres additionnelles au socle coworking / atelier / fablab : offres culturelles, accompagnement d'entreprises (ex : conciergerie, domiciliation...), médiation numérique, formation, restauration, boutique, café, ressourcerie, habitat, espace agricole, accueil touristique, espace multimodal...

Plus particulièrement, des tiers-lieux proposent une ou des offres additionnelles de médiation / inclusion numérique visant à une montée en compétences des citoyens pour accéder à des services publics et privés de plus en plus obligatoirement dématérialisés : services publics en ligne, télétravail, e-learning, e-santé, e-commerce....

Ainsi, le rapport national pour une stratégie du numérique inclusif publié en Mai 2018 a souligné 3 chiffres-clé :

- 13 millions de français « sont en difficulté » avec le numérique,
- 40% de la population s'inquiète à l'idée de réaliser leurs démarches administratives en ligne,
- 1/3 des français estime qu'un accompagnement dans un lieu dédié est le plus adapté pour maîtriser les usages numériques.

Dans ce contexte, un certain nombre de tiers-lieux peuvent, sans se départir de leur mission première, trouver un nouveau développement professionnel en offrant des services de qualité en matière d'inclusion numérique : accompagnement des acteurs individuels ou collectifs éloignés ou décrochés du numérique (ex : public jeune, chercheurs d'emploi), indépendants / TPE / PME en souffrance de modernisation numérique...

Les dispositifs d'aide publique (ex : chèque culture numérique, chèque transformation numérique, programmes locaux et nationaux de soutien...) existent d'ores et déjà ou sont en cours d'élaboration, y compris en ce qui concerne la Région Occitanie, pour contribuer à cet enjeu de l'inclusion numérique. Les tiers-lieux peuvent jouer un rôle proactif dans l'accès des personnes et entreprises en besoin, en les aidant à utiliser ces dispositifs, en lien avec les acteurs socioéconomiques locaux.

De manière générale, quels que soient les domaines d'hybridations, les projets de tiers-lieux hybrides sont éligibles à l'appel à projets pour autant qu'ils mettent en valeur une offre d'espace de travail partagé (coworking / atelier / fablab) exprimant une identité visible, une volonté et un processus d'accueil, d'animation et de gestion spécifique associant les coworkers.

II. Maillage territorial

D'ici 2022, l'objectif de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est de mailler le territoire d'environ 15 tiers-lieux, afin de permettre à chaque habitant d'avoir accès à un tiers-lieu à moins de 20 minutes de son domicile afin de favoriser ainsi les nouvelles formes de travail et de collaboration.

Dans un enjeu d'équité territoriale, il convient désormais de compléter l'accessibilité aux tiers-lieux dans les territoires en carence, sachant que l'émergence « naturelle » de tiers-lieux dans ces territoires souvent vulnérables est probablement moins évidente. Ce qui renforce l'intérêt d'une action publique adaptée en fonction de la vulnérabilité socioéconomique de ces territoires.

III. Éligibilité

5 critères-clé pour les projets de création / développement de tiers-lieux doivent être au minimum associés pour être potentiellement soutenu par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées :

- Ouverture à tous types de professionnels : tous statuts et tous secteurs d'activité.

- Mode de gestion collective : implication concrète des coworkers dans le projet et la vie quotidienne du tiers-lieu. Cette mobilisation contribuant à la construction d'un modèle économique et social durable,
- Flexibilité et accessibilité de l'offre (tarifs, abonnements) et des locaux (accès mobilité réduite),
- Accès numérique permettant un débit adapté pour l'ensemble des utilisateurs,
- Accueil humain : processus d'accueil et d'intégration des nouveaux coworkers.

IV. Bénéficiaires

Le soutien communautaire au titre de l'appel à projets Tiers-Lieux 2020-2022 peut être accordé aux structures de droit privé et public implantées sur le territoire communautaire Tarbes-Lourdes-Pyrénées :

- Associations
- Entreprises TPE et PME, et leurs regroupements, structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). NB : Les demandes de soutien financier portées par des entreprises qui ne relèvent pas de l'ESS, du type SAS, sont éligibles quand elles associent concrètement un groupement d'utilisateurs (collectif informel, association autonome...)
- Communes dans le cadre de partenariats opérationnels avec les collectifs d'utilisateurs

V. Analyse d'opportunité

Les projets doivent témoigner de leur faisabilité en démontrant qu'ils répondent aux besoins de professionnels locaux : identification d'un noyau dur de futurs utilisateurs s'impliquant dans le projet.

VI. Modèle économique

Les projets doivent présenter des perspectives de développement permettant d'envisager un équilibre économique crédible à moyen terme (de 2 à 4 ans).

VII. Localisation

Les projets doivent être localisés sur le territoire de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et être implantés en milieu rural, périurbain ou urbain. Les projets doivent être situés à plus de 20 min environ en voiture ou en transport collectif d'un tiers-lieu déjà ouvert, dans le respect du principe de liberté du commerce et de la libre concurrence.

Si le projet est situé à moins de 20 min d'un tiers-lieu ouvert, il pourra être éligible aux conditions suivantes :

1. Démontrer un besoin nouveau (ex : le tiers-lieu préexistant est saturé et ne peut plus accueillir de nouveaux coworkers, nouvelle gamme de services...),
2. Et avoir conclu un accord de coopération avec le tiers-lieu concerné (ex : tarifs communs, moyens mutualisés, accueil partagés,...) De plus, les projets localisés en agglomération doivent s'inscrire explicitement dans un partenariat avec l'agglomération concernée, valorisable dans le plan de financement (ex: mise à disposition de locaux, d'équipements, avance remboursable, subvention, soutien en ingénierie, soutien à la communication...).

VIII. Dépenses éligibles

- Ingénierie préalable : étude de marché, d'un lieu disponible, des offres de services et du modèle économique.

NB : L'ingénierie préalable d'un projet ne peut être financée isolément. Elle doit être associée à sa mise en œuvre pour être prise en compte.

- Travaux de 1er et 2nd œuvre de construction ou de réaménagement de bâtiments : frais d'honoraires et de maîtrise d'œuvre, foncier, fondations, constructions, infrastructures, réseaux, aménagements de base, mises aux normes....
- Exceptionnellement une prise en charge partielle des loyers pendant 1 an maximum.

Le montant du soutien est calculé sur la base de dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de l'aide est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

IX. Durée du projet

La durée maximale de l'aide régionale au projet est de 2 ans entre la 1ère et la dernière dépense éligibles.

Sachant que les dépenses consacrées spécifiquement à l'élaboration du projet pourront être prises en compte de manière rétroactive jusqu'à 1 an avant la date d'attribution de la subvention en Bureau communautaire.

Le porteur de projet devra faire état d'une perspective précise de disponibilité d'un local (provisoire ou définitif) au moment de la finalisation de l'instruction et s'engager sur l'ouverture effective ou la réalisation du projet de développement du tiers-lieu dans un délai de 1 an à compter du vote du bureau communautaire.

X. Montants et taux de l'aide

Dans le cas de la création ou du développement d'un tiers-lieu, la CA TLP interviendra sur les dépenses éligibles pendant 2 ans max, à hauteur de :

- 30% maximum, dans la limite d'un plafond d'aide communautaire de 40 000€ pour les projets situés sur la commune de Tarbes,
- 40% maximum dans la limite d'un plafond d'aide régionale de 50 000€ pour les projets situés sur le territoire de l'agglomération hors Tarbes,
- 50% du montant des loyers maximum, dans la limite d'un plafond d'aide communautaire de 5 000€.

Pour les aides aux structures de droit privé, le soutien communautaire attribué à la création / développement de projets de tiers-lieux est encadré par le Règlement européen de Minimis n°1407/2013 du 18 décembre 2013.

XI. Contenu du dossier de candidature

L'organisme qui souhaite candidater au présent dispositif renseignera un dossier de candidature téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://invest-in-tlp.fr>

XII. Processus d'accompagnement et d'instruction

Une même personne morale ne peut être porteuse de plus d'un projet candidat à l'appel à projets. Le maître d'ouvrage devra être à jour des obligations fiscales et sociales et dans une situation financière saine.

La sélection des dossiers se fera en plusieurs étapes :

1ère étape : Echanges, conseils et instruction du dossier

Le porteur de projet échangera avec le service Développement économique, enseignement supérieur et innovation afin de faire connaître son projet, d'identifier les axes d'amélioration potentielle pour finaliser son dossier de candidature. Les projets seront instruits en toute confidentialité.

2ème étape : Vote des élus communautaires en Bureau communautaire

Les dossiers instruits seront soumis au vote en bureau communautaire, seule instance habilitée à décider du soutien de l'agglomération.

3ème étape : Notification et signature des conventions

Une convention sera signée liant la Communauté d'agglomération avec le porteur de projet.

D'une durée de 3 ans, ces conventions fixent notamment les obligations des parties tant en terme de suivi de projet que de réalisation, les délais et les modalités de versement de la subvention.

4ème étape : Suivi

Les tiers-lieux soutenus rendront compte périodiquement de l'avancée du projet en faisant parvenir un rapport de suivi au milieu et à la fin de sa période de réalisation.

XIII. Modalités de versement de la subvention régionale

Le soutien communautaire ne correspond pas à un montant forfaitaire mais à un taux d'intervention calculé sur la base du budget global prévisionnel éligible du projet, assorti d'un montant de soutien maximal.

Si le budget réalisé se trouve être inférieur au budget prévisionnel, le montant du soutien sera défini par application de ce taux sur l'ensemble des dépenses éligibles effectivement engagées et justifiées par le bénéficiaire.

Le versement de la subvention régionale se fait sur appels de fonds, en 2 temps :

Le 1er versement étant conditionné, le cas échéant, à la transmission de l'accord de partenariat signé entre le maître d'ouvrage et son ou ses partenaires-clé (ex : agglomération, bailleur...)

Le solde de la subvention est versé à l'issue de la réalisation complète du projet, sur présentation du rapport final d'exécution du projet, répondant aux indicateurs d'évaluation ci-dessous.

XIV. Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Date d'ouverture
- Typologie de l'espace : coworking et/ou fablab et/ou atelier partagé
- Activités et services associés, ex : médiation numérique, activités culturelles ou artistiques, boutique, pépinière, restaurant, conciergerie...
- Nombre de places de travail (disponibles en simultané) et taux d'utilisation
- Tarifs ½ journée, journée, mensuel et autres abonnements, offres découverte (nombre de jours d'essai gratuits...)
- Chiffres d'affaires annuels générés depuis la création
- Sources de revenus : subventions, adhésions, abonnements, événements, services,

ventes...

- Centres de coûts fixes (loyer, salaires, entretien des locaux, internet, investissement mobiliers, informatiques...) et variables (fournitures, communication, eau, énergie, maintenance...)
- Situation économique : déficit, équilibre atteint, équilibre prévu en année N

Indicateurs qualitatifs :

- Profils des utilisateurs
- Organisation de la communauté et mode de fonctionnement (charte, engagement demandé aux utilisateurs dans l'accueil / gestion / animation ...). Joindre les documents.
- Garantie d'accueil humain
- Modalités d'accès (autonomie, flexibilité...)
- Relations avec les communautés locales (services de proximité, partenariat collectivités locales...)
- Exemples de collaborations / coopérations entre les utilisateurs
- Difficultés et risques
- Progression, perspectives et opportunités

XV. Calendrier

Ouverture de l'appel à projets: 01/01/2020

Date limite de dépôt de dossiers : 01/09/2022

Les projets seront accompagnés et instruits au fil de l'eau, et, une fois validés, présentés en Bureau communautaire de la CATLP, qui délibèrera pour l'attribution de l'aide communautaire.

Nombre de bureaux communautaires: 6 à 8 par an

XVI. Dossier de candidature

Pour être complet, le dossier de candidature doit comporter 8 documents :

1. Le formulaire de candidature, qui comprend notamment une présentation de la méthode d'évaluation du projet
2. Le budget prévisionnel du projet
3. Une lettre d'intention du porteur de projet
4. Une lettre d'intention de chaque partenaire du projet
5. Les coordonnées bancaires du porteur de projet
6. Les documents prouvant l'existence de la structure (KBis pour une entreprise, statuts déposés à la Préfecture pour une association)
7. Le bilan du dernier exercice, si la structure a plus d'un an d'activités
8. Le budget prévisionnel du projet sur 3 ans.

XVII. Contact

Par voie postale : Service Développement Economique, enseignement supérieur et innovation
- Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées - Zone Tertiaire Pyrène Aéro - Pôle
Téléport 1 - CS 51331 TARBES CEDEX 9

Ou par courrier électronique :

Envoi à l'adresse suivante : developpement.economique@agglo-tlp.fr



Appel à projets I-NUM - Tiers-lieux 2020-2022

**Dossier de candidature
pour les projets de création de tiers-lieu
ou de développement de tiers-lieu existant**

L'AAP est ouvert en continu du 1er janvier 2020 au 1^{er} septembre 2022

Les candidatures doivent être transmises par mail

A l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-
Pyrénées
à l'adresse suivante
developpement.economique@agglo-tlp.fr

Renseignement et conseil pour les candidatures

Audrey LE-BARS
audrey.lebars@agglo-tlp.fr
05 62 53 34 58

I. Synthèse

1.1 Nom du projet

Indispensable

1.2 Résumé

Une dizaine de lignes au maximum

1.3 Identification de la structure porteuse de projet

Nom	
Date de création	
Objet social	
Statut (ex : association, SCIC, ...)	
Numéro SIRET	
Adresse	
Représentant-e légal-e : prénom, nom, fonction, mail, tel	
Chef-fe de projet : prénom, nom, fonction, mail, tel	

II. Présentation détaillée du projet

2.1 Contexte

Origines et motivations

2.2 Territoire d'implantation du tiers-lieu

Caractéristiques socio-économiques du territoire, services de proximité

2.3 Objectifs

2.4 Tiers-lieux en activité à moins de 20mn

Démontrer le potentiel besoin local auquel répond votre projet par rapport aux tiers-lieux déjà existants.

2.5 Publics cibles

Utilisateurs et bénéficiaires potentiels : indépendants, TPE, entrepreneurs, designers, bricoleurs, télétravailleurs, associations, artistes, collectifs, etc. Lister et décrire les premiers utilisateurs mobilisés

2.6 Mode de gouvernance du tiers-lieu

Processus de prise de décisions stratégiques et opérationnelles, niveau d'implication des utilisateurs dans la gouvernance

2.7 Présentation de l'équipe projet

Rôles et expériences des membres de l'équipe projet

2.8 Description de l'offre de travail partagé : coworking et/ou atelier et/ou fablab

Nombre de places disponibles (en bureaux ouverts et/ou fermés, établis, ateliers...), salles de réunion, matériels et ressources techniques disponibles, espace détente, espace de stockage, horaires d'ouverture et modalités d'accès, qualité de la connexion internet, flexibilité des tarifs (heure/jour/mois...), autres services envisagés type conciergerie.

2.9 Description des offres associées

En cas de tiers-lieu hybride : autres activités proposées (ex : inclusion numérique, offres culturelles, café, restauration, boutique, habitat...)

2.10 Programme d'animation du tiers-lieu

Evénements qui rassemblent des coworkers, des projets collaboratifs et locaux...

2.11 Coopérations locales inter-tiers-lieux

Si le projet est situé à moins de 20mn d'un ou de tiers-lieu-x ouvert-s, décrire le projet d'accord de coopération avec le ou les tiers-lieu-x concerné-s (ex : tarifs communs, moyens humains et/ou matériels mutualisés, programme d'animation partagé, communication...). Un accord de coopération validé devra être fourni au terme de l'instruction du projet.

2.12 Modèle économique

Perspectives financières pour atteindre l'équilibre économique, au-delà de l'aide au démarrage de la Région. Un plan d'affaires prévisionnel à ¾ ans pourra être fourni lors de l'instruction.

2.13 Facteurs clés du succès

Caractéristiques qui paraissent essentielles pour assurer la vitalité et la pérennité du projet

2.14 Risques et freins

Difficultés possibles et pistes d'ajustement

2.15 Critères de suivi et d'évaluation du tiers-lieu

2.16 Planning prévisionnel sur 2 ans

Phasage : conception, mobilisation, définition, aménagement, lancement, mise en œuvre, évaluation, ajustements

III. Plan de financement prévisionnel

Plan de financement prévisionnel sur 2 ans à remplir ci-après, précisant la part des investissements (hors 1^{er} et 2nd œuvre), leur nature, les frais de personnel et de fonctionnement ; les recettes éventuellement générées par le service jusqu'au terme de l'année 2 ; les contributions des partenaires (en numéraire ou en valorisation), le financement attendu de la Région et des autres acteurs publics ou privés.

Volet Dépenses

Les dépenses de personnel, salarié ou bénévole, peuvent être valorisées comme apport en autofinancement du porteur de projet, uniquement au prorata du temps passé sur le projet. Elles seront intégrées dans le budget du projet en faisant apparaître le nombre de jours affectés et leur coût horaire ou journalier.

Volet Recettes

- Autofinancement : indiquer le montant de la participation financière du porteur de projet, y compris valorisation du temps bénévole
- Subventions : indiquer le montant de la participation des acteurs publics, en subvention ou en apport (ex : mise à disposition de local, loyer modéré, d'aménagement, de matériel...), et préciser si elle est sollicitée ou acquise.
- Subvention CA TLP: indiquer le montant de la participation demandée à la CA TLP dans le cadre du présent AAP
- Autres recettes : sponsors, mécénats, premières recettes d'exploitation pendant les 2 ans du projet

Subvention CA TLP sollicitée :

Si le maître d'ouvrage n'est pas assujéti à la TVA pour l'activité tiers-lieu, il doit fournir une attestation de non-assujettissement. Dans ce cas, il présente un plan de financement TTC. Dans le cas contraire, il présente un plan de financement HT.

Montant sollicité - préciser HT ou TTC :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

BESOINS	Année 1	Année 2	TOTAL	RESSOURCES	Année 1	Année 2	TOTAL
Ingénierie Amont				Autofinancement			
Prestations externes				Apport financier en numéraire			
Etude de marché				Contribution en temps bénévole			
SOUS TOTAL				Apports en nature (dons, matériels...)			
Travaux et honoraire				Adhésions			
Travaux éligibles 1er et 2nd œuvre				Recettes de prestations / locations			
Honoraires				Mécénat, sponsors			
				Autres apports (privés...)			
SOUS TOTAL				SOUS TOTAL			
Dépenses de fonctionnement				Soutiens publics - préciser si acquis ou sollicité			
Loyer				Fonds européens			
Fluides (eau, électricité, gaz...)				Etat			
				Région Occitanie			
				PETR			
				Intercommunalité(s), Agglomération			
				Commune(s)			
				Fondation			
				Mécène			
SOUS TOTAL				SOUS TOTAL			
TOTAL				TOTAL			

V. Attestation

Je soussigné-e, (*nom, prénom*).....représentant-e légal-e de
la structure maitresse d'ouvrage (*nom, adresse, activité*)

.....
.....
.....

- certifie que la structure maitresse d'ouvrage est régulièrement déclarée
- certifie qu'elle est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants
- certifie exactes et sincères les informations du présent dossier
- sollicite une subvention de€ (*préciser HT ou TTC*) auprès de la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Fait, le..... à.....

(Signature et cachet obligatoire)

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 23

Approbation du cahier des charges et du dossier de candidature pour l'appel à projets I-NUM Tiers Lieux 2020/2022

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. SAYOUS

Objet : Approbation du cahier des charges et du dossier de candidature pour l'appel à projets I-NUM Tiers Lieux 2020/2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu la délibération instaurant la prise de la compétence ESS sur le périmètre du Grand Tarbes,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du

Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour solliciter les subventions auprès des partenaires financiers pour les dossiers dont la compétence relève de la Communauté,

Vu les projets de cahier des charges et le dossier de candidature de l'Appel à projet Tiers-lieux 2020 / 2022 annexés.

EXPOSE DES MOTIFS :

Les tiers-lieux, appelés aussi espaces de travail partagés et collaboratifs désignent des lieux de travail où la créativité peut naître entre différents acteurs, où la flexibilité répond aux difficultés économiques du champ entrepreneurial. Ils permettent aux actifs de travailler à distance, à proximité de leur domicile et dans le même confort, dans des lieux aussi bien équipés et aménagés que l'entreprise.

Ils permettent aussi aux personnes de trouver une solution alternative au fonctionnement traditionnel, de croiser des mondes qui ne se seraient pas rencontrés par ailleurs, de favoriser des échanges grâce aux animations et événements mis en place.

Compte tenu de tous ces éléments, le tiers-lieu ne se décrète pas mais il est possible de favoriser son essor. Ils peuvent prendre la forme d'espace de travail partagés (appelés aussi « coworking »), d'ateliers partagés, de fablab (laboratoire de fabrication) et accueillir des services hybrides tels que des salles de réunions, des jardins partagés, des boutiques partagées, des cafés, des épiceries, des ressourceries, des espaces de médiation culturelle et bien d'autres.

En 2018, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a mené une étude sur les tiers-lieux. L'objectif était de bâtir un programme d'actions permettant :

- de répondre aux enjeux de fracture numérique,
- de rendre les projets de tiers-lieux soutenables sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération,
- de valoriser l'entrepreneuriat en favorisant la coopération,
- de mettre en réseau et outiller ces communautés professionnelles.

C'est dans ce cadre que la Communauté d'agglomération a décidé de lancer une politique d'accompagnement, de soutien et d'animation aux tiers-lieux dénommée : I-NUM, dont la première brique opérationnelle est le lancement de l'appel à projets I-NUM Tiers lieux 2020 / 2022.

Aujourd'hui, il est proposé de soumettre au vote du bureau communautaire le cahier des charges et le dossier de candidature de l'appel à projet 2020 / 2022.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,


DECIDE

Article 1 : d'approuver le cahier des charges et le dossier de candidature de l'appel à projet I-NUM Tiers-Lieux, annexés à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 24

Approbation et renouvellement de baux précaires à l'Espace Pyrénées Occitanie de Tarbes

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. BEAUQUESTE

Objet : Approbation et renouvellement de baux précaires à l'Espace Pyrénées Occitanie de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour la conclusion et la révision du louage de biens immeubles appartenant à la CATLP.

Vu la demande de l'association WIMOOV en date du 20 décembre 2019.

Vu la demande de l'organisme ADRAR Formation en date du 9 janvier 2020.

EXPOSE DES MOTIFS :

Dans le cadre de sa prestation avec Pôle Emploi, l'association WIMOOV locataire au sein de l'Espace Pyrénées Occitanie (EPO) sis Avenue des Tilleuls à Tarbes (65000), intervient sur la réinsertion sociale et professionnelle en accompagnant les publics en difficulté sur la question de la mobilité.

Leur convention d'occupation temporaire de locaux, étant arrivée à son terme définitif le 31 décembre 2019, l'association WIMOOV souhaite prolonger la location des 4 bureaux n°101-106-113-127 d'une superficie totale de 37 m².

Il est proposé d'établir un bail dérogatoire à compter du 1^{er} janvier 2020, au prix mensuel de 8,13 €/m², auquel il convient d'ajouter une provision sur charges de 2,50 €/m². La perception des loyers se faisant par période trimestrielle.

L'organisme ADRAR Formation, spécialisé dans la formation professionnelle, a sollicité la CATLP, afin de prolonger le bail précaire pour le bureau n° 15 au sein de l'EPO, arrivé à échéance le 31 décembre 2019.

Il est proposé d'établir l'avenant n°1, pour la prolongation du bail précaire, à compter du 1^{er} janvier 2020 et ce pour une durée de 6 mois, dans les mêmes conditions de location.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le bail précaire à compter du 1^{er} janvier 2020 au profit de l'association WIMOOV.

Article 2 : d'approuver l'avenant n°1 à compter du 1^{er} janvier 2020 au profit de l'organisme ADRAR Formation.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 25

Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux au Télésite à Tarbes au profit de l'EURL NAT & CO

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. BEAUQUESTE

Objet : Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux au Télésite à Tarbes au profit de l'EURL NAT & CO

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.**

Vu la délibération n°2 du Bureau Communautaire du 20 septembre 2019 approuvant la mise à disposition de locaux à Madame LECQUE.

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour décider de la conclusion et de la révision du louage de biens immeubles appartenant à la Communauté d'Agglomération.

Vu la demande de l'EURL NAT & CO en date du 10 décembre 2019.

EXPOSE DES MOTIFS :

L'EURL NAT & CO, spécialisée dans la fabrication de produits azotés et d'engrais, a sollicité la CATLP pour la location d'un bureau au Télésite à Tarbes (65000).

Le local au 1^{er} étage côté Nord du Télésite d'une superficie de 13 m² proposé à Madame LECQUE par délibération du bureau communautaire en date du 20 septembre 2019, n'a finalement pas été pris.

Il est donc proposé de le louer à l'EURL NAT & CO à compter du 1^{er} février 2020, et d'établir une convention de mise à disposition, pour une durée de 35 mois, au prix mensuel de 8 € HT/m², auquel il convient de rajouter 3,80 €/HT/m² de provision sur charges, soit un loyer mensuel de 153,40 € HT.

La perception des loyers se fera par période trimestrielle.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE


Article 1 : de rapporter la délibération n°2 du 20 septembre 2019.

Article 2 : d'approuver la convention de mise à disposition au profit de l'EURL NAT & CO, dans les conditions détaillées ci-dessus.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 103480

Entre

PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE - n° 000208730

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE, SIREN n°: 690802053, sis(e) IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX 2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES BP 90718 31007 TOULOUSE CEDEX 6,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.16
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.22
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.26
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.27
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.27
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.28
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AUREILHAN/MOISSON, Parc social public, Construction de 19 logements situés 12 RUE DE LA MOISSON 65800 AUREILHAN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions deux-cent-quarante-neuf mille quatre-cent-onze euros (2 249 411,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de neuf-cent-treize mille cinq-cent-vingt-sept euros (913 527,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de trois-cent-seize mille vingt-deux euros (316 022,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quatre-vingt-huit mille huit-cent-soixante-seize euros (188 876,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-quarante-cinq mille neuf-cent-quatre-vingt-six euros (545 986,00 euros) ;
- Prêt Booster Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-cinq mille euros (285 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux OAT** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux OAT publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014> (taux « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »). En cas d'absence de publication pour une maturité donnée, les taux seront déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du Taux OAT publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Inflation** » désigne le taux, exprimé sous forme de taux annuel, correspondant à l'inflation en France mesurée par la variation sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble des ménages hors tabac calculé par l'INSEE (Institut national des statistiques et des études économiques) et publié au Journal Officiel.

L'Index Inflation est actualisé aux mêmes dates que celles prévues pour la révision du taux du Livret A, en fonction du taux d'inflation en glissement annuel publié au Journal Officiel pris en compte par la Banque de France pour calculer la variation du taux du Livret A.

A chaque Révision de l'Index Inflation, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

En cas substitution de l'Index Inflation par un taux de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, le taux issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Booster** » est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « **Simple Révisabilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux OAT** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT** » désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/11/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5325292			
Montant de la Ligne du Prêt	913 527 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,66 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,66 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index ¹	Inflation			
Marge fixe sur index	0,66 %			
Taux d'intérêt ²	1,66 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance et intérêts prioritaires			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Inflation).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS foncier	Prêt Booster
Enveloppe	-	-	-	Taux fixe - Soutien à la production
Identifiant de la Ligne du Prêt	5324983	5324984	5324982	5324985
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans	50 ans	50 ans	50 ans
Montant de la Ligne du Prêt	316 022 €	188 876 €	545 986 €	285 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Pénalité de dédit	-	-	-	Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,54 %	0,54 %	1,35 %	1,14 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,54 %	0,54 %	1,35 %	1,14 %
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	-	-	-	240 mois
Durée	5 ans	5 ans	5 ans	20 ans
Index	Taux fixe	Taux fixe	Taux fixe	Taux fixe
Marge fixe sur index	-	-	-	-
Taux d'intérêt	0,5 %	0,5 %	1,33 %	1,01 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Amortissement prioritaire
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Modalité de révision	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	-
Taux de progressivité de l'amortissement	-	-	-	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS foncier	Prêt Booster
Enveloppe	-	-	-	Taux fixe - Soutien à la production
Identifiant de la Ligne du Prêt	5324983	5324984	5324982	5324985
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans	50 ans	50 ans	50 ans
Montant de la Ligne du Prêt	316 022 €	188 876 €	545 986 €	285 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Pénalité de dédit	-	-	-	Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,54 %	0,54 %	1,35 %	1,14 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,54 %	0,54 %	1,35 %	1,14 %
Phase d'amortissement 2				
Durée	35 ans	45 ans	45 ans	30 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ²	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance et intérêts prioritaires	Échéance et intérêts prioritaires	Échéance et intérêts prioritaires	Amortissement prioritaire
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Modalité de révision	DR	DR	DR	SR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	-
Taux de progressivité de l'amortissement	-	-	-	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur a la possibilité, au cours de la Phase d'Amortissement de chaque Ligne du Prêt, de demander à substituer à l'Index Inflation majoré de la marge fixe sur Index, et tel que prévu au présent article, un taux d'intérêt calculé sur la base du taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base).

Cette faculté sera exercée, sous réserve que l'Emprunteur soit à jour du paiement de ses échéances et que la déchéance du terme ne soit pas prononcée.

Les modalités de révision de ce nouvel Index seront identiques à celles prévues à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** ».

Ce changement d'Index ne pourra s'effectuer qu'une seule fois, à Date d'Echéance et avant la dernière Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt, et revêtira un caractère définitif.

S'il souhaite exercer cette faculté, l'Emprunteur devra notifier sa demande de changement d'Index au Prêteur par courrier parvenu au plus tard deux mois avant la Date d'Echéance afin d'être prise en compte à ladite date. A défaut, la demande sera retenue pour l'échéance suivante.

En l'absence d'exercice de la faculté de substitution d'Index, le Contrat continuera de s'exécuter de plein droit dans les conditions initiales.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :
$$P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance et intérêts prioritaires », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, le montant de l'échéance est alors égal au montant des intérêts. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance et intérêts prioritaires », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, le montant de l'échéance est alors égal au montant des intérêts. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas d'exercice de la faculté de changement d'Index définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », d'une commission de changement d'Index de 0.03% (3 points de base) calculée sur le capital restant dû de la Ligne du Prêt concernée et après le recouvrement de la dernière échéance indexée sur l'inflation.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** » d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT** » et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES	40,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article « **Conditions financières des remboursements anticipés volontaires** » sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur l'Inflation non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de l'Inflation majoré de 6 % (600 points de base).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083277, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 103480, Ligne du Prêt n° 5324983

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083277, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 103480, Ligne du Prêt n° 5324984

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083277, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 103480, Ligne du Prêt n° 5324982

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083277, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 103480, Ligne du Prêt n° 5324985

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083277, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 103480, Ligne du Prêt n° 5325292

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 26

Garantie d'emprunt PROMOLOGIS : Construction de 19 logements (14 PLUS et 5 PLAI) situés 12 rue de la Moisson, à Aureilhan

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. SUBERCAZES

Objet : Garantie d'emprunt PROMOLOGIS : Construction de 19 logements (14 PLUS et 5 PLAI) situés 12 rue de la Moisson, à Aureilhan

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5211-41-3,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°11 du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2017 définissant l'intérêt communautaire de l'équilibre social de l'habitat,
Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour approuver les garanties d'emprunts sollicitées,
Vu la demande formulée par PROMOLOGIS le 6 décembre 2019 tendant à obtenir la garantie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

EXPOSE DES MOTIFS :

Vu le contrat de prêt n°103480 finançant la construction de 19 logements, situés 12 rue de la Moisson, à Aureilhan entre PROMOLOGIS et la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

Article 1 : La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées accorde sa garantie à hauteur de 40 % du montant du prêt de 2 249 411,00 euros représentant un montant de 899 764,40 euros, pour le remboursement du prêt n°103480 dont le contrat fait partie intégrante de la présente délibération, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3: La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Bureau Communautaire autorise le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-Président, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur, et à signer tout document afférent à cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 104730

Entre

PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE - n° 000208730

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE, SIREN n°: 690802053, sis(e) IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX 2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES BP 90718 31007 TOULOUSE CEDEX 6,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.18
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.19
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.20
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.21
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.21
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.22
ARTICLE 16	GARANTIES	P.25
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.25
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.29
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.30
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.30
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.30
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.31
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération SOUES / Henri Guillaumet, Parc social public, Construction de 24 logements situés rue Henri Guillaumet 65430 SOUES.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions sept-cent-quatre-vingt-dix-sept mille cinq-cent-cinquante-cinq euros (2 797 555,00 euros) constitué de 6 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant d'un million quatre-vingt-trois mille huit-cent-soixante-dix-sept euros (1 083 877,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2018, d'un montant de cent-vingt mille euros (120 000,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de cinq-cent-quarante-neuf mille neuf-cent-soixante-seize euros (549 976,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-trente mille cent-quarante-trois euros (230 143,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-cinquante-trois mille cinq-cent-cinquante-neuf euros (453 559,00 euros) ;
- Prêt Booster Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de trois-cent-soixante mille euros (360 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux OAT** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux OAT publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014> (taux « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »). En cas d'absence de publication pour une maturité donnée, les taux seront déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du Taux OAT publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Inflation** » désigne le taux, exprimé sous forme de taux annuel, correspondant à l'inflation en France mesurée par la variation sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble des ménages hors tabac calculé par l'INSEE (Institut national des statistiques et des études économiques) et publié au Journal Officiel.

L'Index Inflation est actualisé aux mêmes dates que celles prévues pour la révision du taux du Livret A, en fonction du taux d'inflation en glissement annuel publié au Journal Officiel pris en compte par la Banque de France pour calculer la variation du taux du Livret A.

A chaque Révision de l'Index Inflation, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

En cas substitution de l'Index Inflation par un taux de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, le taux issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt Booster** » est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération** » (PHB2.0) est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. La première tranche de ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « **Simple Révisibilité** » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux OAT** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

La « Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT » désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 31/12/2019 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5339795			
Montant de la Ligne du Prêt	1 083 877 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,61 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,61 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index ¹	Inflation			
Marge fixe sur index	0,61 %			
Taux d'intérêt ²	1,61 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance et intérêts prioritaires			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Inflation).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB	PLAI	PLAI foncier	PLUS foncier
Enveloppe	2.0 tranche 2018	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5339792	5339790	5339791	5339794
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans	40 ans	50 ans	50 ans
Montant de la Ligne du Prêt	120 000 €	549 976 €	230 143 €	453 559 €
Commission d'instruction	70 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,44 %	0,54 %	0,54 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %	0,54 %	0,54 %	1,35 %
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois	-	-	-
Durée	20 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Index	Taux fixe	Taux fixe	Taux fixe	Taux fixe
Marge fixe sur index	-	-	-	-
Taux d'intérêt	0 %	0,5 %	0,5 %	1,34 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Taux de progressivité des échéances	-	0 %	0 %	0 %
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %	-	-	-
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB	PLAI	PLAI foncier	PLUS foncier
Enveloppe	2.0 tranche 2018	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5339792	5339790	5339791	5339794
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans	40 ans	50 ans	50 ans
Montant de la Ligne du Prêt	120 000 €	549 976 €	230 143 €	453 559 €
Commission d'instruction	70 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,44 %	0,54 %	0,54 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %	0,54 %	0,54 %	1,35 %
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans	35 ans	45 ans	45 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %
Taux d'intérêt ²	1,35 %	0,55 %	0,55 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire	Échéance et intérêts prioritaires	Échéance et intérêts prioritaires	Échéance et intérêts prioritaires
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	SR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	-	0 %	0 %	0 %
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %	-	-	-
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5339793			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	50 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	360 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,12 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,12 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0,98 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5339793			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	50 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	360 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,12 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,12 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	30 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt ²	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur a la possibilité, au cours de la Phase d'Amortissement de chaque Ligne du Prêt, de demander à substituer à l'Index Inflation majoré de la marge fixe sur Index, et tel que prévu au présent article, un taux d'intérêt calculé sur la base du taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base).

Cette faculté sera exercée, sous réserve que l'Emprunteur soit à jour du paiement de ses échéances et que la échéance du terme ne soit pas prononcée.

Les modalités de révision de ce nouvel Index seront identiques à celles prévues à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt ».

Ce changement d'Index ne pourra s'effectuer qu'une seule fois, à Date d'Echéance et avant la dernière Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt, et revêtira un caractère définitif.

S'il souhaite exercer cette faculté, l'Emprunteur devra notifier sa demande de changement d'Index au Prêteur par courrier parvenu au plus tard deux mois avant la Date d'Echéance afin d'être prise en compte à ladite date. A défaut, la demande sera retenue pour l'échéance suivante.

En l'absence d'exercice de la faculté de substitution d'Index, le Contrat continuera de s'exécuter de plein droit dans les conditions initiales.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :
$$P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance et intérêts prioritaires », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, le montant de l'échéance est alors égal au montant des intérêts. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance et intérêts prioritaires », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, le montant de l'échéance est alors égal au montant des intérêts. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas d'exercice de la faculté de changement d'Index définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », d'une commission de changement d'Index de 0.03% (3 points de base) calculée sur le capital restant dû de la Ligne du Prêt concernée et après le recouvrement de la dernière échéance indexée sur l'inflation.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt » d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT » et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	CA TARBES-LOURDES-PYRENEES	40,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article « Conditions financières des remboursements anticipés volontaires » sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur l'Inflation non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de l'Inflation majoré de 6 % (600 points de base).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U085662, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 104730, Ligne du Prêt n° 5339792

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U085662, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 104730, Ligne du Prêt n° 5339790

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U085662, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 104730, Ligne du Prêt n° 5339791

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U085662, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 104730, Ligne du Prêt n° 5339794

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U085662, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 104730, Ligne du Prêt n° 5339793

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE



PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER
MODERE
IMMEUBLE LES PONTS JUMEAUX
2 RUE DU DOCTEUR LOUIS SANIERES
BP 90718
31007 TOULOUSE CEDEX 6

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U085662, PROMOLOGIS S.A. D' HABITATION LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 104730, Ligne du Prêt n° 5339795

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800810032065873 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002224 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 27

Garantie d'emprunt PROMOLOGIS : Construction de 24 logements (16 PLUS et 8 PLAI) situés Rue Henri Guillaumet, à Soues

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. SUBERCAZES

Objet : Garantie d'emprunt PROMOLOGIS : Construction de 24 logements (16 PLUS et 8 PLAI) situés Rue Henri Guillaumet, à Soues

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5211-41-3,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°11 du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2017 définissant l'intérêt communautaire de l'équilibre social de l'habitat,
Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour approuver les garanties d'emprunts sollicitées,
Vu la demande formulée par PROMOLOGIS le 2 janvier 2020 tendant à obtenir la garantie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

EXPOSE DES MOTIFS :

Vu le contrat de prêt n°104730 finançant la construction de 24 logements, situés rue Guillaumet, à Soues entre PROMOLOGIS et la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

Article 1 : La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées accorde sa garantie à hauteur de 40 % du montant du prêt de 2 797 555,00 euros représentant un montant de 1 119 022,00 euros, pour le remboursement du prêt n°104730 dont le contrat fait partie intégrante de la présente délibération, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3: La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Bureau Communautaire autorise le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-Président, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur, et à signer tout document afférent à cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

COMMERCE	PROJET	MONTANT HT	ASSIETTE ELIGIBLE RETENUE	Taux d'intervention et montant de la subvention retenus	Subvention FISAC	Subvention Région	Subvention CA TLP
MARY ELLE (concept store)	création d'un concept store : 3 boutiques complémentaires sur un même espace. Prêt-à-porter, objet cadeau, sacs et bijoux. Travaux sol+ agencement boutique + tapisserie + peinture façade + enseign	5 042,64 €	5 042,64 €	30% =1 512,78€	504,26 €	504,26 €	504,26 €
AFTER WORK (bar à ambiance)	création d'un bar à ambiance, tapas. Travaux d'aménagement bar + pose de 2 enseignes	19 575,99 €	30% sous réserve de pièces administratives + autorisation de pose d'enseigne				
TANTE LEONE (concept store)	Création d'un concept store, prêt à porter féminin. Travaux de peinture , électricité et signalétique	7 401,70 €	7 401,70 €	30% =2 220,51€	740,17 €	740,17 €	740,17 €
TUTTI PIZZA (restaurant)	création d'un point de vente de pizza, restauration rapide	53 125,08 €	53 125,08 €	30% =15 937,5€	5 312,50 €	5 312,50 €	5 312,50 €
WAPHONE magasin de téléphonie	création d'un magasin de réparation téléphonie mobile et appareils connectés	4 576,87 €	30% Avis favorable sous condition d'atteindre 5000€ HT				
BAR TOUTATIS	reprise d'activité de caviste et création d'un bar à vin+tapas	30 010,25 €	30 010,25 €	40% =12 004,08€	4 001,36 €	4 001,36 €	4 001,36 €
				TOTAL	10 558,29 €	10 558,29 €	10 558,29 €

Synthèse comité de pilotage OCMU Lourdes - 5 décembre 2019

Etaient présents : Marie-José Moulet adjointe au Maire en charge du commerce, Arnaud Vidal DIRECCTE, André Binh CCI, Laurent Jubier manager de centre-ville, Stéphanie Redelberger Pôle dynamisation centre-ville

COMMERCE	SITUATION	PROJET	MONTANT HT	ASSIETTE ELIGIBLE RETENUE	Avis de la Commission	Taux d'intervention et montant de la subvention retenus
MARY ELLE (concept store)	22 avenue Marasin	création d'un concept store : 3 boutiques complémentaires sur un même espace. Prêt-à-porter, objet cadeau, sacs et bijoux. Travaux sol+ agencement boutique + tapisserie + peinture façade + enseign	5 042,64 €	5 042,64 €	avis favorable	30% =1 512,79€
AFTER WORK (bar à ambiance)	56 rue de la Grotte	création d'un bar à ambiance, tapas. Travaux d'aménagement bar + pose de 2 enseignes	19 575,99 €		30% sous réserve de pièces administratives + autorisation de pose d'enseigne	
TANTE LEONE (concept store)	22 place Marcadal	Création d'un concept store, prêt à porter féminin. Travaux de peinture , électricité et signalétique	7 401,70 €	7 401,70 €	avis favorable	30% =2 220,51€
TUTTI PIZZA (restaurant)	20 avenue Maréchal Foch	création d'un point de vente de pizza, restauration rapide	53 125,08 €	53 125,08 €	avis favorable	30% =15 937,52€
WAPHONE magasin de téléphonie	19 rue de la Grotte	création d'un magasin de réparation téléphonie mobile et appareils connectés	4 576,87 €		30% Avis favorable sous condition d'atteindre 5000€ HT	
BAR TOUTATIS	la Halle	reprise d'activité de caviste et crétaion d'un bar à vin+tapas	30 010,25 €	30 010,25 €	avis favorable	40% =12 004,10€

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 28

Attribution de subventions au titre d'aides individuelles aux commerçants dans le cadre de l'opération collective en milieu urbain FISAC par la ville de Lourdes

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Josette BOURDEU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. TREMEGE

Objet : Attribution de subventions au titre d'aides individuelles aux commerçants dans le cadre de l'opération collective en milieu urbain FISAC par la ville de Lourdes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n°32 du 22 février 2018 approuvant le cahier des charges pour l'appel à projet 2018 de la filière industrie agro-alimentaire et de transformation.
Vu la délibération n°1 du conseil communautaire du 10 avril 2018 approuvant le règlement pour le fonds d'intervention communautaire économique,
Vu la délibération n°14 du bureau communautaire en date du 25 septembre 2019 donnant délégation au bureau à octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget,
Vu le règlement d'intervention de l'opération collective en milieu urbain de la Ville de Lourdes joint,
Vu le tableau de synthèse des projets joint.

EXPOSE DES MOTIFS :

Dans un contexte de mutations profondes, liées à l'innovation numérique ou aux enjeux environnementaux et sociétaux, la Communauté d'agglomération a souhaité soutenir le commerce au sein des centres-villes.

A ce titre, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a décidé de mettre en place une aide communautaire nommée Entrepren@ Commerce à destination notamment des commerçants ayant un projet de rénovation de leur commerce ou d'installation en cœur de ville. Ces projets devant être nécessairement en lien avec une opération collective en milieu urbain FISAC.

La Ville de Lourdes a été retenue par les services de l'Etat en 2018 pour mener une opération collective en milieu urbain FISAC sur son centre-ville.

Aujourd'hui, il est proposé de soumettre au vote du bureau communautaire les projets déposés dans le cadre de l'opération collective FISAC.

Six dossiers sont proposés pour l'attribution d'une subvention (cf. tableau annexé à présente délibération).

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de participer sous la forme d'une subvention au financement de l'investissement de projets de création ou de réhabilitation de commerces :

- 504.26€ à la Société Mary Elle,
- 740.17€ à la Tante Leone
- 5 312.50€ à la TUTTI Pizza
- 513.30€ à Waphone
- 4 001.36€ à la Bar Toutatis

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

